

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°223

OCTOBRE 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- NEW-YORK : ADOPTION À L'UNANIMITÉ DE LA RÉOLUTION 1511 CONSACRÉE À L'AVENIR DE L'IRAK
- MADRID : LA CONFÉRENCE DES DONATEURS POUR L'IRAK A MOBILISÉ 38 MILLIARDS DE DOLLARS D'AIDE
- LEYLA ZANA ET SES COLLEGUES DÉNONCENT LE MARCHANDAGE DONT ILS FONT L'OBJET
- VIVE OPPOSITION DES IRAKIENS, DE L'OPINION PUBLIQUE TURQUE, ET DES PAYS ARABES AU PROJET DE DÉPLOIEMENT DE L'ARMÉE TURQUE EN IRAK
- PÉRIPE DIPLOMATIQUE DES LEADERS KURDES
- 405 MILITAIRES TURCS POURSUIVIS POUR VIOL ET TORTURE D'UNE JEUNE KURDE À MARDIN
- DÉBUT DE RAMADAN SANGlant EN IRAK : MULTIPLICATION DES ATTENTATS
- ANKARA : CRISE AU SOMMET DE L'ÉTAT LORS DU 80ÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE
- L'AUTORITÉ PROVISoire DE LA COALITION FAIT LE POINT SUR LES FINANCES DE L'IRAK

NEW-YORK :
ADOPTION À L'UNANIMITÉ
DE LA RÉOLUTION 1511
CONSACRÉE À L'AVENIR DE L'IRAK

décembre un plan pour la rédaction d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections, processus qui pourrait s'échelonner sur plusieurs années.

LE Conseil de sécurité des Nations unies a, le 16 octobre, adopté à l'unanimité sa résolution n° 1511 consacrée à l'avenir de l'Irak, les principaux pays jusque-là réticents - Russie, France et Allemagne - ayant fait savoir quelques heures plus tôt qu'ils voteraient pour en dépit de leurs réserves persistantes.

La version du texte de résolution adoptée, la cinquième élaborée par les Etats-Unis depuis août, encourage les pays du monde entier à soutenir le processus de reconstruction de l'Irak en fournissant des troupes et des fonds. Elle demande en outre aux membres du CIG (Conseil intérimaire de gouvernement) irakien d'élaborer d'ici au 15

La résolution crée en outre une force multinationale en Irak ayant l'aval de l'ONU, sous commandement américain. «*C'est le moment ou jamais d'aider l'Irak* », a déclaré au Conseil de sécurité l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, John Negroponte.

Mais les pays pressentis pour alléger le fardeau financier et

militaire de Washington en Irak tardent à se porter volontaires, notamment en Europe. Lors d'un sommet de l'Union européenne à Bruxelles, une contribution de 232 millions de dollars a été promise pour 2003-2004.

Par ailleurs, dans un communiqué conjoint, la France, la Russie et l'Allemagne ont estimé que la résolution aurait dû aller plus loin dans le sens d'une extension du rôle politique de l'ONU et d'une accélération du transfert de pouvoir aux Irakiens. Dominique de Villepin, chef de la diplomatie française, estime que le projet de résolution américain n'est pas à « la hauteur des enjeux ». Jusqu'à la veille du vote, la France, l'Allemagne et la Russie, pensaient s'abstenir, lorsque Vladimir Poutine, qui s'est entendu avec Washington, a fait savoir qu'il allait soutenir la résolution. On déclare à ce propos, dans les milieux diplomatiques, que le numéro un russe avait décidé de privilégier les relations russo-américaines aux dépens des réticences du Kremlin vis-à-vis du projet de texte. La Syrie, dernier pays réticent, a finalement annoncé dans la foulée qu'il voterait la résolution, pour éviter d'apparaître isolée.

Le Pakistan, considéré comme un pays musulman susceptible de fournir des troupes pour le maintien de la sécurité en Irak, a pour sa part décidé de ne pas le faire, estimant que la nouvelle force multinationale créée par la résolution n'était pas assez distincte des troupes d'occupation sous commandement américain.

L'adoption de la résolution sonne comme une victoire politique pour le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, qui avait convaincu les éléments les plus conservateurs de l'administration Bush de faire appel de nouveau à l'ONU. La résolution a failli échouer à plusieurs reprises, l'opposition ne venant pas seulement de grandes capitales mais aussi, à un certain moment, de Kofi Annan, qui, voici deux semaines, avait publiquement manifesté ses réserves vis-à-vis de la version d'alors.

D'autre part, la nouvelle monnaie irakienne est entrée officiellement en circulation le 15 octobre. Les nouveaux billets imprimés en Grande-Bretagne remplaceront ceux à l'effigie du président irakien déchu Saddam Hussein. Pour la première fois depuis la guerre du Golfe, du nord au sud du pays une même monnaie aura cours, car le dinar kurde va également s'effacer devant la nouvelle monnaie irakienne.

MADRID : LA CONFÉRENCE DES DONATEURS POUR L'IRAK A MOBILISÉ 38 MILLIARDS DE DOLLARS D'AIDE ET DE PRÊTS POUR LA RECONSTRUCTION

LA conférence des donateurs pour l'Irak, inaugurée, le 23 octobre, par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, à Madrid et réunissant sur deux jours au moins 61 pays et 19 organisations internationales a permis la promesse de 38 milliards de dollars d'aide et de prêts pour la reconstruction de l'Irak. Les besoins de l'Irak, ruiné par trois guerres, 35 ans de dictature et 13 ans de sanctions internationales, ont été évalués à 36 milliards de dollars sur 2004-2007 par la Banque mondiale et l'ONU. S'y ajoutent 19,44 milliards de dollars nécessaires notamment pour la sécurité et l'industrie pétrolière, selon l'Autorité provisoire de la Coalition (APC), mise en place par les Etats-Unis.

« Le peuple irakien se souviendra longtemps de l'aide que nous allons lui apporter à ce moment critique de défi et d'espoir », a déclaré devant les délégués le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. « Une importante preuve de soutien venant de cette conférence accélérera la reconstruction et hâtera la venue du jour où les Irakiens pourront assumer l'entière responsabilité de leur nation », a-t-il continué.

La Banque mondiale a fait savoir qu'elle mettrait à disposition de l'Irak, jusqu'en 2008, de trois à cinq milliards de dollars. Le FMI a promis un soutien compris entre 2,5 et 4,25 milliards de dollars sur trois ans.

C'est le Japon qui, après les Etats-Unis, a fait la promesse la plus importante, en s'engageant à verser

3,5 milliards de dollars supplémentaires en prêts à moyen terme, ce qui porte à cinq milliards le montant total de l'aide promise par Tokyo. L'Arabie saoudite, l'un des voisins les plus puissants et les plus riches de l'Irak, a promis pour sa part une enveloppe d'un milliard de dollars, pour moitié en financement de projets et pour moitié en crédits à l'exportation et Le Koweït s'est engagé à donner 1,5 milliard de dollars. L'Union européenne, quant à elle, a indiqué que le montant cumulé de son aide à la reconstruction de l'Irak en 2004 s'élèverait à 700 millions de dollars (826 millions de dollars), soit davantage que la somme allouée par les Quinze à l'Afghanistan. Le montant total des engagements de l'Union et de ses membres jusqu'en 2007 s'élève désormais à 1,3 milliard d'euros, dont la majeure part sera fournie par la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie, pays engagés dans la coalition alliée en Irak.

L'Irak a reçu en outre une offre d'aide de son ancien ennemi, l'Iran, avec lequel elle a été en guerre de 1980 à 1988. Le chef de la diplomatie iranienne, Kamal Kharrazi, a promis une ligne de crédit allant jusqu'à 300 millions de dollars. Il a proposé aussi de fournir de l'électricité et du gaz à son voisin et annoncé que Téhéran autoriserait l'Irak à exporter son pétrole via les terminaux iraniens.

François Loos, ministre français délégué au Commerce extérieur, n'a annoncé le 24 octobre aucune nouvelle aide, mais a évoqué

plusieurs moyens par lesquels la France aide l'Irak. Paris, a-t-il annoncé, pourrait envisager d'autres types d'aide à l'avenir, sans préciser lesquels. Quant au vice-ministre russe des Affaires étrangères Iouri Fedotov, il n'a pas promis une aide de son gouvernement mais a dit que les entreprises russes étaient prêtes à investir jusqu'à quatre milliards de dollars dans l'économie irakienne.

Voici la liste des pays qui apportent une assistance financière et/ou militaire aux Etats-Unis dans l'Irak d'après-guerre:

CONTRIBUTION FINANCIERE A LA RECONSTRUCTION:

- Banque mondiale: 3 à 5 milliards de dollars sur cinq ans.
- Belgique: 5 à 6 millions de dollars pour 2004.
- Corée du Sud: 200 millions de dollars sur quatre ans en plus des 60 millions de dollars promis pour cette année.
- Espagne: 300 millions de dollars.
- Iran: promesse de fourniture d'électricité et de gaz
- Japon: promesse de 1,5 milliard de dollars pour la première année et projet d'un financement supplémentaire à moyen terme.
- Philippines: 1 million de dollars.
- Royaume-Uni: 900 millions pour trois ans, à compter d'avril 2003.
- Suède: 32,7 millions de dollars pour 2004-2005.
- Union européenne: 230 millions de dollars pour 2004.

CONTRIBUTION MILITAIRE:

- Albanie: 71 hommes non-combattants en soutien aux

opérations de maintien de la paix; basés dans le nord de l'Irak.

- Amérique centrale et Caraïbes: République dominicaine (300 hommes), Salvador (360), Honduras (360) et Nicaragua (120) fournissent des renforts à la brigade espagnole qui agit dans centre-sud de l'Irak. - Azerbaïdjan: une unité de 150 hommes pour des missions de maintien de l'ordre et de protection des monuments historiques et religieux.

- Bulgarie: un bataillon d'infanterie de 485 hommes chargé de patrouiller à Kerbala, au sud de Bagdad; un contingent supplémentaire de 289 hommes est attendu en Irak.

- Corée du Sud: 675 militaires non-combattants.

- Danemark: 406 hommes, répartis entre des unités d'infanterie, des personnels médicaux et des policiers militaires; 90 soldats supplémentaires doivent être envoyés sur le terrain.

- Espagne: 1.300 hommes, chargés de missions de police dans le centre-sud de l'Irak.

- Estonie: 55 militaires, parmi lesquels des démineurs.

- Géorgie: 69 hommes, dont 34 des forces spéciales, 15 sapeurs et 20 personnels médicaux.

- Hongrie: un contingent de 300 hommes chargé du transport.

- Italie: 3.000 hommes dans le sud de l'Irak.

- Moldavie: plusieurs dizaines de spécialistes du déminage et de personnels médicaux.

- Norvège: 156 hommes, essentiellement des techniciens et des démineurs.

- Nouvelle Zélande: 61 techniciens militaires chargés des travaux de reconstruction dans le sud de l'Irak.
 - Pays-Bas: 1.106 hommes, dont les équipages de trois hélicoptères Chinook de transport, une équipe logistique, le personnel d'un hôpital de campagne, un contingent de commandos et une unité de 230 techniciens militaires.
 - Philippines: 177 hommes.
 - Pologne: contingent de 2.400 hommes chargé du commandement de l'un des trois secteurs militaires de l'Irak.
 - Portugal: 120 agents de police.
 - République tchèque: 271 militaires et trois civils chargés de faire fonctionner un hôpital de campagne à Bassorah (sud); 25 policiers militaires.

- Roumanie: 800 militaires, dont 405 soldats d'infanterie, 149 démineurs, 100 policiers militaires et 56 agents de renseignement.
 - Royaume-Uni: 7.400 hommes, avec un renfort prévu de 1.200 autres.
 - Slovaquie: 82 techniciens militaires.
 - Thaïlande: 400 hommes pour des opérations humanitaires.
 - Ukraine: 1.640 hommes d'une unité mécanisée.

Les autres nations contribuant en troupes sont le Kazakhstan (27), la Lettonie (106), la Lituanie (90) et la Macédoine (28). En outre, 14 autres pays sont en discussion avec les Etats-Unis en vue de l'envoi éventuel de militaires en Irak.

Hatip Dicle et Selim Sadak, les députés dénoncent leur procès et l'attitude du gouvernement turc. Voici de larges extraits de ce texte :

" Nous sommes incarcérés depuis presque dix ans. Bien sûr, la Turquie ne se trouve plus dans la situation où nous l'avons laissée. Nous observons avec beaucoup d'émotion les développements suscitant de l'espoir, mais nous ressentons également de l'inquiétude et des craintes face à d'autres évolutions. Durant ces dix dernières années, nous avons adopté comme un principe général le fait de ne pas entrer dans des polémiques et de rester silencieux face aux informations et commentaires formulés dans les media à notre endroit. Cependant nos responsabilités imposées par l'Histoire, nous contraignent à rompre ce silence face à certaines informations. Ainsi, le quotidien Hurriyet daté du 22 octobre 2003 qui énonce en Une " Zana contre KADEK", nous impose à briser ce silence.

LEYLA ZANA ET SES COLLEGUES DÉNONCENT LE MARCHANDAGE DONT ILS FONT L'OBJET ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION EUROPÉENNE DIVULGUÉ PAR LA PRESSE TURQUE

ALORS que la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara N°1 a, le 17 octobre, refusé une nouvelle fois la libération des députés kurdes, en se contentant de rejeter toutes les demandes formulées par la défense dont les contre-interrogatoires et auditions, et ajourné le procès au 21 novembre, un article publié sur toute la Une du quotidien turc *Hurriyet* du 22 octobre sous la plume de Zeynel Lule, correspondant du journal à Bruxelles, annonce que la Turquie mène des négociations avec l'Union

européenne pour qu'en échange d'une évolution favorable du cours du procès du DEP, la nouvelle appellation du PKK, le KADEK, soit intégrée dans la liste des organisations terroristes de l'UE. Les autorités turques affichent ainsi ouvertement que le procès des députés kurdes n'est nullement juridique mais reste avant tout politique, et que ces derniers restent les otages de la Turquie dans le processus de leurs négociations avec les instances européennes. Dans un communiqué de presse daté du 23 octobre et signé pour la première fois par Leyla Zana, Orhan Dogan,

... Après un jugement inique, nous avons été condamnés à 15 ans de prison... et finalement conformément à la condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme, une nouvelle période de procès a débuté pour nous. Durant ces audiences étalées sur 9 mois, contrairement aux décisions de la Cour européenne exigeant un jugement impartial, nous vivons, en violation du droit, une nouvelle période qui ne laisse rien à envier aux audiences de 1994.

Nous avons, à chaque fois que nous avons eu l'occasion, dénoncé les cours de sûreté de l'Etat (DGM) devant laquelle nous sommes réjugés aujourd'hui. Ainsi, nous avons indiqué que de part leur origine, leur objectif, leur raison et les lois régissant d'une part et le fait

qu'elles soient les produits d'une tradition politique allant jusqu'aux tribunaux de l'état de siège et de l'indépendance [ndlr : qui dans les années 1920 envoyèrent à la potence plusieurs dizaines de patriotes kurdes], elles ne sont pas et ne pouvaient être une juridiction impartiale et indépendante. Mais qu'elles étaient un instrument au service des gouvernants... et étaient de temps en temps utilisées dans le cadre de la politique intérieure et aussi extérieure... du pays.

Dans l'information publiée par le quotidien Hurriyet, nous pouvons donc une nouvelle fois comprendre que les DGM ne sont pas des institutions juridiques mais des instruments politiques... Ce sont les premières forteresses protégeant le statu quo. Et malgré nos efforts pour amener le procès du DEP sur le terrain juridique, cela reste une affaire politique et nullement juridique... Le point le plus grave dans cette relation entre le pouvoir juridique, les DGM et la politique mise en lumière dans le procès du DEP mais aussi dans l'article en question, c'est le fait que le ministre de la justice, Cemil Çiçek, reconnaisse dans une émission de télévision qu'il a le droit de parole et de décision sur le pouvoir judiciaire et qu'au besoin qu'il pouvait y intervenir. Nous rappelons à M. Çiçek qu'il nous semble qu'il a oublié qu'il était un homme de loi avant tout (...)

Nous appelons le gouvernement à renoncer à une attitude qui ne peut se concilier avec l'éthique politique, à faire des pas pour la démocratisation et la paix intérieure, qui reste la véritable actualité de la Turquie. Nous soulignons que l'impasse et le blocage ne

peuvent être surmontés qu'avec une proposition de paix juste, continue, honorable avec les Kurdes et que la paix

intérieure est une garantie pour l'unité territoriale de la Turquie mais aussi la fraternité de nos populations (...)"

VIVE OPPOSITION DES IRAKIENS, DE L'OPINION PUBLIQUE TURQUE, ET DES PAYS ARABES AU PROJET DE DÉPLOIEMENT DE L'ARMÉE TURQUE EN IRAK

A l'issue d'un débat à huis clos de deux heures et demie, les députés turcs se sont, le 7 octobre, prononcés, par 358 voix contre 183, en faveur du projet autorisant l'envoi d'un important contingent de soldats turcs en Irak, une mission souhaitée par les Etats-Unis, prévue pour une durée maximale d'un an qui devait débiter dès novembre. Outre les arguments du Premier ministre, les députés se sont sans doute montrés sensibles au geste de Washington qui a accepté, fin septembre, de fournir une aide financière de 8,5 milliards de dollars sous forme de prêts à la Turquie à condition que la Turquie engage ses troupes en Irak. "Chaque mission présente ses propres risques (...). Mais en dépêchant des troupes, nous pourrions obtenir voix au chapitre. Nous devons y aller pour le bien de la Turquie et pour son avenir", a déclaré Recep Tayyip Erdogan aux membres de son parti avant le vote. Selon les autorités turques, le déploiement du contingent turc pourrait se faire autour de Salahdine et Tikrit, dans la région d'Al Anbar bordant l'Euphrate ou dans la région nord d'Al Anbar.

Mais, les membres du Conseil de

gouvernement transitoire, qu'ils soient sunnites, kurdes ou chiïtes, de même que l'opinion publique turque ainsi que les pays arabes se sont très largement opposés au déploiement de troupes turques en Irak. Et, les déclarations du général Ilker Basbug, numéro deux de l'armée, sont venues raviver les inquiétudes des Irakiens, notamment des Kurdes, particulièrement hostiles à la présence de soldats turcs sur leur territoire. Ce dernier a indiqué au cours d'une conférence de presse le 13 octobre que l'armée turque répondra par la force si ses convois militaires sont attaqués par des Kurdes, lors de son déploiement en Irak. "Si nous allons en Irak, il nous faudra utiliser certaines des principales routes logistiques du nord irakien. Si nos convois y sont attaqués, nous répliquerons", a affirmé le général.

Massoud Barzani, président du parti démocratique du Kurdistan (PDK) et membre du Conseil de gouvernement transitoire en Irak, a menacé de démissionner de ce conseil si celui-ci venait à avaliser la décision turque. Il avait rappelé le 12 octobre l'opposition du Conseil de gouvernement au déploiement turc et avait sollicité le soutien de la Ligue arabe à cet effet. "Nous refusons le déploiement de troupes de la

Turquie et d'autres pays de la région et nous avons demandé un appui de la Ligue arabe à cette position", avait déclaré M. Barzani à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa au Caire. M. Barzani estime que *"l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins ne ferait qu'accroître la tension en Irak et ne fournirait de protection à personne"*. M. Amr Moussa, a, quant à lui, déclaré que *"la Ligue soutiendra toute position du Conseil de gouvernement transitoire au sujet de l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins"*. Selon lui, *"tout envoi de troupes en Irak doit recevoir l'approbation du Conseil de gouvernement et avoir lieu dans le cadre des résolutions de l'ONU"*. *"Tous les Irakiens avec lesquels je suis entré en contact, au sein du Conseil de gouvernement ou hors de cette instance, se sont déclarés opposés à l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins"*, a encore déclaré M. Moussa.

Le 11 octobre, M. Barzani avait déclaré lors de sa visite de six jours au Koweït, où il avait été reçu par l'émir Jaber Al-Ahmed Al-Sabah et son Premier ministre Sabah Al-Ahmed Al-Sabah que *"les Irakiens considèrent unanimement que le déploiement de forces de la région ne stabiliserait pas le pays... Au contraire, cela ne peut que conduire à une escalade de la tension"*. Il avait ajouté que le Conseil de gouvernement transitoire continuera de s'opposer à ce déploiement même si Washington et Ankara *"vont de l'avant dans leur projet"*.

De nombreux autres dirigeants

irakiens ont réaffirmé leur rejet d'un déploiement de l'armée turque, voulu par Washington. Le chef du principal mouvement chiite, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) et membre de l'exécutif de Bagdad, Abdel Aziz Hakim, a affirmé qu' *"il n'y a aucun besoin de faire venir une quelconque force de l'extérieur"*. Dr. Mahmoud Ali Osman, un autre membre du Conseil de gouvernement transitoire a, le 11 octobre, indiqué : *"Nous avons des divergences de vue. Les Américains croient que c'est une mesure positive et nous voyons qu'il s'agit d'une mesure superflue"*. *"L'envoi de troupes turques retardera le retour de la souveraineté"* irakienne, a, pour sa part, déclaré Nassir Kamal Chaderji, membre sunnite du Conseil. *"Je suis contre l'envoi de troupes turques ou de troupes de n'importe quel autre pays voisin de l'Irak parce que nous ne voulons pas que nos relations avec ces pays se détériorent"*, a-t-il ajouté. Même Ahmad Chalabi, chiite du Congrès national irakien (CNI), membre du Conseil et considéré comme un proche de Washington, a accueilli fraîchement la décision d'Ankara. *"Toute troupe étrangère doit être invitée en Irak par un gouvernement irakien souverain. Actuellement cette décision revient au Conseil de gouvernement"*, a affirmé un porte-parole de M. Chalabi, Entifadh Qanbar.

De son côté, le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, a affirmé que *"la position de base est que le Conseil de gouvernement ne veut pas qu'un pays voisin prenne part à une mission de protection de la paix"*. Barham Saleh, un haut responsable

de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a prévenu que ce déploiement constituerait *"un facteur de détérioration de la situation sécuritaire"* et que *"les troupes turques feraient face à des difficultés si elles entraient en Irak"*.

Par ailleurs, dans une allocution télévisée, le président égyptien Hosni Moubarak a estimé le 16 octobre que l'armée turque ne doit pas se déployer en Irak avec la guerre à l'esprit. Hosni Moubarak a estimé que les déclarations turques étaient *"dénudées de toute subtilité"*. *"N'ayez pas à l'esprit que vous allez entrer en guerre. L'Irak est un pays musulman comme le vôtre et vos pensées doivent être appropriées aux circonstances que nous vivons"*, a déclaré le président égyptien.

Le roi Abdallah II de Jordanie avait lui aussi appelé le 13 octobre l'armée turque à ne pas prendre part aux opérations militaires dans le pays. *"Je ne pense pas qu'un pays qui a des frontières communes avec l'Irak devrait jouer un rôle actif en Irak"*, avait déclaré le roi à la presse en marge d'un sommet régional du Forum économique mondial (WEF) à Singapour. *"Peu m'importe si cela se passe sous la supervision américaine ou des Nations unies, je persiste à croire que nous ne pouvons pas être d'honnêtes collaborateurs, tout simplement parce que nous avons tous certains désirs sur les relations bilatérales avec l'Irak"*, avait déclaré le roi.

De même, un porte-parole du ministère saoudien de la Défense, a déclaré que *"l'Arabie saoudite n'enverra de troupes en Irak qu'à la*

demande d'un gouvernement légitime, dans le cadre d'un mandat de l'ONU et sur la base d'une entente arabe ».

Dans ce contexte de tension, l'Irak a fait l'objet de toutes les dissensions au sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ouvert en Malaisie, le 16 octobre, en présence d'une délégation irakienne. Les représentants d'Ankara ont appelé les pays-membres à s'impliquer en Irak dès à présent, sans attendre un mandat de l'ONU considérés par eux hypothétique.

Mais la thèse turque n'a été soutenue par aucun autre pays.

Une semaine après le feu vert donné par le parlement turc, le conducteur d'une voiture s'est fait, le 14 octobre, exploser devant l'entrée de la mission turque, blessant deux employés de l'ambassade et quatre civils et tuant le kamikaze auteur de l'attaque. *"La Turquie joue un rôle dans cette région... Nous nous attendions à ce que cela ait un certain prix"*, a déclaré l'ambassadeur de Turquie à Bagdad, Osman Paksut, à la télévision turque.

au niveau d'ambassadeur, mais M. Maher avait jugé une telle initiative prématurée.

Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), s'était rendu une semaine plus tôt en Egypte, où il avait appelé à soutenir le Conseil intérimaire de gouvernement dont il est également membre. Massoud Barzani avait également effectué le 1^{er} octobre une visite à Damas pour évoquer la situation en Irak et les relations bilatérales. Il s'était entretenu avec le président syrien Bachar al-Assad et les deux parties avaient exprimé leur *« attachement à la consolidation de l'unité nationale irakienne »* et jugé *« nécessaire le retour de la sécurité et de la stabilité en Irak »*. *« Il n'y a pas de résistance, mais des actes terroristes qui se produisent de temps à autre et c'est le peuple irakien qui en paie le prix »*, a déclaré M. Barzani, au terme d'un entretien avec vice-président syrien Abdel Halim Khaddam. Il a également accusé *« des étrangers de s'être infiltrés en Irak pour créer des problèmes au peuple irakien »*.

La Syrie, qui s'était montrée farouchement hostile à la guerre américaine en Irak, plaide actuellement pour un transfert de souveraineté rapide au peuple irakien et un retrait des forces d'occupation américaines. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la Syrie est dans le collimateur des Etats-Unis qui refusent que ce pays intervienne dans les affaires de son voisin irakien.

PÉRIPLÉ DIPLOMATIQUE DES LEADERS KURDES : J. TALABANI REÇU PAR LE PRÉSIDENT EGYPTIEN HOSNI MOUBARAK ET M. BARZANI PAR LE PRÉSIDENT SYRIEN BACHAR AL-ASSAD

JALAL Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et membre du Conseil de gouvernement intérimaire irakien, arrivé le 20 octobre au Caire pour une visite de quelques jours, s'est, le 22 octobre, entretenu avec le président égyptien Hosni Moubarak à Charm el-Cheikh pour examiner *« la situation actuelle en Irak et les moyens d'œuvrer pour la stabilité dans le pays, afin d'aider les Irakiens à gérer leurs affaires »*.

M. Talabani avait rencontré la veille au Caire le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa et le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Maher. Il avait affirmé, après sa rencontre avec M. Moussa, que le Conseil intérimaire de gouvernement, dont il est membre,

œuvrait pour mettre fin à l'occupation américaine de l'Irak, mais pas dans l'immédiat, car cela provoquerait *« le chaos »*. *« Pas un seul Irakien n'accepte l'occupation »*, avait déclaré M. Talabani. *« La sécurité de l'Irak est de la responsabilité des Irakiens, et nous examinons actuellement cette question avec nos amis américains »*, avait-il affirmé, ajoutant toutefois que l'occupation se poursuivrait *« jusqu'à la tenue d'élections et l'adoption d'une Constitution »*. M. Talabani avait cependant souligné qu'il *« faut être franc et qu'on ne peut pas appeler en ces circonstances au retrait des forces étrangères, car leur retrait aboutirait au chaos, aux affrontements internes et à l'ingérence de forces régionales »* en Irak. M. Talabani avait également demandé à M. Maher de porter la représentation égyptienne en Irak

405 MILITAIRES TURCS POURSUIVIS POUR VIOL ET TORTURE D'UNE JEUNE KURDE À MARDIN

LE procès de plusieurs centaines de soldats turcs, accusés du viol collectif accompagné de tortures d'une détenue kurde, s'est ouvert, le 10 octobre, devant un tribunal de Mardin. Le procès a été ajourné jusqu'au 5 novembre pour des questions de procédure, a indiqué l'avocat de la plaignante Me Reyhan Yalcindag.

La jeune femme kurde de 31 ans, connue par ses initiales S.E., accuse les militaires de lui avoir infligé des sévices corporels et sexuels après lui avoir bandé les yeux, ce qui a conduit à des poursuites contre les 405 militaires qui étaient en poste à cette époque dans la région de Mardin, où elle a subi ces violences. S.E. a indiqué qu'elle avait été torturée et violée par des forces paramilitaires à chacune de ses détentions, entre novembre 1993 et mars 1994, une période d'intenses combats entre l'armée et les combattants kurdes. Ses allégations ont été corroborées par les conclusions d'un examen médical. Lors de son dernier passage entre les mains des soldats, elle avait même perdu conscience et n'était revenue à elle qu'après neuf jours d'hospitalisation. Elle n'a, par ailleurs, aucun casier judiciaire expliquant ses multiples détentions. S.E., qui a connu par la suite de graves troubles psychologiques, s'est par la suite installée dans la ville d'Izmir avec sa famille. De là, elle a ensuite obtenu l'asile politique

en Allemagne, à Bochum, où elle demeure toujours aujourd'hui. *"Nous n'envisageons pas cela comme une affaire personnelle. Notre principal objectif est d'amener les victimes de violations des droits de l'homme à demander justice et à obtenir un résultat, ici en Turquie, sans aller devant la Cour européenne des Droits de l'Homme"*, a déclaré Me Yalcindag.

Les autorités turques ont toujours

renâclé à enquêter sur les allégations de torture et de viol par les forces de sécurité dans les provinces kurdes. Les forces de sécurité n'ont jamais été reconnues coupables de viol en Turquie, alors que des dizaines de procédures ont été ouvertes, a observé Me Yalcindag. Aucun des accusés n'était d'ailleurs présents à l'audience.

La candidature de la Turquie à l'intégration de l'Union Européenne demeure en souffrance notamment en raison de son incapacité à éliminer la torture et autres manquements aux Droits de l'Homme.

DÉBUT DE RAMADAN SANGlant EN IRAK : MULTIPLICATION DES ATTENTATS

L'Irak a connu le 27 octobre un début de Ramadan sanglant avec trois attentats qui ont visé presque simultanément à Bagdad le siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), un ministère et un commissariat de police irakiens. Au moins 35 personnes ont été tuées et 230 autres blessées à Bagdad dans cette série d'attentats suicide. C'est la première fois qu'une attaque est lancée contre le CICR en Irak depuis le début de ses opérations dans le pays au début des années 1980, selon la porte-parole de cette organisation humanitaire Nada Doumani.

L'adjoint du ministre irakien de l'Intérieur, Ahmed Ibrahim, a accusé Saddam Hussein d'être responsable

de cet attentat. Une deuxième explosion s'est produite quelques minutes plus tard près du siège du ministère de la Santé. Les bâtiments du CICR et du ministère sont situés sur chacune des deux rives du Tigre, qui coupe Bagdad en deux. Une voiture piégée a explosé presque au même moment devant un poste de police à Bagdad, tuant trois policiers irakiens, blessant plusieurs autres ainsi que 10 soldats américains, selon l'armée américaine.

Cette série d'attentats a frappé la capitale irakienne alors qu'elle a été la veille le théâtre d'une attaque aux roquettes qui a visé un hôtel où logeait le numéro deux du Pentagone Paul Wolfowitz, arrivé le 24 octobre à Bagdad. Au dernier jour de sa visite à Bagdad, le

numéro deux du Pentagone a vu l'hôtel Al-Rachid, au cœur de la capitale irakienne, frappé le 26 octobre par le tir de près de 30 roquettes de roquettes, qui ont tué un colonel américain et blessé 18 personnes dont 11 Américains et des civils. Un lanceur multitubes de roquettes Katioucha a été ensuite découvert dans une remorque garée sur un trottoir à la sortie du zoo de Bagdad, face à l'hôtel. Les roquettes tirées à 500 mètres de l'hôtel vers 6h10 ont creusé une demi-douzaine de trous dans la façade ouest de l'établissement moderne haut de 17 étages, dont les 462 chambres abritent les responsables de l'administration provisoire américaine et des troupes de la coalition. Secoué mais indemne, le secrétaire adjoint à la Défense, l'un des faucons de l'administration Bush, a assuré que l'attentat « ne nous détournera pas de notre mission » en Irak.

Par ailleurs, l'ONU compte transférer à Chypre les membres de son personnel encore présents à Bagdad, et ils décideront alors de l'opportunité et des modalités de leur retour éventuel dans la capitale irakienne. Ce retrait concernera 18 expatriés travaillant à Bagdad, tandis qu'une quarantaine d'autres, en poste au Kurdistan dans la région d'Erbil (Nord), demeureront dans le secteur, jugé plus sûr. L'ONU dispose toujours dans le pays d'environ 4.000 employés irakiens.

Le CICR et l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières ont également annoncé le 29 octobre leur décision

d'évacuer leur personnel malgré la demande insistante de l'administration américaine de rester à Bagdad.

Région relativement protégée de la violence, le Kurdistan subit également de temps à autre des actes terroristes. Ainsi, le 9 octobre, deux policiers et deux civils irakiens ont été tués le 9 octobre et un autre policier a été grièvement blessé dans une attaque armée menée par des inconnus à Erbil, dans le Kurdistan. « Des terroristes à bord d'un véhicule ont ouvert le feu sur une voiture de police, tuant deux agents et blessant grièvement un autre », a déclaré le chef de la police d'Erbil, cité par la télévision du Parti

démocratique du Kurdistan (PDK), qui contrôle la région. Selon lui, « l'attaque est préméditée (...) et il s'agit d'un groupe de terroristes qui tentent de perturber la sécurité dans la ville ». Les deux civils tués ont été identifiés comme le procureur général adjoint au ministère de la Justice à Erbil et son épouse, qui travaille à l'Université de Salaheddine, près d'Erbil.

Par ailleurs, un Irakien qui tentait de perpétrer le 16 octobre un attentat suicide contre le bâtiment du ministère de l'Intérieur à Erbil a été tué par les forces de l'ordre, a annoncé M. Karim Sinjari, ministre de l'Intérieur du gouvernement régional du Kurdistan à Erbil.

ANKARA : CRISE AU SOMMET DE L'ETAT LORS DU 80ÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE

LE président turc refuse de recevoir les épouses voilées des membres du gouvernement et du Parlement turcs. La Turquie a, le 29 octobre, fêté en grande pompe le 80ème anniversaire de sa fondation sur fond de vive controverse autour du foulard islamique dans un pays musulman au régime laïc gouverné par un parti aux origines islamistes. Pour la première fois depuis la fondation en 1923 de la République par Mustafa Kemal Ataturk sur les ruines de l'Empire ottoman, la plupart des députés du parti au pouvoir devaient boycotter une réception du chef de l'Etat, Ahmet

Necdet Sezer, à l'occasion de la fête nationale. Les représentants au Parlement du Parti de la Justice et du Développement (AKP, issu de la mouvance islamiste, 368 sièges sur 550) entendaient ainsi protester contre M. Sezer qui n'a pas invité leurs épouses à la réception, suscitant de vives critiques de leur part et de la presse libérale qui estime que cette "crise" au sommet de l'Etat n'est pas digne d'un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Nombre de femmes de députés de l'AKP, à l'instar de celle du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, sont voilées et ne peuvent se présenter dans cette tenue à des réceptions officielles en Turquie.

Jamais dans l'histoire du pays, autant d'épouses de membres d'un gouvernement n'ont porté le foulard islamique. L'armée turque, qui se proclame la gardienne de la laïcité, et la hiérarchie pro-laïque considèrent le port du foulard — strictement interdit dans la fonction publique et les universités — comme un signe ostensible de soutien à l'islam politique. M. Erdogan, un ancien islamiste qui rejette aujourd'hui cette étiquette affirmant avoir "*changé*", ne souhaitant pas accroître davantage la tension avec le président, a assisté avec ses ministres à la réception.

Fait sans précédent, au moins cinq députés de l'AKP, dont le président de la Commission des droits de l'Homme au Parlement, Mehmet Elkatmis, ont renvoyé à la présidence l'invitation qui leur avait été adressée, dénonçant une "*discrimination*" de la part de M. Sezer qu'ils ont accusé d'être "*partial*". Un autre député a appelé implicitement le président à démissionner. Dans son message traditionnel à l'occasion de la fête nationale, publié la veille, M. Sezer, ancien président de la Cour constitutionnelle et farouche défenseur des principes laïques, a lancé un appel solennel pour la préservation des "*principes édictés dans la Constitution*", en l'occurrence la laïcité et la démocratie.

"*Le président est partial. Il prend évidemment la défense de la laïcité*", titre le journal kémaliste *Cumhuriyet*. Pour le journal *Zaman* (islamiste modéré), les invitations "*avec ou sans épouses*" adressées aux députés ont dégénéré en "*crise*". Les

invitations adressées aux députés du principal parti d'opposition pro-laïque au Parlement, le CHP (Parti républicain du peuple), mentionnaient en effet les épouses. L'ensemble des parlementaires du CHP ont assisté à la réception. M. Sezer a également omis explicitement de mentionner les épouses (voilées) dans les invitations adressées au vice-président de la Cour constitutionnelle et du président de la Cour des comptes.

Depuis la victoire électorale de l'AKP aux législatives de l'an dernier, la bataille entre la hiérarchie pro-laïque et l'AKP qui a le vent en poupe après notamment de bons résultats dans l'économie, a surtout fait rage sur le sujet sensible du voile islamique. Le geste

symbolique du président Sezer à l'occasion de la fête nationale a encore alimenté la polémique récurrente dans le pays depuis la montée de l'islam politique dans les années 70 avec l'inauguration de plusieurs dizaines de lycées à vocation religieuse, dont sont issus M. Erdogan et plusieurs de ses proches collaborateurs.

M. Erdogan est surveillé de près par l'armée qui, en 1997, avait forcé le premier gouvernement pro-islamiste de l'histoire du pays à quitter le pouvoir. M. Erdogan, alors maire d'Istanbul, avait purgé une peine de quatre mois en 1998 pour "*incitation à la haine religieuse*". Il affirme défendre aujourd'hui une laïcité respectueuse de la démocratie et les libertés religieuses.

L'AUTORITÉ PROVISOIRE DE LA COALITION FAIT LE POINT SUR LES FINANCES DE L'IRAK TANDIS QU'À WASHINGTON LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS APPROUVE L'ENVELOPPE DE 87,5 MILLIARDS DE DOLLARS

L'ADMINISTRATION provisoire dirigée par les Etats-Unis a publié le 27 octobre les premiers chiffres sur les revenus tirés du pétrole en Irak depuis le renversement de Saddam Hussein en avril. Accusée par certaines organisations internationales d'entretenir l'opacité sur sa gestion des ressources pétrolières irakiennes, l'autorité provisoire de la coalition (CPA) a précisé qu'un total de trois milliards de dollars avait été déposé dans le Fonds de développement pour l'Irak, créé

avec l'autorisation des Nations unies en mai pour y placer les revenus pétroliers et l'ensemble des fonds destinés à la reconstruction de l'Irak. Environ 666 millions de dollars ont été dépensés ce qui, à la date du 25 octobre, laisse un solde de quelque 2,4 milliards de dollars, précise la CPA sur son site internet <http://www.cpa-iraq.org>

L'administration dirigée par Paul Bremer détaille également les revenus du Fonds de développement : un milliard de dollars provient du programme de l'ONU « pétrole

contre nourriture » dont l'arrêt est prévu en novembre; 1,4 milliard de dollar est tiré des ventes de pétrole; 300 millions de dollars sont issus de fonds irakiens découverts à l'étranger et rapatriés après la guerre; 200 millions de dollars viennent d'un « compte spécial » du Trésor américain et 120 millions de dollars proviennent de remboursement du Programme alimentaire mondial de l'ONU pour rachat de blé.

Les 666 millions de dollars ont été dépensés comme suit, selon la CPA: 433 millions pour le budget du ministère des Finances; 125 millions pour l'achat de blé; 92 millions pour un programme d'échange de monnaie; 8 millions pour des équipements de sécurité; 6 millions pour des équipements pétroliers et 2 millions pour des équipements électriques.

Par ailleurs, les Etats-Unis et les autres pays riches devraient supprimer les deux-tiers de la dette extérieure de l'Irak pour lui donner une chance de redresser son économie, a déclaré le 29 octobre le président de la Banque mondiale. James Wolfensohn a également prédit que de nombreux pays riches devraient se faire « forcer la main » au cours de l'année prochaine sur la question de l'effacement de la dette irakienne, estimée à quelque 120 milliards de dollars (102 milliards d'euros). Selon lui, l'Irak doit autour de 40 milliards de dollars aux Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon, la Russie et les autres pays qui font

partie du Club de Paris, une organisation composée de 19 nations qui conduit les négociations sur la dette. Au moins 80 milliards de dollars supplémentaires sont dus à des pays arabes et d'autres nations en dehors de Club de Paris.

Par ailleurs, malgré les réticences du Congrès face au coût de la politique américaine en Irak, la Chambre des représentants a approuvé l'enveloppe budgétaire de 87,5 milliards de dollars réclamée par le président Bush pour financer la reconstruction et l'occupation de ce pays. La Chambre a, le 29 octobre, adopté le texte par 298 voix contre 121. Le Sénat devrait adopter à son tour le 3 novembre cette enveloppe budgétaire en renonçant à son idée de convertir une partie de l'aide à la reconstruction de l'Irak en prêts remboursables avec les futurs revenus de la vente du pétrole irakien. Le texte répond en grande partie à ce que demandait G. Bush,

prévoyant 65 milliards de dollars pour les troupes en Irak et en Afghanistan.

Mais les députés ont réduit à 18,6 milliards les crédits alloués à la reconstruction du pays – G. Bush demandait 20,3 milliards –, renforcé le suivi par l'administration des dépenses réalisées avec ces fonds, et durci les conditions de candidature aux appels d'offres pour les contrats en Irak. George Bush a donc réussi à éviter l'écueil le plus important: la fronde de plusieurs républicains et de la quasi totalité des démocrates qui estimaient que l'Irak devrait rembourser une partie des crédits alloués à sa reconstruction, à hauteur de la moitié des quelque 20 milliards de dollars prévus à cet effet. La Maison blanche avait menacé d'opposer son veto à la totalité du texte s'il comprenait des prêts, ce qui selon elle aurait eu pour effet de nuire aux efforts de stabilisation de l'Irak, de prolonger l'occupation américaine et d'accabler le pays sous le poids de nouvelles dettes.

AINSI QUE...

• **DES HABITANTS DE LA PROVINCE DE HAKKARI TABASSÉS ET TRAÎNÉS DANS DES EXCRÉMENTS. À LA SUITE D'UNE PERQUISITION.** La section de Hakkari de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) a été saisie le 20 octobre par des habitants du district de Çukurca, province de Hakkari, accusant de pratique de torture des membres des forces spéciales du commandement de la gendarmerie.

Selon les témoignages recueillis par l'IHD, les forces spéciales ont lancé le 18 octobre vers 4 heures du matin une perquisition chez un protecteur de village dénommé Halil Çetin. Empêchés de se vêtir, H. Çetin et son père ont ensuite été traînés dans un tas d'excréments. L'Association a également noté que Fatma Çetin, âgée de 60 ans, s'est évanouie après un coup de crosse reçu sur l'épaule et transportée au dispensaire, a refusé par peur de

prendre un rapport médical. Une autre victime, Sabri Ozer, a quant à lui été transportée au service orthopédique de l'hôpital d'Etat de Hakkari qui lui a délivré un arrêt de travail de cinq jours. Après enquête, les responsables de l'IHD ont remis leur rapport au procureur de la République, qui n'est autre que celui qui a autorisé la perquisition des forces spéciales.

La Turquie, qui a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme dans une affaire précédente lorsque des villageois ont été obligés d'avalier des excréments dans le village de Yesilyurt (Cizre) en 1989, ne semble pas être dissuadée. Tout se passe comme si les forces turques poursuivaient leur propre logique de répression et d'humiliation, au mépris du droit, laissant aux autorités civiles la besogne de justifier leur action et de verser éventuellement des dédommagements dérisoires à quelques victimes téméraires osant saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Il y a quelques mois des enfants du village de Hani placés en garde à vue ont également accusé des forces de sécurité d'avoir couvert leur visages d'excréments.

Plus de 70 000 personnes ont été enrôlées comme protecteurs de village en Turquie. Nombreux sont ceux qui le sont devenus à force des menaces proférées par les forces de sécurité turques.

• **LE DRAME D'UNE JEUNE FEMME KURDE TORTURÉE EN GARDE-À-VUE AVEC SON**

FILS DE 2,5 ANS ET EXCLUE DE SON PROCÈS PARCE QU'ELLE NE PARLE QU'EN KURDE. Me Eren Keskin, vice-présidente de l'Association des droits de l'homme de Turquie (IHD) et fondatrice du *"Projet d'aide juridique contre les sévices sexuels et tortures en garde-à- vue"*, a dénoncé la situation de Mme Fatma Toprak, une jeune femme kurde accusée sur la base de l'article 125 du code pénal de *"lien avec le PKK"*, placée en détention depuis décembre 1996 et qui doit faire face à la position du juge turc qui ne veut pas l'appeler aux audiences sous prétexte qu'elle *"parle en kurde"*. Dans un courrier adressé le 6 octobre à E. Keskin, Fatma Toprak indique que le juge lui a déclaré: *"A partir de maintenant je ne te convoquerai plus à la cour... Tu protestes contre nous depuis sept ans en ne parlant pas le turc, on va à notre tour protester contre toi en ne t'appelant plus au procès"*. Me Keskin a précisé que Fatma Toprak est accompagnée d'interprète depuis le début de son procès et qu'il est étonnant de voir une telle position aujourd'hui, alors même que la Turquie prétend avoir aboli les obstacles opposés à la langue kurde pour son entrée à l'Union européenne.

Selon les rapports établis par l'Union des médecins turcs, l'Ordre des médecins d'Istanbul et la Fondation des droits de l'homme de Turquie, Fatma Toprak a été arrêtée en 1996 pour *"activités politiques et appartenance au PKK de son époux"* et a été placée en garde-à- vue avec son fils âgé alors de 2,5 ans par la section anti-terreur de la Direction de sûreté d'Istanbul. Elle

y a été sévèrement torturée ; suspendue après avoir été déshabillée par la police qui lui a infligé des sévices sexuels comme l'intrusion de matraque à l'anus et au vagin. La police a également émis, devant ses yeux, des charges électriques sur les doigts de son fils qui a été brûlé par des cigarettes sur son dos et ses mains et a été forcé à avoir des contacts sexuels avec sa mère. Selon le témoignage de Mme Toprak, après 14 jours de détention, la police a emmené l'enfant en disant à la mère qu'il allait être exécuter. Fatma Toprak a ensuite été transférée à la prison de Gebze et malgré toutes les démarches entreprises auprès du parquet par Me Eren Keskin, aucune information n'a pu être obtenu au sujet du petit Azat [ndlr : libre en kurde] pendant 2,5 ans. Azat, qui a été finalement retrouvé à la DASS de Bahçelievler, a ensuite été remis à sa mère emprisonnée. Me Keskin a saisi le procureur de la République de Fatih qui n'a pas voulu donner de suite à l'affaire, puis a fait appel auprès de la Cour d'Assises de Beyoglu qui s'est conformée à la décision du parquet. La Cour européenne des droits de l'homme a été saisie pour violation de l'article 3 de la Convention européenne relatif à la torture.

Par ailleurs, depuis plus de 6 mois, le centre pénitentiaire refuse la visite d'Azat à sa mère en avançant qu'il manque des documents d'identité établissant la filiation et cela malgré toutes les démarches entreprises auprès des services d'état civil par la famille de Fatma Toprak.

• **STRASBOURG** : **L'INTERDICTION PAR LA TURQUIE DU LIVRE « COMMENT NOUS NOUS SOMMES BATTUS CONTRE LE PEUPLE KURDE ! MÉMOIRE D'UN SOLDAT » CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS POUR « VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION »**. L'auteur d'un livre traitant du problème kurde qui avait été condamné en Turquie en raison de son caractère critique à l'égard de l'armée et de l'Etat turcs a obtenu gain de cause le 2 octobre devant la Cour européenne des droits de l'Homme qui a condamné la Turquie pour violation de la liberté d'expression.

La Cour a alloué à Zeynel Abidin Kizilyaprak, 43 ans, propriétaire de la maison d'édition Pelé Sor, 3.000 € pour dommage moral et 2.500 € pour frais et dépens, estimant « *que les autorités nationales n'ont pas suffisamment pris en compte le droit du public de se voir informer d'une autre manière sur la situation dans le sud-est de la Turquie* ».

En 1991, il avait publié un ouvrage intitulé « *Comment nous nous sommes battus contre le peuple kurde ! Mémoires d'un soldat* » relatant les mémoires d'un soldat turc ayant effectué son service militaire dans le sud-est de la Turquie. M. Kizilyaprak fut condamné le 14 octobre 1993 par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour « *propagande séparatiste* » à six mois d'emprisonnement et à une amende.

Dans son arrêt, la Cour a relevé que « *si certains passages, particulièrement acerbes, de l'ouvrage brossent un tableau des plus négatifs de l'Etat turc et de l'armée (...) ils n'exhortent pas pour autant à l'usage de la violence* ». Elle a en outre condamné la Turquie pour violation du droit à un procès équitable soulignant que la Cour de sûreté de l'Etat, composée notamment d'un magistrat militaire, n'était pas un tribunal indépendant et impartial.

• **LE MUSICIEN KURDE CIWAN HACO RASSEMBLE PLUS DE 100 000 PERSONNES À BATMAN, APRÈS UN EXIL DE 23 ANS**. Le chanteur de rock kurde Ciwan Haco a effectué le 12 octobre devant plus de 100.000 personnes rassemblées à Batman son retour sur la scène, après un exil de 23 ans, qu'il a justifiée par le manque de liberté culturelle pour les Kurdes. Ce concert est de loin le plus important jamais organisé dans cette région kurde, où l'état d'urgence a été levé en 2001, après être resté en vigueur durant 14 ans.

Ciwan Haco a chanté dans sa langue maternelle, le kurde, ce qui n'était pas possible jusque là « *en raison de l'absence de liberté frappant cette langue* », a-t-il expliqué au quotidien turc *Radikal*.

• **PROTESTATION CONTRE LA CIRCULAIRE INTERDISANT LES LETTRES " X, W, Q " : DES MEMBRES DES DEUX PARTIS PRO-KURDES DÉPOSENT DES**

RECOURS POUR PORTER DES NOMS KURDES COMPRENANT CES LETTRES.

Des dirigeants et membres de deux partis pro-kurdes ont simultanément déposé le 27 octobre des recours devant la justice pour obtenir le droit de porter des noms kurdes comprenant les lettres X, W et Q, inexistantes dans l'alphabet turc.

Le gouvernement turc a récemment levé officiellement l'interdiction des prénoms et noms à consonance "ethnique" —en l'occurrence kurde—, dans le but d'harmoniser ses lois avec celles de l'Union Européenne (UE), à laquelle la Turquie souhaite adhérer. Mais une circulaire du ministère de l'Intérieur a interdit l'utilisation de noms comportant des lettres qui n'existent pas dans l'alphabet turc. Les lettres X, W et Q existent en kurde, mais pas en turc. Pour protester contre cette circulaire, des dirigeants du Parti démocratique du peuple (DEHAP) et de celui de la libre société (Ozgur Toplum), ont déposé des recours devant des tribunaux à Ankara, Istanbul ou Adana (sud) pour pouvoir adopter de nouveaux noms ou prénoms. "Je veux adopter le prénom *Qualferat* (sage)", a précisé Ferhat Yegin, vice-président d'Ozgur Toplum partisi, qui a salué la décision du gouvernement d'autoriser les noms kurdes, mais conteste les restrictions apportées fin septembre par la nouvelle circulaire.

Par ailleurs, la préfecture et la direction de sûreté de Van, saisies, le 22 octobre, par une demande de

concert pour le groupe kurde de musique rock, Koma Rewsen, a refusé de délivrer l'autorisation du fait du mot kurde "kom" [ndlr : groupe en kurde] et de la lettre "w" sur les affiches.

La Commission européenne doit publier début novembre un rapport d'évaluation sur les progrès de la Turquie vers l'UE. Ankara espère pouvoir entamer des négociations d'adhésion avec l'UE à la fin de 2004.

• CRISE POLITIQUE ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE APRÈS L'ESPIONNAGE DE LA MINISTRE SUISSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT TURCS (MIT). Selon le quotidien suisse Le Matin du 26 octobre, la récente annulation de la visite à Ankara de la ministre suisse des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, est dû au Service Secrets turcs (MIT) qui l'ont "espionnée" et accusée de liens avec des opposants kurdes. Les services secrets turcs auraient dénoncé ces liens auprès de la police suisse dans une note expliquant que "si votre ministre n'est pas persona grata à Ankara, c'est parce qu'elle prête une oreille trop attentive aux opposants kurdes".

Les relations entre les deux pays se sont détériorées fin septembre, lorsqu'une visite que Mme Calmy-Rey devait effectuer en Turquie avait été annulée au dernier moment. Ankara avait alors dit réagir à la reconnaissance, quelques

jours plus tôt par le canton suisse de Vaud, du génocide arménien. Le Matin, qui reprend des informations publiées le 25 octobre par le quotidien zurichois Tages-Anzeiger, affirme que Mme Calmy-Rey avait en fait été surveillée fin août par un espion turc, qui aurait observé lors d'un cocktail un aparté d'un peu plus d'une minute entre elle et un opposant kurde. La note envoyée par les services secrets à la police suisse a ensuite été transmise au président de la Confédération, Pascal Couchepin, qui aurait selon la presse, demandé la réunion d'urgence du gouvernement suisse pour faire la leçon à la ministre.

Un porte-parole du procureur général a qualifié ces informations de "stupéfiantes" et indiqué que si les premières investigations conduisaient à des indices d'espionnage des services secrets turcs, une enquête pénale serait ouverte pour activités interdites de services de renseignements étrangers sur le sol suisse.

Par ailleurs, la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée fédérale suisse et la délégation de l'Assemblée ont décidé d'enquêter sur les actions du MIT en Suisse et son influence auprès des hommes politiques suisses, tout en analysant le rôle du président Pascal Couchepin et de la ministre de la justice, Ruth Metzler, dans cet incident.

Le quotidien turc *Hurriyet* daté du 27 octobre précise que "les responsables turcs attirent l'attention sur le fait que la résolution reconnaissant le génocide

arménien dans le canton de Genève porte la signature de Mme Calmy-Rey" et qu' "à l'instar de l'ancienne ministre suédoise des affaires étrangères, Mme Anna Lindh, assassinée, Mme Calmy, membre du parti social démocrate a émis le souhait de visiter Diyarbakir... et de signer une convention pour le projet de financement des écoles d'enseignement en langue kurde".

• AFFRONTLEMENT ENTRE LE PKK ET LES FORCES TURQUES : 5 MORTS EN UNE SEMAINE. Un combattant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek) a été tué le 17 octobre lors d'une opération de ratissage dans une région rurale proche de Dicle, au nord de Diyarbakir. Des combattants kurdes avaient attaqué un poste de police près de Dicle le 15 octobre, blessant légèrement un agent.

Pari ailleurs, quatre autres militants PKK avaient été tués le 10 octobre par l'armée turque au cours d'une opération militaire terrestre et aérienne dirigée dans les montagnes de la région de Tunceli.

Les affrontements, tombés à un niveau proche de zéro en début d'année, se sont multipliés ces dernières semaines.

• APRÈS 9 ANS DE PRISON 25 PERSONNES ÉCOUTENT LA JUSTICE TURQUE LEUR DIRE QUE DES FAITS ALLÉGUÉS À L'ORIGINE DE LEUR CONdamnATION N'EXISTENT PAS. Le procès de

vingt cinq personnes accusées sur la base de l'article 125 du code pénal turc pour *"tentative de division du territoire turc à la solde du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)"* et condamnées en 1996 dans un précédent procès à entre 2 ans et 6 mois et la perpétuité, s'est rouvert après cassation par la Haute cour turque le 28 octobre. Neuf ans après et dès la première audience, deux des incidents retenus contre les prévenus se sont révélés ne pas exister. Accusés d'avoir incendié en 1994 des autobus de l'IETT (ndlr : réseau turc de transport urbain national) et d'avoir lancé des cocktails Molotov sur l'école primaire Karatoprak dans le quartier Gazi du district de Gaziosmanpasa, la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul N°4 a déclaré que sur la base de l'arrêt de la Cour de cassation et après enquête réalisée auprès de la Direction de la sûreté de celle de l'IETT, les incidents reprochés n'existaient pas. L'avocat de la défense a déclaré que la Cour européenne des droits de l'homme avait été saisie sur la base de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme relatif au droit à une justice équitable et impartiale mais aussi sur le fondement de l'article 5/3

concernant la durée de la détention.

La Cour de cassation turque avait en 2000 cassé le jugement en statuant que le dossier ne contenait aucun document sur six des 18 incidents reprochés aux prévenus. Cuneyt Aydinlar, le premier disparu *"officiel"* des garde-à-vue, avait été placé en détention avec les prévenus présentés devant la DGM d'Istanbul. Ils n'ont jamais cessé d'accuser la police politique turque d'avoir exécuté C. Aydinlar.

• **AMÉRICAINS ET TURCS S'ACCORDERAIENT SUR UN « PLAN D'ACTION » POUR ÉLIMINER LE PKK DU KURDISTAN IRAKIEN.** Des responsables turcs et américains ont entamé le 2 octobre à Ankara une nouvelle série d'entretiens pour évoquer la lutte contre les combattants du PKK réfugiés en Irak. Les délégations sont dirigées côté américain par Joseph Cofer Black, coordinateur du département d'Etat pour la lutte contre le terrorisme, et côté turc par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Nabi Sensoy. Au terme de ces entretiens les deux parties ont annoncé s'accorder sur un

« plan d'action » pour éliminer le PKK-Kadek du nord Kurdistan irakien comprenant notamment des options militaires. M. Black a pour sa part affirmé que le PKK n'avait pas de place en Irak du Nord.

Ankara a appelé plusieurs fois les Etats-Unis à agir contre le PKK (rebaptisé Kadek). Près de 5.000 d'entre eux ont trouvé refuge dans les montagnes kurdes à la frontière iranienne.

« Nous considérons que le PKK-KADEK est une organisation terroriste et avons assuré le gouvernement turc que nous ne le voyons pas autrement », a, le 2 octobre déclaré le secrétaire d'Etat Colin Powell au cours d'une conférence de presse. *« Nous sommes encore en train de travailler pour savoir comment nous y prendre de la manière la plus efficace »*, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé le 5 octobre que la Turquie va juger les Etats-Unis sur les faits. *« Nous avons vu des signaux positifs (de la part des Américains). Nous allons voir dans les jours et les semaines à venir l'application de notre entente sur le terrain »*, a-t-il déclaré sur la chaîne privée Kanal 7.

Turquie/États-Unis. En octroyant un prêt de 8,5 milliards de dollars à Ankara, Washington espère recevoir en retour un coup de main en Irak.

Donnant, donnant

JOSÉPHINE DEDET

Si Ali Babacan, le ministre turc de l'Économie, et John Snow, le secrétaire américain au Trésor, affichaient des mines épanouies, ce 22 septembre, ce n'était pas pour les mêmes raisons. L'un a reçu, au nom de son pays, un prêt de 8,5 milliards de dollars ; l'autre espère, en retour, une « aide » de la Turquie en Irak. Quoi qu'il en soit, l'accord signé à Dubaï, en marge de la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, ne peut avoir qu'un effet positif sur des relations bilatérales plutôt tendues ces derniers mois.

Le prêt, remboursable sur dix ans, est si avantageux – taux inférieur à ceux du marché et facilités de crédit – qu'il équivaut à un don de 1 milliard de dollars. Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, Horst Koehler, le directeur du FMI, a félicité le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, pour les efforts accomplis par son gouvernement. Il est vrai que les Turcs

n'ont guère d'autre choix que la politique d'austérité imposée par le Fonds...

L'ont-ils davantage sur le plan politique ? Officiellement, l'octroi du prêt américain n'est « aucunement lié » à un envoi de troupes turques en Irak. Pourtant, nul n'ignore que l'administration Bush cherche du renfort. La Turquie lui apporterait la caution d'un pays musulman, qui a fait ses preuves dans des opérations de maintien de la paix, en Bosnie ou au Kosovo, et dont l'armée est habituée à combattre la guérilla (les séparatistes kurdes de l'ex-PKK, rebaptisé Kadek, en l'occurrence).

Aux yeux de Washington, Ankara a beaucoup à se faire pardonner : le 1^{er} mars, les députés turcs avaient refusé le déploiement de 62 000 soldats américains sur leur sol pour ouvrir un front nord contre l'Irak.

Mais le 4 juillet, onze membres des forces spéciales turques, soupçonnés de préparer un attentat contre le gouverneur (kurde) de Kirkouk, avaient été capturés sans

ménagement par des GI's à Souleymaniya (nord de l'Irak). Du coup, la Turquie se fait prier et pose ses conditions. Elle demande aux Américains de l'aider à éradiquer le Kadek (5 000 de ses combattants sont repliés dans le nord

de l'Irak). Et exige que ses « frères » turkmènes soient mieux représentés au sein du Conseil de gouvernement transitoire irakien (un seul « ministre »).

Certes, elle paraît avoir renoncé à ses visées sur le nord de l'Irak. Mais si elle consent à envoyer 10 000 hommes au nord et à l'ouest de Bagdad – dans une zone particulièrement exposée –, ce sera à des fins strictement « humanitaires », sous commandement autonome et à l'invitation du gouvernement irakien (à défaut d'une résolution des Nations unies).

Or les Kurdes d'Irak, « amis » des Américains, ne veulent pas que les Turcs, eux aussi « amis » des Américains, posent le pied chez eux. Des susceptibilités que la Maison Blanche devra ménager, en attendant un vote du Parlement turc. Ce dernier reprend ses sessions le 1^{er} octobre. Et là encore, rien n'est joué, même si l'état-major et le gouvernement semblent cette fois favorables à une intervention. ■

DU 28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2003

JEUNE AFRIQUE
L'intelligent

la Croix

1^{er} OCTOBRE 2003

Mossoul retrouve peu à peu la paix

A Mossoul, les Américains ont fait vite. Cette ville du nord de l'Irak, tombée sans combat entre leurs mains le 11 avril dernier, menaçait de sombrer dans le chaos des rivalités ethniques arabo-kurdes. Le pire fut heureusement évité grâce à la diligence du général américain David Petraeus. Dès son arrivée, en mai, il a pris les rênes et décidé de combler le « vide politique ».

Deux semaines après, il réunissait une convention de 260 délégués des différentes communautés qui désignèrent 24 membres censés refléter la composition ethnico-religieuse de cette ville de deux millions d'habitants pour former

le conseil municipal. Le P. Louis Sako, chaldéen, docteur en histoire de la Sorbonne, est l'un de ses membres.

Le secret de la réussite ? Une sorte d'équilibre des forces entre les composantes de la population locale : Arabes, Kurdes, Turcomans, chrétiens, yezidis. Le conseil se réunit deux fois par semaine autour de son maire, Ghanem al-Basso, un ancien général d'aviation à la retraite, du général américain David Petraeus, commandant la région, et de plusieurs experts de la coalition.

« On discute de l'ordre du jour, la sécurité, les travaux à effectuer, l'économie, l'éducation, l'avenir »,

explique le P. Zako, visiblement ravi d'un retour à une certaine normalité. Selon lui, la sécurité dans la ville et la région est rétablie « à 85 % ». Il n'y a pas trop de problè-

mes malgré la présence connue de « fedayines de Saddam », anciennes troupes d'élite du régime, de beaucoup d'armes et... d'argent.

Les responsables de la région s'inquiètent cependant de la présence de combattants étrangers (Saoudiens, Syriens, etc.) qui affluent à Mossoul.

Pour faire face à l'insécurité, le conseil municipal n'a pas eu d'autre choix que de former des policiers irakiens. Pas toujours facile. Les candidats ne sont pas légion, en

dépôt d'un salaire relativement élevé pour l'Irak : 150 € par mois. « On entraîne actuellement des policiers mais là où il en faudrait 10 000, on n'en a qu'une centaine », constate le P. Sako.

En dehors de cela, l'humeur est plutôt au beau fixe. « Les Irakiens aidés des Américains réparent les édifices de l'État, les rues, les hôpitaux, explique le prêtre. Les salaires ont fait un bond. Une institutrice qui touchait trois dollars sous le régime de Saddam Hussein, reçoit maintenant 180 dollars. » Enfin, après avoir passé leurs examens pendant l'été, les élèves et les étudiants devraient reprendre

aujourd'hui le chemin des écoles et des universités. Les partis politiques fleurissent – pas moins de six partis chrétiens viennent d'être lancés –, et de nombreux journaux ont vu le jour. Enfin, une télévision et une radio locales devraient bientôt être créées.

Mossoul échange du pétrole contre de l'électricité avec Damas

Les affaires, elles aussi, ont repris. Bien que, à défaut de réglementations administratives ou de lois, l'attribution des marchés locaux se fasse dans l'arbitraire le plus total,

au plus offrant, et bien entendu, sans appel d'offres! Exemple: cet homme d'affaires chrétien de la diaspora a obtenu du conseil municipal que lui soit attribué l'un des plus beaux hôtels de la ville, anciennement propriété de l'État, pour le transformer en Sheraton 5 étoiles! Sans attendre de directives de la capitale, le même conseil a signé un accord d'échange avec son voisin syrien: la raffinerie de Mossoul vend du brut à Damas contre de l'électricité pour les besoins de la ville.

Quelques ombres au tableau cependant. Ainsi, le retour des

réfugiés, exilés soit au Kurdistan, soit à l'étranger, reste un problème non résolu. Le conseil a décidé qu'il fallait laisser du temps, un an, aux occupants illégaux – la plupart sont des musulmans chiites installés dans cette région par le régime au nom de la politique «d'arabisation» –, pour quitter les habitations et les terres qu'ils occupent. «Mais dans la réalité, les choses sont souvent un peu plus compliquées», avoue le P. Sako.

Réaliste, la ville de Mossoul s'accorde de «l'occupant américain». «C'est une réalité. Les Américains

ont l'autorité et la force. A nous de profiter de ce qu'ils peuvent nous apporter, leur expérience et leur technique pour développer le pays», observe avec pragmatisme le P. Sako, qui reconnaît toutefois que la présence de quelque 20000 soldats de George Bush ne fait pas l'unanimité chez tous ses compatriotes, et particulièrement les sunnites, majoritaires chez les musulmans de Mossoul. «La paix est un projet qui prendra du temps, conclut-il, et c'est aux Irakiens qu'il revient de faire cette paix.»

Agnès ROTIVEL

Iraqi panel deadlocked on how to draft constitution

By Patrick E. Tyler

BAGHDAD: As the Iraqi Governing Council presses for a more rapid end to the American occupation and a transfer of sovereignty to Iraqis, a new dispute over who will control the drafting of an Iraqi Constitution is bringing to the surface deep divisions among Shiites, Sunnis and Kurds.

A 25-member committee of Iraqi officials, who have been deliberating for two months to recommend a procedure for drafting the constitution, reported being deadlocked.

The panel's report is likely to send the question of who should draft a new founding document back to the Governing Council and the occupation authorities. Last week, Secretary of State Colin Powell challenged Iraqis to complete a new constitution within six months, but committee members said that goal would be all but impossible to meet.

["I don't think six months will be sufficient, but we must wait and see," Entifadh Qanbar, a spokesman for the panel, told The Associated Press on Tuesday. "This is up to the constitutional committee and the events. A lot of times deadlines do not necessarily stay as is, and reality drive what's happening."]

In interviews, members of the committee said that religious and ethnic differences were to blame for their deadlock. Neither the occupation powers nor the United Nations, whose presence in Iraq has been sharply reduced after two bomb attacks on its Baghdad headquarters, have tried, the committee members said, to overcome old suspicions between Sunnis and Shiites that one group will try to dominate the other.

One member said the exercise had in effect become a device to defer a complex political negotiation that is crucial to defusing any potential for civil conflict. The report is expected to bring the issue out into the open.

At the core of the dispute is whether to hold elections for a constitutional assembly, a step that some members fear would allow

Shiites to dominate the constitution-writing process.

The top Shiite religious leader, Grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani, insists that a national census be organized to affirm the Shiites' majority of 60 percent to 65 percent of the population, followed by an election for the constitutional assembly.

The committee voted, 24 to 0, on Sept. 8 to endorse this proposal, but a number of members said they had grave reservations and were quietly pushing for some alternative.

Even if procedures can be agreed on, it could take a year or more to draft a constitution, some committee members predict. "We need time," said Fuad Massoum, a Kurdish leader who is chairman of the committee. "This is why a census is so important. We must reach agreement of all the members of the Iraqi mosaic."

The demographic reality of the Shiite majority in Iraq and the grand ayatollah's insistence on a census have wakened old fears among minorities — Sunnis, Kurds, Christians and Turkmen. They fear that the Shiites would seek to impose an Islamic state in Iraq, or in other ways weaken the rights of other groups.

Shiite leaders strongly deny this assertion. "They are afraid of the voice of the majority, but we will manage to eradicate their fears," said Jalal Uldin al-Saghir, who represents the largest Shiite religious party on the committee, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq.

But Sunnis and Kurds wonder how sincerely the Shiite religious leaders are committed to democracy.

No Sunni member of the committee has openly challenged Sistani's call for elections, which was underscored in June when he issued a religious ruling on the subject.

The reclusive grand ayatollah, who was born in Iran but who rejects the activist political role pursued by Ayatollah Ruhollah Khomeini, the leader of Iran's 1979 Islamic revolution, has positioned himself as the major power broker in postwar Iraq.

He told committee members at a Sept. 11 meeting in Najaf that he had intervened to ensure that the constitution would protect the rights of all ethnic and religious groups and prevent radicals on either side of the Sunni-Shiite divide from hijacking the process.

Whatever steps are taken on the constitution, "if Sistani doesn't like it, then it is a major crisis," said Kanan Makiya, a constitutional scholar who represents Ahmad Chalabi, a leading member of the Governing Council, in the deliberations.

If the deadlock is thrown back to the Council and the occupying administration, much will rest on the chief American administrator, L. Paul Bremer 3rd, who has not met with Sistani.

Massoum and other members of the committee said that instead of elections, a number of Sunni and Kurdish members had pressed for a constitutional assembly to be selected at town hall-style meetings in each of the country's 18 provinces. That way, the drafting would be under the control of a representative body, but no group could use an election mandate to dominate.

But Shiite committee members refused this approach. "Elections are supported by the Shiites and opposed by everyone else," one said.

The New York Times

The New York Times

October 1, 2003

CENTRE to CENTRE September 2003

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN



Leyla Zana

If not now, when? PEN Stages Turkey Campaign

Turkey underwent profound political changes in 2002 and adopted several measures to improve its human rights record. As a result, the country is now on course to join the European Union – an

outcome it has long desired. In the 1980s and 1990s, the then government's repression of human rights and freedom of expression was extremely severe and seemed almost intractable. PEN recorded dozens of writers in prison at any one time, some serving sentences of over a hundred years, such as PEN Honorary Member Ismail Besikci. However, the quest for EU membership resulted in a set of democratisation measures being recently implemented and today there is only one writer – the Kurdish politician and journalist Leyla Zana – to PEN's certain knowledge who is in prison for exercising the right to freedom of expression.

Despite the decreased use of imprisonment to silence dissent, a country free from censorship is still far from being realised. Writers, editors, journalists and publishers continue to face protracted prosecutions, fines and possible imprisonment if they wish explore certain topics which remain 'taboo'. The country's ethnic minorities, its relations with its neighbours, Marxism, and human sexuality are among subjects that, if broached, routinely result in court proceedings and book bannings. In June PEN mounted a campaign to urge Turkey to take its democratisation process one important

stage further, and to allow the free discussion of these and other hitherto censored subjects. It argued that democracies thrive when unfettered debate is encouraged, not proscribed, and that societies without censorship gain much from hearing the multifaceted views of all its members. In particular, it is urged that the many legal charges still facing writers, journalists and publishers be dropped and that Leyla Zana in particular be freed.

PEN Centres world wide took part in the campaign. In Sydney, Australia, the Centre arrange for an empty chair to be sponsored, representing Leyla Zana's absence at the New South Wales Premier's Literary Awards, where Zana was the subject of the keynote speech. PEN's material appeared on various web-sites and appeals were sent to the Turkish government from Centres world-wide. Leyla Zana remains detained, awaiting the outcome of her trial, as does Fikret Baskaya and Omer Asan, writers also featured in the campaign. Another, the publisher of a book by De Sade, is fighting against the upholding of a fine and an order to confiscate and burn the books. As long as writers and books are under attack, PEN will continue to press for an end to the stamping down on free expression in Turkey.

PARLEMENT EUROPEEN

Le Point de la session

22-25 septembre 2003

RELATIONS EXTERIEURES

Irak

Elmar BROK (PPE-DE, D)
Recommandation au Conseil sur la situation en Irak
Doc.: A5-0306/2003
Procédure : Rapport d'initiative
Vote : 24.09.2003

Le pouvoir économique et politique en Irak devrait être transféré aussi tôt que possible au peuple irakien et à ses représentants, déclare le Parlement européen en adoptant une recommandation par 415 voix pour, 38 contre et 68 abstentions. Les parlementaires ont également estimé que les revenus du pétrole irakien devraient être confiés aux Nations unies pour financer la reconstruction de l'Irak, sous un mandat des Nations unies. En outre, il devrait y avoir un bureau d'enquête des Nations unies en matière de violation des droits de l'homme qui aurait pour but de rassembler les preuves de ces violations par l'ancien régime irakien ainsi que toute violation des conventions internationales pendant et après la guerre. En outre, les parlementaires souhaitent que l'Union européenne désigne un représentant spécial pour l'Irak.

L'Union européenne devrait prendre l'initiative d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur le transfert de souveraineté au peuple irakien, grâce à un processus de transition politique et économique qui inclurait l'élection d'une Assemblée constituante vers la fin de 2003. A cette fin, une entente avec les Etats-Unis et si possible avec l'OTAN, devrait être atteinte. En même temps, la communauté internationale devrait garantir la sécurité internationale de l'Irak grâce à une force de police mandatée par les Nations unies et bénéficiant également de la contribution et de la coopération de l'OTAN. Jusqu'à ce que ce résultat soit atteint, les forces de coalition resteraient responsables de la sécurité et de la sûreté du peuple irakien. Les militaires irakiens et les forces de police devraient être incluses d'urgence dans la sécurité et la défense de l'Irak et devraient recevoir l'entraînement adéquat. Ceci pourrait créer la possibilité de retirer les forces étrangères après des élections démocratiques à tous les niveaux. De façon à rendre l'Irak capable d'exercer ses droits dans les organisations internationales même pendant la phase de transition, le présent Conseil de

gouvernement intérimaire et le gouvernement provisoire devraient être remplacées dès que possible par un nouveau Gouvernement intérimaire internationalement reconnu.

Dans leur demande de créer un bureau d'enquête des Nations unies en matière de violation des droits de l'homme, les parlementaires ont déclaré que celui-ci devrait être suivi par la mise en place d'un tribunal international ad hoc pour l'Irak qui jugerait les dirigeants de l'ancien régime irakien si la Cour pénale internationale ne reçoit pas de mandat.

La recommandation demande que les revenus du pétrole irakien soient transférés aux Nations unies jusqu'à ce que l'administration irakienne la prenne en charge. L'assistance internationale envers l'Irak sur la reconstruction et le développement devrait être appliquée au moyen d'un fonds international qui serait géré dans le cadre d'un mandat des Nations unies.

Enfin le Parlement a déclaré que l'Union devrait, si nécessaire, renforcer son aide humanitaire et son aide de reconstruction envers l'Irak mais que ceci ne devrait pas être fait au détriment d'autres pays ou d'autres régions qui reçoivent une aide de l'Union européenne. En conséquence, si nécessaire, il souhaite employer ce qu'on appelle l'instrument de flexibilité, qui rend possible d'accroître le budget européen jusqu'à un montant de 200.000 euros.

Iranian Businessmen Head Into Iraq

By FARNAZ FASSIHI

SULAIMANIYA, Iraq—With a nod from the U.S., Iranian businessmen are moving into Iraq, illustrating how the need to boost Iraq's economy is creating mutual interests between two countries whose governments remain antagonistic.

Iran and the U.S., which have had no direct diplomatic or trade relations since Iran's Islamic revolution in 1979, are being forced to accept and deal with each other's presence in this country. A trade fair of nearly 100 Iranian manufacturers in the northern Iraqi city of Sulaimaniya the week before last—the first trade show in Iraq since Saddam Hussein's fall—is the most recent example of Iranian business aspirations in Iraq. The event took place with the blessing of L. Paul Bremer, the top American administrator in Iraq.

At the trade fair Iraqis gave Iranians first dibs on several multimillion-dollar business deals, pushing businesses from other neighboring countries like Jordan, Syria and Turkey—nations with much closer ties to the U.S.—down the line. That affinity for the Iranians underscores Iran's cultural and ethnic ties to the Kurds, who dominate the population of Iraq's north, as well as religious ties to the Shiite Muslim communities that dominate Iraq's south.

"We have finally come to terms with the reality of America next door in Iraq, and I think they have come to accept that Iran cannot be shoved aside here and will have a very strong role in Iraq's future, whether they like it or not," said Jan Ali Halvai, Iran's diplomatic representative for trade in Iraq. "For now we have both decided to move forward."

The Americans, for their part, are ea-

ger to improve everyday life in Iraq with a burst of economic activity. U.S. officials here say the Iranian trade fair was a positive sign that allowed the Kurds to take advantage of their newfound freedom and their open borders.

The rising Iranian involvement comes as the occupying U.S. government passed a set of laws aimed at encouraging foreign investors to help rebuild the country. The newly appointed Iraqi finance minister, Kamel al Gailani, announced a week ago that foreign corporations investing in Iraq would enjoy very

Iranian businessmen in Iraq hope to move toward working with U.S. firms directly.

low tax rates and could control 100% of their enterprise as long as it wasn't in natural resources, namely oil and real estate.

In Iran, the government of reformist President Mohammad Khatami has long been trying to privatize businesses and help local manufacturers boost exports. That has led to Iranian goods flooding the markets of northern Iraq via smugglers and unofficial business deals. The trade show was aimed at moving business from smuggling to official contracts, and also marks a turning point in the Kurdish economy, which has for so long relied on smugglers or donations from abroad.

In total, Iranian businessmen signed 26 contracts with a total value of \$50 million (€43.6 million) to import goods to

Iraq through Kurdish distributors. A variety of products were offered, including construction material such as bricks and pipes, electrical household supplies and food. While these are all private deals, the Iranian government is also negotiating with the Iraqi Governing Council to export to Iraq as much as 200 megawatts of electricity a day, according to Mr. Halvai, the trade representative to Iraq.

For now, Iranians view the trade fair as the first opportunity to penetrate the larger Iraqi market. They say they are wary that the U.S. administration in Iraq will favor Jordan and Turkey, which have friendly relations with the coalition, over Iran for business deals. Making friends and signing contracts with the Kurds will ensure them a slice of the profits to be made in Iraq's massive reconstruction.

The businessmen say that while working with the Kurds is a good first step, they hope to move toward directly working with the U.S. companies. They point to a number of reasons it would be cost-effective for American companies to look at Iran for business partners: a 1,488-kilometer border with Iraq, access to ports on the Persian Gulf, functioning paved roads and a short distance—a two-hour highway drive—between Baghdad and Khosravi, the closest border crossing.

"America and Iran have a lot of shared interests in Iraq. Iran poses no threat to the Americans here," says Kheirallah Khadem, director of Kermanshah province's chamber of commerce in Iran, which coordinated the fair. "We both have one goal in mind, and that's stabilizing the situation in Iraq. Maybe trade can help solve political differences, too."

Our Friends the Turks

Given the media's generally negative reporting on Iraq, we're always startled to hear about any good news. Last week's pessimistic press consensus was that few additional foreign troops will be forthcoming. So imagine our surprise to hear from Turkey's Foreign Minister that his country is moving toward a deployment of 10,000 troops.

Abdullah Gul told us in an interview at our offices on Friday that he's optimistic about a Turkish deployment. He said negotiations are already well enough along that he assumes that the Turks would be sent to the area surrounding Tikrit north of Baghdad. This is the heart of the so-called Sunni Triangle that has seen the most anti-coalition resistance, and it would represent a major Turkish commitment

to Iraq's reconstruction.

The Turkish government is among those that would prefer to have a new U.N. resolution before it sends troops. And Mr. Gul said his government wants to present the proposition to the Turkish Parliament, which reconvenes this week. The Turks would also like to see a timeta-

ble for greater Iraqi self government, but none of these are insuperable barriers.

All of this is especially notable because Turkey is the only Muslim democracy in Iraq's neighborhood. The dictatorships in Syria and Iran, by contrast, are doing their best to promote chaos in post-Saddam Iraq. But Mr. Gul told us that the region is substantially better off with Saddam gone and that he

sees the potential for far more prosperity and stability than in recent decades. For one thing, the oil pipeline from Iraq to Turkey that was cut off after the Gulf War in 1991 is now flowing again.

So much of the reporting on Iraq has focused on the daily explosions and small set-

backs. While these are news, they also obscure the larger story, which is one of overall progress. Above all, they obscure the enormous opportunity that the U.S. toppling of Saddam has created for greater peace and stability in the combustible Middle East. It's good to see that the Turks understand those stakes, even if some Americans still do not.

Help Iraq to Help Itself

By Donald H. Rumsfeld

If you are like most Americans, the news you see on television and read in the press from Iraq seems grim—stories of firefights, car bombs, battles with terrorists. It is true that Coalition troops are serving in difficult and dangerous circumstances. But what is also true, and seems to be much less often reported, is that the Coalition has—in less than five months—racked up a series of achievements in both security and civil reconstruction that may be without precedent.

* * *

I recently visited our forces in Tikrit, Mosul, Baghdad and Babylon. Their spirits are good, because they know their mission is important and they know they are making progress. Many recently got access to satellite television from the U.S.—and their first glimpse of the news coverage back home. Some expressed amazement at how few of their accomplishments are reflected in the news on Iraq. As one soldier we met in Baghdad put it, “We rebuild a lot of bridges and it’s not news—but one bridge gets blown up and it’s a front-page story.”

Their successes deserve to be told. Consider just a few of their accomplishments:

- Today, in Iraq, virtually all major hospitals and universities have been re-opened, and hundreds of secondary schools—until a few months ago used as weapons caches—have been rebuilt and were ready for the start of the fall semester.

- 56,000 Iraqis have been armed and trained in just a few months, and are contributing to the security and defense of their country. Today, a new Iraqi Army is being trained and more than 40,000 Iraqi police are conducting joint patrols with Coalition forces. By contrast, it took 14 months to establish a police force in post-war Germany—and 10 years to begin training a new German Army.

- As security improves, so does commerce: 5,000 small businesses have opened since liberation on May 1. An independent Iraqi Central Bank was established and a new currency announced in just two months—accomplishments that took three years in postwar Germany.

- The Iraqi Governing Council has been formed and has appointed a cabinet of ministers—something that took 14 months in Germany.

- In major cities and most towns and villages, municipal councils have been formed and are making decisions about local matters—something that took eight months in Germany.

- The Coalition has completed 6,000 civil affairs projects—with many more under way.

All this, and more, has taken place in less than five months. The speed and breadth of what Ambassador Paul Bremer (and his predecessor Gen. Jay Garner), Gen. John Abizaid and Gen. Rick Sanchez, and the Coalition team, both military and civilian, have accomplished is more than impressive—it may be without historical parallel. Yet much of the world does not know about this progress, because the focus remains on the security situation—which is difficult, but improving. Baath remnants and foreign terrorists are opposing the Coalition, to be sure. But the Coalition is dealing with them.

This does not mean dangers don't exist. The road ahead will not be smooth. There will be setbacks. Regime loyalists and foreign terrorists are working against the Coalition. Increasingly they do so by targeting Coalition successes. Yet the Iraqi people are providing intelligence for our forces every day. Division commanders consistently report an increase in the number of

We're not in Iraq to stay. We are here to get the job done.

Iraqis coming forward with actionable intelligence. With Iraqi help, the Coalition has now captured or killed 43 of Iraq's 55 most wanted, as well as thousands of other Baath loyalists and terrorists, and seized large caches of weapons. As Iraqis see Coalition forces act, their confidence grows—and they are providing more information.

In Baghdad, a reporter asked why we don't just “flood the zone”—double or treble the number of American troops in the country? We could do that, but it would be a mistake.

First, as Gens. Abizaid and Sanchez have stated, they do not believe they need more American troops—if they did, they would ask and they would get them. The division commanders in Iraq have said that, far from needing more forces, additional troops could complicate their mission—because it would require more force protection, more combat support, and create pressure to adopt a defensive posture (guarding buildings, power lines, etc.), when their intention is to remain on the offense against the terrorists and Baath party remnants.

That is why, at the end of May, Gen. Jim Mattis, the Marine division commander in the south central area, decided to send home 15,000 of his 23,000 troops. As he recently explained: “If, at any point I had needed more troops, I could have asked for them. But I have not needed them. The enemy over there, once we get the intelligence on them, [is] remarkably easy to

destroy. My way of thinking: If we needed more people on our side, enlist more Iraqis.”

That is precisely what Coalition forces are doing—training tens of thousands of Iraqis to serve as police, border guards, a new Iraqi National Army, and an Iraqi Civil Defense Corps. Iraqis are eager to participate in their own security. The commanders in Iraq report that they are exceeding recruitment goals for these forces.

The Coalition is not in Iraq to stay. Our goal is to help Iraqis so they can take responsibility for the governance and security of their country, and foreign forces can leave. That is why the president has asked for \$20 billion to help the Iraqis get on a path to self-government and self-reliance. He's requested \$15 billion to speed repairs to Iraq's dilapidated infrastructure so Iraq can begin generating income through oil production and foreign investments. And he's requested another \$5 billion to help the Iraqis assume the responsibility for the security of their own country. The goal is not for the U.S. to rebuild Iraq. Rather, it is to help the Iraqis get on a path where they can pay to rebuild their own country. The money the president is requesting is a critical element in the Coalition's exit strategy. Because the sooner we help Iraqis to defend their own people the faster Coalition forces can leave and they can get about the task of fashioning truly Iraqi solutions to their future.

In Baghdad, I met with members of the Governing Council. One message came through loud and clear: They are grateful for what Coalition forces are doing for their country. But they do not want more American troops—they want to take on more responsibility for security and governance of the country. The goal is to help them do so. Those advocating sending more American forces—against the expressed wishes of both our military commanders and Iraq's interim leaders—need to consider whether doing so would truly advance our objective of transferring governing responsibility to the Iraqi people.

Iraqis will have to overcome the physical and psychological effects of living three decades under a Stalinist system. But the ingredients for success are there. Iraq has oil, water and vast wheat and barley fields. It has biblical sites, and great potential for tourism. It has an educated, intelligent and industrious population. We should resist the urge to do for the Iraqis what would be better done by the Iraqis. We can help—but only if we balance the size of our presence to meet the military challenge, while putting increasing responsibility in Iraqi hands.

Mr. Rumsfeld is secretary of defense.

THE WALL STREET JOURNAL

SEPTEMBER 29, 2003

Saddam 'seen' five days ago

Iraqi leader says former dictator moving in ever smaller circles

Michael Howard
in Dukan, Iraqi Kurdistan

Saddam Hussein was reportedly seen in the northern Iraqi city of Kirkuk five days ago and is moving in increasingly smaller circles in order to evade capture, Jalal Talabani, a leading member of Iraq's governing council, said yesterday.

Mr Talabani, who also heads the Patriotic Union of Kurdistan, one of two main groups controlling the Kurdish north of the country, told the Guardian he had received unconfirmed reports that the ousted Iraqi dictator had sheltered last weekend among a Sunni Arab community on the outskirts of Kirkuk.

"Saddam has good relations with those Arabs whom he brought to Kirkuk to ethnically cleanse the city of Kurds and Turkomans," he said. Saddam had been moving

between the Hawija area and the Kirkuk plain, sheltering among Sunni Arab tribespeople and Ba'ath loyalists who had gone to ground there after the collapse of the regime.

Mr Talabani said capturing Saddam was crucial because the uncertainty surrounding his fate continues to be used as a rallying point for the anti-democratic forces.

Saddam was last seen in the war's final days in the Azamiya neighbourhood of north-east Baghdad.

Last week the former Iraq information minister, Mohammed Saeed al-Sahaf, told an Arab satellite TV channel that a US bomb had missed the former Iraqi leader by a few hundred metres.

The US government is offering a \$25m (£15.5m) reward for information leading to the capture of Saddam or confirmation of his death. It has already paid \$30m for information that led to his two sons, Uday and Qusay, who died in a shootout with US forces.

An officer with US forces stationed in Kirkuk yesterday said he was aware of the reported sighting but declined to speculate. "There have been

many reports of Saddam around central Iraq. Some are plausible, others plainly not. We are conducting an ongoing operation for anyone, including the former leader, who presents a danger to stability in the country," he said.

US forces in Kirkuk — which comprises a volatile mix of Kurds (the majority), Turkomans and Arabs — have been watching the city closely after reports that Islamist extremists slipping across the border with Iran have been gathering there to join forces with Ba'athists for attacks against US and foreign targets in Iraq.

Mr Talabani said since then Kurds had assisted in the capture of several of the figures on the US 55 most-wanted list, including Taha Yassin Ramadan, a former Iraqi vice-president, General Sultan Hashim Ahmed, the former defence minister, and Uday and Qusay.

Kurdish security officials had also been involved in the capture of many important lower ranking Ba'ath party officials as well as a number of suspected Islamist terrorists.

"Saddam cannot hide himself for ever," Mr Talabani said. "We are planning to get him."

If Saddam is captured alive, Mr Talabani wants to see him tried in an Iraqi court: "I hope to see the war criminals tried in this country. And those who committed crimes in Kurdistan must be tried in Kurdistan. It must be our Nuremberg."

But he said he opposed the death penalty for anyone found guilty of war crimes. "As a lawyer, I signed the global declaration against capital punishment. I remain committed to that signature."

On the broader security issue in Iraq, Mr Talabani urged the US forces to hand over internal security to Iraqis. "It's impossible for them to do it alone," he said. "I think it's better for the liberation forces to cooperate and coordinate with all Iraqi opposition forces especially those forces who have roots in the society."

"The best way is to deliver the responsibility of internal security to the Iraqi forces and Iraqi courts."

"Give the new minister of the interior authority and we will cooperate with him as well as all other Iraqi parties and groups who want stability."

guardian.co.uk/Iraq

The Guardian

October 2 2003

Iraq rebuilding cost now put at \$55 billion

UN and World Bank add \$36 billion to a separate \$19 billion U.S. estimate

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: A team of economic specialists led by the World Bank and the United Nations has determined that Iraq needs \$36 billion for reconstruction over the next four years. This would be in addition to a separate assessment by the U.S.-led occupation of \$19 billion for a different set of needs in Iraq over the same period, diplomats and economists said.

The latest calculation brings to \$55 billion the amount that experts say Iraq needs for rebuilding — including health care, infrastructure and agriculture — and training security personnel, the officials said on Wednesday.

Both assessments — which are separate from President George W. Bush's current request before Congress of \$20 billion in nonmilitary aid — were prepared before a donors' conference

In the Labor Ministry office, an employee became suspicious of the package and alerted police, the ANSA news agency said. The package exploded and caught fire in the ministry's post office, harming no one. The package found in the offices of the region of Sardinia did not explode because of a defect, while the package in the Cagliari police station was opened in controlled conditions, ANSA reported.

Pisanu, speaking at a European Union meeting in Brussels, said, "This confirms the new line taken by the Red Brigades, which is to target all those who are trying to achieve a renewal of the labor markets, and bring about change in the labor markets."

He said one of the packages was addressed to Labor Minister Roberto Maroni. Pisanu also said radical leftist groups were known to be linked to Sardinia, which could explain why two

tan last April.

As the debate opened in the Senate on Wednesday on the administration's current \$87 billion spending request for the two countries, senators said they expected dozens of amendments that would add new reporting requirements and audits.

While Congress began to grapple with the administration over its spending request, American, European, Japanese and Arab envoys met in Madrid on Wednesday to make their own assessment of Iraq's needs. This separate assessment was confirmed by officials Wednesday evening as some numbers began to leak out.

According to these officials, Iraq's needs in 14 sectors — including health, education, water and electricity — come to \$9.3 billion for 2004 and an additional \$26.3 billion over the following three years, for a total of nearly \$36 billion through 2007.

Separately, the officials said the Bush administration had come up with its own list of needs in areas like the oil industry and security, which are not covered by the United Nations and World Bank assessments. The American assessment comes to \$19 billion. It was not clear what part of the \$55 billion total would be met by the United States and what part would be met by international donors. But many officials say that the early hope for billions of dollars

INTERNATIONAL
Herald Tribune

October 3, 2003

from wealthy countries is fading rapidly.

In part, U.S. officials say, donor nations are balking at the large sums, especially after Bush's aides had argued that Iraq was so rich with oil reserves that it could pay for nearly all of its own revitalization. French and German leaders cite the war and Bush himself — both still deeply unpopular in Europe — as another reason they will have a hard time persuading people to put up much money.

The European Union has suggested donating \$250 million, according to Bush administration officials, who say they are shocked at such a small sum. Canada

says it may give about \$200 million, and Japanese officials are reported by news organizations in Tokyo to be considering something in the range of \$1 billion.

But few officials in the administration say they are sure what the final sum will be. A lot depends, they say, on the reception accorded the new U.S. resolution on Iraq, which administration officials say can pass the Security Council but not necessarily unanimously. As the numbers relating to Iraq's needs began leaking on Wednesday, many things remained unclear.

International economic officials say the World Bank and the UN Develop-

ment Fund, which came up with the \$36 billion figure, have been scrupulous in assessing Iraq's needs. But the officials made no effort to suggest where the money would come from.

Confusion was further stirred by the Bush administration's separate request for \$20 billion in Iraq aid from Congress for 2004. If that money is approved, it will pay for some of the needs assessed by the United Nations and the World Bank, and for some assessed by the U.S.-led occupation, various officials said.

The New York Times

'Lethal, sophisticated' Iraqi enemy takes toll on U.S. troops

The Associated Press

BAGHDAD: Nearly six months after the fall of Baghdad, U.S. troops are suffering an average of three to six deaths and 40 wounded every week as Iraqi resistance forces become more lethal and sophisticated due in part to an influx of fighters from Syria and northern Iran, the commander of coalition forces said Thursday.

"The enemy has evolved — a little bit more lethal, a little more complex, a little more sophisticated, and in some cases, a little bit more tenacious," Lieutenant General Ricardo Sanchez said.

Since President George W. Bush declared the end to major combat operations May 1, an estimated 90 American soldiers have been killed by hostile fire

in a low-level, guerrilla-style insurgency. A total of 314 Americans have died since the war began March 20, according to the U.S. Defense Department.

In the latest violence, a group of about 10 U.S. soldiers came under fire in Falluja, 50 kilometers, or 30 miles, west of Baghdad, in front of the mayor's office. No Americans were killed or wounded but one Iraqi bystander was killed and four people, including a mother and her 4-year-old daughter, were wounded, hospital officials said.

Most wounded Americans are treated at two military hospitals in Iraq, according to U.S. officials. Those with more serious injuries are evacuated to the U.S. military hospital in Landstuhl, Germany. A hospital spokeswoman,

Marie Shaw, said Landstuhl has been receiving an average of 40 to 44 patients a day from Iraq, about 10 to 12 percent of whom are classified as "battle injuries." Since the start of the conflict, the hospital has treated 6,684 patients — 5,377 after Bush declared an end to major combat, she said.

"What we don't see a lot of, though we see some, is gunshot wounds," Shaw said. "We see a lot of shrapnel wounds, some amputations, some burns — mostly from individual explosive devices."

Sanchez blamed the increasingly sophisticated resistance on the addition of foreign fighters entering the country from Syria and northern Iran. U.S. soldiers are facing 15-20 attacks a day, counting roadside bombs. Most attacks

occur in Baghdad and the surrounding Sunni stronghold to the west and north of the capital.

"We believe there is in fact a foreign fighter element. There is a terrorist element focused on the coalition and international community in general and the Iraqi people to try to disrupt the progress being made," Sanchez said.

American troops are facing seven to 10 attacks a day by small groups of fighters, Sanchez said. It was unclear whether most of the attacks are orchestrated by local or foreign forces.

Coalition officials are not discounting the possibility that Saddam Hussein may have a hand in coordinating the violence, he said.

"It's very clear there is local command and control. We still are not see-

ing the national command and control structure," though there are some signs of regional coordination, Sanchez said.

Shortly before the attack in Falluja, a fuel tanker in a U.S. convoy near Amiriyah, southeast of the city, was hit by a mine or roadside bomb, according to Muhammad Hamid, who lives nearby. He said a soldier in the passenger seat of the cab pulling the tanker was killed and the driver was wounded. The military had no information on that attack.

In nearby Khaldiyyah, a roadside bomb exploded as a U.S. convoy was passing, but did not damage the American vehicles. Elsewhere, a soldier from the 101st Airborne Division and an Iraqi bystander were wounded in an ambush in Mosul, U.S. officials and Iraqi police said.

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 3, 2003

The Economist October 4th 2003

Turkey's reform

A worrying hiccup

ANKARA

A court decision is threatening to undermine Turkey's ambitious reforms

AFTER ten months in office, Turkey's first single-party government in 16 years has made a splendid start in its effort to reverse decades of corruption, economic mess and authoritarian abuse of power. Inflation and interest rates have dropped sharply, earning the prime minister, Tayyip Erdogan, and his ruling Justice and Development Party glowing plaudits from Turkey's vital benefactor, the IMF. A report due out this month by the European Union on Turkey's progress towards meeting the criteria to let it start negotiating to join the EU is likely to be the most laudatory since Turkey formally asked to join the club 16 years ago. But all this progress could come to a bad-tempered halt, thanks to a recent ruling by a Turkish appeals court.

The reason the judges may have thrown a spanner in the works (and, by the way, caused the markets to dive) is that they have upheld the convictions of four members of a mainly Kurdish party, previously sentenced to 23 months each for forging registration documents before last November's general election. Under Turkish law, a party must show it had offices in more than half the country's 81 provinces at least six months before an election in order

to stand. The Democratic People's Party, known as Dehap, said it had 63 offices when, according to the prosecution, it had only 27. Some 2m voters, mostly in the Kurdish south-east, plumped for Dehap, but that was not enough for it to cross the national threshold of 10% of votes cast to win seats in parliament.

The court's decision has created such dismay among reformers because, if all Dehap's votes are ruled invalid, the ensuing redistribution of votes would mean that the conservative True Path party, which fell just short of clearing the 10% hurdle, would get into parliament after all. That might deprive Mr Erdogan of his overall majority in parliament, making it much harder for his government to force through its ambitious array of reforms. It would certainly deprive him of the two-thirds of seats (which he almost has) needed to change the constitution—and, among other things, overhaul the judiciary.

The current parliament, dominated by the mix of Islamists, liberals, nationalists and Kurds in Mr Erdogan's party, has approved a slew of revolutionary reforms. They include diluting the influence of Turkey's powerful generals and letting the

country's 14m Kurds broadcast in their own tongue and teach it (though not have all lessons in it) in private schools.

The generals and the old-style secular parties would still love Mr Erdogan to trip up. They despise him for his Islamist past, which he now tends to disavow. And they resent his tightening grip on power. Indeed, Mr Erdogan's supporters suspect that some of his detractors' friends on the electoral board allowed Dehap to run even though they knew its faulty paperwork could disqualify it, because they hoped that it would take votes away from Mr Erdogan's lot in the Kurdish parts of the country, where both parties are strong.

Still, if the recent court verdict means shaking up parliament's composition to Mr Erdogan's detriment, he could ask the president to call another election—and his party might well win even more handsomely than before. Last time round, it won 35% of votes cast, almost twice the score of the secular-minded Republican People's Party, the only other one to win seats in parliament. Pollsters say that if an election were held today, Mr Erdogan's party might get 40%, probably enabling it to alter the constitution on its own. So the electoral board may yet decide to uphold the election result—and let Mr Erdogan keep his thumping majority in parliament.

In any event, Mr Erdogan might be wise, as part of his reforms, to lower the national barrier of 10% so that the many Kurds who want to vote for Kurdish parties are not, in effect, disenfranchised. ■

Thomas L. Friedman

Make OPEC pay for Iraq

This is a column about the war of ideas — but first a word about gasoline prices and Hummers. In case you missed it, OPEC just decided to slash its oil production to keep gasoline prices high. I guess it would be foolhardy to expect that maybe Saudi Arabia or Kuwait would use its influence in the Organization of Petroleum Exporting Countries to hold down prices at a time when Western economies are struggling to climb out of recession. Everybody's just looking out for themselves. So why don't Americans?

There's all sorts of talk now about how to finance the \$87 billion price tag for the reconstruction of Iraq. I say, let's make OPEC pay — indirectly. Let's have a \$1 a gallon gasoline tax in the United States and call it the "Patriot Tax." We Americans could use the revenue it would raise — about \$110 billion a year — to finance the entire reconstruction of Iraq, with plenty left for other good works.

Here's the logic: The two things OPEC hates most are falling oil prices and gasoline taxes — and the Patriot Tax would promote both.

The reason that OPEC hates gasoline taxes is that if anyone is going to benefit from higher prices at the pump, OPEC wants it to be OPEC, not the consuming countries. It drives OPEC crazy that the Europeans pay twice as much per gallon as Americans do, because their governments slap on so many taxes.

A \$1 a gallon gasoline tax, phased in, would not only be a huge revenue generator but also a huge

driver of conservation and reduced oil imports. Not only would it mean less money for Saudi Arabia to transfer to Wahhabi clerics to spread their intolerant brand of Islam around the world, but it would radically improve America's standing in Europe, where we are resented for being the world's energy hog.

President George W. Bush could even say that this tax is his long-promised alternative to Kyoto, because the amount of energy conservation it would produce would result in a much greater reduction in U.S. energy consumption, and greenhouse gas emissions, than anything Kyoto would have mandated.

In short, a tax that finances the democratization of Iraq, takes money away from those who would use it to spread ideas harmful to us, weakens OPEC, makes us more energy independent, reduces the deficit and overnight improves the world's view of us — from selfish, Hummer-driving louts to good global citizens — would be the real patriot act. It would also encourage Iraq not to become another oil-dependent state, but to build a middle class by learning to tap its people's entrepreneurship, not just its oil wells.

"Until we raise energy prices we really aren't fighting the war on terrorism, because we're doing nothing to deny the countries who fund terrorists the cash they need to destroy us," says Philip Verleger Jr., the energy expert. "We could use the excess revenues to fund a true Manhattan Project to cut U.S. oil consumption in half by 2007, thereby permanently mak-

ing OPEC irrelevant. That would be a truly patriotic move."

Yes, yes — I know, the Bush team would never even consider such a tax. But that's my point. When you have an administration that will not even consider undertaking the most obviously right course — a gasoline tax — that would produce so many strategic, economic and political benefits for America, then how do we win this war in the long run? Because this war on terrorism is not simply a military fight. That's the easy part. More important, it is a war of ideas. And to win a war of ideas we need to do two things:

First, we need to successfully partner with Iraqis to create a free, open and progressive model in the heart of the Arab-Muslim world to promote the ideas of tolerance, pluralism and democratization. But second, and just as important, we need to set an example ourselves, in order to get others — both potential allies and longtime adversaries — to buy into our war, to believe that we are not just out to benefit ourselves or protect ourselves, but that we really are out to repair the world.

Unfortunately, this president — for ideological reasons, because of whom he is beholden to economically, and because he knows that the American people never demanded this war, so he cannot demand much from them — will not summon Americans to set that example. He will not summon us to be the best global citizens we can be. The Bush war cry is: "Do as we say, not as we do. Good ideas for Iraqis, gluttony for Americans."

That is so wrong. We may not get a better Iraq out of this war, but let's at least make sure we get a better America.

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, October 4-5, 2003

La communauté internationale doit trouver 55 milliards de dollars pour reconstruire l'Irak

Une conférence des donateurs, réunie à Madrid les 23 et 24 octobre, va tenter de rassembler les fonds dans un climat économique peu propice. L'insécurité dans le pays ajoute aux incertitudes

APRÈS de nombreuses consultations et missions sur place, la Banque mondiale a arrêté le chiffre de 36 milliards de dollars pour faire face aux besoins de reconstruction de l'Irak pendant quatre ans. Cette somme vient s'ajouter aux 19 milliards de dollars dont l'Autorité provisoire (les forces de la coalition) a besoin pour garantir la sécurité et la production de pétrole. Au total, ce sont 55 milliards de dollars que la communauté internationale va devoir trouver pour remettre le pays sur pied.

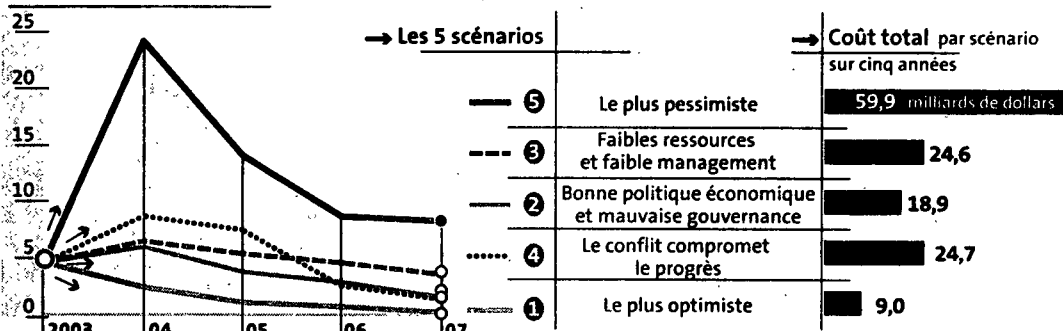
« Les besoins de l'Irak sont le résultat de vingt ans de négligence et de dégradation des infrastructures, de l'environnement et des services sociaux du pays », souligne l'institution. « Les ressources publiques ont été détournées au profit des dépenses militaires et du pouvoir en place ; les politiques économiques inefficaces, les conflits et les sanctions internationales ont fait chuter le niveau de vie du peuple irakien », ajoute-t-elle.

Les 36 milliards de dollars seront affectés à 14 secteurs prioritaires, dont l'éducation, la santé et l'emploi (7 milliards), les infrastructures (24 milliards), l'agriculture (3 milliards), le développement du secteur privé (621 millions), essentiellement au cours de la période 2005-2007. Christiaan Poortman, vice-président de la Banque pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, explique cette montée en puissance : « Notre expérience des situations post-conflits est que les fonds mobilisés commencent à produire des effets la seconde et la troisième année. Mais il est nécessaire d'avoir un niveau raisonnable d'engagements pour pouvoir lancer des contrats. »

L'argumentaire est destiné à convaincre les pays donateurs, qui se réuniront à Madrid les 23 et 24 octobre, d'apporter leur contribution, dans un contexte peu propice à la générosité en raison de l'insécurité en Irak, de l'absence d'autorité irakienne et de la situation économique que traversent les grands pays sollicités (déficit budgétaire

CINQ SCÉNARIOS POUR LE REDRESSEMENT DU PAYS

Coût en milliards de dollars



Les critères d'évaluation

qui ont permis de construire les scénarios	1		2		3		4		5	
	Favorable	Défav.	Favorable	Défav.	Favorable	Défav.	Favorable	Défav.	Favorable	Défav.
Rôle prépondérant des Irakiens dans le gouvernement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Reprise régulière de la production de pétrole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Absence de nouveaux conflits armés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retour des capitaux et des investisseurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Poursuite des dons	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

américain, France et Allemagne au bord de la récession, Japon à peine convalescent).

Il y a dix jours, le ministre irakien des finances, Kamel Al-Gailani, a pourtant donné des gages en présentant un plan très libéral d'ouverture de l'économie irakienne aux sociétés étrangères : possibilité d'acquisition à 100 % dans tous les secteurs, sauf les ressources naturelles ; installation quasi sans limite de banques étrangères ; garantie d'une Banque centrale indépendante... Cela suffira-t-il à faire pencher la balance ?

FORTES RÉTICENCES

La Commission européenne a annoncé, mercredi 1^{er} octobre, une contribution de 200 millions d'euros à la fin de 2004. Mais le commissaire européen aux relations extérieures, Chris Patten, a mis comme condition l'approba-

tion d'une nouvelle résolution de l'ONU et la création d'un fonds fiduciaire pour gérer l'argent récolté. Le Royaume-Uni, l'Espagne et la France ne se sont pas encore prononcés. Le Canada n'apporterait pas de nouvelles contributions avant de savoir comment ont été dépensés les 148 millions de dollars versés au titre de l'aide humanitaire en mai. Personne ne sait quelle attitude auront les pays arabes. La presse nipponne a avancé le chiffre de 1 milliard de dollars, non confirmé par le gouvernement.

Quant aux Etats-Unis, la bataille se déroule non seulement sur les chiffres mais également sur la manière d'aider l'Irak. Le président Bush fait face à de fortes réticences, au Congrès, pour faire adopter une enveloppe de 20,3 milliards de dollars. Nombre d'élus républicains font valoir qu'il est difficile politiquement, à la veille d'une année

électorale, de soutenir une aide à l'étranger de cette ampleur dans un contexte de déficit record. Plusieurs d'entre eux plaident pour transformer une partie de l'aide prévue en prêts que l'Irak rembourserait avec ses revenus pétroliers. Le problème est qu'il n'existe pour l'instant ni gouvernement irakien à qui prêter, ni l'assurance que le pétrole pourra générer une rente régulière.

Les pays donateurs devront se prononcer sur des chiffres qui, confie-t-on à la Banque mondiale, « changent tous les jours » en fonction des événements. Compte tenu de ce climat incertain, il est probable que la conférence de Madrid ne permettra de recueillir qu'une fraction de la somme que les institutions internationales estiment nécessaire.

Babette Stern

Source : Center for Strategic and International Studies

Congress Gets a Hot Potato: Bush's Detailed Program to Rebuild Iraq

By DAVID FIRESTONE

WASHINGTON, Oct. 4 — The most carefully read document on Capitol Hill at the moment is the detailed list of the Bush administration's plans to rebuild Iraq, which resembles another spending request in recent memory.

In explaining how it proposes to spend \$20.3 billion to restore a civil society to Iraq, the administration has prepared a virtual travelogue of the country's descent into destruction and chaos. Nearly every structure of public life that Americans take for granted — from firefighting to water supply to the post office — is described as decimated, far worse than the administration ever imagined.

"We found the infrastructure in

the country was in a lot worse shape than we thought, and that's the problem we've got," L. Paul Bremer III, the American administrator in Iraq, told the Senate Appropriations Committee a few days ago. "We have got to redo that infrastructure. It's expensive."

But the vast breadth of the administration's rebuilding plans has also astonished lawmakers, coming at a time when deficits are keeping domestic spending under severe restraint. Mr. Bremer described the request as only the most fundamental, essential services, but many members of Congress say the scope of the plan is beyond their expectations. Democrats have described many items on the list as "gold plated" and unnecessary, and many Republicans have said they may have to trim back

the plan to pacify uneasy constituents.

But even this spending bill would address only a fraction of the nearly \$100 billion in reconstruction needs for Iraq that have been identified by the World Bank and other global agencies. Administration officials say they hope to raise the balance from international donors.

This list, though not all-inclusive, shows most of the \$20.3 billion in spending items requested by the Coalition Provisional Authority, headed by Mr. Bremer, and the administration's justifications and explanations. The House is likely to begin voting on the request this coming week, along with the \$67 billion in military assistance requested by the Defense Department. Votes in the Senate will follow the week after.

Public Safety \$2.1 billion

International police training force \$800 million

A group of 1,500 would be assembled from around the world to train a new Iraqi police force in "democratically based principles of civilian policing."

Traffic police \$50 million

The buildings, fleet and equipment of the 5,200-member traffic police department were destroyed or looted.

Border enforcement \$150 million

Almost all the previous border police deserted, and the administration proposes "a massive recruitment/training program." At least 2,500 immigration inspectors will be trained, along with 2,250 consular officials, and 75 long-term outside advisers will be hired.

Fire service \$290 million

More than 165 firehouses were

destroyed by the war and by looting, and there are no radios or firefighter gear.

Facilities protection \$67 million

A guard system for public property:

- Training and administration, \$15 million
- 80 pickup trucks, \$2.6 million (\$33,000 each)
- 400 hand-held radios and 200 satellite phones, \$3.6 million

Safety training \$274 million

Three public safety academies will be built or refurbished and courses will be conducted for 60,000 Interior Ministry employees.

Security communications system \$150 million

Includes a national 911 system and a fiber-optic network connecting security agencies in all major cities, as well as a radio network for fire and ambulance services.

Electrical System \$5.7 billion

Generation \$2.9 billion

Current generation capacity in Iraq is slightly more than half of its needs, and the resulting blackouts are described as the major source of discontent, preventing the economy from recovering. This amount will restore existing generators, install more than a dozen new gas turbine units and build several larger thermal power stations.

Transmission \$1.6 billion

One-fourth of all transmission towers are down, along with thousands of miles of power lines, which would be restored and expanded. International engineering firms would be brought in to make recommendations.

Distribution \$1 billion

Local power substations, damaged by looting and lack of maintenance, would be repaired and replaced

Oil System \$2.1 billion

Capital investments \$1.2 billion

Iraq's principal source of revenue has been damaged by war, looting, and terrorist sabotage, the administration says, and the following investments are necessary just to approach prewar levels of oil production:

- Rapid pipeline repair team, \$55 million
- Four topping plants, the first stage in oil refinement, \$125 million
- Backup distribution, including 200 fuel tankers and 250 liquefied petroleum trucks, \$68 million
- Oil system security force, training and equipment, \$60 million

- Personal security for the oil minister and directors, \$8 million
- Oil industry consultants, \$5 million
- Pipeline and refinery repair, dating back to 1991, \$575 million

Oil import purchases \$900 million

The oil system is so damaged that Iraq needs to import petroleum from abroad, the administration says, including a 30-day reserve. The products to be brought in include liquefied petroleum gas for cooking, kerosene for heating, benzene for automobiles, and diesel for larger equipment and power generation.

Housing and construction \$470 million

Housing \$100 million

With no large-scale housing projects having been built in 20 years, the administration proposes building 3,528 new houses in seven areas around the country. The request notes that this amount will barely address the need for more than a million new housing units, but will show that housing needs are being addressed.

Public buildings \$130 million

Repair more than 1,500 damaged buildings.

Roads and bridges \$240 million

Lack of maintenance has led to 43,000 miles of deteriorating highways and streets, and 32 bridges damaged by the war have not been repaired. Nearly half is for Expressway 1, the major north-south route in the country.



National Security

\$22.5 billion

New Iraqi Army \$2 billion

An "entirely new military structure" is needed to replace an army decimated in the war. The administration proposes building a force of 40,000 troops by next August. The request includes \$82 million for a small coast guard, \$22 million to establish a new Iraqi Defense

Ministry, \$51 million for military academies, and \$6 million to send the best officers to overseas professional military schools.

Civil Defense Corps \$76 million

Lightly armed Iraqi battalions to replace American forces as guides and interpreters and to conduct searches and operate checkpoints.



Justice System

\$919 million

Investigations into crimes against humanity \$100 million

About 500 experts and investigators will be paid \$100,000 each to document crimes committed by Saddam Hussein's government.

Witness protection program \$100 million

Safeguarding about 100 families of witnesses in organized crime cases, possibly moving them overseas.

Security for judges and prosecutors \$200 million

Personal security details for about 400 judges and prosecutors, plus security systems for about 130 court buildings.

Prison construction \$500 million

Two 4,000-bed maximum-security prisons would be constructed (at \$50,000 a bed), and 26 existing prisons and detention centers would be modernized or rebuilt.



Water and Sanitation

\$4.6 billion

Potable water access \$2.8 billion

Only 60 percent of the population has access to safe drinking water, and even that water is not always reliable, the administration says. This amount would pay for water mains, reservoirs, salt-water treatment plants, tanker trucks and wells. Even that amount would only bring water to 90 percent of the population.

Solid waste management \$153 million

Fifty landfill sites at \$1 million each for construction and equipment, along with 40 garbage trucks at \$50,000 each.

Reducing water loss \$30 million

About 60 percent of the available water is currently lost to leaks and other flaws. These repairs would bring that loss down to 40 percent.

Irrigation pumps \$75 million

The irrigation system was not badly damaged but this amount "will demonstrate to the people of rural Iraq that the coalition is dedicated to improving their lives," the request says.

Sewage improvements \$697 million

Only 6 percent of Iraqis have access to sewers, leading to illness and death, particularly among children. This amount would build treatment facilities and urban sewers, increasing the population with access to sewers to 11 percent, or 900,000 more people.

Repair of old irrigation systems \$130 million

"Village and tribal leaders need clear examples of improvement to gain the confidence and backing of their members," the request says.

Dam safety repairs \$100 million

For work identified by an Army Corps of Engineers safety team.

Basra water supply \$200 million

Replacing an open canal to Iraq's second-largest city with a pipeline would prevent evaporation losses, the request says. This is just for the first phase; another \$800 million will eventually be required.



Health Care

\$650 million

New children's hospital \$150 million

This amount would begin construction on a \$500 million to \$700 million hospital in Basra designed to improve high childhood mortality rates. It is described as a base for "cutting edge research," and will be a "visible sign of the transformation of the health care system in Iraq," the request says.

Hospital refurbishment \$393 million

This amount would repair 200 of the existing 240 hospitals, and supply equipment for 900 of the 1,200 primary-care clinics and five regional maternal centers.

Medical equipment \$300 million

Nearly half the equipment in the 240 hospitals is in "desperate need of repair or replacement," the request says, including X-ray machines, incinerators, lab equipment and backup power generators.



Transportation and Telecommunications

\$935 million

Civil aviation \$165 million

Reopening the Baghdad and Basra airports, along with 120 others around the country. These funds would pay for control towers, avionics equipment, fiber-optic communication lines, training for air traffic controllers, and security systems.

Postal system upgrade \$9 million

Automated systems for an "antiquated" post office would include bar coding for letters and packages, and establishment of a ZIP code system.

Ports \$45 million

The large Umm Qasr port would get perimeter security, cargo handling equipment, a new customs office, electric power and water.

Wireless internet \$19 million

A WiFi (Wireless Fidelity) network would link mobile computer users to a central network, and improve communications within the government.

Railroads \$303 million

Hundreds of locomotives are out of service because of vandalism, the administration says, and freight cars and buildings have been looted. This amount would repair or replace trains, tracks, signal systems and two bridges.

Television and radio networks \$10 million

This amount would restart commercial broadcast and cable operations, using modern transmitters. Rogue broadcasters would either become licensed or shut down.

Postal and telephone study \$54 million

A business study of the Iraqi Telephone Postal Company to determine its capital needs.

Telephone numbering system \$4 million

Establishment of area codes and a 911 emergency system (which would actually use the emergency number of 112).

Other Areas

Business development \$300 million

A \$200 million fund would invest in private enterprises and supply western business knowledge, along with 22 employment centers for job counseling and assistance at a cost of \$350,000 each. Job training would be provided in computer literacy, English as a second language and vocational areas.

Banking improvements \$30 million

The request says the banking system was nearly destroyed in postwar looting, and proposes a modern, computerized system to create trust in bank accounts and promote foreign investment.

Refugee assistance \$105 million

This amount would help return over 500,000 Iraqis from neighboring countries and over 1 million internally displaced persons to their homes. Most of the money would be used by the United Nations, the Red Cross and other international organizations.

Business training \$20 million

This amount would provide a four-week training course to about 2,000 middle managers, at a cost of \$10,000 each, to instruct them in modern Western business practices. "As Iraq opens its doors to direct foreign capital investment, it will need managers and leaders who understand these concepts," the request says.

Local governments \$90 million

This amount would help 266 cities build public information centers to disseminate information about municipal services.

Human rights \$15 million

To help begin the healing process, the request includes:

- Museum documenting past atrocities, \$1 million
- Equipment and training for exhuming mass graves, \$2 million
- Development of national missing persons bureau, \$1.5 million
- Memorial to Iraqi athletes who suffered under the former government, \$500,000
- Women's resource centers and training, \$5 million

Property claims tribunal \$30 million

A special court would resolve thousands of property disputes that have arisen from the appropriation of land and houses by Saddam Hussein's government.

TIME

OCTOBER 6, 2003



So, What Went Wrong?

Ever since America's decisive military victory, Iraq has been nothing but trouble. TIME reports on the errors and bad guesses, before and after the war, that got the Bush Administration into this spot

ON MAY 1, OFF THE COAST OF CALIFORNIA, U.S. President George W. Bush landed in flying gear on the deck of the aircraft carrier U.S.S. *Abraham Lincoln*—which sported a banner reading MISSION ACCOMPLISHED—and said, “Major combat operations in Iraq have ended.”

The war, said Bush, had been carried out “with a combination of precision and speed and boldness the enemy did not expect, and the world had not seen before.”

But the mission wasn't accomplished then, and it still is not. The reconstruction of Iraq has proved far more difficult than any official assumed it would be. Since May 1, 170 U.S. soldiers have died in Iraq, as sporadic guerrilla attacks have continued. Two potential leaders of the new Iraq—Ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim and Akila al-Hashimi, a member of the U.S.-appointed Governing Council in Iraq—have been assassinated. Also dead is Sergio Vieira de Mello, the U.N. chief representative in Iraq, who was killed when a bomb exploded at

U.N. headquarters last month. After a second bombing last week near the building, U.N. Secretary-General Kofi Annan ordered a reduction in the size of the organization's mission—already much smaller than it had once been—for reasons of safety.

Over the long, hot Iraqi summer, frequent power cuts made life unbearable for millions, while the flow of oil, which the Administration had hoped would fund Iraq's reconstruction, was, on some days, less than half what it had been before the war. And despite five months of searching, the weapons of mass destruction (WMD),

whose possession by Saddam Hussein had been the principal reason advanced by Bush for the war, are still nowhere to be found. “There are challenges greater than we anticipated,” said a White House official last week, while insisting “In time, the benefits of our actions will be quite obvious.”

The number of Americans to whom those benefits are obvious right now is in decline. In the latest Gallup poll, Bush's approval ratings dropped to 50%, the lowest since right before Sept. 11, 2001. Some critics of the Administration's hard-liners pull

no punches. “It reminds me of Vietnam,” says retired Marine General Anthony Zinni, who headed the U.S. Central Command from 1997 to 2000. “Here we have some strategic thinkers who have long wanted to

invade Iraq. They saw an opportunity, and they used the imminence of the threat and the association with terrorism and the 9/11 emotions as a catalyst and justification. It's another Gulf of Tonkin.”

On Capitol Hill, Bush's eye-popping supplementary budget request of \$87 billion in the current fiscal year for military operations and reconstruction in Iraq and Afghanistan—which includes \$20 billion in grants to rebuild Iraq—has left even Republicans gasping. As it becomes clear that there will not be a sudden influx of non-American troops into Iraq, the Pentagon is having to extend tours of duty there of regular soldiers and reservists. Bush's travails have invigorated the Democratic Party; all the Democrats running for the White House make criticism of Bush's record in Iraq a part of their pitch. And although few are brave enough to say it, other world leaders—most of whom opposed the war—can hardly hide their sense that the Bush Administration is getting what it deserves. When Bush spoke before the U.N. General Assembly last Tuesday, he faced an audience he has often described as having the enthusiasm of a “wax museum.” The applause that greeted his speech was tepid, while that reserved for war opponent Jacques Chirac, the French President, was, at least by the U.N.'s decorous standards, positively thunderous.

In the speech, Bush said the U.S.-led coalition is “helping to improve the daily lives of the Iraqi people,” rebuilding schools and reopening hospitals. The claim is well made. For most Iraqis, everyday life is steadily improving, helped by the onset of cooler weather. But the missteps and violence of the summer, and the realization that the U.S. and its allies will be paying for Iraq in blood and treasure for years, have altered America's politics and foreign policy, making it likely that the 2004 election will be competitive and practically ensuring that if the U.S. wants to embark on another adventure like the pre-emptive war in Iraq, it will do so virtually alone.

Those consequences flow from a series of flawed assumptions and decisions made before the war started—some based on resolute optimism, some based on naiveté, and some that carried unfortunate unintended consequences. The Administration's leading members, said Democratic Senator Joseph Biden last week, “believed we would find an oil-rich, functioning country, that we'd be met by cheering crowds, that all we had to do was sweep out the top Baathist layers, implant our favorite exiles and watch democracy take root as the bulk of the troops returned home by Christmas.” Allowing for Bidenesque hyperbole, that is



Seeking Peace

U.S. soldiers and Iraqi police officers patrol an outdoor market in Mosul

not far off the mark. Bureaucratic infighting, wishful thinking and—at least according to his many rivals—an undue influence in Washington exerted by Ahmed Chalabi, the exile leader who is the darling of the neo-conservative faction in Washington, contributed to a process by which the Bush Administration got Iraq wrong. Here's how:

WHAT WEAPONS?

OF ALL THE MISCALCULATIONS ON IRAQ, FEW have been as surprising as the inability to find real evidence of Saddam's supposed weapons of mass destruction. Pentagon officials say the 1,200-strong team led by CIA weapons expert David Kay, whose interim report is expected soon, has not found any stockpiles of deadly chemical, biological or nuclear weapons. So far, says an Administration official, "they have come across only parts and pieces and things—and that's about the best they are going to come up with." Members of Bush's senior national security team, says this official, "are as surprised as anyone—they really thought that it would be a lot easier to find, identify and show the world everything that was there." Iraqi sources involved in Saddam's WMD programs, meanwhile, insist that there was nothing to find; all weapons, they say, were destroyed long ago (see following story). For

Bush, the failure to find WMD has been a source of political embarrassment. For his principal ally, British Prime Minister Tony Blair, it has been a disaster, as allegations that his government exaggerated a nonexistent threat have sapped confidence in his leadership.

Critics insist that Bush and Blair stretched the available intelligence on WMD until it fit their predetermined decision to go to war. But that can't be the whole story. There is no doubt many British and U.S. officials really believed that Saddam had at least chemical and biological weapons—the British government, certainly, would never have taken the risk of waging an unpopular war if it had genuinely thought there was nothing deadly to be found in Iraq. And in their conviction that Saddam was hiding something, Bush and Blair were not alone. Top members of Bill Clinton's Administration were also convinced that Saddam had WMD programs, and in an interview with *TIME* in February, even Chirac said it was "probable" that Iraq had chemical and biological weapons. U.N. weapons inspectors had long said that Iraq had not accounted for all the WMD discovered in the 1990s.

Why were so many people so sure that Saddam had WMD? In part, of course, because he did once have them—and until

challenged by U.N. inspectors after the first Gulf War had tried to conceal them. There may, however, have been another reason: Saddam himself apparently thought he had them. Sources tell *TIME* that Western intelligence intercepted communications from Saddam that indicated he was taking a keen interest in the progress of ongoing WMD programs. It may be that evidence of such programs will yet turn up. Or possibly Saddam may have been duped by his own scientists, who didn't tell him their work on WMD was not getting far. (It would have been a brave Iraqi who crossed Saddam on that point.) Alternatively, in the hall of mirrors that was Iraq, Saddam may have been trying to fool everyone into thinking that he had something he hadn't. But if the assumption that Saddam had deadly weapons looks, at least for now, to have been mistaken, it was to an extent understandable.

VICTORY WITHOUT PACIFICATION

THE FRUITLESS HUNT FOR WMD HAS NOT cost American lives. The failure to understand that the war was not over—and in some ways, had barely begun—when Bush stood on the deck of the *Abraham Lincoln*, has. The war that was fought in Iraq—with a swift march from the south to Baghdad—was not the war that Pentagon planners had anticipated. Right up to a few weeks before the start of hostilities, plans had called for the U.S. Army's 4th Infantry Division to advance from Turkey through northern Iraq. Administration officials, especially U.S. Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, who led the negotiations with Ankara, had believed that Turkey would support the U.S. But the prospect of war in Iraq was deeply unpopular in Turkey, and on March 1, the Turkish parliament, dominated by the Islamist A.K. (Justice and Development) Party, turned the U.S. down.

Diplomats and observers in Ankara allocate responsibility for the fiasco in many ways: some blame inexperienced A.K. ministers who overplayed their hand with the U.S., while others point the finger at Wolfowitz, who, say his critics, never understood that with the election of the A.K., military and secular leaders with strong ties to the U.S. no longer monopolized power. Says Emin Sirin, an A.K. parliamentary deputy and Istanbul businessman: "The Americans thought that if you talk to two or three people, you have Turkey in your hands. The whole system has changed, and they didn't appreciate that."

Whoever is to blame, the Turkish mess

IRAQ THE MISCALCULATIONS

made it harder to fight the war. With a substantial force coming down from Turkey, there was a chance—though no certainty—of pacifying the “Sunni triangle” to the north and west of Baghdad, including Saddam’s hometown of Tikrit. Instead, Iraqi fighters loyal to Saddam left Baghdad and went home, where, motivated by nationalism and tribal loyalties, they could regroup and plan attacks on American forces. It was not until June—in Operations Desert Scorpion and Peninsula Strike—that the fight was taken to them. One battle, for the town of Dululiyah, north of Baghdad, involved 4,000 U.S. soldiers.

The speed of the American advance from the south, coupled with U.S. Defense Secretary Donald Rumsfeld’s determination that the U.S. invading force should be as small as possible, had a further consequence. When the war was over, there were not enough U.S. troops to detain and disarm Iraqi fighters or maintain security in the cities. Governmental authority in Iraq collapsed, leaving the U.S. forces, already stretched thin, to do everything from guarding banks to hunting down guerrillas. “The Americans thought they would come and just slot in at the top,” says Entifadh Qanbar, a spokesman in Baghdad for Chalabi’s Iraqi National Congress (I.N.C.). “But the whole government basically melted away, and they weren’t ready for that.”

That failure was compounded by the disastrous decision by U.S. proconsul L. Paul (Jerry) Bremer in May to disband the Iraqi army, which put thousands of armed men on the streets with no pay and no reason to support the Americans. In December a blue-ribbon commission created by the Council on Foreign Relations and the James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University in Texas had argued the opposite case. The Iraqi army, the panel said, “could serve as a guarantor of peace and stability if it is retrained in part for constabulary duty and internal security mission”—something that has only just been started. Ron Adams is a retired Army lieutenant-general who acted as deputy to retired Army General Jay Garner, chief of the reconstruction effort in its first months. Says Adams: “There were some of us saying, right from the get-go, ‘We think there’s a troops-to-task mismatch here—I’m not sure there are enough troops to maintain security.’” Ibrahim al-Janabi, of the Iraqi National Accord (I.N.A.), says that in early March, I.N.A. leader Ayad Alawi, who now sits on the Governing Council, met with top U.S. officials, including Rumsfeld, National Security

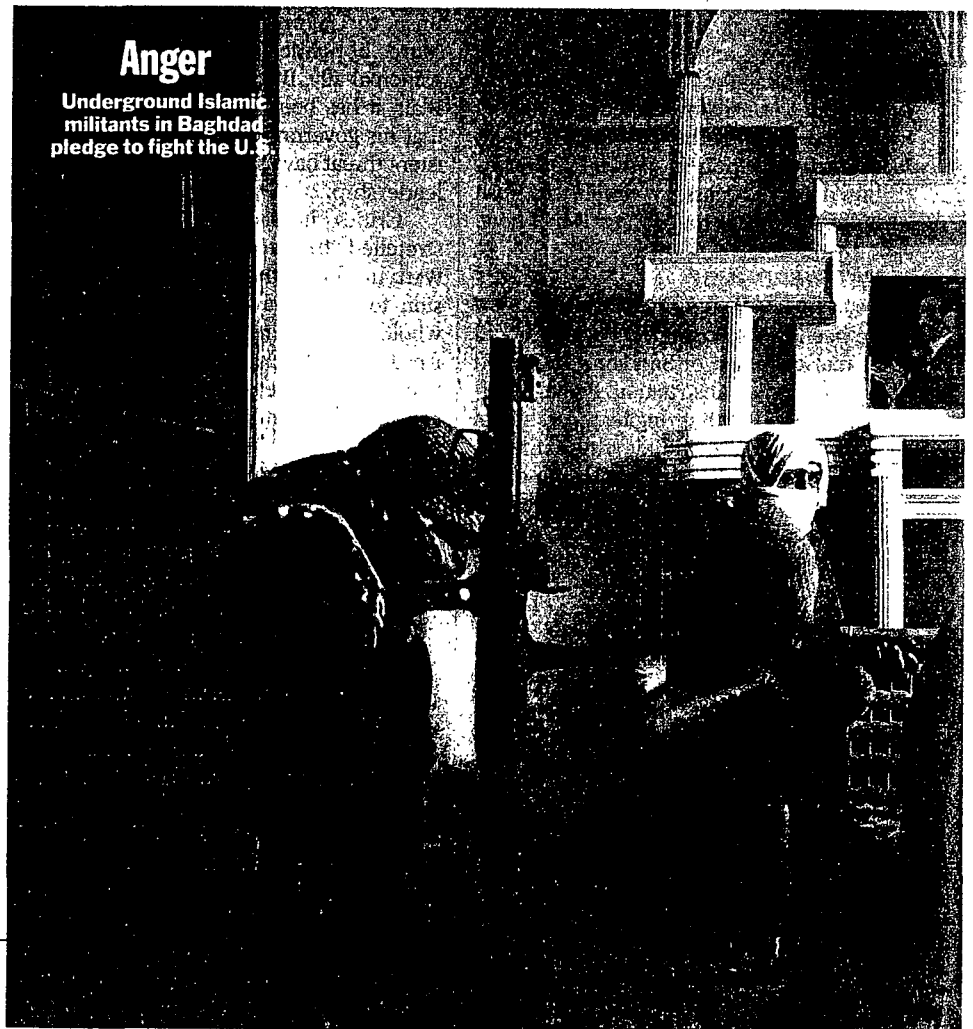
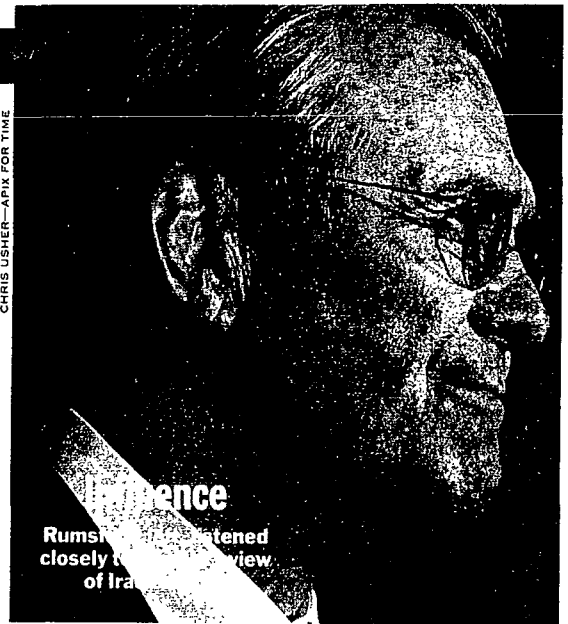
Adviser Condoleezza Rice and Secretary of State Colin Powell, to recommend that the U.S. keep the Iraqi army and police force intact to maintain security. Chalabi, for his part, had argued for a U.S.-trained, 15,000-strong military-police force to keep the peace after the collapse of Saddam’s regime. “It would have made all the difference in the world,” he says. But U.S. policymakers, claims Chalabi, “didn’t listen to us at all.”

TOO MANY COOKS

THAT CHALABI THINKS HE WAS NOT listened to by U.S. officials will produce a hollow laugh in both Washington and Iraq. For his opponents in Iraq, the chaos over the summer can be laid at Chalabi’s door. “I think the Americans relied on information they got from Iraqis outside the country, especially Chalabi,” says Rabiah Mohammed al-Habib, a prominent tribal prince in Iraq. “These people simply wanted military intervention.” Sometimes unfairly, Chalabi is blamed for encouraging his friends in Washington to think that an invasion would be a breeze

and reconstructing Iraq not much harder.

Chalabi’s longstanding links to top officials in the Bush Administration are legendary. He considers Wolfowitz a good friend and the night after the statue of Saddam fell in Baghdad spoke with 12 Senators from his base in Nasiriyah, Iraq. One I.N.C. official says that in the run-up to the war, Francis Brooke, Chalabi’s point man in Washington, spoke once a





ROBERT NICKEL/SPERO FOR TIME

week to Bill Luti, who ran the Pentagon's Iraq policy from the Special Plans Office. Brooke also had access to John Hannah, who runs the Middle East desk in Vice President Dick Cheney's office. "From Day One, we were having discussions with the Bush Administration," says Brooke. "Our views were well known."

And they were influential. A year ago, Tom Warrick, a career U.S. State Depart-

ment official, assembled a Future of Iraq project that brought together more than 200 Iraqis in working groups with U.S. officials observing. The I.N.C. joined only one of the working groups. Chalabi's people dismiss the whole exercise as absurd. "We just thought it was a joke," says an I.N.C. official. Says another: "The idea that there was a well-organized project at the State Department that was producing sophisticated postwar planning is ridiculous. The scholarship was at the high school-essay level." Others believe I.N.C. and its allies in the Administration already knew what they wanted to do and undermined an effort to unite Iraqis of all persuasions around a common project. "What happened to all that work we put in?" says Laith Kubba, an Iraqi at Washington's National Endowment for Democracy. For whatever reason, the Future of Iraq project was pretty much ignored. "The White House barely knew about it," says a former official involved in postwar planning.

In fact, by September 2002, the White House had its own exercise under way. In August of that year, the Senate Foreign Relations Committee had held contentious hearings on Iraq, focusing on the apparent lack of any postconflict preparation. Just after Labor Day, Rice summoned her top staff to an evening meeting and set up four working groups to try to coordinate inter-agency squabbling. State, as usual, was trying to find a multilateral approach to Iraq and to boost the status of opponents to the regime inside Iraq. The Defense Department was happy to go it alone and rely on its favored Iraqi exiles. The CIA, meanwhile, was trying to warn that governing Iraq after the war would not be as easy as some of the exiles had thought.

Rice's working groups failed on two counts. First, they never succeeded in getting State and the Pentagon on the same page. In January Bush assigned responsibility for postwar Iraq to the Pentagon—to which Garner reported—which soon made it plain that everyone else would play a secondary role. But, just as important, the Rice group responsible for postwar planning, led by Elliott Abrams from the National Security Council and Robin Cleveland from the Office of Management and Budget, woefully underestimated the cost of reconstructing Iraq. It was the work of that group that in large part led OMB director Mitch Daniels to estimate a year ago that the total price tag of the Iraq adventure

THE POLITICS BEHIND THE PRICE TAG

As part of his \$87 billion military budget, President Bush has asked for \$20.3 billion to rebuild Iraq. Foes of the Administration are on the attack.

\$1 billion

to train Iraqi police and fire fighters
THE COMPLAINT: The Administration fought a \$200 million increase for America's police and fire fighters

\$400 million

for two new jails
THE COMPLAINT: With a proposed 4,000 beds in each prison, the U.S. would be spending \$50,000 per inmate

\$100 million

for a witness-protection program for 100 Iraqis and their families who would testify against former regime officials or suspected terrorists
THE COMPLAINT: The U.S. federal witness-protection program took in about 250 witnesses and their families last year at a total cost of \$31.5 million

\$5.7 billion

on electricity, including \$1 billion to rehabilitate and replace the power infrastructure over several years
THE COMPLAINT: Compare spending \$255 on electricity generation for every Iraqi with 71¢ a person spent on government-funded electricity work in the States

\$2.1 billion

to import petroleum products and invest in oil infrastructure
THE COMPLAINT: It doesn't make sense for the world's second largest oil-producing country to import the stuff

\$303 million

to repair railroads and rehabilitate three major airports as well as the port of Umm Qasr near the Kuwaiti border
THE COMPLAINT: The port is already functioning

\$150 million

for a new children's hospital in the southern city of Basra
THE COMPLAINT: The total cost could reach \$700 million

\$20 million

for executive job training
THE COMPLAINT: A four-week management class would cost \$10,000 a person

\$1 million

to build a museum documenting atrocities by Saddam Hussein
THE COMPLAINT: Is this really necessary?



YURI KOZHEV FOR TIME

IRAQ

would be just \$50 million to \$60 million, a range Bush surely now wishes were true.

The failure to get the costs right turned on two false assumptions: that Iraq's infrastructure was in relatively decent shape and that Iraqi oil exports would pay for much of the country's reconstruction. But Iraq's electricity grid is barely functional, and its oil installations aren't much better. "The oil refineries can't be repaired, in my opinion," said Republican Senator Lindsey Graham after a visit to Iraq last month. "They have to be replaced."

How did the Administration get its cost estimates so wrong? The conventional explanation—offered last week by U.S. Marine General Peter Pace, vice chairman of the Joint Chiefs of Staff—is that "until you get in on the ground, you don't have a thorough understanding of how degraded those systems became." But Iraq isn't on the dark side of the moon. "There were plenty of people in and out of Iraq—inspectors and many other potential sources of information about the state of Iraq's infrastructure," says Ralph Peters, a retired U.S. Army intelligence officer. "This was a whopping intelligence failure."

Peters has a point. A report on Iraq to the U.N. Security Council last year stated: "The deficit in electric power as a result of damage inflicted and nonavailability of spare parts and equipment for maintenance is a serious problem throughout the country. The network continues to deteriorate." The Council on Foreign Relations/Rice University study estimated that "rebuilding Iraq's electrical power infrastruc-



ture could cost \$20 billion to restore its pre-1990 capacity." Many oil experts spent last winter publicly debunking the Administration's assumptions on oil, pointing out that 12 years of sanctions had left the industry in a terrible state. "There has been a great deal of wishful thinking about Iraqi oil," said the Council on Foreign Relations/Rice University report, noting that the oil

sector was "being held together by 'Band-Aids'" and estimating that the Iraqi industry needed \$30 billion to \$40 billion to rehabilitate active wells and develop new fields. "Put simply," the report continued, "we do not anticipate a bonanza." According to U.S. Department of Energy figures, Iraq is pumping only about 1.65 million bbl. of oil a day now, compared with 2.8 mil-

B A G H D A D T O D A Y

Progress, Inch by Inch

Lying on a beaten-up hospital bed with two bullets in his right leg, Amar Ali Najim has plenty to complain about. A few hours earlier, the Baghdad policeman had responded to reports that a gang of thieves was menacing a market. Arriving on the scene, Najim and his colleagues walked straight into a trap, presumably set by the gunmen who shot him and two other cops. But even in his current state, immobile and connected to an intravenous drip, Najim, 37, is upbeat. Things in Iraq are getting better, he says: "The violence has dropped by half. We still have gangs, but at least now we are challenging them."

The news out of Iraq in recent months has been mostly dreary. Since the beginning of August, three major terrorist attacks have killed at least 115 people. Strikes on American troops continue, and the job of rebuilding the country seems overwhelming at times. Yet as the scorching temperatures of summer give way to the occasional cooling breeze of fall, there is a short but growing list of achievements worth noting. Traffic cops have tamed some of Baghdad's worst intersections, crews of cleaners are tidying the streets, and the power supply has slowly improved.

A Gallup poll published last week found that while nearly half

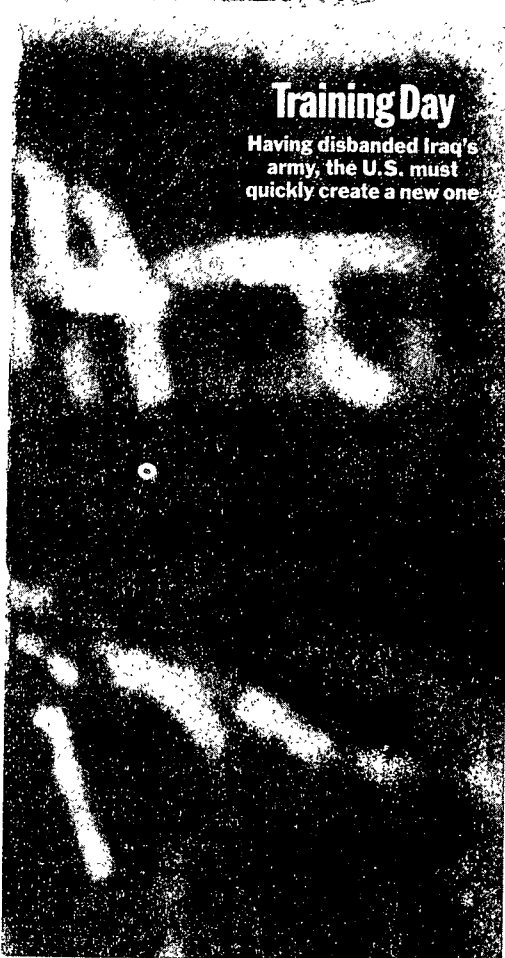
the Iraqis questioned felt the situation in their country was worse now than before the war, two-thirds thought that within five years their lives would be better than before the invasion. Most deemed the current sacrifices worthwhile: 62% were happy that Saddam Hussein is gone. "I'm optimistic," says liquor-store owner Hussam Nadim, whose sales have tripled since the chaotic period of three months ago, during which his shop was hit by a rocket-propelled grenade. "With time and a lot of work, I see things improving."

Many ordinary Iraqis complain that the media of other Arab nations are misrepresenting the situation, painting a one-dimensional picture of chaos and widespread antipathy to the U.S. Many Iraqis attribute the distortion to lingering Arab-media sympathies toward the Saddam

regime. "They are wicked people," says Salah al-Sheikh, 31, a guard at an Arab embassy. "They say Americans are occupiers, but they are here to help us." The Governing Council last week temporarily barred two popular Arab satellite networks from attending council meetings.

Al-Yarmuk Hospital, where Najim was rushed when he was shot, exemplifies how things are moving forward. In early April, during the final days of heavy combat, the facility was almost emptied by looters. "They took beds, air-conditioners, linen, food, ultrasound machines, computers—anything they could carry out," says hospital director Mahdi Jasim Moosa. Since then, the hospital has been refurb-

LOOKING UP U.S. soldiers have resurfaced this Baghdad shrine that once held Saddam's portrait



Training Day

Having disbanded Iraq's army, the U.S. must quickly create a new one

AP/WIDEWORLD

lion before the war and 3.5 million before 1990, which makes that revelation something of an understatement.

LIBERATORS VS. OCCUPIERS

ADMINISTRATION OFFICIALS INSIST THAT U.S. forces were welcomed into Iraq as liberators—which, for a week or so, they

were—and that there is still gratitude for their presence now—which is more debatable. In a society that has been as repressed as Iraq's for 50 years, true popular sentiment is hard to judge. Iraq is still getting used to freedom and its boundless possibilities. After the war was over, many stores in Baghdad did not take up their shutters, though it was safe for them to do so. "We're waiting for someone to tell us to open," said an elderly shopkeeper. But whatever horrors they have suffered, Iraq's proud citizens cannot be expected to be happy with the reality of foreign soldiers on their streets. "There is a real nationalistic feeling here," says a European diplomat who has worked in Baghdad for two years. "It is a real country, and it has a real national feeling that it is being occupied. And even if they don't know who will lead them tomorrow, they don't want to be occupied." Kasim al-Sahlani, a senior member of the Dawa Party, a moderate Islamic party that opposed Saddam from within, complains that Bremer said Iraqis were not yet ready to lead the country. "The Iraqis are civilized people," he says, "but Paul Bremer's words make us sound like children."

Joe Fillmore, a contract translator with the 4th Infantry Division in Tikrit, agrees that resentment is deepening. Things may look better on the surface, he says, but there is a growing frustration with the occupation. "The town is divided into two parts," he says. "Those who hate us and those who don't mind us but want us to go." Even Chalabi, who is among the most pro-American people

in Iraq, says, "When the U.S. said we are not liberators, we are an occupation force, the views of people changed."

Part of the difficulty is simply cultural. "If an Iraqi policeman stops someone on the street and asks them politely to do something," says al-Janabi of the I.N.A., "that person will be ready to be a ring on the policeman's finger. But if you shout at him like the Americans do and hurt his dignity—he will hate you." In Baghdad a U.S. special-forces officer sadly agrees. "We should have been culturally sensitive," he says. In places like Fallujah, he argues, "we should never have gone into people's houses. Saddam's soldiers never went into houses—they would negotiate and settle things with money. We don't understand how things work around here."

That is an honest assessment, not an indictment. There is not the slightest reason in the world why 19-year-old boys from Kansas and Kentucky should know how to deal with Iraqi sensitivities—to get Iraq right—and it is unfair to condemn them for failing to do so. But it is not unfair to judge those who got Iraq wrong and thought five months ago that the mission of those young men, now hunkering down for a longer tour of duty than they ever expected, was over. It is not.

—Reported by Brian Bennett, Simon Robinson, Vivienne Walt and Michael Ware/Baghdad, J.F.O. McAllister/London, Andrew Purvis/Vienna and Timothy J. Burger, Massimo Calabresi, Matthew Cooper, Viveca Novak, Mark Thompson, Douglas Waller, Michael Weisskopf and Adam Zagorin/Washington

nished. Some equipment was returned by looters under pressure from neighbors and imams. New fittings have been bought with funds raised in a local mosque and donations

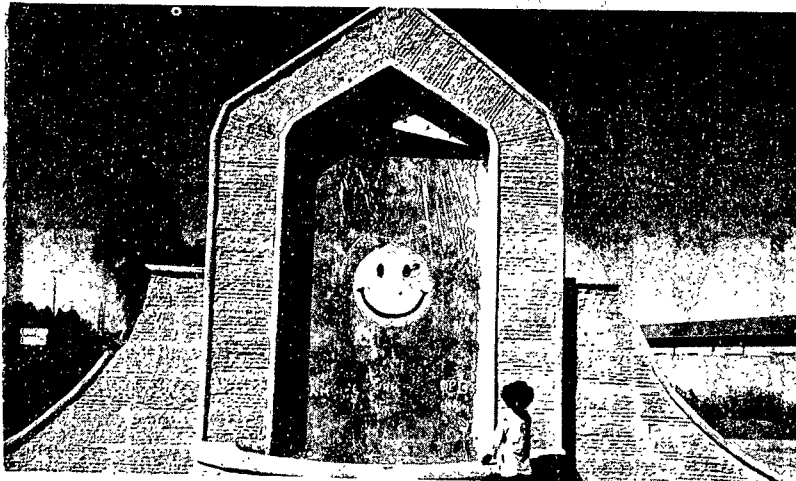
from welfare organizations like the Red Cross and CARE. The number of shooting and stabbing victims admitted to the hospital spiked to roughly 20 a day after the war, but is down to half that,

according to doctors. "It is not ideal," says Moosa, "but then it was not ideal in Saddam's time. Psychologically, we are much better today."

Engineer Adal Abdulhadi agrees. He oversees a crew of 70 street cleaners and painters employed by the city to spiff up the tony Baghdad suburb of Mansur. For between \$3 and \$5 a day, the men have cleared away most of the trash that piled up during the war and are now painting the gutters shiny yellow and white. The program may largely be a make-work exercise for local men, Abdulhadi acknowledges, but it's "better than them sitting around doing nothing but getting angry with the Americans."

The slowly improving power supply is also lifting spirits in Baghdad. It helps that cooler weather means fewer air-conditioners now drain the city's decrepit grid. Electricity output is up, if not yet to prewar levels. Two weeks ago, the Ministry of Electricity began hiring the first of more than 4,000 "power police" to patrol thousands of miles of lines across the country to help prevent sabotage.

Of course, the list of problems facing Iraq is still long; resistance to the U.S. occupation remains vicious; the vital oil industry is a shambles; elections are months away. Against these challenges, tidier neighborhoods and repainted roads may seem trifling matters. But in postwar Iraq, any small victory is appreciated. —By Simon Robinson/Baghdad. With reporting by Vivienne Walt/Baghdad



YURI KOZNEV FOR TIME

Avoid quagmire, Putin tells U.S.

By Steven Lee Myers

MOSCOW: President Vladimir Putin said this weekend that the United States faced the possibility of a prolonged, bloody and ultimately futile war in Iraq like the one that mired the Soviet Union in Afghanistan.

In an expansive interview on Saturday evening, Putin warned that Iraq could "become a new center, a new magnet for all destructive elements." He added, without naming them, that "a great number of members of different terrorist organizations" have been drawn into the country since the fall of Saddam Hussein.

To respond to this emerging threat, he said, the Bush administration must move quickly to restore sovereignty to Iraq and to secure a new UN resolution that would clearly define how long international forces would remain in Iraq.

"How are the local population to treat forces whose name is the occupying force?" he said, suggesting that further hostility to America is inevitable unless its occupation of Iraq receives the international legitimacy it now lacks.

Putin said for the first time that Russia was prepared to offer Iraq partial relief on the \$8 billion it was owed, but only in coordination with other major creditor nations grouped in the Paris Club. The United States has been struggling to persuade European allies to make significant financial contributions to help rebuild Iraq.

During an interview that lasted close to three hours and covered topics including Iraq, Russia's economic development and the state of democracy here, Putin repeatedly characterized Russia's relations with America, and particularly his own with President George W. Bush, as close and frank — those of a partner, even, at times, an ally.

But at the same time, he was sharply critical of American complaints about Chechnya, of humiliating new visa requirements for Russians, of what he called lingering Cold War habits of mind, and of the Bush administration's decision to invade Iraq, which he simply called "an error."

Saddam's government had, with reason, been called "a criminal one," Putin said, but he disputed one of Bush's core justifications for attacking Iraq in March: its alleged ties to international Islamic militancy and terrorism. Rather, he suggested that the invasion of Iraq had created a terrorist haven where one did not exist previously.

"It struggled against the fundamentalists," Putin said of Saddam's government. "He either exterminated them physically or put them in jail or just sent them into exile."

Now, he added, with Saddam gone, "the coalition forces received two enemies at once — both the remains of the Saddam regime who fight with them and those who Saddam himself had fought in the past — the fundamentalists."

Putin ruled out, for now, sending Russian troops to help in Iraq and said that while a variety of international military contingents provided political support for America in Iraq, they were not much use in other respects because they "abuse alcohol," "begin to sell weapons" and only think about "fleeing as soon as possible."

He declined to say which countries' soldiers he had in mind. Several dozen nations have contributed to the America-led effort in Iraq — including Poland, Romania, Ukraine, Spain, Portugal and Mongolia — usually with small contingents.

Putin did not identify the militants entering Iraq but said they came "from all the Muslim world."

These militants, he said, might now find themselves at ease in Iraq, as they once were among the Afghans, and the danger of a decadelong struggle like the one fought by the Soviet Union in Afghanistan in the 1980's exists. Such fears, he added, "are not groundless."

Putin spoke at his wooded presidential compound in Novo-Ogaryovo, outside Moscow. He appeared relaxed, but he was also fiercely concentrated, speaking animatedly at times and displaying his growing understanding of English by correcting an interpreter on his use of particular words.

As he did during his recent trip to the United States, he seemed eager to present a softer, more congenial image — perhaps in response to a flurry of advertisements, protests and newspaper columns suggesting that he was an autocrat who is reversing Russia's democracy. Putin intermittently stroked his black Labrador, Koni, who bounded in halfway through the interview.

Putin said Russia had sought to address the Bush administration's concerns about the construction of a civilian nuclear reactor in Iran by insisting that Iran agree to return any spent nuclear fuel — an agreement that has not yet been sealed. He complained that American and European companies with contracts in technologies that also assist Iran's nuclear ambitions — he did



AFP

President Vladimir Putin of Russia says Iraq could become a terrorist magnet.

not cite them — did not face sanctions, as some Russian companies have.

At the same time, he reiterated his call on Iran's leaders to accept expanded inspections of their nuclear facilities, saying they had no reason to object if they had nothing to hide.

"We are not only hearing what our U.S. partners are telling us, we are listening to what they have to say," he said. "And we are finding that some of their assertions are justified."

On the violent, protracted conflict in Chechnya, an open sore in Russia's standing in the world, Putin portrayed the presidential election held on Sunday as an important step in a political settlement to end four years of conflict — not unlike, he said, what was needed in Iraq.

The results of Sunday's vote will not be announced until Monday, but the election has been widely criticized as a farce that will end with the victory of the Kremlin's handpicked leader there,

Akhmad Kadyrov. As he has before, Putin dismissed the criticism and bemoaned what he called an American double standard in which Islamic fighters in Chechnya are called democrats, while those in Afghanistan and Iraq are called criminals. He also joked that when it came to elections, the United States had its own problems.

"As yet you have not yet mastered well the situation in California," he said.

The New York Times

Les ex-soldats de Saddam, ces crève-la-faim

Bagdad envoyé spécial

Pour la deuxième fois en quatre jours, des soldats américains et des policiers irakiens ont tiré sur une foule désarmée au centre de Bagdad. Mercredi, c'était des jeunes chômeurs venus réclamer une embauche dans la police et renvoyés chez eux sans ménagement (*Libération* du 2 octobre). Samedi, c'était au tour de soldats démobilisés venus toucher leur solde. Le même jour, un scénario similaire s'est produit à Bassora, dans le sud du pays, où les soldats britanniques ont tué un policier irakien par erreur. A chaque fois une foule qui n'a, a priori, rien contre l'occupation américaine se retourne en quelques minutes et prend à partie les policiers irakiens qui symbolisent un arbitraire honni. Plus inquiétant encore: la plupart des manifestants de samedi, tout comme ceux de mercredi, sont issus des classes défavorisées chiïtes, ceux-là mêmes qui attendent le plus de la présence américaine.

Payer ses dettes. Comme des milliers d'autres simples soldats démobilisés après la guerre, Abbas Jassem est au chômage. Il est venu samedi dès l'aube toucher la solde promise par Bremer, l'administrateur civil américain, après les manifestations de juin: 40 dollars pour les deuxièmes classes, 50 pour les premières classes. Dans son cas, cela fait 200 dollars, quatre mois de solde qui lui permettront de payer ses dettes et de «tenir vingt jours, une misère». Tous les jours, ce sont 3000 à 4000 ex-soldats, déguenillés, qui se pressent devant les grilles de l'ancien aéroport de Bagdad, dans l'ouest de la ville. Mais, samedi, ils étaient plus de 10000, tous ceux qui pendant le mois, pour une raison ou pour une autre, n'avaient pu se présenter le jour de leur convocation.

«D'accord, on a perdu la guerre sans combattre, mais c'est pas une raison pour nous mettre le nez dans la poussière», se fâche Abbas Jassem. Il fait chaud, la tension monte à mesure que l'attente s'éternise: en tête de queue, un GI accueille les crève-la-faim en claironnant: «*Fellow's baby? Yalla run!*» («tu veux de l'argent, chéri? Allez, cours!»).

ces crève-la-faim



Hier, à Bagdad: des milliers de soldats irakiens réclament le paiement de leurs soldes. Deux manifestants seront tués et vingt blessés.

Personne n'a vu exactement ce qui s'est passé à ce moment-là mais tout le monde raconte la même histoire: un vieil homme fatigué essaie de passer devant tout le monde, le soldat américain en faction le pousse à terre et, comble du déshonneur, lui arrache son keffieh. Les soldats américains racontent une tout autre version. Un petit groupe d'agitateurs, «probablement des partisans de l'ancien régime», se serait introduit dans la foule et aurait profité du nombre pour provoquer les incidents en jetant des pierres puis en tirant des coups de feu. Peu importe en fait ce qui s'est réellement passé, l'affaire du vieux au keffieh bafoué est déjà devenue une épopée bagdadienne.

Rumeur. Sur la suite, en revanche, tout le monde est d'accord. Les manifestants ont jeté des pierres, les policiers irakiens ont répliqué à l'arme légère, déchaînant la fu-

rie des manifestants, qui ont tenté de lyncher l'un d'entre eux. L'armée américaine intervient alors en force. Bilan de ces deux heures d'affrontements: au moins deux manifestants tués, vingt blessés par balles, dont deux soldats américains, plusieurs véhicules incendiés, d'autres criblés de balles. A Bagdad, la rumeur assure que neuf manifestants sont morts.

A midi, le calme est revenu. Les soldats restent nerveux. Le paiement des soldes reprend: chacun passe un par un à la queue leu leu après une fouille au corps. Le sergent Tom Brousseau, de la 82^e division aéroportée, reste d'un optimisme destructible: «*Ne vous fiez pas aux apparences, les choses s'améliorent de jour en jour ici. Les Irakiens nous aiment, ils savent qu'on est là pour leur bien. Regardez les Japonais, on leur a envoyé deux bombes atomiques, et maintenant ils nous disent merci: ils sont devenus l'une des premières économies du monde.*»

CHRISTOPHE AYAD

«On a perdu la guerre sans combattre, mais c'est pas une raison pour nous mettre le nez dans la poussière.»
Un ex-soldat

6 OCTOBRE 2003

Libération

Turquie: pas d'invalidation des élections de 2002

Les élections de novembre 2002, remportées triomphalement par les islamistes de l'AKP (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdogan, ne seront pas invalidées. Après sept heures de réunion, le Haut Conseil électoral turc (YSK) a rejeté, samedi, les demandes de

plusieurs partis politiques et des requêtes individuelles déposées dans le courant de la semaine. La question avait été ouverte, la semaine dernière, après la confirmation en appel d'une condamnation à des peines de prison d'ex-dirigeants d'un mouvement prokurde, le Parti démocratique du peuple (Dehap), pour fraude électorale. Ce parti n'était pas en règle pour participer à la compétition électorale. Selon les plaignants, le Dehap en présentant des candi-

dats, sans pour autant avoir d'êlu faute de réussir à franchir le seuil minimal des 10 %, aurait faussé l'ensemble des résultats. La décision du YSK, qui est sans appel, devrait mettre un terme au débat sur la validité du scrutin à un moment où la Turquie, seul pays musulman de l'Otan, doit se prononcer, vraisemblablement dans le courant de la semaine, sur l'envoi de milliers de soldats en Irak. (D'après AFP)

La situation en Irak au centre d'un entretien entre Assad et Barzani



DAMAS, 2 oct (AFP) - 14h01 - Le président syrien Bachar al-Assad s'est entretenu jeudi avec le dirigeant kurde membre du Conseil de gouvernement transitoire irakien Massoud Barzani, de "la situation en Irak", rapporte l'agence officielle Sana.

Les deux parties ont exprimé leur "attachement à la consolidation de l'unité nationale irakienne" et jugé "nécessaire le retour de la sécurité et de la stabilité en Irak".

M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a été reçu auparavant par le numéro deux du parti Baas au pouvoir en Syrie, Abdallah al-Ahmar qui a souhaité des "relations fraternelles avec les différentes organisations en Irak".

M. Barzani a qualifié de "terrorisme" les attaques qui ensanglantent l'Irak, au terme d'un entretien mercredi à Damas avec le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam.

"Il n'y a pas de résistance, mais des actes terroristes qui se produisent de temps à autre et c'est le peuple irakien qui en paye le prix", a déclaré M. Barzani à la presse.

Il a accusé "des étrangers de s'être infiltrés en Irak pour créer des problèmes au peuple irakien", sans plus de précisions.

M. Barzani a ajouté que la Syrie était "disposée à fournir toute aide au peuple irakien pour sortir de la crise", mais souligné "n'avoir rien demandé de spécifique" à ce pays.

Le PDK et une autre formation kurde, l'Union patriotique du Kurdistan contrôlaient depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 le Kurdistan irakien (nord). Les deux formations se sont alliées aux troupes américaines pour combattre les forces de Saddam Hussein.

Un autre membre du Conseil de gouvernement transitoire, Ayad Al-Allaoui avait effectué dimanche une visite à Damas.

La Syrie, qui s'était montrée farouchement hostile à la guerre américaine en Irak, plaide actuellement pour un transfert de souveraineté rapide au peuple irakien et un retrait des forces d'occupation américaines.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la Syrie est dans le collimateur des Etats-Unis qui refusent que ce pays intervienne dans les affaires de son voisin irakien.

Turcs et Américains s'entendent sur un "plan d'action" contre le PKK en Irak



ANKARA, 2 oct (AFP) - 13h41 - La Turquie et les Etats-Unis se sont mis d'accord sur un "plan d'action" qui comprendrait notamment des options militaires pour lutter contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés en Irak, a annoncé mercredi à la presse un haut responsable turc.

"Nous sommes tombés d'accord sur un plan d'action dans le cadre de nos discussions sur l'éviction du PKK-Kadek (Parti des Travailleurs du Kurdistan, ndr) du Nord de l'Irak", a indiqué le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Nabi Sensoy au terme d'entretiens avec une mission américaine menée par Joseph Cofer Black, coordinateur du département d'Etat pour la lutte contre le terrorisme.

Refusant de donner des détails, le diplomate turc, interrogé sur les moyens de lutte contre le PKK a répondu : "Aucune option n'est à exclure pour chasser le PKK-Kadek du Nord de l'Irak".

Ankara a appelé plusieurs fois les Etats-Unis à agir contre les rebelles, dont près de 5.000 auraient trouvé refuge dans les montagnes du Nord de l'Irak.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et Washington.

M. Sensoy a également indiqué que la Turquie était prête à apporter "toute contribution" aux Etats-Unis pour chasser le PKK du Kurdistan irakien.

L'armée turque dispose déjà de troupes dans le Nord irakien pour y surveiller les rebelles kurdes.

M. Black a pour sa part affirmé que le PKK n'avait pas de place en Irak du Nord, selon l'agence Anatolie.

La Turquie ne lie pas son éventuelle participation à la force internationale de maintien de la paix en Irak à une action armée de Washington contre les rebelles du PKK. Mais, une action américaine aiderait le gouvernement turc à convaincre le parlement de voter pour l'envoi d'une telle force, selon les observateurs.

La rébellion du PKK, qui a fait plus de 36.000 morts en 15 ans, est en sommeil depuis l'arrestation en 1999 d'Abdullah Ocalan, son chef. L'organisation a toutefois annoncé début septembre qu'elle mettait fin à sa trêve unilatérale.

Turcs et Américains avaient eu une première série de discussions sur le PKK à la mi-septembre.

Le gouvernement turc, soutenu par l'armée, envisage actuellement l'envoi de 10.000 soldats en Irak.

L'islamiste kurde Mullah Krekar appelle au jihad contre l'occupation en Irak



WASHINGTON, 5 oct (AFP) - 23h21 - Le fondateur du groupuscule kurde islamiste Ansar Al-Islam, Mullah Krekar, a appelé au "jihad" (guerre sainte) contre les forces d'occupation en Irak, dans un entretien à l'hebdomadaire américain Newsweek à paraître lundi.

"C'est comme pour toutes les occupations intervenues dans l'Histoire. Tout le monde sait que les musulmans doivent mener le jihad contre l'occupation partout", a déclaré M. Krekar.

Selon lui, plus de 200 personnes, y compris des femmes et des enfants, ont été tuées lors d'attaques américaines contre des installations d'Ansar Al-Islam durant la guerre en Irak, ce qui justifie une riposte de son groupe, a-t-il dit.

"Je crois que c'est une réaction très, très naturelle, si les membres encore vivants d'Ansar al-Islam essaient de faire quelque chose contre l'Amérique -- à l'intérieur de l'Irak, je veux dire, bien sûr", a-t-il dit à Newsweek.

Ansar Al-Islam ("Partisans de l'islam" en arabe) opère au Kurdistan irakien et est soupçonné par les Etats-Unis d'avoir été le "lien manquant" entre le régime déchu du président irakien Saddam Hussein et le réseau terroriste Al-Qaïda.

Le groupe est soupçonné d'avoir organisé l'attentat à la voiture piégée qui a fait 14 morts début août à l'ambassade de Jordanie à Bagdad.

Mullah Krekar a indiqué à Newsweek qu'il avait rencontré le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden en 1998, mais qu'il ne lui avait pas parlé.

Arrêté aux Pays-Bas en septembre 2002, Mullah Krekar a séjourné quatre mois dans une prison néerlandaise, où il a été entendu par des agents du FBI américain, avant d'être relâché et renvoyé vers la Norvège, où il vit actuellement.

Les Kurdes de Turquie dénoncent l'envoi de soldats en Irak: 60 interpellations

ANKARA, 8 oct (AFP) - 16h19 - La police turque a interpellé 63 personnes lors de deux manifestations organisées mercredi dans le sud-est du pays pour dénoncer la décision d'Ankara d'envoyer des soldats en Irak et qui se sont transformées en rassemblements en faveur du chef rebelle kurde, Abdullah Ocalan, selon des sources kurdes.

A Mersin, ville de la côte méditerranéenne qui abrite une importante communauté d'immigrants kurdes, un groupe de manifestants a protesté contre le feu vert donné mardi par les députés turcs à l'envoi de troupes en Irak.

La police est intervenue et a procédé à quarante interpellations lorsque les manifestants ont scandé des slogans en faveur du chef kurde emprisonné depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), où il est le seul détenu.

Parmi les personnes interpellées figure le chef provincial du Parti démocratique du peuple (Dehap), principale force pro-kurde du pays, Ali Tanriverdi.

A Ceyhan, à une centaine de km à l'est de Mersin, vingt trois manifestants, pour la plupart membres du Dehap, qui dénonçaient la décision des députés d'Ankara, ont été interpellés après avoir réclamé de meilleures conditions carcérales pour Ocalan.

Le Dehap, qui n'est pas représenté au parlement, a officiellement condamné mercredi la décision du parlement d'autoriser le gouvernement à envoyer des soldats en Irak.

"Le gouvernement qui ne fait pas assez d'efforts dans le pays pour assurer la paix, ne peut contribuer à établir la sécurité et la paix en Irak", affirme un communiqué du parti.

Abdullah Ocalan avait été condamné à mort après 15 ans de rébellion armée de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK-Kadek), mais avait vu sa peine commuée en prison à vie après l'abolition de la peine capitale en Turquie l'an dernier.

Plus de 400 soldats turcs poursuivis pour le viol d'une détenue kurde

DIYARBAKIR (Turquie), 10 oct (AFP) - 15h37 - Le procès de plusieurs centaines de soldats turcs, accusés du viol collectif accompagné de tortures d'une détenue kurde, s'est ouvert vendredi devant un tribunal de Mardin (sud-est).

Le procès a été ajourné jusqu'au 5 novembre pour des questions de procédure, a indiqué à l'AFP l'avocat de la plaignante Reyhan Yalcindag, qui n'était pas présente à l'audience, non plus que ses accusés.

La femme de 31 ans, connue uniquement par les initiales S.E., affirme avoir subi des sévices corporels et sexuels après avoir eu les yeux bandés, ce qui a conduit à des poursuites contre les 405 militaires qui étaient en poste à cette époque dans la région de Mardin, où elle a vécu ces violences.

"Nous n'envisageons pas cela comme une affaire personnelle. Notre principal objectif est d'amener les victimes de violations des droits de l'homme à demander justice et à obtenir un résultat, ici en Turquie, sans aller devant la Cour européenne des Droits de l'Homme", a déclaré Me Yalcindag.

Les autorités turques ont toujours renâclé à enquêter sur les allégations de torture et de viol par les forces de sécurité dans le sud-est à majorité kurde, où a sévi 15 ans durant une lutte séparatiste qui a fait quelques 36.500 victimes.

Les forces de sécurité n'ont jamais été reconnues coupables de viol en Turquie, alors que des dizaines de procédures ont été ouvertes, a observé Me Yalcindag.

S.E. a indiqué qu'elle avait été torturée et violée par des forces para-militaires à chacune de ses détentions, entre novembre 1993 et mars 1994, une période d'intenses combats entre l'armée et les rebelles kurdes. Ses allégations ont été avérées par les conclusions d'un examen médical.

Lors de son dernier passage entre les mains des soldats, elle avait même perdu conscience et n'était revenue à elle qu'après neuf jours d'hospitalisation.

Elle n'a aucun casier judiciaire expliquant ses multiples détentions.

S.E., qui a connu par la suite de graves troubles psychologiques, s'est par la suite installée dans une ville de l'ouest de la Turquie avec sa famille. De là, elle a ensuite obtenu l'asile politique en Allemagne, à Bochum, où elle demeure toujours aujourd'hui.

La candidature de la Turquie à l'intégration de l'Union Européenne demeure en souffrance notamment en raison de son incapacité à éliminer la torture et autres manquements aux Droits de l'Homme.

Des traces de substances chimiques découvertes par la mission Kay

DES FIOLES de substances chimiques, identifiées comme étant des toxines botuliniques, ont été découvertes dans le réfrigérateur d'un scientifique irakien. David Kay, le « patron » de l'équipe des 1200 enquêteurs américains, britanniques et australiens sur l'armement de l'Irak, l'a affirmé, dimanche 5 octobre, à la chaîne de télévision américaine Fox, trois jours après avoir été entendu par le Congrès.

A la frontière de l'arsenal chimique et biologique, la toxine botulinique, facilement extraite de cultures de souches de *clostridium botulinum*, est un agent particulièrement mortel qui bloque, en empruntant les voies respiratoires, la transmission nerveuse. Son utilisation industrielle à des fins civiles est des plus rares. Elle peut être produite à très grande échelle.

M. Kay a aussi expliqué que son équipe était sur la piste, en Irak,

d'une autre cache censée contenir des traces de bacille du charbon (aussi appelé anthrax). Il a ajouté : « Nous avons trouvé plus de vingt-quatre laboratoires cachés au sein

des services secrets irakiens, qui avaient des équipements prohibés et maintenaient des activités qui auraient dû avoir été déclarées. »

De même, l'Irak a dissimulé la fabrication - interdite - de missiles sol-sol Scud. Le projet portait notamment sur une capacité industrielle à produire le carburant liquide (des ergols) adapté au tir de missiles plus perfectionnés que le Scud. Au total, 131 sites de stockage de munitions ont été

identifiés, soit entre 600 000 et 850 000 tonnes d'armements divers. « Ce qui représente, a dit M. Kay, un tiers des stocks de l'armée américaine ».

Le chef des enquêteurs a, en revanche, admis n'avoir découvert aucun document qui prouverait des liens entre l'Irak de Saddam Hussein et le réseau Al-Qaida dans le domaine des armes de destruction massive. Sans entrer dans les détails, il a seulement indiqué que son équipe a « découvert des preuves documentées sur des connexions avec des terroristes » et que les documents ont été transmis aux experts. - (AFP)

Turks act to aid U.S. with army for Iraq

Washington pleased, but Parliament may block deployment

From news reports

ANKARA: Turkey's leaders agreed Monday to ask Parliament to send an undetermined number of soldiers to Iraq, a move that could ease the burden of U.S. operations there and help improve strained relations with Washington.

The government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan submitted a motion to Parliament on Monday that would authorize the deployment, the semiofficial Anatolia press agency reported. If the request is approved, Turkey would become the first predominantly Muslim nation to contribute troops to Iraq.

Most Turks oppose sending troops to Iraq, and getting the approval of Parliament could be difficult. It rejected a government request in March to allow U.S. troops to pass through Turkey before the Iraq war began, straining relations between the countries.

The United States lauded the latest development.

"We welcome the decision by the Turkish government," said Richard Boucher, a State Department spokesman.

"Turkey has an important role to play in stabilizing Iraq," he said. "We continue our discussions with Turkish authorities on the details of possible deployment, if Parliament endorses the government's request."

Erdogan is to address members of his party Tuesday and lobby for support.

He has said that sending troops to help the U.S.-led force in Iraq will help mend ties and allow Turkey a say in the future of Iraq, its oil-rich southern neighbor.

A second parliamentary rejection would badly damage Erdogan's authority and throw relations between Ankara and Washington back into crisis.

The United States has agreed to lend Turkey \$8.5 billion to support its economy, but it has made clear that the loan hinges on Turkey's "cooperation" in Iraq.

Erdogan's Justice and Development Party, which has Islamic roots, holds 367 of 550 seats in Parliament, but some of his fellow party members have expressed reservations about deploying troops. The only other party in Parliament, the center-left Republican People's Party, strongly opposes any deployment.

A government spokesman, Cemil Cicek, said that a parliamentary vote could come as early as Tuesday, and that the government expected the law-

makers to approve the motion.

It would allow the government to send troops to Iraq for one year and would leave the scope and timing of the deployment up to the government.

Cicek would not disclose how many soldiers the government planned to send, only saying the number "will be assessed according to needs." Officials have said the United States requested about 10,000.

CNN-Turk television reported that the military had already ordered troops to prepare for deployment, but Cicek insisted, "Authorization doesn't mean that troops will leave immediately."

The United States has been seeking

soldiers from Turkey, India, Pakistan and South Korea to bolster 130,000 U.S. troops in Iraq.

Turkey is NATO's only Muslim member, and Washington very much wants troops from Muslim countries to join an Iraq peacekeeping mission.

Many Turks question whether their soldiers — mainly conscripts — should risk dying for a mission they did not support. A recent poll indicated that 64.4 percent of Turks oppose sending troops.

On Monday, antiwar demonstrators staged protests outside the prime minister's office and the Parliament building, with one splashing red paint on the street.

The government's motion comes days after Turkey received assurances from the State Department's counterterrorism chief, Cofer Black, that the United States would remove the threat posed to Turkey by its Kurdish rebels.

U.S. officials did not rule out the use of military force against the group, which the United States has designated as a terrorist organization.

The rebels fought a 15-year war for autonomy that left 37,000 people dead.

Iraqi Kurdish groups and members of the Iraqi Governing Council are reluctant to see troops from Turkey and other neighboring countries in Iraq, worrying that they have territorial designs and will destabilize the country.

(AP, AFP, Reuters)

Herald INTERNATIONAL Tribune

OCTOBER 7, 2003



Arrestation d'un suspect par des soldats irakiens. Le 8 septembre, à Bagdad.

A CACHE-CACHE AVEC LA RESISTANCE IRAKIENNE

Elle réunit tous les anti-américains dans le «triangle sunnite».

Dholoueyia envoyé spécial

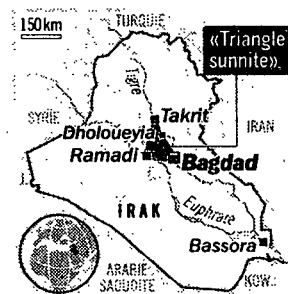
La résistance irakienne, c'est un peu comme le dahu: tout le monde y croit mais personne ne l'a vu. Dholoueyia est un gros bourg paysan du centre de l'Irak, à 80 kilomètres au nord de Bagdad, dans le «triangle sunnite», pile au milieu de cette zone qui va de Ramadi à Bagdad et à Takrit et qui donne des insomnies à l'état-major américain. Il ne s'y passe pas un jour sans que les troupes américaines soient prises pour cibles par de mystérieux assaillants qualifiés de «*suppôts baasistes*». De fait, personne ne sait grand-chose de l'identité de ces petits groupes, ni de leur fonctionnement.

A Dholoueyia, la résistance irakienne frappe régulièrement. «Parfois, c'est deux fois dans la même journée, parfois rien», explique avec une rigueur toute scientifique le capitaine Saad Ali Jassem qui dirige le commissariat Nord de la ville. Ça fait une moyenne d'un jour sur trois.»

BMW et tracteurs

Le village, entouré de vergers et de palmeraies, a pourtant l'air paisible. Sauf que, pour une bourgade agricole, Dholoueyia compte plus de BMW que de

tracteurs. Le village a toujours fourni une bonne partie des officiers de l'armée irakienne, pas les bouchers des services de renseignements mais des «*patriotes, des fils du pays*», comme dit Abou Abdallah. Cet homme de 37 ans, martial et matois, en est un prototype: «*Lieutenant-*



colonel», décline-t-il, en touchant du bout des doigts ses épaules pour bien vérifier que ses galons n'y sont plus. Sa belle villa ne paye pas de mine depuis la ruée mais, comme partout en Irak, la richesse est cachée. Le graffiti à la gloire de la résistance et du jihad (guerre sainte) sur le mur d'enceinte de sa villa a été recouvert à la peinture noire. On pénètre dans un sa-

lon coquet, orné de l'inévitable trinité formée par le paysage de montagnes suisses, l'horloge et la citation coranique. La guerre lui a laissé un souvenir amer: «*Je n'ai jamais vu l'ennemi, seule-*

ment ses avions et ses missiles.» Son bataillon de chars a perdu 90 % de son matériel et 10 % de ses hommes. La retraite s'est transformée en débâcle. Dégoûté par la «trahison» de ses chefs et l'arrogance des Américains, il a refusé de se faire enregistrer auprès des nouvelles autorités. «*Une armée irakienne sous occupation américaine, c'est quoi? C'est une milice de supplétifs, comme en Afghanistan où l'armée afghane passe son temps à tuer des Afghans.*» Il est rentré chez lui, à Dholoueyia, où il a des terres.

Mais contrairement à Candide,

Abou Abdallah ne s'est pas contenté de cultiver son jardin. Il aurait aussi semé quelques bombes sous les chenilles des chars américains. A Dholoueyia, son nom inspire le respect et l'on murmure qu'il appartient à la «résistance». Bien entendu, Abou Abdallah jure du contraire: «*Personne ne sait qui c'est, ni combien ils sont, ni s'il y a une coordination.*» Juré, il n'a rien vu, rien entendu. Mais en tant qu'«expert», il a son avis sur la question: «*La résistance ne fonctionne pas comme une armée. Il y a de tout, des baasistes, des nationalistes, des islamistes. Chacun se débrouille de son côté. Ceux qui disent que les résistants se font payer pour me-*

ner des attentats sont des menteurs.» Et Saddam Hussein? «*Il est fini, c'est le pays qu'on...*

euh... que la résistance défend.» Premier lapsus. Apparemment, ce ne sont pas les armes qui manquent. «*En Irak, tout le monde était armé, les gens du Parti, les feddayin de Saddam. Après la défaite, les Américains ont laissé piller les dépôts d'armes, maintenant, ils en paient le prix.*» Lui n'a «*qu'une vieille mitrailleuse anglaise*», concède-t-il dans un sourire entendu.

«Tout fout le camp»

En haut lieu, on commence à s'inquiéter de la double vie d'Abou Abdallah. «*Il y a deux semaines, le gouverneur de Takrit m'a fait demander si je voulais bien diriger une unité de la nouvelle armée avec le grade de général. J'ai dit non. Tout fout le camp, le pays est à* ●●●

●●● *vendre. Tout ce qu'on veut - euh... je veux dire ce que veut la résistance - c'est un gouvernement irakien, démocratiquement élu, qui défende les intérêts du pays, pas des marionnettes aux mains des Américains.*» Et puis, au diable les précautions. Il termine sa tirade: «*J'espère que nos frères chiites nous rejoindront rapidement.*»

«Le vallon de la mort»

Les choses se sont véritablement gâtées à Dholoueyia depuis le 9 juin. Agacés par les premières attaques et actes de sabotage dans la région, les Américains lancent une opération de ratissage: plus de 500 arrestations, des perquisitions, des meubles renversés, l'humiliation, la colère: Il ne faut pas chercher ailleurs le carburant de la résistance. Le cycle infernal a commencé: tirs de roquettes contre représailles, grenades et couvre-feu, engins piégés suivis de raffles. Hareth Youssef, un jeune comptable, qui passe le plus clair de son temps libre à la mosquée al-Sahaba, fait la visite guidée sans se faire prier: «*Alors voilà, ça se passe à trois endroits. La sortie nord de la ville, on appelle ça le wadi (vallon, ndr) de la mort. Il y a aussi cette petite pente au centre-ville. Et puis, à la sortie de la ville, près du pont sur le Tigre.*» Plus loin, il montre l'école: le premier étage porte les traces d'impacts d'une mitrailleuse. «*Les combats ont surtout lieu la nuit, mais on ne voit rien. Le matin, on sort et on*

compte les morts.» Depuis mai, sept civils ont été tués par des tirs américains.

Le jeune homme se présente comme un «musulman démocratique», c'est-à-dire un islamiste modéré. Pour lui, la résistance est menée par les baasistes du village. Il en reste? «Je n'en connais pas. Les grands baasistes, ils ont été arrêtés ou ils se cachent, et les petits baasistes, ils ont déchiré leur carte. C'est un mouvement secret, ils ont l'habitude de se cacher.» Il n'aime pas les baasistes: «Ce sont des lâches qui utilisent la foi des jeunes musulmans pour les envoyer combattre les Américains. Mais ils

le font pour leur propre intérêt, pas pour l'Irak. Si jamais notre cheikh décrète le jihad, je vous garantis que ça se passera autrement. Les Américains regretteront Saddam Hussein.»

«Doigt sur la gâchette»

Au commissariat Nord, personne n'a rien vu non plus. Le capitaine Saad Ali Jassem, ex-militaire, dirige 110 hommes: «Tout va bien, c'est la campagne ici, tout le monde se connaît.» Son poste a reçu quelques grenades, sans faire de victime mais il préfère ne pas en parler. La résistance? Rien vu, rien entendu: tout le monde se connaît mais ce n'est pas une

raison pour en parler. «Quand les Américains sont attaqués, ils coupent la route et ils nettoient tout avant de partir. On ne sait même pas s'ils ont des pertes. Ils ne nous disent rien et on ne demande pas.» Il a bien remarqué que les GI sont de plus en plus nerveux: «Au début, ils tenaient leur arme en bandoulière, maintenant, ils ont le doigt sur la gâchette.» Le capitaine Jassem est contre la résistance, surtout parce qu'elle retarde le départ des Américains. «Nous, on a de bonnes relations avec eux.» «Surtout le jour», ajoute l'un de ses hommes, goguenard. De là à dire que les policiers irakiens aident les Américains le jour et

les attaquent la nuit...

Officiers nationalistes, ex-baasistes, islamistes en manque d'action, policiers à la recherche d'une assurance-vie: la résistance irakienne émerge d'un magma d'intérêts contradictoires. Depuis que les Américains se sont installés dans une mystérieuse maison au bout de la ville, tout le monde se méfie: «C'est là qu'ils accueillent les espions et qu'ils les payent», assure un client du principal café de Dholoueyia. Un silence gêné s'installe. «Les espions sont tous des étrangers. Il n'y en a pas ici.»

CHRISTOPHE AYAD

Le Parlement turc autorise l'engagement de soldats en Irak

Feu vert pour l'envoi de troupes turques

Istanbul :
Eric Biegala

Trois cent cinquante-huit voix pour, 183 contre : le Parlement a autorisé hier après-midi le gouvernement turc à engager la troupe en Irak aux côtés des Américains. Pour le cabinet Erdogan, il s'agissait surtout d'obtenir l'autorisation de la Chambre, constitutionnellement obligatoire, avant de poursuivre les négociations techniques avec les Américains. A charge pour l'exécutif turc de décider seul des détails et même de l'opportunité de l'intervention. En Irak, le Conseil de gouvernement provisoire s'est prononcé hier «à l'unanimité» contre une participation turque aux «forces d'occupation».

Les buts de la Turquie, il est vrai, demeurent peu clairs. Pour expliquer l'importance d'un déploiement lundi soir, le porte-parole du gouvernement Cemil Çiçek prenait acte de la permanence des Américains en Irak et du raid de l'aviation israélienne en Syrie pour estimer que, «la scène moyen-orientale étant à la veille d'une réforme complète, la Turquie se doit d'y figurer en bonne place. Nous devons penser aux 10, 20, 30 prochaines

années».

Loin des velléités de contrôle territorial du Kurdistan irakien que les cercles nationalistes appelaient de leurs vœux il y a encore six mois, Ankara semble s'être à nouveau concentré sur un «but de guerre» des plus classiques : en finir une fois pour toutes

avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Réfugiés dans les montagnes irakiennes en 1999 et peu actifs depuis, les rebelles kurdes de Turquie ont annoncé le 1^{er} septembre une rupture de la trêve unilatérale qu'ils respectaient depuis quatre ans.

La semaine dernière, Washington a dépêché à Ankara le coordinateur du centre antiterroriste du département d'Etat. Cofer Black a promis aux Turcs que les 4 000 à 5 000 militants kurdes n'au-

raient plus leur place en Irak, mais les Américains semblent s'être engagés à simplement couper l'approvisionnement financier de l'organisation clandestine et non à attaquer militairement ses bases arrière.

Le blanc-seing parlementaire devrait permettre à l'exécutif turc de poursuivre ses négociations avec Washington. Si elle limite la durée de leur engagement à un an, la motion présentée aux élus hier ne mentionnait pas le nombre de soldats qui doivent être déployés, ni leur zone de déploiement.

Citant des sources militaires ou gouvernementales, les médias ont présenté plusieurs cartes envisageant toutes un déploiement au nord-ouest de Bagdad, au sud du Kurdistan que les troupes d'Ankara ne feraient que traverser sur envi-

ron 200 kilomètres. La perspective de voir s'établir cette «ligne logistique», aussi fine soit-elle, ne réjouit guère les Kurdes irakiens qui savent les tendances irrédentistes présentes dans certains cercles de l'Etat turc. Les relations turco-américaines s'étaient ainsi sérieusement dégradées cet été après l'arrestation par les Américains d'un groupe de soldats turcs accusés de préparer un attentat contre le gouverneur kurde de la ville de Kirkouk, «capitale» du Kurdistan irakien.

Pour ce qui est de l'importance du contingent turc prévu, médias et ministres citent régulièrement le chiffre de 10 000 hommes. Le Pentagone a annoncé sa volonté de disposer d'une division étrangère (trois brigades de 5 000 hommes chacune). La Turquie a été pressentie pour y contribuer à la hauteur d'un état-major divisionnaire et au moins d'une brigade.

Quant à l'argument d'une meilleure réception par les Irakiens de contingents issus de pays musulmans comme la Turquie, il ne semble plus d'actualité. Les émeutiers pro-Saddam qui ont attaqué les postes de police de Baiji ce week-end s'en sont également pris aux Turcs. Au moins trois camions citerne turcs ont été détruits dans ce centre de raffinage au nord de Bagdad, et, selon la chaîne télévision NTV, sept chauffeurs turcs sont portés disparus.

Ankara s'est à nouveau concentré sur un «but de guerre» des plus classiques : en finir avec le PKK

In their Iraqi mountain hideaway Turkey's most wanted men stay loyal to the cause



'Of course they had some reforms, but they have done nothing meaningful for us'
Osman Ocalan



Michael Howard

visits the Kurds' high altitude refuge as they become a thorn in the side of the Americans

The route up to Osman Ocalan's headquarters, nestled in the rugged cliffs of the Qandil mountain high on the Iraq-Iran border, is treacherous yet surprisingly busy. Mule trains bearing the party faithful weave their way up precipitous paths, through dwarf oak and walnut trees, sheets of corrugated iron lashed across their backs like metal wings.

"We are preparing for winter, not war," says Mr Ocalan as he bends to scoop water from the mountain stream rushing past his squat, stone cottage. He says that the corrugated iron, hauled up from the valley hundreds of feet below, will make valuable roofing material.

Mr Ocalan seems oddly relaxed for someone at the top of Turkey's most wanted list. It is difficult to believe that his fate, and that of the 5,000 battle-hardened guerrillas of the Kurdistan Workers party (Kadek, formerly the PKK) under his command, may just have been sealed by politicians in the capital, Ankara.

Yesterday the Turkish parliament approved a government motion to send up

to 10,000 Turkish troops to Iraq, and Mr Ocalan and the PKK, which fought the Turkish state in a bloody guerrilla war for Kurdish rights in the 1980s and 1990s, were key bargaining points in discussions with Washington, which has been urging Turkey to send forces across the border.

Turkey's influential generals have been eager to repair the damage to US relations caused by the campaign to remove Saddam Hussein, even though Turkish public opinion is hostile to the idea.

In the face of such opposition, the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, believed he could ease the path to deployment by getting the US to agree a joint plan of action in north Iraq that would include a commitment to dismantle or even eliminate the PKK forces holed up in the mountains on the Iraqi side of the border.

Last week a US delegation to Turkey led by Cofer Black, the state department's anti-terrorism coordinator, bowed to Turkish pressure to make good the promises to move against the Kurdish rebel group it regards as a terrorist outfit.

"We will do everything we can to make sure that that terrorist threat is dealt with," said the US secretary of state, Colin Powell, at the weekend.

The PKK, which has renamed itself the Freedom and Democracy Congress, or Kadek, is on the state department's list of terrorist organisations.

Displaced

The war with the rebel Kurds has rocked the Turkish state to its foundations. During two decades of fighting in south-east Turkey more than 30,000 people have

A cemetery for PKK guerrillas in the Qandil mountains of Iraq, the site of the hideaway of Osman Ocalan, pictured left with a poster of his brother Abdullah
Photograph: Quil Lawrence

been killed, most Kurds. More than 2 million people have been displaced and thousands of Kurdish villages destroyed.

In 1999 the group's ideological and spiritual leader, Abdullah Ocalan — Osman's elder brother — was arrested and imprisoned. Osman then led about 5,000 hardcore fighters across the mountainous south-eastern border area into Iraqi Kurdistan. Hunkering down in camps that could be reached only by foot or by mule, they called a unilateral ceasefire and toned down their orthodox Marxist-Leninist rhetoric and their demands for an independent Kurdish state.

Now they call for "full Kurdish cultural and political rights within a democratic framework" in Turkey, Syria, Iran and Iraq, all with substantial Kurdish populations. In July, the Turkish government passed a law aimed at encouraging the fighters to lay down their arms and return from Iraq. The measures did not meet the group's demands for a general amnesty — the allowances specifically excluded Mr Ocalan and the 11-member leadership council — and for being allowed to participate in Turkey's political life.

Turkish anxieties increased after the rebel leaders' decision last month to end a unilateral four-year ceasefire with Turkey, on the basis that Ankara had rejected dialogue and made only piecemeal

reforms for the 15 million Kurds.

Despite the tightening of the noose, Mr Ocalan appears confident that airstrikes or ground attacks on his rebel positions can be avoided, at least for now. "I don't think the US will come to attack us as Turkey is urging them to do," he says, looking down the steep ravine that leads from his terrace. "I don't think they will allow Turkey to attack us either."

The senior commander of Kadek, a less charismatic figure than Abdullah, moves headquarters regularly to avoid capture by Turkish soldiers, a few thousand of whom are already stationed in northern Iraq to monitor rebel activity.

"We want to cooperate, not fight, with the British and the US forces to see a stable and democratic Iraq," Mr Ocalan insists, adding that his group has had a number of "informal" contacts with American forces in northern Iraq. "We are in the process of learning more about each other. But there is nothing official."

If the party's ideology and violent excesses have subsided in recent years, the discipline, commitment and organisation for which its fighters became renowned during the 90s has not diminished as they have adjusted to life in the Iraqi Kurdish mountains.

A series of turbines placed in the mountain streams provides enough electricity for six nearby villages. The group's communication centre includes satellite phones and televisions. The daily "political education" sessions continue.

And big brother is never far away. As the fighters ascend the steep ravine to headquarters, Abdullah Ocalan watches over them, his stylised portrait painted Che Guevara-style on the cliff face.

Unlike Massoud Barzani and Jalal Talabani, the Iraqi Kurd leaders who control the self-rule area — part of which the party has now hived off for itself — Mr Ocalan says he does not oppose the principle of Turkish troops in Iraq.

"But they must keep well away from Kurdish areas and not build permanent logistical bases in the north to protect supply lines south." His guerrillas "will not seek to attack Turkish forces unless they are attacked". He adds: "We adopt a position of legitimate defence. Attacking us would create problems everywhere, in Turkey and Iraq."

And the Turks must not, he insists, involve themselves in the internal politics of sensitive cities such as Mosul and Kirkuk.

Mr Ocalan wants Turkish troops to stay away from the 10,000 Turkish Kurdish refugees who live in a refugee camp run by the United Nations at Makhmour, 50 miles south of Arbil. Many of the refugees

who crossed into Iraq in the early 90s to escape the fighting in south-eastern Turkey are relatives of the PKK fighters but insist they themselves are not members of the outlawed party. Ankara has claimed the camp is an unofficial training camp for the PKK.

The stakes remain high for all sides. US forces in Iraq, already stretched in the centre and the south of the country, are unlikely to want to embark on a campaign against Mr Ocalan's rebels which could mean disturbing the relative calm of the north. "We are not looking to butt heads with them right now, but ultimately [the PKK's] presence is untenable," said Lieutenant Colonel Harry Schute, who commands activities in the Kurdish con-

trolled parts of the former self-rule area. Clashes with PKK guerrillas in Iraqi Kurdistan could also rekindle the Kurdish rebellion inside Turkey.

Notoriety

Turkey attracted notoriety internationally for its human rights abuses during the 80s and 90s when military operations against the PKK in the south-east were at their peak. Ankara's efforts to join the EU could therefore be badly damaged by revived internal conflict.

Semih Idiz, a columnist working for Turkey's Aksam newspaper, says: "Renewed hostilities could strengthen support for right-wing groups in Turkey and slow the government's reformist agenda to meet EU criteria, particularly on minority rights. It is in the old establishment's interest to keep the PKK issue alive. We need to give the reforms a

chance to work." Iraq's Kurds meanwhile are opposed to action against the rebels, fearing that it would destabilise their area. They worry also that the presence of any more Turkish forces in the country would help to undermine their aspirations for a federal state.

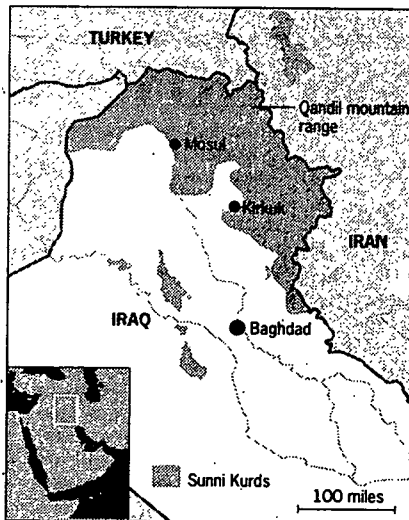
Much of the Turkish political establishment opposes Kurdish autonomy for fear that it might arouse nationalist feelings and consequently trouble among its own Kurdish population. While Mr Ocalan's promises of "good behaviour" in Iraq may give some reassurance to the troubled US administration there, he gives no such cause for optimism to the authorities in Turkey.

"We had four years of a unilateral ceasefire, and Turkey did not give a positive answer," Mr Ocalan says. "Practically, there has been no difference in the situation of the Kurds. Of course they had some reforms but they have done nothing meaningful for us."

"The military operations have continued, Kurdish organisations and political groups are being oppressed continuously, and also the life of our leader is endangered. To our appeals for dialogue there have been neither direct nor indirect answers."

He warns that if the Turkish authorities have not responded by December 1 to requests for talks, then the rebels will take what he describes as "political and military measures".

He is vague about what this might mean



but insists it would not involve an all-out campaign. "We don't want war, we want to solve the Kurdish problem in a peaceful and political way."

The Turkish government should also take better care of his brother, he warns. Abdullah Ocalan is now reported to be suffering from health problems while he is kept in solitary confinement in a prison located on Imrali island, in the sea of Marmara.

"He should be sent to a prison on the mainland with better conditions. That will make the political ground softer and help prepare the country for peace."

But Turkey's most wanted man adds chillingly: "If anything happens to him it'll be taken as a death penalty against him. The situation will get out of control, and all of Turkey will burn."

Ankara appeases US by agreeing to deploy troops

Owen Bowcott and Michael Howard in Irbil

Turkey voted yesterday to send troops to Iraq but several leaders on the US-appointed governing council in Baghdad signalled their opposition to military forces from neighbouring states.

The decision by the Turkish parliament in Ankara is hedged by political calculations and does not mean that the 10,000 soldiers requested by Washington from its Muslim ally will be sent immediately.

Despite popular opposition to the deployment of Turkish troops, Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, is anxious to repair fractured relations with the US.

Earlier this year Turkey refused to allow the US to use its bases during the invasion of Iraq. The row strained the long-established cooperation between the Nato allies.

Since then Washington has offered Turkey \$8.5bn (£5.1bn) to support its fragile economy and indicated the loan depends upon on Turkey's active support for peacekeeping in Iraq.

The White House is eager to recruit Muslim countries in an attempt to broaden the coalition involved in rebuilding Iraq.

The vote in Ankara yesterday, by 358 to 183, reflected the strength of the ruling Justice and Development party. The motion gives the government authority to send troops for a year but does not specify numbers.

Sources in Turkey have suggested any contingent is likely

to number about 6,000. The troops are likely to be deployed in central Iraq which is populated by Sunnis, the sect to which most Turks belong. The region is also where resistance to American troops has been at its most fierce.

The authority to deploy troops also gives Turkey another bargaining chip in its campaign to persuade the Americans to move against the rebels of the Kurdish PKK who occupy mountain strongholds in northern Iraq.

The request for Turkish peacekeepers has pitted the US against Iraq's governing council.

Speaking to the Guardian, Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan and a prominent council member said: "No one in Iraq wants them here."

"We call for preventing all neighbouring countries to stay out, not only Turkey but Syria, Iran, Jordan, Kuwait and Saudi Arabia."

Mr Talabani said he had been assured by the Americans that Turkish troops would stay away from political hotspots in the north such as Mosul and Kirkuk.

Mr Talabani said he understood that troops would pass through the Ibrahim Khalil gate at Zakho on the border, and go straight to Mosul — avoiding the large Kurdish city of Erbil north and west of Baghdad and the river Tigris. He said that from the border to Mosul, the Turks might be accompanied by US troops or Kurdish fighters.

"They will not establish permanent supply stations in Kurdish areas," he said.

Saddam's Stingers unaccounted for

Hundreds missing, posing airport risk

By Raymond Bonner

BAGHDAD: The United States military has been unable to find hundreds of shoulder-fired anti-aircraft missiles that were part of the arsenal of Saddam Hussein, compounding the security risks for airports and airlines in Iraq and around the world.

The lack of accounting for the missiles is the primary reason the occupation authorities have not yet reopened the Baghdad International Airport to commercial traffic, officials said. The terminal has been rebuilt, the runways repaired and Australian soldiers are running the air traffic control system.

But there have been a number of episodes where portable missiles were fired at incoming planes, a senior official said.

No aircraft has been hit and the authorities have not reported most of these events to the public.

U.S. military officers do not know exactly how many of the missiles are involved because they do not have concise estimates of how many Saddam's forces possessed.

"We just don't know," said a coalition official, turning up his palms for emphasis.

The U.S. military is pressing the search for the missiles, offering a reward of \$500 for each one. The Pentagon has been surprised by the numbers of the weapons, mostly Russian-made SA-7s, that Iraqis have turned in.

Virtually every day, Iraqis are walking up to U.S. military posts to turn in missiles and sometimes they have led Americans to small caches. All together, 317 shoulder-fired missiles have been handed over since May 1, according to unclassified U.S. military figures. The military has paid out just over \$100,000 in rewards, a senior coalition official said.

U.S. forces have also found several hundred shoulder-fired missiles, many of them in weapons dumps whose locations remain secret, according to another coalition official.

However, occupation officials remain concerned because there is a vibrant black market for the missiles, with an SA-7 fetching as much as \$5,000 — far

more than the U.S. military offers.

Shoulder-fired missiles are easy to smuggle, weighing less than 30 pounds, or 13.5 kilograms, and measuring less than 6 feet, or less than 2 meters, in length. In addition, Iraq's borders are highly porous at the moment.

In general terms, the operator of a



Arko Datta/Reuters

The U.S. military has found weapons near Tikrit, above, but says it still hasn't located hundreds of anti-aircraft missiles.

shoulder-fired missile aims it at a low-flying plane or helicopter, then pulls a trigger, launching the projectile, which locks in on the heat emitted by the aircraft's engine.

The United States and other advanced militaries have developed effective defenses, such as flares, whose heat deceives the missile.

U.S. officials have discovered that Saddam's overall military arsenal was much larger than American prewar estimates. According to a senior coalition official, the Central Intelligence Agency has estimated that the weapons dumps that have been found in Iraq so far hold 600,000 tons of all kinds of ammunition and weapons. That is almost a third of the comparable arms of the far-larger U.S. Army.

The missiles believed to be available on the world black market include American-made Stingers — of which the CIA gave nearly 1,000 to fighters against the Soviet Union in Afghanistan in the 1980's.

In an incident that has not been made public, two Stingers were found on a North Korean ship that was smuggling drugs into Japan in December 2000, according to American officials. The ship was sunk in a shootout with the Japanese Coast Guard.

U.S. Navy divers took the Stingers off the ship, which was raised, the drugs displayed and the boat put in a museum, all without the Stingers being mentioned.

U.S. officials said they had not been able to determine where the missiles were going, that it might have been to a

criminal gang in Japan or to another country.

It is commonly asserted that the Afghan-era Stingers are no longer operable because of their age. But military experts say that while the Stingers' "military shelf life" was only seven years, in fact, with good maintenance and care, they can be fired long after that.

In Bangkok, police last week began an intense search for at least six shoulder-fired missiles, which they believed had been smuggled in from Cambodia, according to Thai police and security officials.

This month, 20 world leaders will be flying into Bangkok for an economic summit meeting. In recent weeks, at least two airlines have scrambled the times of their flights in and out of Bangkok's international airport, after

receiving intelligence reports from the United States that Al Qaeda operatives were planning missile attacks, according to diplomats and security officials there.

Moderating security fears is the fact that the portable missiles cannot be used effectively without training. The missiles fired at the planes coming into the Baghdad airport have missed widely, an official said, suggesting that the men using them were not trained.

American soldiers go through a seven-week training course to become a Stinger crew member and then are required to go through a quarterly qualification.

The SA-7 was developed by the Russians, but there are Chinese versions as well. It is the most widely available shoulder-fired missile.

Globally, there are thought to be 100,000 such weapons and, in the last 15 years, more than 50,000 have been sold to third world governments, according to Clive Williams, director of terrorism studies at the Australian National University in Canberra.

Jane's Terrorism Intelligence Center reported in August that at least 30 insurgent and terrorist groups possess shoulder-fired missiles. American forces found SA-7s in Al Qaeda safe houses in Afghanistan.

They have been used in attacks on aircraft in Africa, South America, the Balkans and Chechnya.

The most recent high-visible attack with an SA-7 was the two fired at an Israeli plane in Mobassa, Kenya, in November.

The New York Times

The New York Times

October 8, 2003

Turkey votes to send troops; Iraqis say they're not welcome

By Brian Knowlton

The Turkish Parliament voted by a large margin Tuesday to approve the dispatch of peacekeepers to Iraq, in a major victory for U.S. efforts to broaden foreign involvement there, but Iraqi officials tempered any White House satisfaction by saying that such a deployment would be unwelcome.

In a 358-to-183 vote, the Turkish Parliament approved a government plan to send an unspecified number of troops to Iraq for up to a year, news agencies reported from Ankara.

That decision, highly controversial in Turkey, should nonetheless do much to repair relations with the United States, a major NATO ally. Those ties were badly strained in March when the Parliament blocked U.S. forces from using Turkish bases to invade Iraq, forcing Pentagon officials to hurriedly redraw their war plan.

Scott McClellan, the White House spokesman, welcomed the Turkish decision, though he declined to say how many troops Washington hoped Ankara would provide. "We welcome countries coming in to provide even broader international participation in our efforts in Iraq," he said, "and we will be working on the specific details with Turkey."

In Baghdad, some members of the U.S.-appointed Iraqi Governing Council said that they would oppose any new foreign troop deployment to Iraq. But a spokesman said that no formal decision had been made, and leaders of the council have told reporters that they ultimately would give in if the United States wanted to proceed.

The vote in Ankara was a lift for the Bush administration, which has faced mounting public and congressional pressure to spread the burden of the occupation, but so far found few allies willing to offer significant new help.

A Turkish force would be the first large Muslim contingent for the U.S.-led coalition. Washington hopes that this fact will help reduce anti-American frictions in Iraq, and possibly also pave the way for other Muslim countries, including Pakistan or Bangladesh, to send troops.

While Turkey has not said how many troops it will send, officials have cited a range of 5,000 to 10,000, enough to significantly ease the strain on the hard-stretched American, British and other coalition forces in place.

A 10,000-strong contingent would put the Turks even with, and perhaps

even slightly ahead of, the British, now the largest non-American force in Iraq. Five thousand would put them behind the British but ahead of the Italians, now the third force, with 3,000 troops. The U.S. force now numbers 130,000; 33 other countries are contributing a total of about 25,000 troops.

The motion approved in Ankara did not stipulate where Turkish troops would serve, a highly contentious matter. Kurds in northern Iraq, bitterly resentful of Turkish crackdowns on their ethnic brethren in Turkey, have resisted any new Turkish military presence in the north, where they have enjoyed large autonomy since 1991.

Talks among Iraqi, Turkish and U.S. officials are believed to have focused on sending Turkish troops to a Sunni-dominated area of western Iraq, far from Kurdish territory. (Most Turks are Sunni Muslims.) But that would also be away from the area of fiercest resistance to the occupation.

The welcome news for the Bush administration came with a splash of cold water from some Iraqi officials, however.

"The Governing Council's stand is against the presence of troops from neighboring countries without exception, and Turkey is one of these countries," Nabeil al-Moussawi of the Iraqi National Congress, a former exile group headed by the president of the Governing Council, told Reuters.

The president, Ahmad Chalabi, and other council members have no real power to block a Turkish contingent, and they have indicated to reporters that they expect to accede to the United States on the matter. Still, opposition by some members of the Council might translate to a less welcoming reception for the Turkish troops.

Significantly, the vote came despite a U.S. failure so far to gain UN Security Council backing for draft resolution language seeking to broaden the UN and foreign role in Iraq. The draft had been intended partly to provide political shelter for countries like Turkey to send troops, and partly to encourage greater financial contributions.

But countries from which the United States has hoped to get major troop contributions, including India, Pakistan and Bangladesh, continue to say they would need such a resolution and also want an invitation from Iraq.

The Turkish vote was a political victory for the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, which was badly

shaken in March when the Parliament rejected a plan to grant use of Turkish bases to more than 60,000 U.S. troops.

That rejection deprived U.S. war planners of the northern option they had counted on, forcing them to beef up invasion forces approaching Baghdad from the south.

Public opinion in Turkey has run strongly against sending troops to Iraq. Ahead of the war, surveys showed up to 90 percent of Turks opposing any involvement in the U.S.-led war.

But Erdogan, whose Justice and Development Party holds a large majority in Parliament, has worked more systematically this time than it had in March to ensure support for the troop motion. The prime minister argued that the deployment would indirectly help Turkey's own security, by increasing its influence with the United States on difficult matters dealing with how to control Turkish Kurdish guerrillas operating from northern Iraq.

There had been increasing hints over the past month that Turkey might overcome the internal resistance to sending troops. In early September, the Bush administration said that it was ready to provide Turkey with up to \$8.5 billion in loans, to support economic reform and mitigate the shocks caused by the war. Days later, Chalabi, upon Erdogan's invitation, traveled to Ankara to discuss Kurdish concerns about a possible Turkish deployment.

And Condoleezza Rice, the U.S. national security adviser, said that if Ankara decided to offer troops, ways would be found to overcome obstacles.

International Herald Tribune

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 8, 2003

David Brooks

Writing the law of Iraq's newly liberated land

Imagine if James Madison and the other Founding Fathers had tried to write a constitution while carriages were being blown up on the roads from Boston to Philadelphia. Imagine if, instead of holding their debates in complete secrecy, they had been forced to conduct them in the full glare of the global media. Imagine if they had been forced to write that document while America's neighbors worked to ensure their failure.

If you can imagine those things, you can begin to understand how difficult it is going to be for Iraqis to write their constitution. And yet, so far, things are going pretty well.

The Iraqis are only laying the groundwork for a constitutional convention, but there is already broad agreement on what the constitution should do. It should establish a democratic government, protect minority rights, guarantee the equality of all people (including women) and establish a government that is consistent with Islamic values without being subservient to theocratic law.

Things are also going well because while Americans are making most of the decisions about how Iraq is run now, they are not dominating the constitution-writing process. And the key Iraqis, especially among the Kurds and Shiites, are sophisticated players, willing to compromise and careful not to abuse one another as they jockey for power. As Noah Feldman, a law professor who served as an independent consultant to the process observes, people in the Middle

East don't always act rationally. But in this case they are, and all sides understand that if the talks fail, the result is mutual assured destruction.

Still, gigantic issues remain:

Federalism: Should the Iraqis aim for a centralized presidential system or a loose parliamentary one? Most groups, including the Kurds, who are the best organized, call for decentralized government, but they are open-minded about which federalist model — the Swiss? the German? — would fit Iraq best.

Boundary drawing: The U.S. Constitution took separate states and unified them. The Iraqi constitution has to draw state boundaries. That's tricky because

many areas are claimed by different ethnic groups.

Affirmative action: Should the constitution set aside specific numbers of parliamentary seats for key minority groups? Should the constitution contain explicit formulas to guarantee that no one group dominates national institutions? At the moment, there is a danger that the quickly reconstituted military could be Sunni-dominated, which would be disastrous.

Social issues: There is some feeling that the constitution should punt on thorny social issues, like divorce and the selling of alcohol, leaving them up to local governments. That seems sensible; Israel doesn't even have a constitution in part because Israelis can't agree on the role of religious law. On the other hand, many women are concerned that local governments will allow things like polygamy and honor killings.

Oil: "Oil is the brooding presence over everything," Feldman says. Divvying up the oil profits is not strictly a constitutional issue, but everybody will remain tense until it is resolved.

Sunni leadership: The Sunnis in the Governing Council, handpicked by the Americans, do not represent the Sunni population. If most Sunnis are not invested in this process, they will feel tempted to play the spoiler role, and the Shiites and Kurds will be even more inclined to gang up on them.

Democratic literacy: Iraqis want democracy, but many don't know what it is. Many don't realize you can have a town meeting without scripting it all in advance. Eleana Gordon runs democracy seminars in Iraq for the Foundation for the Defense of Democracies. This is tremendously important, and Gordon pleads for the U.S. to spend more on education. She finds that most Iraqis don't understand, for example, the need for a Bill of Rights to protect against a tyranny of the majority.

There's no way the Iraqis can resolve these issues within six months, the deadline Colin Powell once set. But this process is the ballgame. Washington will continue to get distracted by microscandals, but the Iraqi constitutional process is the most important thing that will be happening in the world in the next year. If it succeeds, Iraq really will be a beacon of freedom in the Middle East. The Americans who died in Iraq will have given their lives in a truly noble cause.

E-mail: dabrooks@nytimes.com

October 8, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Republicans seek trims in aid to Iraq

By Carl Hulse

WASHINGTON: House Republicans have called for a \$1.7-billion cut in President George W. Bush's request for reconstruction aid for Iraq by trimming spending on such items as new garbage trucks and a postal zone system.

The \$18.6-billion (€15.8 billion) plan, made public Monday by Representative Bill Young, Republican of Florida and chairman of the Appropriations Committee, responded to criticism of Bush's proposed \$20.3-billion package.

"I have scrubbed the president's re-

quest and made some improvements," Young said in a statement. His plan is expected to be taken up by the full Appropriations Committee on Thursday.

As they have combed through the Bush proposal, Democrats and some Republicans have said the administration is being too free with spending on projects in Iraq, taking a "gold plated" approach when federal money is not forthcoming for such projects at home.

Among the items eliminated by Young were \$50 million for support of Iraq's traffic police, \$100 million for seven new housing communities, \$150 million to

start building a children's hospital in Basra and \$10 million to modernize Iraqi television and radio industries.

The House Republican plan eliminated 40 new garbage trucks at \$50,000 apiece and \$9 million for a postal zone system. The plan reduced the administration's request for prison construction by \$300 million, eliminating construction of two prisons.

But the overall \$86.7-billion proposal by the House Republicans would reduce only slightly the White House request for \$87 billion in new spending.

The New York Times

Turkish troops opposed in Iraq

The Associated Press

BAGHDAD: Iraq's interim leaders told U.S. officials on Wednesday that they do not want peacekeepers from Turkey or other neighboring countries but are willing to soften their opposition to avoid a confrontation.

The Turkish Parliament's decision Tuesday to authorize the sending of peacekeepers to Iraq was applauded in Washington, which is eager to ease the burden on the 130,000 American soldiers in the country.

However, the decision upset many Iraqis because of the legacy of 400 years of Turkish colonial domination of what is now Iraq. Opposition to the Turks runs deepest in the north, where Iraq's Kurdish minority has watched Kurds across the border in southeastern Turkey wage an on and off separatist guerrilla war in recent decades, in part from bases in northern Iraq.

Some Iraqis also worry that Turkey may support the interests of ethnic Turks in northern Iraq, a small minority often at odds with their Kurdish neighbors.

Iyad Allawi, this month's president of the U.S.-appointed Iraqi Governing Council, said that "important sensitivities" were involved in deploying Turkish troops in Iraq.

The spokesman for the Council, Haider Ahmed, said that members had told L. Paul Bremer 3rd, the chief civilian administrator in Iraq, that Council members did not want to see any peacekeeping troops from countries that border Iraq.

After meeting with the Council, Bremer said he was willing to discuss the issue but that the final decision rested in Washington and London.

Despite their opposition, Council members said they wanted to avoid a showdown with the Americans over the

Turkish presence. Mouwafak al-Rabii, a Shiite member of the Council and a longtime human rights activist, said that there were still differences over the Turks. "But," he added, "they are reconcilable differences."

"We don't want any confrontation with the Coalition Provisional Authority, and we have decided to work together," al-Rabii said.

In another development, several thousand Shiite Muslims marched to occupation headquarters in Baghdad to demand the release of a cleric arrested for "anticoalition activities." Protesters hurled stones and sandals — an Iraqi gesture of contempt — at U.S. troops as they dispersed without winning the preacher's freedom.

Also Wednesday, U.S. troops raided three weapons caches just north of Baghdad, uncovering 49 anti-aircraft missiles and 50 tank shells, the U.S. military said.

William Safire

Turkey agrees to join the fray

SYRACUSE, New York

Better late than never. As the foreign minister Abdullah Gul revealed in this space last week, postwar public opinion has changed in Turkey. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan wants to reassert that secular Muslim nation's historic position as America's stalwart strategic ally. At the moment the coalition most needs a boost, leaders of the powerful Turkish Army are now ready to provide a division of peacekeeping troops.

On Tuesday, the Turkish Parliament approved — by a whopping 2-to-1 majority — the government's proposal to take an active part in stabilizing Iraq. Unlike Russia and Pakistan (American allies in name only), and unlike France and Germany (America's outright diplomatic adversaries), Turkey's government does not insist on a new UN resolution stripping control from the United States and Britain before lending a hand. That will affect other countries now hanging back, as well as the UN resolution itself.

Credit the State Department's counterterrorism chief, Cofer Black, with some deft diplomacy in Ankara. The big obstacle, from the Turks' point of view, was the PKK, a renegade Kurdish force that for decades has been trying to bite off a piece of Turkey in a separatist guerrilla war that cost 35,000 lives. (Even today, some of these terrorist Kurds make up much of Ansar al-Islam, the Al Qaeda affiliate fighting America in Iraq.)

From the point of view of the peaceful Kurds — who, protected from Saddam Hussein by allied air forces based in Turkey, built a democracy in the past decade — the big obstacle was not just the longtime

Turkish oppression of its Kurdish minority, but the habit of Turkish troops of staying in parts of Iraqi Kurdistan just in case the PKK terrorists should regroup.

To allay Turkish concerns about terrorist bases near its border with northern Iraq, the United States promised to help suppress the PKK. To reassure the democratic Kurds who fought Saddam, Washington is setting up ways to transport and supply Turkish troops without establishing that army's presence in cities like Mosul and Kirkuk. A sea route may be the solution.

But every solution begets a new problem. The Iraqi Governing Council that the United States appointed now brings to mind the old television commercial in which a testy bride insists, "Mother — I can do it myself!" Many of its appointees are reluctant to welcome any more peacekeeping troops from any foreign country. Months away from a trained police force of their own, these Iraqi politicians know that the way to local voter appeal is to assert independence loudly from the occupiers who brought them freedom and are currently taking casualties to restore order.

Now is the moment for Iraq's Kurdish leaders, their anti-Saddam credentials unassailable and their gratitude for the coalition's intervention sincere, to take the long view. Neither Massoud Barzani nor Jalal Talabani is running for the top job in the new Iraq; the interests of Kurds are now best served by their support of secular Shiite or even Sunni leaders who will respect Kurdish autonomy within a federal Iraq.

The three dominant voices in the council are Ahmad Chalabi (secular Shiite, once the Pentagon's choice), Iyad Alawi (secular Shiite with some Baathist background, formerly the CIA's choice, this month in the rotating chairmanship) and Adnan Pachachi (Sunni, former foreign minister, supported by the Egyptians, Saudis and Jacques Chirac). Alawi

INTERNATIONAL
Herald Tribune October 9, 2003

is gaining political strength. All three know the council is far from ready to hold elections, much less able to hold down the Baathist remnants and Afghan Arabs seeking to sabotage the nascent government.

Because the Kurdish leaders need not pander to potential Iraqi voters by outwardly resisting the help sought by the coalition of fresh foreign troops, they have become the crucial element in ensuring free Iraq's future. They should be aware of two dangers: (1) rushing the end of occupation before the rule of

constitutional law is established, and (2) encouraging neo-isolationism in America and the cutoff of foreign aid by biting the hand that freed them.

Message to Massoud, Jalal, Barham and Hoshiyar: cooperate with the coalition and work out Iraq's deal with the Turks to stay only one year. That's what the Turks want, too, as well as your American friends. This is a big moment. Don't miss the historic opportunity for your people.

la Croix

8 OCTOBRE 2003

La Turquie est prête à s'engager en Irak

ISTANBUL

De notre correspondante

Le parlement turc a autorisé hier l'envoi des troupes en Irak. Il s'est rangé derrière l'argument du premier ministre Tayyip Erdogan. Il ne faut pas simplement penser à aujourd'hui, mais raisonner à un horizon de trente ans, avait-il expliqué, avant-hier, lors d'un conseil des ministres qui a duré près de cinq heures. Les intérêts vitaux de la Turquie lui commandent aujourd'hui de s'impliquer militairement en Irak. En mars, ce même Parlement avait refusé d'envoyer des troupes pour faire la guerre, explique ainsi un député du parti de la justice et du développement (AKP), majoritaire à l'Assemblée. Cette fois, il s'agit de contribuer au retour de la stabilité chez le voisin du Sud, de façon à écarter au maximum la présence étrangère en Irak et à rendre son autonomie au pays. Pour bien marquer qu'il ne s'agit pas de s'installer, l'autorisation demandée au Parlement porte sur une durée limitée à un an.

Le refus de l'Assemblée, au printemps dernier, avait semé le trouble dans les relations américano-turques sans amener de bénéfices concrets sur le front européen, estime-t-on à Ankara. Pour ne pas s'exposer au même camouflet, le gouvernement a évité de trop s'avancer dans les négociations avec Washington et demande un blanc-seing aux parlementaires. Mais les Américains se seraient engagés à mettre fin à la présence sur le sol nord-irakien des 5 000 militants du PKK, le groupe séparatiste kurde qui a fait la guerre aux forces régulières turques pendant plus de vingt ans. Selon Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, un plan d'action aurait déjà été négocié.

Ni le nombre de militaires, ni la zone à contrôler, ni même les modalités de transport n'ont été



Manifestation pacifiste devant le Parlement d'Ankara, lundi. Le gouvernement turc sait qu'en répondant favorablement à la demande américaine de fournir des troupes en Irak, il se rend impopulaire.

fixés avec le Pentagone. Toutefois plusieurs unités mécanisées ont déjà commencé leurs préparatifs, et les officiers parlant persan et arabe ont reçu des ordres de mutation. La presse avance que les soldats turcs seraient appelés à des missions de maintien de l'ordre dans les régions sunnites du centre de l'Irak.

Comme en mars, l'AKP ne donnera pas de consigne de vote et chaque député sera invité à voter en son âme et conscience. Dans le public le sentiment n'a pas changé: la grande majorité de la population est opposée à l'envoi de troupes en Irak. Certes, cette opposition ne se manifeste pas de manière véhémement. Les regroupements comme le Festival de rock

pour la paix, organisé par les cercles alternatifs, ou les manifestations des groupes d'extrême gauche, restent des événements marginaux. Mais même l'influent cercle d'hommes d'affaires Tusiad a pris position contre l'envoi de troupes, proposant en échange un soutien civil plus important.

L'opposition, hier, du Conseil transitoire du gouvernement irakien à la venue des troupes turques, expliquent en grande partie l'attitude des hommes d'affaires. Le ministre des affaires étrangères turc Abdullah Gül déclare en revanche que le gouvernement de transition à Bagdad ayant été nommé par les États-Unis, il ne représente pas la volonté populaire. Ankara n'a donc pas d'états d'âme, même si le gouvernement turc aurait préféré agir sous couvert d'une

nouvelle résolution de l'ONU. Les États-Unis pressent Ankara d'agir vite en faisant valoir qu'en cas de délai, les troupes turques devraient entrer en Irak sous commandement américain. Un argument auquel militaires et civils sont sensibles.

Un bénéfice périphérique à l'envoi de troupes sera, selon un protocole signé le 23 septembre à Dubaï, le déblocage d'une aide économique de 8,5 milliards de dollars dont la Turquie a besoin pour faire face à un échéancier serré de remboursement de sa dette extérieure. Mais ce que la Turquie espère avant tout retirer de sa présence en Irak, c'est un peu de stabilité. Elle n'a pas l'intention de laisser uniquement à des étrangers le soin de faire la police à sa porte.

Nükte V. ORTACQ

SYRIE

Pourquoi ne pas s'inspirer d'une transition à la polonaise ?

Un pouvoir en faillite et une société impuissante.

A Damas règne l'"équilibre des faiblesses". Sans trop d'illusions, le quotidien libanais *An Nahar* suggère au régime syrien de s'ouvrir vers un peu plus de démocratie.

AN NAHAR
Beyrouth

Il est étonnant de voir le peu d'intérêt que portent les Libanais à la situation syrienne, alors que cela devrait être pour eux d'une importance extrême. Les possibilités de réforme en Syrie pourront-elles contrebalancer les répercussions de la guerre en Irak ou les pressions américaines sur la Syrie ? A vrai dire, force est de reconnaître que le souci de réforme à Damas a précédé le 11 septembre 2001 mais que ce qui a été accompli ces dernières années est de loin inférieur aux espérances.

Les réformes doivent en principe conduire la Syrie à une véritable démocratie politique et à mettre en place un système économique moderne. Or, si l'on veut tirer profit des expériences passées, aucun régime despotique ne s'est jamais réformé de lui-même, ni n'est parvenu à se démocratiser. De fait, le "mouvement de rectification" [le coup d'Etat de Hafez el-Assad, en 1970] contre l'ancien despotisme baasiste n'a amené au pouvoir qu'une nouvelle tyrannie. Il en avait été de même pour le modèle franquiste en Espagne, dont le régime a dû attendre la mort de Franco pour se réformer et établir une démocratie.

Bachar el-Assad est capable de faire passer la Syrie du despotisme à un système démocratique, mais il existe une différence. En Espagne, des forces sociales et politiques actives s'étaient déjà élevées contre le franquisme et le peuple espagnol aspirait profondément à adopter le modèle démocratique européen. Bachar el-Assad peut-il compter sur de telles forces ? Non, bien sûr.

Le problème dans le cas syrien, c'est que nous nous trouvons étrangement dans une situation non pas d'un équilibre des forces, mais d'un "équilibre des faiblesses", comme l'a justement décrit [le dissident syrien] Riyad al-Turk. Faiblesse aussi bien du pouvoir que de la société et de l'opposition. Un pouvoir en faillite, une opposition carbonisée et une société impuissante. Comment alors échapper à ce cercle vicieux ? La faillite du pouvoir syrien est à l'image générale de tout régime arabe. Il y a ainsi eu d'abord une accumulation d'événe-

ments historiques qui a mis fin, autoritairement, à la diversité des couleurs politiques et sociales. Cela a donné une série de coups d'Etat militaires et baasistes, pour aboutir finalement au pouvoir actuel. Mais cette suite de coups d'Etat ainsi que les régimes despotiques qui en ont résulté ont ôté toute vie politique à la société syrienne.

Cet enchaînement de despotisme a provoqué dans l'opposition une quantité de tares non négligeable. Il faut bien avouer que le choix [de l'opposition violente] fait par les Frères musulmans dans les années 80 a eu des conséquences néfastes et a conduit le régime à encore plus d'oppression et de tyrannie. Les forces non islamiques qui ont été emprisonnées à cette époque en ont payé le prix indirectement. Avec le temps et en raison d'une répression sans faille de la part du pouvoir, une majorité de l'opposition a dû quitter le pays. Celle qui a continué à s'opposer sur place a connu ces dernières années une évolution essentielle : le choix de la démocratie, ce qui représente une véritable rupture avec un passé plus lointain. On a vu naître aussi des forces nouvelles dont nous ne citerons que deux exemples : les "comités de la société civile" et les "comités des droits de l'homme". Si l'on ajoute à cela le discours officiel, insistant sur la nécessité de la réforme, nous avons là les signes salutaires de la situation politique syrienne. Comment ces signes peuvent-ils être traduits dans les faits ?

La condition nécessaire pour que soit engagée une réforme est que l'opposition comme le régime reconnaissent qu'il faut à la Syrie une étape transitoire qui lui permette de passer d'une rive à l'autre. Comme toute première condition et pour préparer le chemin, il faut une libération des détenus politiques et l'abrogation de l'état d'urgence [en vigueur depuis 1966]. Ensuite, il s'agit de déterminer la mesure transitoire qui représentera la garantie d'un engagement sans retour sur la bonne voie, comme la mise en place d'un agenda précis de passage graduel à la démocratie. On pourra tirer profit ici de l'exemple polonais, lorsque le régime communiste en place accepta l'organisation d'élections totalement libres en ce qui

concerne la moitié des députés, tout en conservant le droit de désigner l'autre moitié, mais pour le temps d'une seule législature.

Au plan économique, ce pourrait être d'organiser les privatisations nécessaires, en s'assurant que cela ne se transforme pas en pillage des ressources syriennes par les membres du régime. Cela est-il possible dans la Syrie actuelle ? Je l'ignore. Mais ce qui est sûr, c'est que dans "l'équilibre des faiblesses" actuel une étape de transition exige un règlement historique qui repose sur la détermination d'une mesure centrale, à la fois économique et politique, et qui indique clairement que le changement est enclenché et que, même s'il n'est pas global, il donne des preuves indiscutables que le retour en arrière n'est plus possible.

Enfin la présence syrienne au Liban durant plus d'un quart de siècle [depuis 1976] a conduit les deux régimes à l'"oxydation" mutuelle, chacun transmettant à l'autre ce qu'il a de plus mauvais ! La Syrie a exporté au Liban l'omniprésence des Renseignements généraux et le Liban a inculqué aux Syriens les querelles confes-

sionnelles, bien que les germes de ces deux maux soient déjà présents dans les deux régimes comme dans les deux sociétés. Par ailleurs, la présence syrienne au Liban a dépassé en longévité celle du mandat français [sur le Liban] et est devenue une part importante de l'histoire contemporaine des deux pays ; et surtout du régime syrien actuel, qui se trouve avoir passé au Liban la plus grande partie de son existence !

Paul Achkar



DU 9 AU 15 OCTOBRE 2003

LE REFUS IRAKIEN DES TROUPES TURQUES

Première crise entre le Conseil de gouvernement et les Américains.

Bagdad envoyé spécial

Entre Paul Bremer et le Conseil de gouvernement irakien, le moment de vérité est peut-être venu. La question de l'entrée des troupes turques en Irak est au centre de la première vraie crise entre le consul américain en Irak et l'embryon de gouvernement irakien, qu'il a nommé il y a trois mois, et qui s'oppose aujourd'hui à l'arrivée de Turcs. Le bras de fer est loin d'être terminé, et les deux parties, qui se sont longuement rencontrées hier, sont convenues de se revoir aujourd'hui, afin de parvenir à un compromis.

Autonomie. De toutes les factions irakiennes, les Kurdes sont les plus hostiles à l'arrivée de troupes turques (lire aussi page 5). Leur quête d'une forme d'autonomie au sein du nouvel Irak a réveillé les craintes turques d'une résurgence des revendications kurdes en Anatolie. Côté kurde irakien, l'arrivée de troupes turques en Irak est perçue comme une ingérence destinée

à museler leurs aspirations et un soutien indirect en faveur de la minorité turkmène d'Irak (500000 personnes environ), turcophone et liée à Ankara. Kurdes et Turkmènes se disputent depuis la chute de Saddam

Hussein le contrôle de Kirkouk, la grande ville pétrolière du Nord dont ils avaient été chassés par le dictateur irakien au profit des Arabes. Les deux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK)

de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, ont laissé entendre qu'ils pourraient reprendre les armes en cas de présence turque



Un pipeline en feu, lundi près de Kirkouk. Kurdes et Turkmènes se disputent, depuis la chute de Saddam Hussein, le contrôle de la grande ville pétrolière du Nord.

Turquie et Etats-Unis à l'heure de la réconciliation

Le feu vert d'Ankara à l'envoi de troupes en Irak satisfait Washington.

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a téléphoné à son homologue turc, Abdullah Gül, pour exprimer la «satisfaction» de Washington. Le feu vert, donné mardi soir à une écrasante majorité par les députés de l'AKP, le parti issu du mouvement islamiste, à un déploiement de soldats turcs en Irak marque la réconciliation avec les Etats-Unis. En mars, ce même Parlement avait refusé de laisser transiter 60000 GI, entraînant une crise dans les relations entre les Etats-Unis et ce pilier du flanc sud-est de l'Otan. Cette fois-ci, il ne s'agit plus de «participer à une guerre contre un pays souverain» mais d'«aider à stabiliser une transition», a martelé le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Une grande partie de l'opinion publique (72,5 %) reste hostile. Le prési-

dent du Parlement, Bülent Arinç, chef de file de l'âme la plus radicale de l'AKP, a préféré s'absenter lors du vote.

Légitime. «Quatre-vingt-six ans après, nous y retournons pour la paix», titrait hier le grand quotidien populaire *Hurriyet*, rappelant que «ces terres étaient pendant trois cent quatre-vingt-quatre ans dans l'Empire ottoman». Le CHP (Parti républicain du peuple), seule force d'opposition au Parlement, s'est opposé au texte. Le chef de l'Etat, Ahmed Necdet Sezer, laïque convaincu, avait plusieurs fois rappelé qu'un déploiement devrait se faire seulement avec un mandat de l'ONU, une position similaire à celle de Paris et de Berlin. «Si nous décidons que c'est légitime, c'est légitime. L'ONU est une coquille vide, autrement elle aurait empêché la guerre en

Irak», a déclaré Erdogan à *Hurriyet*, bien décidé à jouer à fond la carte de Washington pour éviter que l'armée devienne l'interlocuteur privilégié des Américains. Dès le printemps dernier, elle clamait que «la Turquie devait entrer dans le jeu pour avoir son mot à dire sur le futur de l'Irak». Les Turcs ont déjà reçu 8,5 milliards de dollars de prêts des Américains et espèrent les convaincre d'éradiquer les derniers maquis en Irak du Nord des rebelles kurdes turcs du PKK. Les négociations ne font que commencer. «La décision du Parlement n'est pas à effet immédiat», a reconnu Erdogan, dont les troupes, probablement déployées au centre de l'Irak, pourraient même être acheminées par avion, afin d'éviter la création d'un «corridor» dans les zones kurdes ●

MARC SEMO

et s'opposer au passage des troupes turques, et couper leurs lignes de ravitaillement en cas de déploiement plus au sud, ce qui causerait un sérieux casse-tête logistique à Ankara. Mais la porte reste ouverte à des négociations: «*Nous voulons être sûrs que les Turcs viendront effectuer une mission précise et pas autre chose*», demande Hoshayr Zibari, le ministre irakien des Affaires étrangères, un Kurde proche de Washington.

La solution de compromis la plus souvent envisagée est un déploiement des Turcs dans le «triangle sunnite», au centre de l'Irak, où des attentats quotidiens tournent au cauchemar américain. Pour les stratégies du Pentagone, l'arrivée de Turcs, musulmans et historiquement proches de la minorité sunnite d'Irak, soulagerait le fardeau américain en Irak et contribuerait à calmer la situation. Mais il reste à Bremer à convaincre le Conseil de gouvernement irakien, sans l'accord duquel Ankara pourrait ne pas se risquer en

Irak. C'est loin d'être gagné: «*Si les troupes turques cherchent à désarmer la résistance islamique, elles ne doivent pas s'attendre à un autre traitement que l'occupant américain*», met en garde le cheikh Abdel Sattar Abdel Jabar, un membre sunnite du Conseil de gouvernement. Ce dernier avance un

«Nous voulons être sûrs que les Turcs viendront effectuer une mission précise et pas autre chose.»
Hoshayr Zibari, chef de la diplomatie irakienne

autre argument qui inquiète tous les Irakiens: «*La Turquie est un pays sunnite appelé à intervenir militairement dans une zone sunnite. Les chiïtes seront donc en droit de demander que*

des troupes chiïtes soient déployées dans leur zone.»

Droit de veto. L'intervention d'un pays voisin dans l'explosive mosaïque irakienne risque d'ouvrir une véritable boîte de

Pandore dans la région. Même si les chiïtes, majoritaires en Irak, se sont montrés les plus discrets dans le débat en cours, ils n'oublient pas que les Turcs restent les descendants du colo-

nisateur ottoman. En cas d'opposition frontale avec le Conseil, Bremer serait obligé de passer en force en utilisant son droit de veto, une première ●

CHRISTOPHE AYAD

LE FIGARO

12 OCTOBRE 2003

TURQUIE

Plus de 400 soldats turcs jugés pour viol

Le procès de plusieurs centaines de soldats turcs, accusés du viol collectif accompagné de tortures d'une détenue kurde, s'est ouvert vendredi devant un tribunal de Mardin (Sud-Est). La femme de 31 ans, connue uniquement par les initiales S. E., affirme avoir subi des sévices corporels et sexuels après avoir eu les yeux bandés.

Unanimes, les Irakiens refusent l'envoi de soldats turcs sur leur territoire

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Une fois n'est pas coutume en Irak : l'unanimité est totale... contre les Etats-Unis. Aucun politique irakien, y compris parmi les plus pro-américains, ne soutient la décision de Washington et d'Ankara d'envoyer un contingent militaire turc en Irak. La levée de boucliers, après le vote du Parlement turc autorisant un tel déploiement, a été, mercredi 8 octobre, immédiate. Pour le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, la ligne est claire : aucune ingérence de pays voisins dans les affaires du pays.

Clairement mandaté par ses pairs pour tenter de convaincre Américains et Turcs de renoncer à leur projet, le président en exercice du CIG, Ayad Al-Allaoui, a rencontré le chef de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), Paul Bremer, et l'ambassadeur turc en Irak, Osman Paksut. La rencontre n'a abouti à aucun résultat. L'ambassadeur turc a déclaré que «*bien sûr, ce n'est pas le but de la Turquie de venir en Irak en tant que force d'occupation*». «*Nous souhaitons, a-t-il ajouté, être un facteur amical de stabilisation.*»

Selon des sources gouvernementales, M. Bremer aurait usé de son autorité pour interdire au CIG de publier un communiqué officiel exprimant son hostilité au projet américano-turc.

«*Il y a eu une réunion, un échange de vues. Le Conseil reste opposé à l'entrée de troupes turques. Les discussions vont se poursuivre. Nous essaierons de persuader la CPA de ne pas faire venir de soldats des pays voisins*», a déclaré Mahmoud Ali Osmane, un délégué kurde du CIG, avant d'indiquer : «*Le Conseil est unanime pour publier un communiqué contre l'envoi de troupes turques, car cela ne contribuera pas à rétablir la sécurité en Irak.*» Ahmed Chalabi, un délégué chiite du CIG proche du Pentagone, a pour sa part rappelé, via un porte-parole, que «*toute troupe étrangère doit être invitée en Irak par un gouvernement irakien souverain, soit actuellement le Conseil intérimaire de gouvernement*».

Au Kurdistan, où la population est très hostile à la Turquie, les réactions ont été encore plus vives, jusqu'à la menace. «*Nous sommes absolument opposés à l'envoi de troupes turques en Irak*, a déclaré le com-

mandant Bruska Shaways, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). *La population [kurde] va réagir!*» «*L'armée turque fera face à des difficultés si elle entre en Irak*, a prévenu Barham Saleh, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). *Sa présence constituera un facteur de détérioration de la sécurité.*»

« LIGNE ROUGE »

Les dirigeants kurdes avaient déjà exprimé ce point de vue avant la guerre, lorsque Washington et Ankara se posaient la question d'une participation turque à l'offensive contre le régime de Saddam Hussein. Ils craignent que la Turquie ne tente de s'implanter au Kurdistan sous couvert d'une mission de protection de la minorité turcomane, présente surtout dans les régions de Kirkouk et de Mossoul. En cas d'arrivée de l'armée turque, «*il y aura des affrontements*», a prédit Hoshayr Zebari, un porte-parole du PDK devenu ministre des affaires étrangères à Bagdad.

La position des dirigeants irakiens, jusqu'à présent immuable, est qu'aucun des six pays voisins

(Arabie saoudite, Iran, Jordanie, Koweït, Syrie, Turquie) ne doit participer directement au processus de paix et de reconstruction de l'Irak. Le CIG, qui n'a presque aucun pouvoir puisque toute décision, voire apparemment un simple communiqué, peut être annulée par Paul Bremer, a tenté de placer là une «*ligne rouge*» que Washington ne devrait pas franchir dans son ingérence en Irak.

Passant outre à cette demande pressante, qui réconcilie pourtant un peu le Conseil intérimaire de gouvernement avec la population, Washington et M. Bremer ont autorisé la semaine dernière, contre l'avis du CIG, la Jordanie à organiser l'entraînement de 35 000 policiers irakiens. Il est à présent question d'un déploiement militaire. Après s'être attirés en six mois les foudres et les critiques de la population irakienne, les Etats-Unis vont peut-être parvenir à se fâcher avec leurs meilleurs alliés dans le pays : des dirigeants politiques qu'ils ont eux-mêmes nommés.

Rémy Ourdan

Ties that divide ■ By John K. Cooley

Turkish troops would make things worse in Iraq

Turkey's tardy decision to send troops to help pacify and rebuild Iraq would worsen, not reinforce, the American position there. Washington was pleased that Ankara, after refusing passage of U.S. troops last spring, finally responded positively to President George W. Bush's appeal for more foreign soldiers, especially from a Muslim ally like Turkey.

But minutes after the Turkish Parliament's approval, the U.S.-appointed Iraqi Governing Council in Baghdad came out against Turkish help. Adnan Pachachi, a Sunni Muslim and a senior council member, spoke for most other members, including Shiites and Kurds by saying, "No troops from any of our neighbors, please."

The Pentagon and White House have highlighted clear advantages for Turkey: an \$8.5 billion boost in U.S. loans for Turkey's ailing economy, and the sweetening of Ankara-Washington relations soured by Turkey's rejection of a U.S. troop deployment last

March. For their part, the Bush administration and Britain would welcome foreign reinforcements.

The downsides of a Turkish deployment, however, are formidable.

In Ankara, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's civilian government, and the powerful Turkish military chiefs it uneasily coexists with, believe they have a U.S. promise to commit American troops to "neutralize" thousands of anti-Ankara Kurds of the radical Kurdistan Workers Party (PKK) movement entrenched in U.S.-controlled northern Iraq. After a

long and bloody insurgency against Ankara, the PKK ended its unilateral cease-fire last summer. Nasty clashes have followed inside Turkey.

In an attempt to efface the specter of an independent Iraqi Kurdistan, which could lure Turkey's millions of ethnic Kurds away from allegiance to Ankara, Turkey has based about 2,000 troops inside Iraqi Kurdistan since shortly after the 1991 Gulf war. Their mission: watch the borders, protect the interests of the ethnic Turkish minority and, above all,

watch the Kurds for signs of pro-independence movements.

On occasion, U.S. troops in northern Iraq have intercepted small Turkish commando forces bent on questionable missions.

History carries other warnings. After the victorious World War I allies carved up the prostrate and defeated Ottoman empire, Britain acquired from the new Turkish republic the oil-rich areas around Kirkuk and Mosul. These later became parts of independent Iraq.

Turkish politicians, especially on the extreme right, and such national figures as former president Suleyman Demirel have in past years raised the old Turkish claims to the northern territories.

Iraqis — Kurds, Sunnis and Shias — are well aware of all of this. Washington should realize that bringing in the Turks is a bad idea, and should give it up.

The writer has covered the Middle East for the past 40 years.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

October 10, 2003

U.S. official predicts Iran deceptions

Reuters

LONDON: A senior U.S. official predicted Thursday that Iran will seek to "throw sand" in the world's eyes to prevent a showdown over an Oct. 31 deadline for Tehran to dispel international suspicion of its nuclear ambitions.

"I think what will happen prior to Oct. 31 is the Iranians will cooperate a little bit and the issue will be, 'Did they cooperate enough?'" Under Secretary of State John Bolton told reporters in London, speaking about the deadline set by the International Atomic Energy Agency.

"They will try and throw sand in our eyes and use a modest level of cooperation to hide some level of obfuscation and lack of cooperation, to conceal as much as they can, to delay, to fight for time, and to avoid

having the issue referred to the Security Council," he added.

Last month, the atomic energy agency gave Iran until Oct. 31 to dispel doubts about its atomic ambitions and demanded rigorous inspections of suspect sites. Washington is urging strong UN measures against Tehran.

The Iranian president, Mohammad Khatami, insisted Wednesday that Tehran would provide whatever cooperation was needed to prove that its nuclear program is solely geared to producing electricity — the latest such assurance from the Islamic Republic.

Bolton predicted that, if unchecked, Iran could have nuclear weapons capability "towards the end of the decade," though some theorize it could be much sooner, he said.

"The risk of outward Iranian proliferation of weapons of mass destruction to other countries in the region is also a risk we take very seriously," he added.

Asked why Washington did not take a similar line on Israel's nuclear program, Bolton said: "The issue for the U.S. is what poses a threat to us and to our allies." He added, "We are not platonic guardians, we are representing American interests."

Bolton was in London for a conference

on a hotly debated U.S. plan to intercept ships and planes that are suspected of trafficking biological, chemical or nuclear weapons. The Proliferation Security Initiative has won support from 10 other nations, helping to ease diplomatic tensions over the U.S.-British invasion of Iraq and the subsequent failure to find biological, chemical or nuclear weapons there.

Bolton, who was recently called "human scum" by North Korea for describing its leader, Kim Jong Il, as a dictator, suggested that President George W. Bush's so-called "axis of evil" — Iraq under Saddam, Iran and North Korea — should be widened to include other "rogue, loser states," which he identified as Libya, Syria and Cuba.

Bagdad en proie à la fièvre terroriste

Six mois jour pour jour après l'entrée des forces américaines à Bagdad et la chute du régime de Saddam Hussein, un attentat suicide a fait neuf morts, dont un kamikaze, hier dans la capitale irakienne tandis qu'un diplomate espagnol était tué par balles aux environs de Bagdad. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est déclaré hier « très soucieux de la situation de la sécurité en Irak ».

**Bagdad :
de notre envoyé spécial
Renaud Girard**

Les 1 000 kilomètres de route droite entre Amman et Bagdad se parcourent désormais sans encombre. A la frontière irakienne, les formalités administratives sont réduites à l'extrême. A 4 heures du matin, c'est un employé irakien transi de froid dans une maigre veste de coton anonyme qui examine brièvement les passeports. Il y a bien des Américains, mais ils dorment à l'écart du poste frontière, dans leur mini-base entourée de barbelés et éclairée par la lumière violente de projecteurs.

A l'aube, l'autoroute qui file vers Bagdad est déjà remplie de camions chargés de vivres ou de voitures neuves ayant transité par la Jordanie. La peur des bandits de grand chemin semble s'être évanouie. « En confiant la police de la route à des Irakiens natifs de la région, et en leur donnant des armes, les Américains ont trouvé la solution pour éliminer le banditisme sur cette route stratégique pour le commerce », explique le chauffeur jordanien. Ce dernier se remet pourtant tout juste de s'être fait, sous la menace d'un revolver, voler un GMC, le mois dernier, en plein Bagdad.

Sur les artères de la capitale, les boutiques regorgent de produits.

Les queues ont cessé aux stations-service, et l'essence est toujours aussi bon marché : six dollars pour un plein de cent litres. Les entrées des anciens « palais présidentiels » de Saddam Hussein sont protégées par d'impressionnants blocs de béton disposés en chicane, pour prévenir le risque d'un camion suicide contre ces résidences qui ont été réquisitionnées par l'administration américaine. Dans les rues ensoleillées règne une nonchalance de bon aloi. Le commerce est redevenu roi.

Seuls semblent nerveux les soldats américains qui patrouillent. Ils ne le font jamais à pied, mais toujours en blindé ou en jeep, le fusil-mitrailleur en batterie sur le toit.

La population, qui s'est visiblement habituée à leur présence, ne leur prête aucune attention. On retrouve les mêmes chicanes devant les hôtels les plus modestes. Il suffit qu'un établissement reçoive des hôtes américains pour qu'il se dote d'un dispositif de sécurité digne du Beyrouth de l'époque de la guerre civile. Que craint-on donc dans la capitale irakienne administrée depuis six mois par le Pentagone ? La réponse était donnée, hier matin, par deux événements significatifs, survenus en deux endroits très éloignés l'un de l'autre à Bagdad. Dans le quartier résidentiel de Mansour, l'attaché militaire de l'ambassade d'Espagne était assassiné en sortant le matin de son domicile. A la différence de pays européens comme la France ou l'Allemagne, l'Espagne a approuvé l'intervention militaire américaine en mars dernier et a même envoyé sur le terrain un contingent de plus d'un millier d'hommes, destiné à épauler les Américains dans leur effort de pacification.

L'ambassade de Jordanie avait déjà été victime d'un attentat, mais c'est la première fois qu'en Irak un diplomate est pris personnellement pour cible. Les autorités d'occupation américaines et l'ambassade d'Espagne n'ont pour le moment donné aucune information sur les motifs ou les responsables présumés de cet assassinat. Mais chacun pense aux éléments infiltrés du mouvement Ansar al-Islam (groupuscule islamiste lié à al-Qaïda qui était implanté avant la guerre dans une vallée reculée du Kurdistan autonome, et qui a profité de l'anarchie postérieure à la chute de Bagdad pour descendre vers le sud). Il n'est pas aussi impossible que ce meurtre ait été le fait d'éléments de l'ancien parti Baas, demeurés fidèles à Saddam.

Le second incident a eu lieu en plein centre de la banlieue populaire de Sadr City (ex-Saddam City), où s'entassent des centaines de milliers de chiïtes

pauvres, venus du sud de l'Irak à partir des années soixante-dix. En tant que bastion chiïte, Sadr City nous était décrite encore avant-hier, par l'un des meilleurs observateurs de l'Irak actuel, comme « un quartier



Dans la banlieue populaire chiïte de Sadr City, un attentat suicide à la voiture piégée a fait, hier matin, neuf morts. Cet incident est le plus meurtrier à Bagdad depuis celui perpétré, le 19 août, contre le siège de l'ONU. (Photo Karim Kadim/AFP.)

sans histoire ». La théorie voulait que la violence en Irak soit circonscrite au « triangle sunnite », situé entre Bagdad, Falloudja et Tikrit (ville native de Saddam Hussein).

Cette théorie ne semble plus être valable. Hier matin, une voiture suicide a foncé sur le portail du commissariat central de Sadr City, où était en train de s'effectuer la paie des nouveaux policiers recrutés par l'administration américaine. En face, comme tous les jeudis, se tenait un grand marché. Les policiers en faction ont tiré, sans parvenir à arrêter la course folle de la voiture suicide, qui a explosé au

seul du commissariat. Le bilan, provisoire, est de neuf morts et trente-deux blessés.

En début d'après-midi, d'importantes forces de police étaient toujours déployées devant l'entrée du commissariat. Revêtus de gilets pare-balles, des fonctionnaires américains du FBI en civil se faisaient expliquer brièvement les circonstances de l'attentat par des policiers irakiens en uniforme. Muni d'un micro relié à un haut-parleur, un homme vêtu d'une djelaba brune et la tête ceinte d'un turban immaculé appelait fermement la foule à se disperser. Cet homme, pour lequel les poli-

ciers irakiens multipliaient les marques de respect, incarne le véritable pouvoir à Sadr City, qui est celui du clergé chiite.

Acceptant de bonne grâce de répondre aux questions, entre deux messages à la foule, le cheikh Jaffer donnait son interprétation de l'attentat : « Les coupables sont des gens qui ont intérêt à rompre la cohésion sociale de l'Irak, à montrer que l'Irak de l'après-Saddam ne marche pas. Il faut aller chercher du côté des nostalgiques du Baas ou des wahhabites (qualification pour les extrémistes sunnites proches d'al-Qaïda). » Mais lorsque l'on demande au cheikh

s'il est favorable à l'arrivée de troupes turques pour épauler les Américains, il sort de sa prudente réserve : « Non, nous les Irakiens, nous n'avons nul besoin des Turcs pour nous défendre. Les Américains, eux, peuvent rester. Mais seulement en soutien. Pas comme gouvernants ! »

Paul Bremer, le gouverneur américain de l'Irak, se trouve donc confronté à une nouvelle difficulté : les chiites et les Kurdes, ses meilleurs alliés, sont farouchement opposés à l'arrivée des Turcs, que le Pentagone estime pourtant nécessaire, afin d'améliorer la sécurité générale du pays...

Les Kurdes sont réticents à permettre le passage de l'armée

Levée de boucliers contre l'envoi de troupes turques

Istanbul : Éric Biegala

Une dizaine de manifestants opposés au déploiement turc en Irak ont été interpellés hier après-midi après des échauffourées à Adana sur la côte méditerranéenne du pays. Mercredi, plus de 60 personnes avaient été arrêtées au cours de diverses manifestations dénonçant la décision du Parlement d'autoriser un engagement militaire aux côtés des Américains. Convoquées par les partis de gauche, les syndicats et les Kurdes, ces manifestations n'ont pas empêché le premier ministre Recep Tayyip Erdogan d'avertir hier qu'« une attitude hostile contre nos soldats qui se rendront (en Irak) pour la paix et la prospérité ne [sera] pas acceptable ». L'hostilité est pourtant déjà perceptible, notamment chez les Irakiens.

Selon plusieurs de ses membres, le Conseil de gouvernement irakien s'est d'abord « unanimement » entendu pour rejeter la perspective d'une participation turque aux forces de stabilisation, avant que l'administration civile américaine ne fasse pression pour qu'il adopte un ton plus conciliant. Hier la déclaration publique du gouvernement provisoire était à nouveau reportée sine die, Irakiens et



Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre turc, a mis en garde contre toute « attitude hostile » qui pourrait viser les soldats d'Ankara envoyés en Irak. (Photo AFP.)

Américains n'ayant pas réussi à s'entendre.

Pour autant Hoshiar Zebari, le ministre des Affaires étrangères irakien n'a pas complètement exclu la possibilité d'un déploiement turc. Dans une déclaration publiée dans le quotidien arabe *Al-Hayat* mardi, il a estimé que « si des troupes turques devaient être envoyées, elles seraient déployées dans l'est du pays, loin des zones kurdes (nord),

après une demande des dirigeants kurdes à Washington ».

Ce sont en effet les Kurdes dont Hoshiar Zebari est l'un des représentants au Conseil - qui sont les plus réticents à admettre une présence turque. Mais leurs coreligionnaires arabes ne sont guère plus amènes. Faouzi Chafi Ifané, le maire de la grosse agglomération de Falloujah à l'ouest de

Bagdad où le contingent turc pourrait intervenir se dit disposé à « bien accueillir les Turcs s'ils [viennent] en tant qu'entreprises [...] contribuer à la reconstruction de l'Irak. En tenue militaire, ils seront rejetés », a-t-il prévenu.

Le quotidien turc *Hürriyet* affirmait hier que la one de déploiement faisait l'objet de tractations serrées, Ankara exigeant une présence lourde dans la zone difficile de Tikrit

mais où résiderait également une population turcomane ethniquement proche des Turcs. Washington s'inquiéterait pour sa part d'une trop grande proximité avec le Kurdistan autonome, préférant offrir aux Turcs la gestion d'un territoire proche de la frontière syrienne.

Quelle que soit leur zone de déploiement, les soldats d'Ankara devront transiter par le Kurdistan irakien, ce dont les Kurdes ne veulent pas entendre parler.

Interrogés hier par le quotidien *Milliyet*, deux généraux en retraite évoquaient la nécessité d'un cordon logistique « sécurisé » au travers du Kurdistan sur 150 km. Cette route logistique correspond également à un projet mûri depuis quelques années par les cercles nationalistes turcs et qui vise à isoler économiquement le Kurdistan irakien.

LE FIGARO

10 OCTOBRE 2003

La Turquie change, sauf pour les Kurdes

MOINS D'UN AN après son arrivée au pouvoir, le gouvernement issu de la mouvance islamiste, à qui l'on promettait alors toutes sortes de turpitudes, arbore, en apparence, un parcours sans faute. Non seulement il a su éviter la confrontation avec l'armée, mais il a, plus que ses prédécesseurs, réussi à entraîner le pays sur la voie du changement en vue de son intégration à l'Union européenne.

Mieux, c'est au nom du projet européen que les généraux ont accepté de réduire leur rôle d'arbitre de la vie politique, jugé démesuré par Bruxelles. Désormais le Conseil national de sécurité (MGK), le cabinet des ministres de l'ombre dominé par les militaires, pourra, selon les nouvelles dispositions, être dirigé par un civil.

RÉVOLUTION COPERNICIENNE

Autre avancée, la libre expression, notamment celle des minorités, a été renforcée, tandis que le fonctionnement de l'appareil judiciaire est en voie d'amélioration, comme l'exigent les critères de Copenhague (l'établissement d'un Etat de droit).

« 2004 sera l'année des réformes », a promis le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, conscient que c'est en décembre 2004 que la Commission se prononcera sur l'opportunité d'entamer des négociations d'adhésion avec la « petite Asie ». Mais, pour l'instant, cette révolution copernicienne a eu lieu sur le papier. Qu'en est-il de sa mise en application ?

Adopté en juin 2003, l'octroi de libertés culturelles à la minorité kurde (entre 12 et 15 millions de personnes sur une population de 67 millions) connaît déjà des restrictions. Ainsi le droit récemment accordé aux familles de donner des pré-

noms kurdes à leurs enfants vient d'être restreint par une circulaire ministérielle stipulant que les prénoms commençant par les lettres X, Q ou W – étrangères à l'alphabet turc – ne pourront être enregistrés à l'état civil. Selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), les régions kurdes au sud-est du pays connaissent un regain de répression et d'arrestations, tandis que la torture demeure largement pratiquée dans tout le pays.

Malgré les pas considérables entrepris dans le sens d'une réforme du système judiciaire, les cours de sûreté de l'Etat ou DGM (huit pour toute la Turquie) continuent à légiférer de façon peu conforme à ce qu'exige un système démocratique. Chargées de statuer sur les atteintes à la sûreté de l'Etat, les DGM jugent aussi les délits d'opinion. Renvoyer vers elles des intellectuels pour « atteinte à l'intégrité de la nation » ou « séparatisme » relève du pouvoir discrétionnaire du parquet.

Depuis février, la Cour de sûreté d'Ankara a rouvert le procès de quatre députés d'origine kurde emprisonnés depuis neuf ans pour « appartenance à une organisation armée illégale », en clair au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), acteur d'une guerre de quinze ans (et 35 000 morts) contre l'armée régulière.

Lors de leur premier procès en 1995, c'est la peine de mort qui est requise contre Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak. Finalement, ils prendront quinze ans. Leur crime ? Leyla Zana a prononcé un discours en kurde à la tribune du Parlement et portait ce jour-là dans ses cheveux un bandeau rouge-jaune et vert, les couleurs des indépendantistes kurdes. Tous sont soupçonnés d'être des

sympathisants du PKK. S'ils sont rejugés aujourd'hui, c'est sur la recommandation de la Cour européenne des droits de l'homme, qui, en 2001, a émis des doutes quant à l'impartialité du premier tribunal, une cour de sûreté de l'Etat où siégeait alors un juge militaire.

Depuis 1999, les juges militaires n'y sont plus. C'est un pas considérable, mais il n'a guère modifié la nature de ces juridictions d'exception, créées sur le modèle français de la Cour de sûreté de l'Etat – le prolongement des tribunaux militaires spéciaux de la guerre d'Algérie –, une instance abolie en France en 1981 seulement !

Présents aux dernières audiences du procès des quatre députés, les observateurs de la Commission internationale des juristes (CIJ), un organisme consultatif de l'ONU, se sont alarmés de l'absence « d'impartialité du tribunal », du non-respect « de la présomption d'innocence. » Or c'est justement ce point qui, en 2001, avait conduit la Cour européenne des droits de l'homme à exiger de la Turquie l'ouverture d'un nouveau procès.

LA RÉCONCILIATION

Le déroulement de celui-ci augure mal d'une libération. « Les libérer signifierait que les autorités turques admettent avoir commis une erreur. C'est justement ce qu'ils veulent éviter. Accepter de les rejurer pouvait laisser entrevoir que quelque chose avait changé. Le déroulement du procès prouve qu'il n'en est rien », explique Feleknâs Uca, députée européenne (PDS, Allemagne) d'origine kurde, présente à toutes les audiences.

Incarcérés depuis neuf ans à la sinistre prison d'Ankara, Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak pourraient bien devoir

attendre jusqu'en 2005 pour recouvrer la liberté, grâce aux remises de peine. Onze ans d'incarcération, c'est cher payer la « sympathie » pour la cause kurde, s'agissant de personnes qui n'ont pas de sang sur les mains !

A travers le procès des quatre députés, c'est tout le problème de la réconciliation qui est posé. Si la guerre a cessé depuis la capture, en février 1999, du chef de la rébellion armée, l'heure n'est pas au pardon entre les autorités et la mouvance du PKK. Une « loi du repentir » a vu bien vu le jour, mais obligation est faite aux « repentis » de livrer des informations sur l'organisation. Très peu ont répondu à l'appel.

Pour ne rien arranger, le PKK vient d'annoncer la rupture du cessez-le-feu et des escarmouches ont eu lieu. Mais un autre théâtre d'opérations se profile déjà, celui de l'Irak du Nord, où 5 000 combattants du PKK sont retranchés le long de la frontière iranienne. L'envoi de 10 000 soldats turcs en appui à la coalition anglo-américaine s'est assorti en coulisses d'un marchandage entre Washington et Ankara quant au sort qui sera fait aux camps du PKK en Irak.

Cette situation inquiète beaucoup les Kurdes de Turquie, qui craignent une nouvelle déstabilisation de la région. La réouverture de la frontière irakienne et son corollaire, la reprise des affaires, avaient pourtant mis un peu de baume sur les plaies d'une zone dévastée par quinze ans de guerre. On peut s'interroger désormais sur les conséquences de la présence turque en Irak et sur la façon dont les Américains vont s'y prendre pour démanteler les camps du PKK sans rallumer les braises du conflit turco-kurde.

Marie Jégo

SYRIE

Washington perd patience avec Damas

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélle

Mauvaise semaine pour la Syrie. Dans la foulée d'un raid israélien près de Damas dimanche dernier, le Congrès américain

prépare une série de sanctions qui risquent d'isoler davantage le régime de Bachar el-Assad.

Un projet de loi a été adopté mercredi à la quasi-unanimité (32 voix contre 2) par la commission des relations internationales de la Chambre des représentants. Il devrait être entériné en plénière dès la semaine prochaine et bénéficier ensuite d'un large soutien au Sénat. Ce texte, qui vise à demander des comptes à la Syrie (« Syria Accountability Act »), met en demeure le régime syrien de cesser toute aide au terrorisme, de retirer ses troupes du Liban et d'arrêter la production d'armes chimiques et biologiques ainsi que la fabrication de mis-

siles à longue portée. Jusqu'à ce que ces exigences soient remplies, le président est prié d'interdire tout commerce avec Damas de marchandises (même civiles) pouvant avoir un usage militaire. Il est également invité à choisir deux sanctions supplémentaires sur une liste de six, allant d'une interdiction totale des exportations ou des investissements américains à une limitation des relations diplomatiques, en passant par le gel des avoirs syriens aux États-Unis.

Le chef de la Maison-Blanche serait prêt à signer cette loi, après avoir bloqué son adoption pendant des mois pour privilégier le dialogue. Il a levé ses objections

vendredi dernier, deux jours avant le bombardement par Israël d'une base palestinienne en Syrie. « Les signaux que je reçois de l'Administration indiquent qu'elle est à bout de patience », a expliqué le représentant démocrate de New York, Eliot Engel, principal auteur du texte. Impression confirmée par Scott McClellan, le porte-parole de la Maison-Blanche : « Nous avons dit maintes fois que la Syrie est du mauvais côté dans la guerre contre le terrorisme et qu'elle doit cesser de donner refuge à des terroristes. » Washington lui reproche non seulement d'accueillir des groupes palestiniens radicaux, mais aussi de s'être active-

ment opposée à la guerre en Irak et de laisser aujourd'hui des combattants étrangers infiltrer le pays à travers sa frontière.

Le secrétaire d'État, Colin Powell, avait mis en garde Bachar el-Assad dès le mois de mai dernier lors d'une visite à Damas. Depuis, des bureaux du Front populaire et du Front démocratique de libération de la Palestine (FPLP et FDLP) ont été mis en sommeil. Mais c'est loin de satisfaire Washington : « Franche-

ment, les Syriens ont fait tellement peu en matière de [lutte contre le] terrorisme que nous n'avons pas grand-chose sur quoi travailler, a expliqué le porte-parole du département d'État, Richard Boucher. Il n'y a rien, aucune raison ou fait particulier, qui pourrait nous permettre de retourner devant le Congrès en disant que c'est une mauvaise idée. » Après le raid de dimanche, George W. Bush a répété deux fois qu'Israël avait « le

droit de se défendre » et que les États-Unis « auraient fait la même chose ». Dans un discours sur l'Irak, hier, il a renouvelé son avertissement : « Si vous donnez refuge à un terroriste, si vous l'aidez ou le nourrissez, vous êtes aussi coupable qu'un terroriste. »

La Syrie figure depuis 1979 sur la liste des États soutenant le terrorisme dressée par le département d'État, mais c'est le seul pays de cette liste avec lequel Wa-

shington maintient des relations diplomatiques normales. Le durcissement de ton survient alors que des connexions syriennes ont été évoquées dans une affaire d'espionnage sur la base militaire de Guantanamo à Cuba, où sont enfermés quelque 660 terroristes présumés. Dans ce climat tendu, rares sont ceux à Washington qui mettent en garde contre le danger d'isolement du régime syrien ou le recours à la politique du pire au Proche-Orient.

The Guardian

October 10 2003

US hawk warns Iran threat must be eliminated

Richard Norton-Taylor

An American official warned yesterday that the potential threat posed by Iran's nuclear programme had to be "eliminated" and predicted Tehran would try to "throw sand" in the eyes of the world to avoid a confrontation at the UN.

John Bolton, deputy under secretary of state for arms control, who is regarded as the state department's chief hawk, was speaking to journalists in London where he reaffirmed the Bush administration's notion of "rogue states" which threatened US interests.

Top of the list were Iran and

North Korea, he said. "There is awareness of the threat posed by Iran and consensus that threat has to be eliminated," he said referring to the Iranian nuclear reactor at Bushehr.

Iran "will try and throw sand in our eyes" mixing cooperation and obfuscation "to conceal as much as they can, to delay and to avoid having the issue referred to the security council," said Mr Bolton.

The UN international atomic energy agency has given Iraq until October 31 to prove it does not have a nuclear weapons programme. Mohammad Khatami, the Iranian president, said on Wednesday

that Tehran would offer whatever cooperation was needed to show its nuclear programme was to produce electricity.

Mr Bolton yesterday questioned the need for Iran to produce nuclear power, given the size of its natural gas and oil reserves. He said the existing non-proliferation treaty

needed to be strengthened to deal with Iran which, he speculated, could have a nuclear weapons capability "probably towards the end of the decade".

He said North Korea was being dealt with by multilateral talks conducted by China, and that Pakistan had denied trading in nuclear materials with North Korea. "We take them at their word," he said. Asked about Israel's nuclear weapons capability, he replied: "The issue for the US is what poses a threat to the US."

On Iraq, Mr Bolton said "the purpose of military action was to eliminate the regime... The real security risk was the

regime". He implied it was not weapons of mass destruction that was the issue but whose hands they were in.

Mr Bolton described the "level of cooperation" from Syria — which Washington accuses of manufacturing chemical weapons and harbouring terrorists — as "not satisfactory".

He did not specify what action the US might take against Iran and Syria beyond pointing out that the US already imposes sanctions against Iran and that Congress was poised to adopt a law applying them to Syria.

He said Libya, a country with which Britain is now developing closer ties, had "increased efforts to acquire biological, chemical, and nuclear, weapons".

Mr Bolton was in London for meetings on US plans to intercept ships and aircraft suspected of trafficking weapons of mass destruction.

Shirin Ebadi, militante des droits de l'homme

Le Nobel de la paix à une avocate iranienne

Pour la première fois de son histoire, le prix Nobel de la paix a distingué une femme musulmane. La militante iranienne des droits de l'homme Shirin Ebadi a été récompensée hier « pour ses efforts en faveur de la démocratie et des droits de l'homme ». Et plus particulièrement ceux des femmes et des enfants dans un pays musulman et fondamentaliste, a souligné le comité Nobel.

La lauréate, qui se trouvait hier à Paris, a déclaré à cette récompense allait « à tous les Iraniens qui se battent pour la démocratie », tout en se disant « abasourdie » par cette distinction. « Ce sera très important pour mon travail en faveur des droits de l'homme et les citoyens en Iran », a-t-elle souligné. Elle en a profité pour lancer un appel à la libération de



tous les prisonniers politiques détenus en Iran, tout en se prononçant contre une intervention étrangère contre son pays.

En 1974, Shirin Ebadi a été la première femme à devenir juge en Iran. Mais elle a dû quitter son poste après la révolution islamique de 1979, les imams ayant décrété que les femmes étaient trop « érotiques » pour diriger un tribunal. Avocate et enseignante à l'univer-

sité de Téhéran, elle œuvre depuis pour la défense des droits des femmes et des enfants dans une société ultraconservatrice, et fournit une aide juridique aux personnes persécutées en dépit des menaces dont elle a souvent fait l'objet.

A Téhéran, cette distinction a donné lieu à un cafouillage au sein du gouvernement avant une prise de position officielle. Très tard dans la soirée, le porte-parole Abdollah Ramezanzadeh a finalement déclaré : « Au nom du gouvernement de la République islamique, je félicite M^{me} Ebadi pour son succès, et je considère qu'il est dû à ses mérites. » « Nous espérons que les points de vue de M^{me} Ebadi seront pris en considération aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Iran », a-t-il conclu.

12 OCTOBRE 2003

LE FIGARO

Turkey and the Kurds

Pragmatism prevails, so far

ANKARA AND ARBIL

Most of the Kurdish groups in Iraq will, glumly, accept Turks—in transit

IN HIS biggest gamble since taking over as Turkey's prime minister seven months ago, Tayyip Erdogan this week persuaded an overwhelming majority of MPs from his ruling Justice and Development Party to let his government send as many as 10,000 Turkish soldiers to Iraq for a year. Many Turks are still queasy about the idea. Not surprisingly, even more Kurds, on both sides of the Turkish-Iraqi border, are unhappy too. But there is a fair chance, provided the Turkish troops do not linger near the border or set up permanent supply posts on their way south, that the operation will proceed smoothly.

Mr Erdogan had two reasons for striving so hard to win the vote in parliament. First, he wanted to get back into the good books of his country's chief ally and benefactor, the United States; a loan of \$8.5 billion is in the offing. The Americans had been enraged, last March, when Turkey's parliament refused to let some 60,000

American troops use Turkey as a launchpad for invading Iraq from the north.

Second, Mr Erdogan wants to promote Turkey as a big player in Iraq—and in the Middle East as a whole. In particular, he wants to help deter Iraq's Kurds from edging towards the establishment of an independent homeland that would foster separatist yearnings among Turkey's own 14m or so Kurds.

Unsurprisingly, Iraq's Kurds are not so happy. Many say they are still loth to let Turkish troops go through the northern part of Iraq under Kurdish control to reach a predominantly Sunni Muslim desert area stretching west of Baghdad to the Syrian and Jordanian borders, where Turkey expects its peacekeepers to be stationed.

This time, however, it is not only the Kurds who are twitchy about Turks entering Iraq. The country's Shia and Sunni Arabs both have bitter historic memories of

the Ottoman Turks, who dominated them until the end of the first world war. Several members of Iraq's Governing Council have suggested that Turkey wants to reconquer oil fields in Kirkuk and Mosul that were once in the Ottoman empire, and give warning that Turkish troops might be attacked by Arabs as well as Kurds.

A grumpy welcome

Turkish tankers carrying oil in the restive refining town of Beiji have already been attacked. Only last-minute arm-twisting by the Americans stopped the council from issuing a statement openly opposing a Turkish presence. Even Iraq's Turkomen minority, whose rights Turkey has promised to safeguard, are wary of interference from their big brother as they seek to forge new and hopefully fraternal relations with their fellow Iraqis.

Of the few Kurdish voices raised in support of Turkey's proposed deployment of troops in Iraq, none is more surprising than that of Osman Ocalan, commander of the 5,000 guerrillas of the Kurdistan Workers' Party (PKK) holed up in the rugged fastnesses of northern Iraq. He has been Turkey's public enemy number one since the capture and incarceration of his elder brother, Abdullah Ocalan, the PKK's founder, in 1999. The younger Ocalan has been making polite noises about the Americans' efforts to bring stability and democracy to Iraq. If Turkish peacekeepers go to Iraq, he says, they are welcome to help the Americans—provided they stay well away from his PKK fighters and keep their noses out of the affairs of all of Iraq's 5m-odd Kurds. "If their troops are stationed in [Iraq's] Arab areas and work for Iraq's stability they can make amends and we'll welcome that—and not attack them."

However, Mr Ocalan, who has stayed with a band of guerrillas on the Iraqi side of the border on instruction from his imprisoned brother, is a lot less sanguine

about the several thousand Turkish troops already based in the north of Iraq, where they monitor the PKK's movements.

Last month the PKK, which has renamed itself the Freedom and Democracy Congress (KADEK), called off a four-year ceasefire because it objected to the terms of a partial amnesty offered by the Turkish government. In response, Cofer Black, the American State Department's counter-terrorism chief, agreed with Turkish officials that the United States would take unspecified action against the PKK in Iraq, to make it easier for Mr Erdogan to send peacekeepers there. Mr Ocalan, probably correctly, does not expect an imminent attack on his mountain bases, since America's already stretched ground forces in Iraq are reluctant to open a new front, especially in the largely tranquil north.

Any American action would also upset the delicate balance of power in the north between Mr Ocalan's rebels and the two main Iraqi Kurdish groups, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The Americans see both those groups as valuable allies. Their leaders are upset by the prospect of Turkish troops passing through. In February, more than 500,000 Kurds took to the streets of Arbil, their regional capital in Iraq, to protest against the idea of Turkish soldiers entering the north alongside the Americans.

While calling for calm over the issue of Turkish troops, Mr Talabani, a member of the Governing Council, notes that most Iraqis are loth to have troops from any neighbouring countries, including Syria, Jordan and Saudi Arabia. "We want good relations with Turkey," he says. "But we want to see Turkish businessmen and traders here in Iraq—not the Turkish army." ■



The younger Ocalan, sitting tight

Massoud Barzani demande un soutien arabe contre l'envoi de troupes turques

LE CAIRE, 12 oct (AFP) - 14h04 - Le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani a sollicité dimanche au Caire le soutien de la Ligue arabe au Conseil de gouvernement transitoire qui refuse un déploiement de troupes turques en Irak.

"Nous refusons le déploiement de troupes de la Turquie et d'autres pays de la région et nous avons demandé un appui de la Ligue arabe à cette position", a déclaré M. Barzani à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa.

M. Barzani, membre du Conseil de gouvernement transitoire et chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a estimé que "l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins ne ferait qu'accroître la tension en Irak et ne fournirait de protection à personne".

M. Moussa a déclaré pour sa part que "la Ligue soutiendra toute position du Conseil de gouvernement transitoire au sujet de l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins".

Selon lui, "tout envoi de troupes en Irak doit recevoir l'approbation du Conseil de gouvernement et avoir lieu dans le cadre des résolutions de l'Onu".

Il a indiqué avoir "reçu un message officiel du Conseil de gouvernement transitoire faisant état de ses divergences avec les autorités d'occupation sur certaines questions", ajoutant que les chefs de diplomatie arabes devaient débattre mercredi, en marge du sommet islamique en Malaisie, de la question de l'envoi de troupes turques en Irak.

"Tous les Irakiens avec lesquels je suis entré en contact, au sein du Conseil de gouvernement ou hors de cette instance, se sont déclarés opposés à l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins", a encore dit M. Moussa.

Il a réclamé "un calendrier clair de retrait des forces étrangères d'Irak".

Le feu vert mardi du Parlement turc pour l'envoi d'un contingent en Irak a suscité l'opposition de plusieurs membres du Conseil qui tentent de convaincre la coalition menée par les Américains de ne pas autoriser ce déploiement.

Interrogé sur la décision du jeune chef chiite radical Moqtada Al-Sadr de former un gouvernement parallèle, M. Barzani a répondu que "cette mesure ne peut en aucun cas être justifiée".

Défiant le Conseil transitoire mis en place le 13 juillet sous la houlette des Etats-Unis, M. Sadr a annoncé vendredi dans un prêche avoir décidé de former un gouvernement parallèle.

Le dirigeant kurde, qui s'exprimait avant l'annonce d'une nouvelle explosion à Bagdad, a de nouveau condamné les attentats en Irak, affirmant qu'on "ne peut mettre fin à l'occupation par la force".

"Beaucoup d'actes sont commis non par des Irakiens mais par des éléments terroristes venus de l'extérieur", a-t-il dit, sans plus de précisions.

L'armée turque répondra par la force en cas d'attaque kurde (général)

ANKARA, 13 oct (AFP) - 14h09 - L'armée turque répondra par la force si ses convois militaires sont attaqués par des Kurdes, lors de son déploiement en Irak, a indiqué lundi un haut responsable militaire turc.

"Si nous allons en Irak, il nous faudra utiliser certaines des principales routes logistiques du nord irakien. Si nos convois y sont attaqués, nous répliquerons", a affirmé le général Ilker Basbug, numéro deux de l'armée, lors d'une conférence de presse.

Le déploiement du contingent turc pourrait se faire autour de Salahaddine et Tikrit, dans la région d'Al Anbar bordant l'Euphrate ou dans la région nord d'Al Anbar, a précisé le général.

Il n'a donné aucune indication sur la date possible d'un déploiement ou sur le nombre de soldats qui y participeraient, indiquant que des négociations se poursuivaient à ce sujet avec les Américains.

Le déploiement se fera en dehors des régions kurdes d'Irak, mais les déclarations du général pourraient raviver les inquiétudes des Kurdes, particulièrement hostiles à la présence de soldats turcs sur leur territoire.

Le dirigeant kurde Massoud Barzani, un des membres du Conseil de gouvernement transitoire en Irak, a rappelé dimanche l'opposition du conseil au déploiement turc et a sollicité le soutien de la Ligue arabe à cet effet.

"Nous refusons le déploiement de troupes de la Turquie et d'autres pays de la région et nous avons demandé un appui de la Ligue arabe à cette position", a déclaré M. Barzani à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa au Caire.

M. Barzani a estimé que "l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins ne ferait qu'accroître la tension en Irak et ne fournirait de protection à personne".

Interrogé sur ces déclarations, le général Basbug a simplement affirmé qu'il espérait que "le conseil irakien adoptera une approche plus positive" à l'avenir.

Les chefs de diplomatie arabes devaient débattre mercredi, en marge du sommet de l'organisation de la Conférence islamique en Malaisie, de la question de l'envoi de troupes turques en Irak. Le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul, a quitté Ankara lundi matin pour s'entretenir avec les ministres en Malaisie.

Le roi Abdallah II de Jordanie a lui aussi appelé lundi l'armée turque à ne pas prendre part aux opérations de militaires dans le pays.

"Je ne pense pas qu'un pays qui a des frontières communes avec l'Irak devrait jouer un rôle actif en Irak", a déclaré le roi à la presse en marge d'un sommet régional du Forum économique mondial (WEF) à Singapour.

"Peu m'importe si cela se passe sous la supervision américaine ou des Nations unies, je persiste à croire que nous ne pouvons pas être d'honnêtes collaborateurs, tout simplement parce que nous avons tous certains désirs sur les relations bilatérales avec l'Irak", a déclaré le roi.

Le parlement turc a donné son feu vert mardi à l'envoi d'un contingent de soldats en Irak pour prêter main forte aux Américains et tenter de rétablir la sécurité dans le pays.

Le général Basbug a également rappelé que l'armée turque attachait une grande importance à la lutte contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés en Irak du nord, et a exprimé le souhait que les Etats-Unis interviennent prochainement contre eux.

Barzani demande à l'Egypte de soutenir le Conseil de gouvernement irakien

LE CAIRE, 13 oct (AFP) - 17h20 - Le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani a demandé lundi à l'Egypte de soutenir le Conseil de gouvernement transitoire irakien dont il est membre, lors d'un entretien au Caire avec le chef de la diplomatie Ahmed Maher.

"Nous avons demandé le soutien politique et moral de l'Egypte au Conseil de gouvernement transitoire et son aide au peuple irakien pour qu'il puisse surmonter ses problèmes", a déclaré à la presse M. Barzani.

Le chef kurde, membre du Conseil de gouvernement transitoire mis en place en juillet dernier par les Etats-Unis, force occupante de l'Irak, a réitéré son opposition au déploiement de forces turques dans son pays, estimant que cela ne ferait "qu'augmenter les problèmes".

M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), avait rencontré dimanche le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa et sollicité son appui à la position du Conseil de gouvernement transitoire qui refuse un déploiement de troupes turques en Irak.

Le feu vert mardi dernier du Parlement turc pour l'envoi d'un contingent en Irak a suscité l'opposition de plusieurs membres du Conseil qui tentent de convaincre les Américains, qui souhaitent ce déploiement, de ne pas l'autoriser.

Quatre militants séparatistes kurdes tués dans l'est du pays

ISTANBUL, 13 oct (AFP) - 9h26 - Quatre militants de la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek) ont été tués vendredi par l'armée turque dans l'est du pays, a annoncé lundi l'état-major cité par l'agence Anatolie.

Les quatre militants armés ont été abattus au cours d'une opération militaire terrestre et aérienne dirigée contre des groupes rebelles retranchés dans les montagnes de la région de Tunceli, selon l'état-major.

Les séparatistes kurdes avaient annoncé le 1er septembre qu'ils mettaient un terme à quatre années de trêve unilatérale en raison du refus d'Ankara d'engager avec eux un dialogue politique.

Mais le PKK-Kadek n'a pas pour autant appelé ses militants à renouer avec la guérilla sanglante qui a fait plus de 36.000 morts depuis 1984 dans le sud-est anatolien.

Les affrontements, tombés à un niveau proche de zéro en début d'année, se sont multipliés ces dernières semaines.

Un concert en langue kurde rassemble 100.000 personnes dans le sud-est turc

ISTANBUL, 13 oct (AFP) - 12h27 - Le chanteur de rock kurde Ciwan Haco a effectué dimanche soir devant 100.000 personnes rassemblées à Batman (sud-est) son retour sur la scène turque, après une absence de 23 ans, qu'il a justifiée par le manque de liberté culturelle pour les Kurdes, rapportent lundi les media.

Ce concert est de loin le plus important jamais organisé dans cette région à majorité kurde.

Ciwan Haco, surnommé le "Michael Jackson kurde", a chanté dans sa langue natale, le kurde, ce qui n'était pas possible jusque là "en raison de l'absence de liberté frappant cette langue", a-t-il expliqué au quotidien Radikal.

Le journal Milliyet souligne que le chanteur a été accueilli par des responsables de plusieurs partis pro-kurdes légaux de Turquie, et qu'il a dénoncé "la guerre" dans la région.

Des slogans et des portraits à la gloire du chef de la rébellion kurde du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, rebaptisé Kadek) sont apparus dans la foule, sans susciter d'incidents avec des forces de sécurité discrètes, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'état d'urgence dans la province de Batman a été levé en 2001, après être resté en vigueur durant 14 ans, du fait de la rébellion séparatiste qui a fait quelque 36.500 victimes dans le sud-est du pays jusqu'en 1999.

Le parlement turc a adopté, au cours des derniers mois, des réformes visant à accorder à la minorité kurde de plus grandes libertés culturelles. Parmi ces réformes, souhaitées par l'Union européenne, figurent le droit de diffusion d'émissions de radio et de télévision en langue kurde, le droit d'enseigner le kurde dans des écoles privées et le droit pour cette minorité de plus de 10 millions de personnes de donner des prénoms kurdes à ses enfants.

L'attentat de Bagdad survient sur fond de tensions entre Turcs et Irakiens



BAGDAD, 14 oct (AFP) - 20h26 - L'attentat à la voiture piégée qui a visé mardi l'ambassade de Turquie à Bagdad a eu lieu alors que de nombreuses voix irakiennes continuent de s'élever contre la décision du Parlement turc prise il y a exactement une semaine d'autoriser l'envoi de troupes en Irak.

A Ankara, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a écarté tout lien entre l'attentat de Bagdad et l'envoi de soldats turcs.

Mais force est de constater que les attaques contre les Irakiens ou Occidentaux accusés de collaborer avec les forces de la coalition sont de plus en plus fréquentes.

L'attentat suicide à la voiture piégée, qui a visé mardi après-midi l'ambassade de Turquie à Bagdad a fait un mort, le kamikaze, et entre deux et six blessés.

"La Turquie joue un rôle dans cette région... Nous nous attendions à ce que cela ait un certain prix", a déclaré l'ambassadeur de Turquie à Bagdad, Osman Paksut, sur la télévision turque.

Sur les lieux du drame, des badauds ont immédiatement établi un lien entre l'attentat et la décision de la Turquie d'envoyer des soldats en Irak.

"A quoi vous-attendiez vous? Nous disons aux Turcs que nous ne voulons pas de leurs soldats, ils continuent de dire qu'ils viendront et nous menacent de répondre par la force en cas d'attaque", s'exclame Sattar Jabbar, ingénieur de 36 ans.

Les membres du Conseil de gouvernement transitoire irakien, en particulier les Kurdes traumatisés par la domination ottomane mais aussi des Arabes chiïtes et sunnites, ont exprimé leur vive hostilité au déploiement de soldats turcs en Irak.

En une semaine, le ton est monté entre Turcs et Irakiens.

Le lendemain du vote du Parlement, M. Erdogan avait insisté sur le rôle pacifique des soldats turcs.

Mais lundi, le numéro deux de l'armée turque, a menacé de répondre par la force en cas d'attaque kurde contre ses soldats en Irak.

"Si nous allons en Irak, il nous faudra utiliser certaines des principales routes logistiques du nord irakien. Si nos convois y sont attaqués, nous répliquerons", a dit le général Ilker Basbug.

Parallèlement, au Kurdistan l'Union des oulémas a prévenu vendredi que "des milliers de religieux kurdes se tiendront au côté de leur peuple contre l'ingérence" turque en Irak. "Nous combattons" les militaires turques s'ils se déploient en Irak, a aussi menacé le cheikh de la plus importante mosquée d'Erbil, Omar Souiri.

Les Kurdes craignent que les Turcs ne s'installent durablement en Irak si leurs soldats y sont déployés. De leur côté, les Turcs ont peur que les Kurdes d'Irak ne fassent le choix de l'indépendance et servent d'exemple aux Kurdes de Turquie.

Dans le bastion sunnite de Falloujah (à l'ouest de Bagdad), où les attaques contre la coalition sont quasi-quotidiennes, le maire Faouzi Chafi Ifane a prévenu lui aussi que "le peuple irakien a la capacité de résister et que la résistance à l'occupation (turque) est légitime".

De leur côté, les responsables irakiens font du lobbying dans la région pour que le projet turc ne se concrétise pas.

Le Kurde Massoud Barzani, membre du Conseil transitoire, a demandé, dimanche à la Ligue arabe, puis lundi à l'Égypte, de soutenir en ce sens le Conseil de gouvernement transitoire dont il est membre.

"Tous les Irakiens avec lesquels je suis entré en contact, au sein du Conseil de gouvernement ou hors de cette instance, se sont déclarés opposés à l'envoi de troupes turques ou d'autres pays voisins", a dit dimanche le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.

Un Irakien tué en tentant de commettre un attentat suicide à Erbil



ERBIL (Irak), 16 oct (AFP) - 19h26 - Un Irakien qui tentait de perpétrer jeudi un attentat suicide contre le bâtiment du ministère de l'Intérieur à Erbil, dans le Kurdistan irakien, a été tué par les forces de l'ordre, a annoncé un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"Un Irakien à bord d'une voiture chargé de plus de 100 kg de TNT a foncé à bord d'une voiture Toyota vers 12H35 locales (09H35 GMT) contre la porte d'entrée du bâtiment du ministère de l'Intérieur avant de tenter d'activer le détonateur des explosifs", a déclaré aux journalistes M. Karem Singari, ministre de l'Intérieur du "gouvernement" du PDK dirigé par Massoud Barzani.

"Les gardes du ministère ont alors réagi en tirant sur le l'homme qui avait pénétré dans la cour du bâtiment après avoir franchi des blocs en béton", a ajouté M. Singari.

Il a précisé que "l'Irakien tué s'appelait Hamed Ali Ahmed qui était âgé de dix-neuf ans".

"Nous avons des preuves sur les commanditaires de cette opération mais nous allons nous en assurer dans les prochains jours avant de les montrer du doigt", a poursuivi le ministre.

La semaine dernière, deux policiers et deux civils irakiens ont été tués et un autre policier a été grièvement blessé dans une attaque armée menée par des inconnus à Erbil, a affirmé la police.

En septembre dernier, au moins un enfant irakien a été tué et une cinquantaine de personnes blessées, dont six Américains travaillant pour le Pentagone, dans un attentat à la voiture piégée visant des résidences abritant des Américains à Erbil.

Car bomb kills 7 at Baghdad hotel

Huge blast rips through parking lot; attack deepens unease in Iraqi capital

By Alex Berenson

BAGHDAD: A car bomb attack Sunday at a hotel used by members of Iraq's Governing Council, as well as by many Americans, killed the bomber and six other people and wounded more than 35 others, the U.S. military said.

Nearly a dozen witnesses reported seeing one explosion at a parking lot outside the hotel as a massive bomb hidden in a Toyota Corolla tore bodies apart and sent shrapnel flying more than 90 meters, or about 300 feet, away. But a spokesman for the U.S. military insisted afterward that two cars were involved in the attack, with both bombs detonating simultaneously.

Either way, the attack deepened the unease that has gripped Baghdad since Thursday, when similar explosions killed two Iraqi police officers and six civilians.

After a month of relative calm, American forces must again convince residents that Baghdad's streets are safe. Meanwhile, the occupation faces new opposition from Shiite Muslims loyal to Moktada al-Sadr, a prominent cleric who on Friday declared that he had formed a new Iraqi government.

The blast on Sunday occurred about 12:50 p.m. just outside the Baghdad Hotel, a well-protected building on Sadon Street, a major avenue in central Baghdad. The force of the explosion shattered windows for hundreds of yards, shook houses more than a mile away and knocked over several giant concrete barriers that had stood in front of the hotel.

The bomb obliterated the car, leaving only a five-foot-square, or half-meter-square, crater to mark the spot where the driver had detonated the explosive.

The Corolla was southbound on Sadon Street when it suddenly swerved to the right and ran through a security gate that protects the hotel's parking lot, witnesses said. Security officers immediately opened fire on the car, which came to a stop at the edge of the parking lot, more than 100 meters from the hotel's front entrance.

Moments later, the bomb exploded.

"There was a very big explosion," said Thomas Agroston, a nearby shopkeeper. "At the same moment I saw a car flying into the air with a big column of fire and smoke."

Several hours later, Lieutenant Col-

onel George Krivo, a spokesman for the U.S. military, said the attack had been the work of two cars and two bombs, which exploded simultaneously. "They tried to avoid the checkpoint and they detonated," Krivo said.

There was no immediate explanation for the discrepancy between the eyewitness accounts and the military's version.

The attack killed seven, including the bomber, and wounded at least 10 others, said Colonel Peter Mansoor of the 1st Armored Division. Mansoor said all the dead were Iraqis, but he did not know whether they were security officers or passers-by.

Two U.S. soldiers were lightly wounded in the attack. Dr. Mustafa Ahmed, chief doctor at Al Kindi Hospital, said his hospital had treated 32 people wounded by the explosion, including six who had been seriously wounded. Other hospitals also reported that they were treating people who had been wounded in the blast.

Pools of blood and flesh littered the street outside the hotel in the chaos that followed the explosion.

As the surviving security guards struggled to regain order, firing shots in the air, two cars burned and the wounded shouted for assistance.

"I saw blood everywhere and people were crying for help," said Akram Ali, a bystander. "I can't describe how I'm feeling now. I'm very shocked."

Four ambulances and a fire truck arrived within minutes, as did two U.S. Humvees that had been driving nearby when the bomb hit. More American soldiers and Iraqi police officers quickly followed, sealing the hotel, examining nearby parked cars for bombs and evacuating the wounded.

The chief of the Iraqi police in Baghdad appeared soon afterward, surrounded by 10 armed officers.

"We are seeing our people dying in front of our eyes every single day, and no one's doing anything," said Abdul Razaq Hafadh, who saw the attack. "Where is the Governing Council? I feel wretched to see those policemen, sons and brothers, falling every day."

In a second attack Sunday, a roadside bomb wounded five Iraqis. When an American patrol responded, someone threw a homemade hand grenade at the soldiers, slightly injuring three.

The blast at the Baghdad hotel was the latest strike against a so-called soft target, which have become the easier targets to attack now that American forces have adopted more extreme security measures for military sites.

And the explosion comes after a violent and unsettling week in Iraq for American forces. On Thursday, a suicide bomber in a white Oldsmobile station wagon packed with explosives set off an explosion inside a police compound in one of Baghdad's poorest slums, killing himself and at least eight other people and wounding more than 40.

Just hours after the car bombing in the same Baghdad neighborhood, two American soldiers were killed and four wounded in what the military described as an ambush at the headquarters of Sadr, the anti-American Shiite cleric. Two Iraqis were also killed, prompting a public outcry from a throng of perhaps 10,000 who gathered on Friday to pay respects to the two dead Iraqis, who they believe were killed by U.S. troops. Many chanted, "No, no to America," in a demonstration that heightened tension between Sadr's followers and the occupying Americans.

Since major hostilities were declared over on May 1, the greatest threat to U.S. soldiers has come from common criminals or loyalists to Saddam Hussein, who belongs to the Sunni branch of Islam, a minority in Iraq. The Shiites, who were repressed under Saddam and thus are not believed to have been responsible for the chaos and violence that has complicated U.S. efforts to rebuild Iraq, have been more supportive and have rarely been blamed for attacks on American soldiers.

After Sadr declared his own government on Friday, the Baghdad City Council denounced it, as did members of the Iraqi Governing Council, the overall leadership body appointed by the United States.

Sadr, 30, appears to be challenging the authority of the Governing Council while trying to build a following among poor and alienated Iraqis.

"We don't think Mr. Sadr is serious about what he's going to do," Iyad Allawi, president of the council, told reporters here. "This council is legitimate."

But tensions have been growing for several days, and if the Shiites turned against the occupying forces in large numbers, the effect could be explosive.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 13, 2003

A Bagdad, un attentat-suicide vise les Américains et les chiites menacent de former un gouvernement

Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les forces d'occupation. L'explosion d'une voiture piégée a fait 7 morts, dimanche 12 octobre. L'imam Al-Sadr mobilise des milliers de partisans

BAGDAD

de notre envoyé spécial

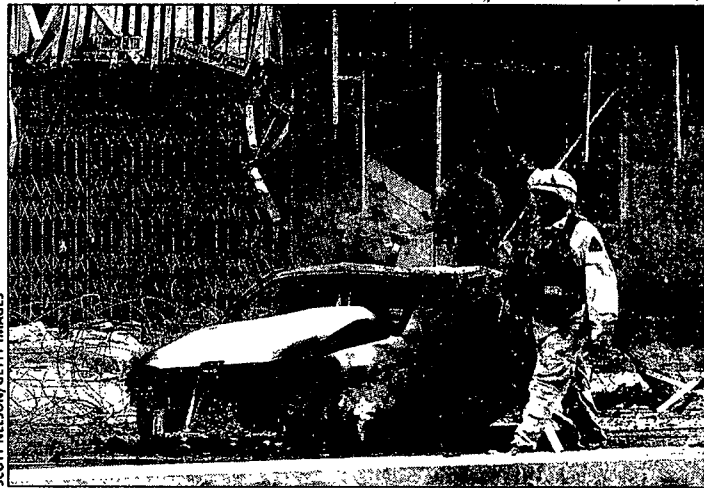
L'attentat contre l'Hôtel Bagdad, dimanche 12 octobre, n'est qu'un demi-succès pour son auteur, le kamikaze ayant été forcé, sous les tirs des gardes, de déclencher sa bombe dans la cour. Il est toutefois loin d'être insignifiant. Car l'Hôtel Bagdad, dissimulé aux regards par des palissades de béton, est une cible de choix : il accueille des agents de divers services de renseignement américains, et serait le quartier général bagdadi de la Central Intelligence Agency (CIA).

Le kamikaze, arrivant à vive allure, est parvenu à forcer, entre les blocs de béton, la première ligne de défense et à rouler encore 20 mètres. Puis il a été accueilli, selon divers témoignages, par un feu nourri. L'hôtel Bagdad est protégé à la fois par la police irakienne et par des gardes privés. Le kamikaze n'a pas franchi le checkpoint de la cour intérieure et a déclenché sa charge explosive.

Le bilan provisoire est d'au moins sept morts, dont l'auteur de l'attentat, et de vingt à quarante blessés. Tous les morts seraient des policiers et des gardes. Le seul Américain touché n'a été que très légèrement blessé et soigné sur place. Le fait qu'un second véhicule ait pris feu immédiatement laisse planer le soupçon qu'une seconde voiture-piégée suivait la première, sans que cela soit confirmé.

L'Autorité provisoire de la coalition (CPA) ne peut évidemment pas

admettre que l'hôtel Bagdad est principalement utilisé par les services de renseignement américains. Elle a notamment mis en avant le fait que des sociétés américaines et que le Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG), dont l'un



SCOTT NELSON/GETTY IMAGES

Un soldat américain et des agents de sécurité irakiens surveillent les abords de l'Hôtel Bagdad après l'explosion d'une voiture piégée, dimanche 12 octobre.

des dignitaires, Mouaffak Al-Roubaï, a été blessé au bras, y logent certains de leurs responsables.

« UN MESSAGE À LA CIA »

Mais un officier de la police irakienne, impliqué dans le dispositif de protection de l'hôtel, est plus affirmatif. « Si la guérilla veut assassiner des ministres, elle peut le faire

plus aisément ailleurs. Même si ce sont des Irakiens qui meurent, je crois que l'attentat est un message destiné à la CIA, dont la présence à l'hôtel, dit-il, ironique, est un secret aussi bien gardé que l'était celui des bâtiments des moukhabarat [l'expolice secrète irakienne] sous Saddam. » Le centre-ville de Bagdad a ensuite vécu une journée rythmée par les sirènes des camions de pompiers et des ambulances, et le ballet des hélicoptères. Une voiture a longtemps brûlé devant l'hô-

tel, tandis que les enquêteurs américains et irakiens ramassaient des morceaux de corps et cherchaient des indices.

Le quartier d'Al-Saadoun, haut lieu du commerce, de la criminalité et de la prostitution, a été bouclé. Deux femmes en pleurs cherchaient à pénétrer en secteur interdit, certifiant que leurs maris travaillaient à l'hôtel. Beaucoup de badauds affichaient un sourire désabusé, voire moqueur. Si les Bagdadis rêvent d'un retour à la normalité, ils ne sont plus choqués de voir les Etats-Unis être quotidiennement pris pour cibles. De plus en plus écœurés par l'occupation, ils semblent, sinon approuver, du moins comprendre les raisons qui poussent des extrémistes à s'attaquer aux Américains.

Une autre mauvaise nouvelle pour les Etats-Unis était venue de Nadjaf la veille, samedi, confirmant le réveil radical chiite. Des milliers de fidèles ont manifesté leur soutien à l'annonce de l'imam Moqtada Al-Sadr, faite lors de la prière du vendredi à Koufa, de former un « cabinet fantôme » afin de contrefaire le gouvernement nommé par le CIG et les Etats-Unis. L'imam veut notamment créer des ministères de la justice, des finances, de l'information, de l'intérieur, des affaires étrangères, et de la promotion de la vertu et de la prévention du vice.

« PRÊTS À NOUS SACRIFIER »

« Nous sommes prêts, hurleait la foule, à nous sacrifier pour toi, Al-Sadr ! » Le président du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), Iyad Al-Allaoui, a tenté de minimiser l'événement en déclarant « ne pas penser que M. Sadr soit sérieux ». « Le Conseil est légitime. Cela ne le sapera pas. » Beaucoup d'Irakiens prennent toutefois cette nouvelle offensive politique très au sérieux, non pas parce qu'elle peut déstabiliser un CIG fermement soutenu par Washington. Mais ils savent que les propos enflammés de Moqtada Al-Sadr à l'encontre de l'occupant américain obtiennent un immense succès parmi les fidèles chiites des quartiers pauvres des villes irakiennes, Bagdad comprise. Il suffit d'ailleurs de voir le nombre de jeunes hommes se porter candidats pour intégrer sa milice, l'« Armée du Mehdi » - des centaines chaque semaine - pour comprendre que l'imam Al-Sadr ne parle pas dans le vide.

Une démonstration de force avait d'ailleurs déjà eu lieu vendredi à Bagdad, au lendemain de l'attentat-suicide qui, suivant exactement le même mode opératoire que celui de l'hôtel Bagdad, avait frappé le quartier général de la police d'Al-Sadr City (ex-Saddam City), le principal quartier chiite de la capitale irakienne. Des milliers de manifestants avaient défilé en hommage à des hommes de l'Armée du Mehdi tués lors d'un accrochage avec l'armée américaine.

On sentait alors qu'une certaine opinion publique chiite - même minoritaire - était peut-être en train de basculer. Obéissant jusque-là aux ordres stricts de la Hawza de Nadjaf (hautes autorités religieuses du chiisme) de coopérer coûte que coûte avec les Américains, de plus en plus de jeunes fidèles s'affirment résolus à agir afin de mettre un terme à l'occupation de l'Irak, par les armes s'il le faut. Pour les Etats-Unis, après la guérilla menée par les partisans de Saddam Hussein, après les attentats peut-être liés à des réseaux islamistes proches d'Al-Qaïda, ce pourrait être un nouveau front.

Rémy Ourdan

Les critiques de parlementaires américains

Le républicain Richard Lugar, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, et le démocrate Joseph Biden ont réclamé, dimanche 12 octobre, à l'administration Bush un plan plus « clair » concernant l'après-guerre en Irak. « L'administration doit préciser quel est son plan, car elle semble envoyer en permanence des messages contradictoires. Cela nourrit le manque de confiance sur le terrain en Irak, au Congrès et parmi les Américains », a déclaré Richard Lugar sur la chaîne de télévision NBC. « Il n'y a pas de plan clairement articulé sur comment nous allons procéder au transfert de pouvoir aux Irakiens et comment et quand nous allons partir et dans quelles conditions », a renchéri Joseph Biden, chef de file démocrate à la commission des affaires étrangères du Sénat. « M. le président, prenez les choses en main », a-t-il lancé à l'adresse du président George Bush.

Turks will bring chaos, say Kurds

Michael Howard in Irbil

The Bush administration is in danger of scoring a disastrous own goal with its decision to bring Turkish peacekeeping troops into Iraq, a Kurdish leader has warned.

Necirvan Barzani, prime minister of the Kurdistan regional government in Irbil and a key US ally in the war to remove Saddam Hussein, said the plan to bring Turkish soldiers to Iraq had needlessly upset the pro-American Kurdish population in the north, and was also opposed by Sunni and Shia Arab communities in central and southern Iraq.

"We believe that their presence, or that of any other neighbouring country, on Iraqi soil will only create instability," Mr Barzani told the Guardian. "The question on the table is: how much respect has the US for the will and the wish of the people of Iraq, the governing council, and the political

parties of Iraq?"

Mr Barzani's comments came as a delegation from the Iraqi governing council sought the support of Muslim nations at the summit in Malaysia of the organisation of Islamic countries for its opposition to the planned deployment of peacekeeping troops from

any of Iraq's neighbouring countries.

Last Tuesday's vote in the Turkish parliament in favour of a force of about 10,000 soldiers going to Iraq created a rift between US officials and the US-appointed governing council, and raised dissenting voices from political and community leaders in the country. Another of Iraq's neighbours, Iran, signalled support yesterday for the council's stance.

Ankara, meanwhile, put the ball back in America's court at the weekend by saying that the US must "overcome the Iraqi opposition" to the plan before finer details are finalised.

The preferred US option is thought to be for the Turks to operate in areas north and west of Baghdad, towards the Syrian and Jordanian borders.

However, Fawzi Shafi Ifan, the mayor of Falluja, west of Baghdad, said Turkish troops there would be seen as "a punishment" by the Americans. He said Ankara would "find an occasion to revive its old projects and interfere in Iraq's internal affairs".

But it is in the northern Kurdish areas that the decision to deploy Turkish troops has been greeted with the most hostility, albeit tinged with a feeling of disappointment with their American allies.

"We just got rid of Saddam, must we now suffer from the Turks?" said Dara Ahmed, a trader in Irbil's Sheikallah bazaar.

Jamal Farraj, who owns an internet cafe near the city's ancient citadel, said: "We just want to be left alone and to run

our affairs. The presence of Turkish troops, wherever they are, makes that much less probable. If they come here I will fight them, and so will we all."

Mr Barzani's administration controls Iraq's northern border with Turkey. He warned yesterday: "If the US insists on Turkish troops coming in, then we will be firmly against them coming through the borders of the Kurdistan region."

US officials insist they want to keep Turkish forces well away from Kurdish areas.

Turkey's generals, however, are thought to favour a deployment to the north of Baghdad.

A Turkish foreign ministry official rejected suggestions that the country had a hidden agenda in Iraq.

"If we had wanted to crush the Kurds, why did we let US and British airplanes here to protect them during the last 12 years?" he said.

guardian.co.uk/kurds

The Guardian

October 13, 2003

Thomas L. Friedman

Tough questions that need asking on Iraq

As a precondition for helping in Iraq, the United Nations is demanding that the United States hand over "early sovereignty" to an interim Iraqi government and then let those Iraqis invite the United Nations in to oversee their transition to constitution-writing and elections. I too would like to see Iraqis given more control faster and the United Nations more involved. But people are tossing around this idea without answering some hard questions first.

Would handing power to an interim Iraqi government really stop the attacks on U.S. forces, Iraqi police, the United Nations and Iraq's interim leaders? I doubt it. These attackers don't want Iraqis to rule themselves; these attackers want to rule Iraqis. Why do you think the attackers never identify themselves or their politics? Because they are largely diehard Baathists who want to restore the old order they dominated and will kill anyone in the way.

Will the United Nations, which has basically left Iraq, not flee again when its officials get attacked again — which will happen even after Iraqis have sovereignty? Could the Iraqi Governing Council agree now on who should lead an interim government? Will the Europeans really pony up troops and billions of dollars for Iraq, if the United States hands the keys to an Iraqi interim government? Will the U.S. public want to stay involved then, as is needed?

Until these questions can be answered, without Iraq spinning out of control, I'd stick with the status quo as the least bad option — in part because genuine sovereignty means running your own affairs and the United States has already done more to build that at

the grass-roots level in Iraq than most people realize.

I spoke the other day with Amal Rassam, an Iraqi-American anthropologist, who has been spearheading this effort. Since April, U.S. Army officers and Rassam's teams from RTI International, a nongovernmental organization, have gone out to all 88 neighborhoods of Baghdad, met with local leaders and helped them organize, through informal voting, 88 "interim advisory councils." Then the 88 councils elected nine district councils, and the nine district councils elected an interim 37-member Baghdad city council. For the first

The United States has done more to build genuine Iraqi sovereignty than most people realize.

time ever, a popularly-based city council, including women, is demanding to set budgets, set priorities and decide who will police their neighborhoods, and is making the city's managers accountable to them.

Similar town councils have been set up all over Iraq. U.S. and British teams have been schooling the Iraqi councils in how to hold a meeting, set an agenda, take a vote and lobby. They have also provided seed money for women's groups and all sorts of other civil society organizations that Iraqis are scrambling to start. They have not unearthed any weapons of mass destruction, but they have unearthed a lot of aspiring Iraqi democrats.

"I have worked in many parts of the world," said

Rassam, "and it is very gratifying to come here and see that we are beginning to get some natural leaders to emerge, men and women, from the real grass roots. We had two women from the councils, a Christian and a Muslim who keeps her head covered, go to a conference in Hilla the other day and speak about their experiences with incipient democracy. They came back and said to me, 'We want to talk to Paul Bremer [the U.S. administrator] and tell him there must be a quota for women on the constitution-writing committee.' To see these two women — one Christian, one veiled — stand up and say, 'You have really helped us come out and have self-confidence and now we don't want to stop here, we want women on the constitution-writing committee' — that is real democracy-building. I don't think you can put them back in their place, at least I hope not. These councils are a natural arena for leaders to emerge from the people."

Oh yes, these councils have their crooks and power hogs, some of whom have already been purged by their colleagues. But even with their warts, they are providing Iraqis a forum for the kind of horizontal conversation — between Sunnis, Shiites, Turkmen, Christians and Kurds — that Saddam never allowed and must happen for any Iraqi democracy to have a solid base.

I also spoke the other day with Nasreen Barwari, Iraq's new, Harvard-trained minister of public works. She made it very clear to me that she and her colleagues want sovereignty as soon as they are really able to run things. But to those demanding early sovereignty in Iraq, as a precondition for helping, she said: "If you want me to be sovereign, come and help me reconstruct my country. ... Help me get ready quicker."

La reconstruction de l'Irak tarde à démarrer

Bagdad :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Quand il sort en ville, Hameed Abdul Hussein al-Ukaby s'assure que les poches de son nouveau costume sont suffisamment remplies de cartes de visite. Costume cravate tiré à quatre épingles, cet entrepreneur de Bagdad est le directeur de la « ligue des businessmen en Irak ». « C'est le moment de faire des rencontres, de foncer pour trouver de nouveaux partenaires », s'enthousiasme-t-il en souriant. Hameed Abdul Hussein al-Ukaby aime comparer l'Irak à « un vaste désert » : « Plus vous lui donnez de l'eau, plus il en a besoin », dit-il. Autrement dit : le terrain est vierge et tous les nouveaux projets sont les bienvenus. « Sous Saddam Hussein, l'industrie et le commerce sont restés cantonnés au petit cercle de sa famille. Avec la corruption et le clientélisme, les businessmen n'avaient pas de

marrent à zéro. Ils n'ont rien à perdre et tout à gagner », remarque l'homme d'affaires irakien. « Il y a tellement de domaines à exploiter en Irak pour relancer l'économie : le pétrole bien sûr, mais aussi le phosphate et l'agriculture. »

Pourtant, avant d'imaginer un Irak prospère, ce sont toutes les infrastructures du pays qu'il faut reconstruire. Des bâtiments hébergeant les ministères, il ne reste que des carcasses carbonisées, éven-

trées par des tirs de missiles américains... à l'exception de celui du Pétrole, que les forces de la coalition sont chargées de protéger. A la chute du régime, les grandes usines ont été dévastées par les pillards. Quant aux sabotages répétés d'oléoducs et de lignes électriques, attribués à la résistance anti-américaine, ils rendent la tâche encore plus difficile.

La reconstruction : c'est le défi que se sont lancé les 25 nouveaux ministres de l'après-guerre, qui resteront en poste jusqu'aux futures élections. « Elle prendra du temps », reconnaît Ayham Same-

raei, le ministre en charge du portefeuille de l'électricité. Depuis sa nomination, à la fin de l'été, il a obtenu l'accord des Turcs et des Syriens pour qu'ils exportent de l'électricité en Irak. Un petit coup de pouce symbolique. Pour l'heure, le tout nouveau ministre ne peut promettre plus de douze heures de courant par jour, y compris à Bagdad. « Mon objectif, c'est de garantir de l'électricité à tout le monde d'ici deux à trois ans, mais j'ai besoin de 20 milliards de dollars. »

Le mois dernier, l'Administration Bush a demandé au Congrès de débloquer 87 milliards de dollars. Même si l'offre est acceptée, cela ne suffira jamais à combler les besoins irakiens. Restent les capitaux privés. Pour l'heure, le gâteau de la reconstruction a été confié à des centaines d'entreprises, pour la plupart américaines. La compagnie californienne Bechtel s'est ainsi vu offrir, entre autres, la reconstruction de plus de 1 000 écoles à travers le pays et de certaines infrastructures électriques. Francis Canavan, le porte-parole de Bechtel à Bagdad,

remarque : « Le côté positif, c'est que nous créons de la main-d'œuvre en sous-traitant avec des entreprises irakiennes. La reconstruction des écoles nous a permis d'embaucher 27 000 Irakiens. »

Mais déjà les voix s'élèvent. « Je ne comprends pas pourquoi ce sont les entreprises américaines qui ont le quasi-monopole. Il devrait y avoir plus de place pour les Européens, et pour les Irakiens aussi », s'insurge le directeur de la « ligue ». S'exprimant devant un parterre de financiers privés, lors d'une conférence

spéciale organisée en marge des réunions de la Banque mondiale à Dubaï par l'International Financial Institute (IFI), Kamel al-Gailani, le nouveau ministre irakien des Finances, a annoncé une série de réformes très libérales, encourageant l'introduction de capitaux étrangers.

Projet inédit : la possibilité offerte aux investisseurs étrangers de posséder jusqu'à 100 % des entreprises dans lesquelles ils interviendront, quels que soient les secteurs. A l'exception toutefois des ressources naturelles. Ambitieux, Kamel al-Gailani espère recueillir des engagements financiers de l'ordre de 70 milliards de dollars à la Conférence des donateurs, qui doit se tenir les 23 et 24 octobre à Madrid.

Les investisseurs sont frileux. La Banque mondiale elle-même reconnaît qu'il est difficile d'aider l'Irak tant que la situation politique et institutionnelle n'est pas éclaircie. « Tant que la sécurité ne sera pas garantie, pas de véritable business », assure Yahya Gani al-Najar, professeur à la faculté d'économie de Bagdad. Depuis le début du mois d'août, la multiplication des attaques anti-américaines et des attentats contre les « collaborateurs » de la coalition ont plongé l'Irak dans une situation semi-chaotique. D'après Richard Galustian, conseiller en sécurité, « il est prématuré de songer à venir faire des affaires en Irak ».

Les routes ne sont pas sûres, les réseaux terroristes augmentent leurs activités et il faut rappeler que, sur 10 000 lance-missiles (SAM : Surface to Air Missile) recensés en

Irak, seulement 2 000 ont été trouvés. Les entreprises américaines déjà implantées en Irak ont toutes souscrit aux services de l'une des vingt compagnies étrangères de sécurité qui proposent leurs services dans le pays. Elles vendent au prix fort de la « protection vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».



Un soldat américain monte la garde devant une centrale électrique de Bagdad en avril dernier. Actuellement, les autorités locales ne peuvent garantir plus de douze heures de courant par jour. (Photo Dusan Vranic/AP.)

L'insécurité croissante torpille les espoirs des rares entrepreneurs irakiens restés au pays. « Avec l'augmentation des vols et des crimes, je réduis mes déplacements et je ne viens au bureau que le matin. Quant aux clients, ils se font de plus en plus rares », raconte Abdoul Muhsin Shanshal, un commerçant irakien. Installé dans une rue peu fréquentée du quartier Karada, en plein Bagdad, Hashem Mohammad, un jeune vendeur de cigarettes, raconte qu'il garde la clef sur la porte, même quand il est dans sa boutique : « La semaine dernière, des voleurs sont entrés en plein jour et m'ont forcé à leur donner des boîtes de cigares. » « Sous Saddam Hussein, je restais ouvert jusqu'à 2 heures du matin, sans le moindre risque. Aujourd'hui, je ferme à 18 heures maximum », soupire le jeune homme moustachu. « Je ne dis pas que je regrette l'ancien régime, mais j'ai du mal à être optimiste », conclut Hashem Mohammad.

Un chantier à 35,6 milliards de dollars

► Besoins de reconstruction par secteur en Irak, en millions de dollars	2004	2005-07	Total
• Administration locale	101	212	313
• Santé, éducation, emploi	1 880	5 310	7 190
Education : primaire, secondaire et supérieure	1 005	3 800	4 805
Santé	508	1 100	1 600
Emploi	375	410	785
• Infrastructure	5 836	18 368	24 204
Transport et télécommunications	1 043	2 366	3 409
Eau, système sanitaire, déchets	1 881	4 961	6 842
Electricité	2 377	9 745	12 122
Urbanisme	110	303	413
Logement et aménagement du territoire	425	993	1 418
• Agriculture et eau	1 230	1 797	3 027
Investissement dans l'agriculture	1 230	1 797	3 027
• Développement du secteur privé	145	476	621
Entreprises d'Etat	30	170	200
Secteur financier	71	10	81
Investissement	44	296	340
• Déménagement	80	154	234
• Total	9 272	26 317	35 589

Un pays ravagé par les guerres mais potentiellement riche

Jean-Pierre Robin

LE FIGARO 14 OCTOBRE 2003

Six mois après la fin de la guerre, la plus grande confusion continue de régner sur le coût réel de la reconstruction du pays. A une semaine de la conférence de Madrid, qui doit réunir les 23 et 24 octobre les donateurs potentiels, le statut juridique d'une aide multilatérale octroyée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) n'a toujours pas été réglé.

L'enquête remise la semaine dernière par une équipe d'experts de la Banque mondiale et de l'ONU visait précisément à dresser un état de la situation pour les « donateurs », dont le premier cercle comprend officiellement les Emirats arabes unis, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon. Elle a porté sur « quatorze secteurs prioritaires », couvrant pratiquement l'ensemble des services collectifs, de la fourniture d'eau à l'éducation. Au total, la réfection des équipements, suite à « vingt ans de négligence et de dégradation de l'infrastructure, de l'environnement et des services sociaux du pays », selon l'étude, nécessiterait quelque 35,819 milliards sur les quatre années 2004-2007, dont 9,3 milliards la première année.

Cette évaluation a provoqué une réplique immédiate de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), sous commandement américain, expliquant que le rapport de 90 pages de la Banque mondiale et de l'ONU comportait des « lacunes ». L'Autorité provisoire a donc publié une liste complémentaire de ces besoins, qui s'élèvent à 19,4 milliards de dollars sur les deux prochaines années. Dont 5 milliards de dollars pour « la sécurité et la police » et 8 milliards pour le « secteur pétrolier ».

La divergence est donc moins une question de chiffrage que de définition même de ce qu'il faut entendre par « reconstruction ». Alors que la Banque mondiale s'intéresse aux équipements et aux infrastructures, les Américains raisonnent en termes de fonctionnement de services publics, régaliens ou non. La sécurité, la police, les droits de l'homme notamment,

constituent autant de lignes de crédits dans la liste supplémentaire présentée par la CPA. Cette dernière a réagi d'autant plus vite que la demande de rallonge budgétaire présentée par George Bush au Congrès pour l'exercice 2003-2004 s'élève à 20,3 milliards de dollars au titre de la reconstruction (sur un total de 86,9 milliards de dollars englobant le financement des forces armées américaines en Afghanistan et en Irak).

Plus délicat encore, la conférence de Madrid ne pourra éluder le problème juridique du gouvernement provisoire irakien. Certes, chacun des donateurs, y compris la Russie qui a annoncé qu'elle participerait en tant qu'observateur, peut s'engager comme bon lui semble. La Commission européenne a même devancé tout le monde en promettant qu'elle déblocquerait 200 millions d'euros pris sur le budget communautaire 2004. En revanche, les organisations financières multilatérales, Banque mondiale et FMI, ne peuvent traiter avec l'Irak tant que la résolution de l'ONU n'a pas été votée. Pas question d'engager des crédits de la

communauté internationale avant une reconnaissance officielle du gouvernement irakien. Sans compter que la Banque mondiale pilotera, comme il est d'usage en matière de « reconstruction postconflit », le Fonds multilatéral de donateurs, qui sera placé sous son égide et celui de l'ONU.

Une fois franchi cet obstacle juridique, et c'est un préalable incontournable, une autre question se posera alors, comme le signale un diplomate français : « L'Irak ne peut être considéré comme appartenant aux pays à très bas revenus. Dans ces conditions, Bagdad ne peut recevoir des dons de la communauté internationale, mais seulement des prêts conditionnels de la part des institutions financières multinationales. »

La Banque mondiale s'efforce de trouver actuellement une réponse à cette question d'apparence technique. Le rapport de ses experts sur les « quatorze priorités » s'est, à dessein, montré imprécis dans son estimation du niveau de richesse économique de l'Irak. Il souligne que le revenu par habitant « qui dépassait les 3 600 dol-

lars au début des années 80 a drastiquement chuté entre 770 et 1 020 dollars en 2001 » et qu'il a poursuivi sa baisse dans les années suivantes. Assez pour recevoir des dons ?

La distinction entre prêts et dons a des prolongements politiques et financiers considé-

rables. Outre-Atlantique elle divise les Républicains eux-mêmes dans le débat budgétaire. Le sénateur John McCain considère par exemple que la transformation des dons en prêts garantis sur les réserves pétrolières donnerait raison à ceux qui accusent Wa-

shington d'avoir envahi l'Irak pour ses richesses naturelles. Argument supplémentaire, ce serait, toujours selon McCain, un encouragement pour les créanciers actuels à l'Irak, comme la France, la Russie ou l'Arabie saoudite, pour refuser d'effacer les dettes accumulées

sous le régime de Sâdâm Hussein. Or il s'agit là d'une vieille revendication américaine, aujourd'hui en veilleuse, mais qui est toujours prête à ressurgir pour compliquer un peu plus le financement de la reconstruction.

Facture salée pour le contribuable américain

Washington :
Pierre-Yves Dugua

La facture de la reconstruction de l'Irak ne cesse d'augmenter. Quoi qu'il ressorte de la conférence de Madrid des 23 et 24 octobre sur le financement international de cet effort, c'est très vraisemblablement le contribuable américain qui paiera l'essentiel. L'Administration Bush évalue entre 50 et 75 milliards de dollars le total des besoins de reconstruction de l'Irak.

Elle compte sur les dons de pays européens, de riches pays arabes, sur l'aide du Japon et sur des prêts d'agences multilatérales comme la Banque mondiale pour l'aider à payer cette facture. Dans son budget 2003, le gouvernement américain avait alloué 2,5 milliards de dollars à l'aide humanitaire et à la reconstruction de l'Irak. Cette somme était supposée suffire jusqu'en 2005. Or aujourd'hui, Bush demande au Congrès l'octroi de 20,3 milliards de dollars de crédits supplémentaires, dépen- sables au cours des douze à quinze prochains mois.

Cette enveloppe fait partie d'un « paquet d'urgence » de 87 milliards de dollars, qui comprend 66 milliards de dollars de dépenses militaires pour couvrir l'effort américain en Irak et accessoirement en Afghanistan. De ces 87 milliards, 50 à 60 milliards sont appelés à être dépensés au cours de l'exercice fiscal 2004 qui a commencé le 1^{er} octobre.

La minorité démocrate du Congrès dénonce les « erreurs grossières de planification » de Bush. Il est difficile d'expliquer à l'Américain moyen qu'il est indispensable de dépenser 87 milliards de dollars en Irak, une somme qui dépasse le budget fédéral combiné de l'éducation et de la construction des routes aux Etats-Unis. D'autres comparaisons sont encore politiquement plus embarrassantes. Et les Républicains, pourtant désireux d'aider la Maison-Blanche, sont également choqués des montants demandés par leur président. Alors que le nord-est des Etats-Unis est encore sous le coup de longues coupures d'électricité, d'abord accidentelles

en août puis provoquées par l'ouragan Isabel en septembre, la Maison-Blanche souhaite, par exemple, consacrer 5,7 milliards de dollars à la modernisation du réseau électrique irakien, à la réhabilitation et à la construction de nouvelles centrales électriques et de réseaux de distribution. Les Démocrates observent que l'Oncle Sam s'apprête à dépenser 255 dollars pour chaque Irakien en matière de génération électrique, alors qu'il ne consacrerait que 71 cents par Américain à cette même fin aux Etats-Unis...

L'enveloppe de 20 milliards de dollars comprend 5,1 milliards de dollars pour des dépenses de sécurité, en particulier sur la formation de personnel de surveillance de l'infrastructure, 4,6 milliards pour des travaux publics, notamment d'approvisionnement en eau, 2,8 milliards à d'autres projets publics et 2,1 milliards à la réhabilitation et à la modernisation du secteur pétrolier. Sur ce dernier point, la déception des élus du Congrès est forte. Le Pentagone avait promis il y a des mois que l'Irak, riche en pétrole, aurait les moyens d'autofinancer assez rapidement son développement.

Nombre de Démocrates, rejoints par certains Républicains, poussent toutefois l'idée de prêts à la reconstruction de l'Irak au lieu des dons proposés par la Maison-Blanche. L'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, écarte à court terme l'idée de prêts remboursables lorsque les exportations pétrolières auront atteint un niveau suffisant. Ecrasée sous le poids de 200 milliards de dollars de dettes, l'Irak n'aura même pas les moyens de financer lui-même les simples dépenses de fonctionnement de son gouvernement embryonnaire avant plusieurs mois, estime M. Bremer. A ce jour, le pays produit 1,9 million de barils de brut par jour, presque autant qu'avant la guerre.

L'objectif américain est d'investir très vite dans l'infrastructure pétrolière irakienne pour permettre d'atteindre 3 millions de barils par jour d'ici à l'été 2004. Des estimations conservatrices placent à 12 milliards de dollars par an les revenus pétroliers irakiens en 2004. Le leader républicain de la commission de l'énergie du Sénat souhaite tout de même qu'à l'horizon 2009 une portion marginale des revenus pétroliers irakiens puisse rembourser une fraction de l'aide des bienfaiteurs de Bagdad.

LE FIGARO économie MARDI 14 OCTOBRE 2003

L'aumône de l'Europe

Bruxelles :
Alexandrine Bouilhet

L'Europe avance à reculons dans la reconstruction de l'Irak. Invitée à faire des propositions financières lors de la Conférence des donateurs, qui se tiendra à Madrid les 23 et 24 octobre, l'Union européenne ne proposera pas plus de 200 millions d'euros pour la reconstruction en 2003 et 2004, comme elle l'a confirmé hier à Luxembourg. Une somme très faible au re-

gard des besoins, chiffrés par Washington à 20 milliards de dollars pour les douze prochains mois. Le Parlement européen estime que l'Union devrait se montrer plus généreuse en proposant au moins 500 millions d'euros. « On peut toujours dire que 200 millions, c'est trop ou pas assez, reconnaît le commissaire européen aux Relations extérieures, Chris Patten, mais, compte tenu de nos contraintes budgétaires, c'est une proposition réaliste. » Prélèvement sur le budget communautaire, cette enveloppe de 200 millions s'ajoutera, au titre de

l'aide humanitaire d'urgence, un total de 830 millions d'euros, dont 100 déjà déboursés par Bruxelles.

Satisfaits de la proposition de la Commission, les Etats membres comptent se retrancher derrière cette aide symbolique pour limiter au minimum leurs contributions nationales. La France et l'Allemagne envisageraient de ne rien donner au-delà de l'enveloppe commune. En revanche, la Grande-Bretagne devrait accorder 375 millions d'euros sur deux ans.

« Par le biais communautaire, la France accordera 38 millions d'euros, ce qui n'est déjà pas si mal », estime un diplomate français. Cette réticence à payer n'est pas sans arrière-pensées politiques. L'Union estime qu'un engagement plus sérieux en faveur de la

reconstruction reviendrait à cautionner l'occupation anglo-américaine sur le terrain. Si elle a renoncé au vote d'une nouvelle résolution de l'ONU, l'Europe exige des Américains des garanties de sécurité suffisantes, et surtout, une passation de pouvoir « rapide » aux Irakiens. La Commission a aussi insisté pour mettre en place des « comptes séparés », afin que les fonds européens pour l'Irak ne soient pas gérés par la Réserve fédérale américaine - comme c'est actuellement le cas - mais par la Banque mondiale et le FMI. Les premières équipes européennes d'aide à la reconstruction ne seront pas déployées tant que ces conditions ne seront pas réunies.

MOYEN-ORIENT *Tout le pouvoir financier reste aux mains des Américains*

Le nouveau dinar irakien arrive mais sous haute surveillance

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Renaud Girard

Hier matin, le quartier à la fois résidentiel et commerçant de Karada présentait une apparence de normalité. Cela changeait agréablement de la nuit, pendant laquelle un long échange de rafales d'armes automatiques avait réveillé la population une heure après le début du couvre-feu de minuit.

Devant le siège de la Rafidain Bank, un immeuble de deux étages des années 60 fraîchement repeint en blanc, une vingtaine de personnes faisait sagement la queue. Les femmes, toutes voilées, sur une ligne, et les hommes, pour la plupart des quinquagénaires bedonnants et moustachus, sur une autre. Tous, ménagères comme boutiquiers, portaient de gros sacs de billets sur lesquels l'on pouvait reconnaître le visage souriant et serein de Saddam Hussein.

C'était le premier jour ouvert au public pour changer ses billets imprimés à l'effigie de l'ancien raïs, lesquels seront démonétisés le 15 janvier prochain.

250 établissements bancaires avaient été choisis par la Banque centrale pour opérer cet échange. La somme maximum pour un échange était de 5 millions de dinars, soit environ 2 500 euros.

La matinée s'est écoulée sans incident devant la Rafidain Bank. Pas le moindre bruit d'explosion de voiture piégée, de courses-poursuites, ni de rafales de kalachnikov. Même les hélicoptères américains s'étaient tus dans le ciel. Le seul moment un peu moins morne fut offert par l'initiative d'un capitaine de l'US Army, dont le char Bradley était garé devant la banque. Un grand Noir, très costaud, dont le gilet pare-balles devait être au moins du XXL. Le pistolet à la main, mais le sourire toujours



Six nouvelles coupures, de 50, 250, 1 000, 5 000 et 25 000 dinars, remplacent les billets à l'effigie de l'ancien dictateur. (DR.)

aux lèvres, l'officier américain alla expliquer aux gardes de sécurité irakiens - quatre silhouettes fluettes - que ce n'était pas en restant groupés, assis sur un muret pour papoter, qu'ils protégeraient efficacement le bâtiment. L'Américain leur exposa qu'il ne serait pas toujours là et que les Irakiens devaient prendre leurs responsabilités en main. Vaste programme, valable pour tous les secteurs d'activité dans l'Irak occupé...

Le gouverneur adjoint de la Banque centrale, Ahmed Salmane Mohamed, a refusé de préciser le nombre de billets qui ont été imprimés. Il a indiqué que la banque centrale possédait suffisamment de nouveaux dinars pour remplacer les anciens et « garder une réserve pour deux ans ».

Six nouvelles coupures, de 50, 250, 1 000, 5 000 et 25 000 dinars, remplacent désormais les anciens billets. « Ce sera une monnaie unifiée pour un Irak unifié », a dé-

claré M. Mohamed lors d'une conférence de presse au siège de la Banque centrale, placé sous haute surveillance. M. Mohamed n'a pas précisé l'endroit où ont été imprimés les nouveaux billets, mais a indiqué qu'ils avaient été conçus en tenant compte des procédés les plus modernes devant empêcher leur falsification : fil dans le billet, filigranes, signes à l'encre variant en fonction de l'angle de vue et « autres spécifications invisibles ».

L'administrateur civil américain de l'Irak, Paul Bremer, avait annoncé en juillet que les nouveaux billets remplaceraient le dinar irakien utilisé depuis 1991, lorsque les sanctions internationales imposées à l'Irak après son invasion du Koweït avaient forcé Bagdad à recourir à des compagnies locales pour imprimer la monnaie. La monnaie utilisée avant 1991 - connue sous le nom de « dinar suisse » bien que les billets aient été imprimés en Grande-Bretagne - circule toujours dans les régions kurdes au nord de l'Irak, celles qui

avaient échappé au contrôle de Saddam Hussein après la guerre du Golfe.

La nouvelle monnaie aura la même valeur que les « dinars Saddam » circulant actuellement, mais un « dinar suisse » vaudra 150 nouveaux dinars. Le nouveau dinar sera « convertible en dollars et autres devises étrangères ». Un dollar s'échange actuellement à Bagdad contre 2 050 dinars.

L'élimination des billets à l'effigie de l'ancien dictateur est surtout symbolique. Elle ne signifie bien sûr pas que l'Irak ait recouvré l'indépendance de sa politique monétaire. Tout le pouvoir financier est encore aux mains des Américains. Les structures irakiennes nouvelles (comme la police) sont financées par l'argent que détenait Bagdad au titre du programme pétrole contre nourriture, institué par l'ONU. La deuxième source des financements publics irakiens provient des comptes qui avaient été gelés après l'invasion du Koweït en août 1990.

U.S. draws criticism that new Iraq resolution isn't new enough

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Secretary General Kofi Annan of the United Nations said Tuesday that a new U.S. draft resolution on Iraq did "not represent a major shift" from an earlier version. Instead, he said, it leaves in place an approach that would bring full Iraqi sovereignty only at the end of a long process.

While some Security Council members said they saw the latest version of the resolution, first circulated over the weekend, as an improvement over two earlier drafts, France, Germany and Russia said they would propose further changes to enlarge the UN role in Iraq, raise the profile of an interim government and set a timetable for transfer of authority.

The U.S. draft "goes in the right direction but does not go very far," said a French diplomat who asked not to be named. "In order to have real change on the ground, more change is necessary."

But Scott McClellan, the White House spokesman, said that "this new draft further defines the vital role of the UN and addresses some of the concerns that some expressed about sovereignty."

McClellan said that the draft might be formally introduced in the Security Council within hours, and Richard Grenell, a U.S. spokesman at the UN, said that council members were being asked to be ready for a vote as soon as Wednesday.

A vote so early, however, appeared problematic. France, Germany and Russia said that they would offer amendments. U.S. officials, meantime, indicat-

ed that they would resist major changes.

The new resolution is expected to get the nine Security Council votes needed for passage, and none of the five perma-

France, Germany and Russia plan to offer amendments.

nent members of the 15-member panel has threatened a veto.

But the United States, Annan and others have said that a narrow yes vote — particularly if major countries like France, Germany, Russia and China abstained — would lessen the utility of a new resolution, which Washington has hoped will encourage other countries to contribute troops and financial aid to Iraq.

Annan, who has pressed the United States to plan a quick handover of power, said that he was "grateful" that Washington had reflected some of his concerns in the new text, giving him leeway to take certain steps in Iraq "as circumstances permit."

He has sharply reduced the UN presence there after violence that killed several UN employees, but promised Tuesday to find a way to implement a new resolution.

Annan noted, however, that the U.S. proposal would still follow a sequence — writing a constitution, holding democratic elections, then handing over power — that would leave the U.S.-led coalition forces as the occupying

and governing power until its end.

And, he noted, "I am on the record as stating that as long as there's an occupation, the resistance will grow."

The draft resolution, co-sponsored by Britain and Spain, includes a phrase that describes the U.S.-appointed Iraqi Governing Council and its ministers as "the principal bodies of the Iraqi interim administration, which will embody the sovereignty of the state of Iraq during the transitional period."

Asked by a reporter as he arrived at the United Nations what that phrase meant to him, Annan replied that "it's a nice phrase, but the resolution also says that the occupying power is the authority and is the government."

"So in my judgment," he added, "the occupying power is the government, will remain the government whether this resolution is passed or not, until such time that power is fully handed over."

Other diplomats said that it was difficult to see how Iraqi officials could "embody sovereignty" while Americans retained military control and ultimate political authority in the country.

"That is a contradiction," said Ahmad, head of Iraq's mission to the UN, told Bloomberg News. "If the Governing Council assumes sovereignty, it should mean it is a government with full authority. If not, it is not sovereign." Ambassador Wang Guangye of China also said that the resolution contained a "contradiction" on sovereignty.

Washington wants the resolution to pass before a major donors' conference for Iraq opens Oct. 23 in Madrid.

International Herald Tribune

International Herald Tribune
Wednesday, October 15, 2003

Stockpiles used in Iraq attacks Unguarded depots supply U.S. enemies

By Raymond Bonner

BAGHDAD: The two most recent suicide bombings here and virtually every other attack on American soldiers and Iraqis were carried out with explosives and matériel taken from Saddam Hussein's former weapons dumps, which are much larger than previously estimated and remain, for the most part, unguarded by U.S. troops, according to

allied officials.

The problem of uncounted and unguarded weapons sites is considerably greater than has previously been stated, a senior allied official said.

The U.S. military now says that Iraq's army had nearly a million tons of weapons and ammunition, as opposed to the as much as 650,000 tons that General John Abizaid, the senior American commander in the Gulf region, estimated only two weeks ago.

In separate interviews, the officials, civilian and military and from different countries, expressed concern about the potential of attackers with access to the weapons dumps to nurture violence and insecurity.

The officials said they were receiving intelligence about the attacks — who is carrying them out and where they are getting their munitions — from a variety of sources.

Among the most fruitful, they said, have been would-be bombers who were stopped before carrying out their missions.

The officials were deliberately vague about how many attacks had been thwarted, for fear of alarming an already jumpy populace here. But one of them said several car bombings had been prevented in recent weeks, suggesting that the number was more than just a handful.

Officials also say that Saddam stockpiled at least 5,000 shoulder-fired missiles, and that less than a third of those have been recovered. They fear that many have been smuggled out of the country and have fallen into the hands of terrorist organizations.

There are not enough American soldiers in Iraq to do the job of finding the weapons and securing them until they can be destroyed, the officials said. A private American company, Raytheon, has been awarded a contract to destroy the weapons, but it will not begin work until December, one official said.

"There are more sites than we can guard," an allied official said. "We are destroying them as fast as we can, but we

are finding more and more every day."

One of the largest sites in the country, covering more than 25 square kilometers, or 10 square miles, is near Al Musaiyib, 32 kilometers south of Baghdad, and is still not adequately guarded, an official said this week.

Last month, the army began patrols of the site, and helicopters fly over occasionally. But it is not guarded around the clock, and officials say they believe that weapons and munitions are still being removed — and probably being used in devices that are killing Americans and Iraqis.

The suicide bomb attacks, including two earlier ones on the United Nations and a shrine in Najaf, appear to be the

work of various groups, allied officials said. While emphasizing that they have only a sketchy understanding of the murky world in which the groups operate, officials theorize that the groups may be competing to prove to potential foreign backers that they are capable of carrying out terrorist operations.

A few weeks ago, one man was caught coming into Iraq carrying more than \$500,000 in cash destined for a group that was carrying out terrorist attacks against U.S. forces, an official said. He declined to provide any more details.

Intelligence agencies have also picked up conversations between Wahhabi Muslims from Saudi Arabia and Iraqi Baathists loyal to Saddam. That

has surprised the officials, because the Wahhabis are highly conservative fundamentalist Sunni Muslims, while the Baathists are moderate Sunnis who until recent years encouraged secularism.

Officials also are investigating whether Muqtada al-Sadr, a radical, anti-U.S. Shiite Muslim cleric, was responsible for the car bombing at the Baghdad Hotel on Sunday, two officials said.

Any involvement by al-Sadr in the bombing would represent a significant development in the challenge facing the United States and its allies. Until now it was thought that most of the attacks were carried out by Sunnis loyal to Saddam.

The New York Times

The Iraqi weapons puzzle

Now that David Kay's interim report on the search for weapons of mass destruction has deflated the Bush administration's claims about Iraq's chemical and nuclear weapons programs, the administration and Kay have turned instead to emphasizing the threat posed by Iraq's biological and missile programs. But the sketchy evidence cited publicly doesn't seem to depict any extraordinary threat — particularly not the kind of danger President George W. Bush depicted when he stressed the need for quick military action.

It is pretty clear that Iraq was attempting to develop ballistic missiles and cruise missiles with ranges exceeding the 90 miles, or 144 kilometers, allowed by UN strictures. A bigger question is whether that program was being contained by the work of UN weapons inspectors.

Investigators say they have recovered a test stand, engines and diagrams that were being used on the eve of the invasion in a program to convert an existing antiship missile into a cruise missile with a range of about 600 miles. Investigators have also found documents revealing high-level negotiations between Iraq and North Korea from December 1999 until last year for technology, machinery or equipment needed for a 780-mile-range surface-to-surface missile. Iraq actually advanced the Koreans \$10 million toward the purchase but never got the technology, apparently because the Koreans feared detection with all the scrutiny then focused on Iraq.

This is certainly one more reminder of the dangers of North Korea's weapons programs. But the evidence does not really support Kay's bold assertion that had the American invasion not disrupted things, the Iraqis would have produced missiles that could hit targets 600 miles away, like

Ankara or Cairo. Most of these Iraqi efforts occurred in the four years between the time UN inspectors left the country in late 1998 and returned in late 2002. But once the inspectors were back, their influence was particularly strong when it came to the missile program. One class of illegal missiles was already being destroyed.

Kay asserts that some of Iraq's missile work was going on under the noses of the inspectors. But he acknowledges that the Iraqis were so worried about being found out that they buried the test stand and engines that his team has now recovered. Equipment lying under tons of dirt does not pose a current threat. The fact that it was buried actually seems to support the argument that the missile programs may well have been contained by vigorous inspection, even without an invasion.

In the biological area, one administration claim seems farfetched. Kay reported, and Bush repeated, that the Iraqis had hidden a vial of live botulinum bacteria that could be used to produce biological weapons carrying large amounts of poison. Yet as Kay described it, the evidence came from an Iraqi scientist who said he had been asked in 1993 to hide multiple reference strains of biological organisms in his refrigerator.

Only one of those strains, the botulinum organism, was potentially relevant to biological weapons. It is hard to see how this cache, hidden so long ago for unclear reasons, is strong evidence of malign intent. Potentially more significant was the same scientist's contention that he had refused to hide a larger cache of anthrax germs, which Kay's team is now seeking to locate. That might plausibly be related to plans for restarting an anthrax weapons program. But it is hardly evidence of an immediate threat a decade later.

Kay had to back down from a claim that two mobile trailers found in Iraq were intended for making weapons. Now he says they were not well suited for that purpose. Both the president and Kay have focused instead on what they described as a clandestine laboratory network embedded in the Iraqi intelligence service.

These labs, some two dozen in all, were deemed suitable for biological and chemical research and were not reported to UN inspectors. But Kay's team has not yet determined what the labs were used for. At the least, he says, they provided a place where weapons-related expertise could be retained. If that is all they turn out to be, the find will simply confirm that Iraq intended to resume its work on illicit weapons in the future, not that it posed any immediate threat.

There is still a great deal of research needed before anyone can say flatly that Iraq did not have an active program for manufacturing weapons of mass destruction. But evidence seems to be pointing in a different direction than the one Kay and the administration are promoting. Senior Iraqi scientists have told investigators that the biological weapons program was dropped some time ago. Kay makes no mention of that in his statements.

If the administration wants Kay's findings to be treated with the seriousness they deserve, the investigators have to be much more forthcoming. Kay's brief unclassified version of his congressional testimony and his statements to the press are maddeningly short of specifics that would allow independent experts to evaluate the credibility of sources, the possibility of dissenting interpretations and the scale or stage of Iraq's efforts. That is unacceptable at a time when the fallibility of intelligence evaluations has become all too apparent.

Iraq's Shiite factions battle over mosques

Suicide bomb targets Turkish Embassy

By Alex Berenson and Ian Fisher

BAGHDAD: Factionalism among Iraq's Shiite Muslims erupted Tuesday in Karbala, a religious center about 80 kilometers south of here, while in Baghdad a suicide car bomb exploded outside the Turkish embassy, killing the bomber and wounding at least four people.

The bomb, the third here in six days, underscored the United States military's struggle to contain the guerrillas who strike every day at both U.S. troops and so-called soft targets like hotels and embassies.

The standoff at Karbala, which followed a deadly battle Monday night for control of two mosques there, revealed the growing tension between moderate Shiite clerics and Muqtada al-Sadr, a young and aggressive cleric who said Friday that he plans to set up his own government.

The battle at Karbala on Monday began when followers of al-Sadr attempted to take over two mosques, provoking a firefight with both the Iraqi police officers and paramilitary guards who patrol the shrines, spokesmen for the U.S. military and the occupying authorities said.

Some of the guards who opposed al-Sadr's forces may have been members of the Badr Brigade, a group that generally supports Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most powerful Shiite cleric in Iraq. Sistani has generally taken a moderate stance toward the occupation, asking his followers to remain patient while Iraqis work to draft a constitution.

At least one person was killed in the battle and several others wounded, although an exact death toll was unavailable. The Iraqi police then asked for assistance from the Bulgarian, Polish, and Latin American soldiers who are posted around Karbala as part of the U.S.-led coalition, an U.S. spokesman said.

Together, the police and soldiers formed a cordon around the mosques in Karbala, preventing anyone from entering or leaving. By Tuesday morning, the situation had settled into a standoff, the U.S. military spokesman said.

United States troops detained several vehicles, including some buses, filled with supporters of al-Sadr who were driving from Baghdad to Karbala to reinforce his faction there. Reporters were prevented from entering the cordoned area, so his information could not be independently confirmed.

Meanwhile, just before 3 p.m. in Baghdad, a suicide car bomber blew himself up on a road in front of the Turkish Embassy. High walls protect the embassy compound, and a Turkish foreign ministry official reported that only one embassy employee and two Iraqi police officers were slightly wounded.

At least two other Iraqi civilians were also wounded slightly when their car was damaged in the explosion. A plan by the Turkish government to contribute 10,000 troops to the U.S.-led coalition in Iraq has stirred widespread anger among Iraqis, who worry that the Turks want to take control of the Kurdish regions of northern Iraq.

In addition, Turkey has built dams on the Tigris and Euphrates rivers, which are vital water sources for much of Iraq. The Turkish ministry official said Turkey presumes the bombing came in retaliation for Turkey's plan to send troops. The attack will not change that plan, he said.

In other news, someone turned in 167 Russian SA-7 surface-to-air missiles to the 101st Airborne Division in Mosul, the U.S. military said.

The U.S. military has been paying a bounty of \$500 for every missile it receives, but of the 5,000 thought to be unaccounted for, it had received only about 300 missiles in seven months.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 15, 2003

U.S. adviser endorses Syria strike

The Associated Press

JERUSALEM: Richard Perle, a key adviser to the Pentagon, said Tuesday that the recent Israeli attack on an alleged training camp for Palestinian militants in Syria was long overdue and that he would not rule out U.S. military action against the Arab state.

Perle, a close adviser to President George W. Bush and Defense Secretary Donald Rumsfeld, spoke at a Jerusalem conference of conservatives from the United States and Israel.

"President Bush transformed the American approach to terrorism on Sept. 11, 2001, when he said he will not distinguish between terrorists and the states who harbor them," Perle said.

"I was happy to see that Israel has

now taken a similar step in responding to acts of terror that originate in Lebanese territory by going to the rulers of Lebanon in Damascus."

Israel has said the training camp it targeted in an Oct. 5 airstrike was used by Islamic Jihad, a Palestinian militant group that had carried out a suicide bombing in the Israeli port city of Haifa two days earlier, killing 20 people.

Israel has accused Syria of allowing Palestinian militant groups to train and operate from its territory. The Israeli airstrike was the first attack on Syrian soil in three decades.

Perle said he hoped the airstrike reflected a new Israeli policy similar to the Bush doctrine.

"We have problems with the Syrians who continue to support terrorism. We have to find a way to get them to stop," Perle later told The Associated Press.

'We have problems with the Syrians who continue to support terrorism.'

Asked whether this would include possible U.S. military action against Syria, he said: "Everything's possible."

Perle said it would not be difficult to commit forces to Syria despite heavy U.S. troop commitments to Iraq and the Korean peninsula, along with a continued presence in areas such as the Balkans and Liberia.

"Syria is militarily very weak," he said.

Perle stepped down from his position as chairman of the Pentagon's Defense Policy Board this spring, following allegations that he had used his position with the Pentagon to further business deals in Singapore and the United States. He is still a member of the board.

Perle agreed with questioners from the floor that the U.S.-backed "road map" to peace between Israel and the Palestinians by 2005 had failed, but said that he supported the ideas Bush introduced in a speech on June 24, 2002.

In that speech, Bush outlined his vision for the creation of a Palestinian state alongside Israel and called for a change in Palestinian leadership.

Les Etats-Unis veulent rendre plus équitable l'accès au marché de la reconstruction de l'Irak

Une nouvelle agence supervisée par le Pentagone sera mise en place début novembre

LONDRES

de notre correspondant

A l'évidence, il s'en veut, John Shaw, sous-secrétaire adjoint américain à la défense, de n'avoir pas compris assez vite, d'avoir cédé aux pressions des maîtres d'œuvre américains, de ne pas avoir décelé plus tôt « l'inefficacité des structures et des procédures en place » d'octroi des contrats de sous-traitance pour la reconstruction, que personne vraiment ne comprend.

« Dans l'attribution des contrats, il existe un hiatus entre les impératifs, d'une part, de rapidité et, d'autre part, d'équité, d'ordre et de transparence. Les entreprises des pays opposés à la guerre ne seront pas exclues des appels d'offres. La compétition est ouverte à tous. La sélection se fait sur la capacité à réaliser les travaux et sur l'expérience », a-t-il déclaré au Monde en marge de la conférence « Doing Business in Irak » (faire des affaires en Irak), qui s'achève mardi 14 octobre.

La création d'une nouvelle agence pour la reconstruction de l'Irak, placée sous la supervision du Pentagone et qui doit être mise en place

début novembre à Bagdad, atteste cette volonté d'accélérer l'attribution des contrats de sous-traitance aux compagnies américaines. Dirigée par un amiral à la retraite, David Nash, cette entité, qui comptera une centaine de cadres, reprendra les responsabilités jusqu'à présent détenues dans ce domaine par l'Usaid, l'agence américaine pour le développement international.

MINI-PLAN MARSHALL

Interrogé sur les retards dans la remise sur pied des infrastructures, John Shaw fait son mea culpa quand on évoque la méconnaissance par la bureaucratie de Washington des procédures d'attribution des contrats en Europe, ainsi que l'opacité et la longueur du processus actuel de soumission d'offres, le manque de savoir-faire de l'Usaid dans ce type de chantier, l'insécurité et les sabotages, etc.

A l'écouter, parmi les solutions envisagées à Washington pour sortir de l'ornière figurerait le lancement d'un mini-plan Marshall pour l'Irak qui pourrait, par exemple, être confié au général d'origine libanaise

John Abizaid, chef du commandement central américain qui chapeaute les opérations en Irak.

La nouvelle agence permettra-t-elle de réduire le scepticisme des entreprises non américaines envers une participation à la reconstruction de l'Irak ? Le contraste est saisissant entre cette réunion feutrée de l'Olympia Conference Centre et l'effervescence du précédent rassemblement, organisé, le 23 mai, par le géant américain du bâtiment et des travaux publics Bechtel, dans un grand hôtel londonien.

Six cents entrepreneurs européens, sous-traitants potentiels spécialisés dans la remise sur pied des services publics, s'étaient alors déclarés intéressés par l'appel au partenariat. Aujourd'hui, une soixantaine d'hommes d'affaires participent au conclave organisé par l'US-Irak Business Alliance, une association pilotée par la chambre de commerce arabo-américaine. Pas de beau linge parmi des sponsors de second ordre, à l'instar d'une « junior » énergétique, d'une société d'aviation charter, d'un expert de la restauration collective et d'un groupe de

sécurité. Nulle trace, par ailleurs, des géants des services pétroliers, du bâtiment et des travaux publics parmi les exposants.

« De nouvelles lois permettront des investissements étrangers à 100 % dans tous les secteurs, sauf les ressources naturelles » : Raja Habib Al-Khouria, responsable de la santé au sein du Conseil de gouvernement transitoire irakien, a défendu la réforme très libérale de l'économie. A chaque question sur la tutelle américaine, la ministre a laissé répondre son homme de confiance, Rubar Sandi. Ce businessman américain d'origine kurde s'est contenté de reconnaître l'influence de « conseillers étrangers » sur l'engagement des nouvelles autorités irakiennes en faveur des privatisations non pétrolières.

Milliardaire, Rubar Sandi préside une banque d'investissement privée et possède le Bagdad Hotel, utilisé par du personnel de sécurité américain et cible d'un attentat-suicide à la voiture piégée, dimanche le 12 octobre, au cours duquel son frère a été grièvement blessé.

Marc Roche

Les Turcs entrent en jeu

Irak L'envoi programmé des troupes turques en territoire irakien suscite une levée de boucliers à Bagdad.

Inviter la Turquie en Irak, c'est faire entrer le loup dans la bergerie, s'exclament les détracteurs d'Ankara, les Kurdes irakiens au premier chef... Reste que la Turquie ne peut se désintéresser de l'instabilité persistante au-delà de sa frontière sud-est. Profitant du désordre consécutif à la guerre du Golfe en 1991, les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) s'étaient retranchés dans les montagnes irakiennes, s'en servant comme bases arrière. De 4 000 à 5 000 militants y sont toujours cantonnés, au grand dam d'Ankara, qui n'a de cesse

de les voir « neutralisés ».

La Turquie entend aussi garder un œil sur le Kurdistan irakien, dont elle craint que l'autonomie de fait ne se transforme en

indépendance. Certains cercles nationalistes n'hésitent d'ailleurs pas à instrumentaliser la minorité turcomane d'Irak pour torpiller toute velléité

séparatiste kurde en Irak.

Les Américains savent donc pertinemment qu'il faudra tenir les Turcs à l'écart des Kurdes. Il semble désormais acquis qu'un éventuel déploiement se fera le plus loin possible du Kurdistan. Mais les Turcs ne seront pas forcément mieux reçus ailleurs. Qu'ils soient chiites ou sunnites, les Arabes d'Irak ne regarderont pas d'un œil plus amène ce retour avec armes et bagages de l'ancienne puissance tutélaire ottomane, dont ils se sont affranchis en 1918. Premier avertissement : un attentat à la voiture-suicide contre l'ambassade de Turquie à Bagdad, le 14 octobre ■

Eric Biegala (à Istanbul)



L'armée turque prête à intervenir en Irak ■

Energy ■ By Mohammad Sahimi, Pirouz Mojtahed-Zadeh and Kaveh L. Afrasiabi

Iran needs nuclear power

LOS ANGELES

One often hears that Iran's real purpose for pursuing nuclear technology is to develop nuclear weapons and that with its huge oil and gas reserves it has no real need for nuclear energy. Even those who should know better claim that Iran, both now and in the foreseeable future, can easily meet its energy needs without recourse to nuclear sources. We would like to demonstrate that these claims lack substance.

First, it is important to bear in mind that Iran's nuclear history pre-dates the current Islamic government. It originated in the mid-1970's, when the Shah unveiled plans to purchase several nuclear reactors from Germany, France and the United States to generate electricity. With Washington's blessing, the Shah's government awarded a contract to a subsidiary of the German company Siemens to construct two 1,200-megawatt reactors at Bushehr.

At the time, the United States encouraged Iran to expand its non-oil energy base. A study by the Stanford Research Institute concluded that Iran would need, by the year 1990, an electrical capacity of about 20,000 megawatts. The first cadre of Iran's nuclear engineers was trained at the Massachusetts Institute of Technology. In recognition of Iran's energy needs, the final draft of the U.S.-Iran Nuclear Energy Agreement was signed in July 1978 — several months before the Islamic revolution. The agreement stipulated, among other things, American export of nuclear technology and material and help in searching for uranium deposits.

Second, Iran's present electrical requirements are far larger than had been predicted. With an annual growth of 6 percent to 8 percent in demand for electricity and a population estimated to reach 100 million by 2025, Iran cannot possibly rely exclusively on oil and gas. The aging oil industry, denied substantial

foreign investment largely because of American sanctions, has not been able even to reach the pre-revolution production level of 5.5 million barrels per day. Of Iran's 60 major oil fields, 57 need major repairs, upgrading and repressurizing, which would require \$40 billion over 15 years. Iran's current production level of 3.5 million barrels per day is increasingly geared toward domestic consumption, which has grown by more than 280 percent since 1979. If this trend continues, Iran will become a net oil importer by 2010, a catastrophe for a country that relies on oil for 80 percent of its foreign currency and 45 percent of its annual budget.

Third, opponents of Iran's nuclear program often argue that Iran should opt for the more economically efficient electricity from natural gas-fired power plants. Such arguments are also not valid. A recent study by two MIT professors indicated that the cost of producing electricity from gas (and oil) is comparable with what it costs to generate it using nuclear reactors — not to mention the adverse effects of carbon emissions or the need to preserve Iran's gas reserves to position Iran in 20 or 30 years as one of the main suppliers of gas to Europe and Asia.

Fourth, why should Iran deplete its nonrenewable oil and gas sources when it can, much like the energy-rich United States and Russia, resort to renewable nuclear energy? Nuclear reactors have their problems, and they will not resolve Iran's chronic shortage of electricity. Yet they represent an important first step in diversifying Iran's sources for energy.

Sadly, with their fear of an Iranian bomb, the United States and some of its Western allies have failed to acknowledge Iran's legitimate quest for nuclear energy, which is important for a meaningful dialogue with Tehran to deter it from expanding its

Why should Iran deplete its oil and gas sources when it can use nuclear energy?

nuclear technology to bomb making.

A small corrective step has been taken by France, England and Germany, whose foreign ministers recently dispatched a letter to Iran promising technical cooperation with Iran's civil nuclear program in exchange for full nuclear transparency. This is wiser than the coercive approach by the United States, which seeks to dispossess Iran of nuclear know-how altogether, and is blind to Iran's energy and security worries.

Mohammad Sahimi is a professor of chemical and petroleum engineering at the University of Southern California in Los Angeles. Pirouz Mojtahed-Zadeh is professor of political geography and geopolitics at the Tarbiat Modares university of Tehran and chairman of the Urosec Research Foundation in London. Kaveh L. Afrasiabi is professor of Middle East politics at Chapman University.

Herald INTERNATIONAL Tribune
October 14, 2003

Military intervention would be ridiculous, says foreign minister, denouncing policy of forcible regime change

France warns against Iran action

Simon Tisdall and Ewen MacAskill

The US pursuit of forcible regime change is not a viable or safe policy in the dangerous world that exists after September 11, the French foreign minister, Dominique de Villepin, said in an interview with the Guardian.

In a wide-ranging critique of US policy in the Middle East and beyond, Mr De Villepin said that any military action against Iran over its alleged nuclear weapons would be "absolutely ridiculous".

He also said that, in spite of

Thursday's UN security council resolution giving the US-British force in Iraq a mandate, "the conditions for real progress on the reconstruction of Iraq are not complied with today".

"Reconstruction has to have a partner, you have to have real sovereignty in Iraq if you

want to have the Iraqi people working with you."

Mr De Villepin declined to commit France to providing reconstruction assistance at next week's donors' conference in Madrid, in spite of urgings to do so from Washington.

While emphasising France's desire to patch up relations

with the US and to work with it on a range of international issues, the foreign minister also questioned Israel's US-backed security policies. He said Europe should play a vital role in advancing the peace process, not least because of Europe's close trade and aid links with both sides.

"I think that Israeli policy during the past months and years shows clearly that if you are going to imagine that you are going to imagine that only through security you are going to find solutions, you are mistaken...."

"We think that using force, on the contrary, is going to ... give

new reasons to some people [like al-Qaida] to oppose us."

Mr De Villepin sketched out a French vision of a radically different approach to foreign policy in which differences of culture, society and religion should be weighed alongside questions of security.

"Regime change can not be a policy on its own in today's world," he said. "You have to be respectful of sovereignty."

"Of course, there are very difficult situations when human rights are concerned ... we have known that in Kosovo. So in rare situations, we have to address these kinds of problems

by military means. But you have to have the support of the international community ... If there is one country that imagines it can solve this matter alone, we are going to see more vengeance, more difficulties, more problems, and the world is going to be more unstable."

Mr De Villepin's remarks underline the continuing differences between France, which led European opposition to the Iraq war, and Washington and London.

During a brief visit to London this week, Mr De Villepin had lunch with the foreign secretary, Jack Straw, and recorded the prestigious Dibleby Lecture, which will be screened tomorrow on BBC1.

After his visit, it was announced that Mr De Villepin and Mr Straw and the German foreign minister, Joschka Fischer, are to visit Tehran on Monday to try to defuse the nuclear arms row. To the annoyance of the Bush administration, Britain, France and Germany have offered to supply civilian nuclear technology to Iran in return for its abandoning any ambition to seek nuclear weapons capability.

The Guardian October 18 2003

Washington attend un vote positif de l'ONU sur sa résolution irakienne remaniée

La Chine et la Russie devaient se rallier à ce texte, tandis que la France et l'Allemagne hésitaient

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Depuis plusieurs semaines, l'axe Paris-Berlin-Moscou paraissait moins solide. Il faut néanmoins imaginer le déplaisir des Français et des Allemands quand ils ont appris que l'ambassadeur russe à l'ONU négociait directement avec son homologue américain les termes de la résolution sur l'Irak en discussion devant le Conseil, alors que, la veille encore, les trois pays avaient déposé des amendements communs : conciliants, certes, à l'égard des Américains (à l'exception d'une demande de « calendrier » de retrait glissée dans le lot), mais, en tout cas, communs.

Le vote, qui avait été annoncé pour mercredi « à partir de 15 heures », avait déjà été reporté une première fois, puis une deuxième.

Vers 19 heures, les journalistes qui arpentaient les abords du Conseil ont vu arriver le représentant russe, Sergueï Lavrov. Il sortait, cette fois, d'une réunion du « groupe des Trois ». D'entrée, il a indiqué que la Russie n'était pas prête à voter le texte, bien que les dernières modifications introduites par les Etats-Unis soient satisfaisantes. Il était nécessaire au préalable que les trois dirigeants, Vladimir Poutine, Gerhard

Schröder et Jacques Chirac, se concertent, a-t-il dit. Compte tenu de l'heure avancée de la nuit en Europe, et du fait que le président russe était en route pour Kuala Lumpur, en Malaisie, où se tient le sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), la conversation ne pourrait pas se

face à ce rebondissement. Enfermé dans son bureau, l'ambassadeur américain, John Negroponte, a consulté Washington pour savoir si un report pouvait être accepté. Depuis le matin, l'attitude du Conseil était devenue « de plus en plus positive », à l'image de celle de la Chine, indiquait l'ambassadeur

la dynamique, analysait un diplomate, alors qu'il avait méthodiquement bâti ce qui se profilait comme un succès personnel, mettant dans sa poche les « petits » pays, trouvant une formule pour répondre aux soucis de Kofi Annan, soumettant un texte révisé où chacun pouvait trouver une attention personnelle, passant des dizaines de coups de fil – jusqu'à deux, encore mercredi, à Dominique de Villepin – sans pour autant lâcher sur l'essentiel ?

Finalement, le « risque » a été pris. L'ambassadeur américain a annoncé le report du vote à jeudi, 10 heures. Mais sans discussions préalables, a-t-il précisé, pour couper court à toute tentative d'obtenir des amendements à la cinquième version révisée, introduite quelques heures plus tôt.

Pékin et Moscou étant en principe acquis, seuls Berlin et Paris restaient dans l'indécision, tentant avant tout de préserver une position commune, quitte à noyer les désaccords derrière le souci de « l'unité du Conseil ». « Entre les deux, le rapport de forces a changé, relevait un diplomate du Conseil. L'Allemagne n'est plus le partenaire junior qu'elle était en janvier, lorsqu'elle est arrivée au Conseil. »

Du côté français, on imaginait mal s'abstenir dans la seule compagnie de la Syrie, d'autant que le texte ouvre la porte à une évolution, estime-t-on, même si l'on est loin du transfert immédiat de souveraineté préconisé par Jacques Chirac, le 22 septembre, dans le *New York Times*. « On peut ou s'abstenir ou voter oui, relevait le président français. Pour voter oui, il faudrait pour nous un horizon politique clair et un rôle-clé pour l'ONU. »

Corine Lesnes

Sanctions contre Damas en cours d'adoption

La Chambre américaine des représentants, à majorité républicaine, a adopté, mercredi 15 octobre, par 398 voix contre 4, un projet de législation prévoyant des sanctions contre la Syrie, accusée de soutenir le terrorisme. Le texte prévoit une interdiction des exportations et des investissements américains en Syrie, une réduction de la représentation diplomatique américaine à Damas et l'imposition de restrictions dans les déplacements des diplomates syriens aux Etats-Unis. Il prévoit aussi de contraindre Damas à mettre fin à l'occupation du Liban. Avant que cette législation puisse être signée par le président George Bush, le Sénat devra se prononcer, ce qui devrait intervenir dans les prochaines semaines.

D'autre part, l'armée américaine à Bagdad a affirmé avoir tué, mardi soir, plusieurs personnes qui s'étaient infiltrées en Irak depuis le territoire syrien. Damas a démenti. – (AFP.)

tenir avant jeudi matin. Une « téléconférence » entre les trois dirigeants devait avoir lieu à 6 heures (heure de New York). Le vote devait donc être reporté, expliquait-il.

Pendant une heure et demie, le Conseil a attendu que les Américains déterminent leur position

Wang Guangya.

Le Pakistan était acquis, même si son ambassadeur, Munir Akram, prenait soin de préciser que cela ne signifiait en aucun cas un accord d'Islamabad sur un envoi de troupes en Irak. La Russie négociait. Colin Powell pouvait-il prendre le « risque » de laisser passer

Les principaux points du texte soumis au Conseil de sécurité

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Voici les principaux points du texte qui devait être soumis au vote du Conseil de sécurité, jeudi 16 octobre. En préambule, il souhaite que « vienne rapidement » le jour où les Irakiens se gouverneront eux-mêmes. Il constate que la situation en Irak « s'est améliorée » mais continue de menacer la paix et la sécurité internationale et se place sous le chapitre VII de la Charte.

► **La Coalition reste puissance occupante.** Elle « exerce à titre temporaire les responsabilités, pouvoirs et obligations qui en découlent jusqu'à ce qu'un gouvernement représentatif internationalement reconnu soit mis en place par le peuple irakien ». Le texte l'engage à remettre « dès que possible » les pouvoirs gouvernementaux au peuple irakien, et la prie de rendre compte au Conseil de sécurité « des progrès réalisés ».

► **Souveraineté.** « Le conseil de gouvernement et ses ministres sont les principaux organes de l'administration provisoire irakienne, laquelle, sans préjudice de son évolution ultérieure, incarne la souveraineté de l'Etat irakien pendant la période intérimaire, jusqu'à ce qu'un gouvernement représentatif internationalement reconnu soit mis en place et assume les responsabilités de l'autorité ».

► **Constitution.** Le conseil de gouvernement est invité à communiquer au Conseil de sécurité « au plus tard le 15 décembre 2003, en coopération avec l'autorité et, si

les circonstances le permettent, le représentant spécial du secrétaire général, un calendrier et un programme aux fins de la rédaction d'une nouvelle Constitution pour l'Irak et de la tenue d'élections démocratiques conformément à cette Constitution ».

► **Rôle de l'ONU.** Le Conseil est résolu à ce que l'ONU « renforce son rôle crucial » en Irak, en « apportant des secours humanitaires », en favorisant le développement économique et « en concourant aux efforts visant à créer et rétablir les institutions nationales et locales nécessaires à un gouvernement représentatif ». Il demande à l'ONU de prêter ses « compétences uniques » pour la tenue de la conférence constitutionnelle.

► **Sécurité.** Le Conseil « autorise une force multinationale sous commandement unifié à prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer au maintien de la sécurité » en Irak. La mission de cette force sera réexaminée au bout d'un an au plus tard et son mandat devra expirer « au terme du processus politique ».

► **Financement.** Les institutions financières internationales sont invitées à faire bénéficier l'Irak de « toute la gamme de prêts et autres formes d'aide financière qu'elles offrent ». Les Etats membres sont invités à faire de « substantielles annonces de contribution » lors de la conférence de Madrid, les 23 et 24 octobre.

C. Ls

Iraqis force rethink on Turkish help

Coalition considers low-key role for Ankara's troops

Ewen MacAskill
Diplomatic editor

The US-British coalition in Iraq is running into problems over its attempt to bolster its forces with Turkish troops.

Washington and London have been forced to rethink by the level of hostility generated in Iraq by the prospect of troops from Turkey, a neighbour and detested former colonial power.

The crisis has also sparked a fresh round of in-fighting in Washington between the Pentagon and the state department.

Several options are being considered to try to minimise Iraqi anger.

One being floated is for Turkish troops to serve in Iraq but not in uniform, a proposal that is unlikely to go down well with the Turkish high command. Another is for the Turkish troops to be given tasks that would not involve highly visible frontline policing of the kind being carried out by US and British troops. Instead, they would be used to train the Iraqi army or as border guards.

Yet another is to halve the proposed number of Turkish troops, from the estimated 10,000 being suggested at present.

The Turkish parliament voted last week to send the troops, a move gratefully seized on by the US and British governments, who have had little success in obtaining troops from other countries for duties in Iraq. But the Iraqi governing council voted by 24 to 0 against the move.

It is understood that Paul Bremer, the US envoy to Iraq and head of the coalition in Baghdad, is sympathetic to the Iraqi governing council and favours minimising the role of Turkish forces.

Mr Bremer is from the state department, though until now has enjoyed the backing of the

Pentagon. But Paul Wolfowitz, the deputy US defence secretary, favours maximum involvement of Turkish troops.

The extent of the dilemma facing the US and British governments was underlined yesterday when the Iraqi Kurdish leader, Masoud Barzani, threatened to resign from the Iraq governing council if the Turkish troops arrive.

Turkey has a long history of suppression of the Kurds, including those in Iraq. Mr Barzani told Asharq al-Awsat newspaper: "The intervention of Turkish troops in Iraq will have dire consequences.

"Military involvement in Iraq by a neighbouring country will create a dangerous situation and lead to greater instability."

The urgent need for more troops to bolster US and British forces was underlined by the highest-ranking Briton in Iraq, Sir Jeremy Greenstock, who said Iraq's open borders must be blocked.

"I don't believe that having open borders or ammunition dumps around the country open to the world helps in damping down the use of violence on Iraqi territory. These gaps need to be plugged," he told journalists in London on a visit from Baghdad to brief Tony Blair on recent developments.

The US and British forces are worried about the extent of easy movement across the border not only of supporters of the former regime but of elements bent on mischief and supported by the Syrian and Iranian governments.

Sir Jeremy, until recently the British ambassador to the United Nations, said there was a need to redouble efforts on the security front.

"There is a security threat and challenge, particularly in Baghdad and in the 'Ba'athist triangle' north and west of Baghdad. I think it will go on for some time. You will be reporting bangs every few days in and around Baghdad."

He added: "That is not going to knock us off our stride... we have to redouble our efforts to meet that [threat]."

Security council backs Iraq force

Despite UN mandate, France and Germany unlikely to send troops

Ewen MacAskill and Ian Black in Brussels

The United Nations security council ended one of the most acrimonious diplomatic wrangles in recent years yesterday by voting to provide a UN mandate for the US-British force in Iraq.

France had been thought likely to abstain and Syria to vote against but in the end the vote was 15-0.

The US and Britain hailed the vote as a great achievement, but France and Germany only grudgingly gave their support.

The impact of the resolution is symbolic. In theory, it paves the way for other countries to send troops and money to Iraq to bolster the hard-pressed US and British forces. In reality, few countries will be prepared to do so until power is transferred from the US-British occupation force to the Iraqis.

The US president, George Bush, thanked the security council for passing the resolution. "A democratic Iraq will stand as an example to all the Middle East," he said. "We believe the Iraqi people will show that liberty is the hope and the right of every land."

The US secretary of state, Colin Powell, who lobbied hard for the resolution over the previous 24 hours, said: "We have come together to help the Iraqi people and put all of our differences of the past in the past."

Earlier this year, in the run-up to the war with Iraq, the US and Britain failed to win the support of France for a resolution that would have legitimised war against Iraq.

Relations between France and the US — and Britain — have been strained ever since.

France and Germany initially held out against this new resolution and pressed for a clear timetable for the transfer of power from the US and British forces to an elected Iraqi government.

But France and Germany found themselves outmanoeuvred. On Tuesday, the US managed to bring Russia and China round by agreeing to a small change in wording of the resolution that emphasised that sovereignty will eventually go to the Iraqis.

With so much left unresolved, western diplomats pre-

dict that a fresh resolution will be needed soon to set out a more detailed role for the UN in the political process in Iraq.

Yesterday's resolution demands that the Iraqi governing council, the transitional body that represents Iraqis, set out by December 15 a timetable for the transfer of power from the US and Britain to an elected Iraqi government. But the resolution itself contains no timetable.

The US and British governments insist they will hand over power as soon as they can. The most senior British diplomat in Iraq, Sir Jeremy Greenstock, said yesterday he expected power to be handed over by the end of next year.

Jack Straw, the foreign secretary, said last night he was more optimistic about getting bigger cash pledges at next week's Iraqi donors conference in Madrid.

But Germany and France made clear that support for the revised UN text did not mean a more generous approach at the conference.

"We think that conditions today are not there for mate-

rial or military aid," said French foreign minister, Dominique de Villepin. Gerhard Schröder, the German chancellor, called the resolution "an important step in the right direction".

France is expected to refuse to send any troops or offer any

more money in Madrid. Germany is holding out against sending troops but is wavering over financial support.

Mr Schröder said Germany, France and Russia found their concerns about the speed and direction of rebuilding Iraq were reflected in Washing-

ton's latest draft, but differences remained. Because of that, they were not in a position to "engage militarily or beyond that, with material support".

Earlier this week both countries said that eurozone budget deficit constraints would

limit any cash contribution they could make.

The EU will contribute €200m (about £240m) next year from its budget and Britain is to give €375m in 2004 and 2005. Spain is expected to pledge about €250m.

Irak: victoire à l'arraché des Etats-Unis à l'ONU

La résolution sur l'après-guerre a été approuvée à l'unanimité.

New York de notre correspondant

Juste avant le vote, John Negroponte, ambassadeur américain à l'ONU et actuel président du Conseil de sécurité, visiblement satisfait, a fait un rapide tour de table pour saluer ses collègues. Quelques minutes plus tard, après six semaines d'intenses négociations, les Etats-Unis obtenaient ce qu'ils étaient venus chercher à New York: quinze voix unanimes pour soutenir sa résolution sur l'après-guerre en Irak. Durant la matinée, depuis Bruxelles, la France, l'Allemagne et la Russie, les trois pays de l'ex-«camp de la paix», avaient annoncé qu'ils se rallieraient au texte américain, après avoir fait longtemps planer le spectre de l'absentéisme. Dans une initiative peu commune, les trois nations ont toutefois fait circuler un communiqué à New York pour ex-

pliquer en substance que la résolution n'allait pas assez loin, et préciser: «Dans ce contexte, les conditions ne permettent pas d'envisager un engagement militaire et des contributions financières supplémentaires [de notre part].»

Drôle d'ambiance donc à New York, avec un vote qui marque une claire victoire des Etats-Unis, mais qui est loin de générer l'enthousiasme. Afin de justifier leur volte-face, Français, Allemands et Russes, lors d'une conférence de presse commune, ont spécifié qu'«il était avant tout important de préserver l'unité de l'ONU au vu de la dégradation de la situation dans la région». «Le texte américain n'est pas à la hauteur des enjeux, a expliqué le ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, depuis Bruxelles, mais il nous est apparu essen-

tiel de faire valoir l'esprit de responsabilité et l'unité de la communauté internationale.»

La résolution 1511, il est vrai, ne répond guère aux aspirations martelées depuis la fin de l'été par Paris. Le mois dernier encore, lors de l'assemblée générale de l'ONU, Jacques Chirac avait fait du transfert rapide de souveraineté aux

que prendrait un futur engagement des Nations unies.

La question pour Washington est de savoir si la victoire politique décrochée à New York sera suffisante pour obtenir des troupes et de l'argent de certains des pays membres, malgré les réserves formulées par le triumvirat franco-germano-

russe. «Cen'est pas un hasard si le vote intervient juste avant la conférence de Madrid censée se pencher sur le problème des contributions financières à la

«L'unanimité à New York, c'est bien, mais si la situation se dégrade encore, il faudra réfléchir à autre chose.»

Un diplomate

Irakiens la condition première d'un vote positif de la France. Aujourd'hui, tout cela semble oublié. Les Américains n'ont que très peu tenu compte des six amendements déposés par Paris, Moscou et Berlin, ces dernières 48 heures, qui réclamaient notamment un calendrier détaillé pour la remise du pouvoir par la coalition américano-britannique. La résolution, qui appelle à la création d'une force multinationale, donne jusqu'au 15 décembre au Conseil de gouvernement irakien pour établir un processus menant à la rédaction d'une Constitution et à la tenue des élections. Tout en réaffirmant que c'est l'autorité actuelle (américano-britannique) qui détient réellement le pouvoir. Tout juste si Washington a daigné renforcer un peu le rôle du secrétaire général de l'ONU dans la supervision du processus politique, tout en le laissant décider de la forme

reconstruction irakienne, relevait hier une source occidentale. Demême, grâce à ce vote unanime, des pays comme le Pakistan pourraient décider d'envoyer des militaires.»

Côté français, on prenait le soin de répéter que la résolution 1511 «n'est qu'un premier pas, un point de départ qui ouvrira peut-être la voie, petit à petit, à un rôle accru de la communauté internationale en Irak». «Le test, ce sera sur le terrain, concluait un diplomate. L'unanimité à New York c'est bien, mais, si la situation continue à se dégrader, il faudra réfléchir à autre chose.»

FABRICE ROUSSELOT

La résolution 1511

Elle autorise la création d'une force multinationale sous commandement unifié américain pour participer à la stabilisation du pays et décide que le mandat de cette force sera d'un an, avant d'être réexaminé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Elle invite le Conseil de gouvernement irakien à communiquer, au plus tard le 15 décembre, en coopération avec l'autorité américano-britannique, au représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, un calendrier et un programme aux fins de rédaction d'une nouvelle constitution pour l'Irak et pour la tenue d'élections démocratiques conformément à cette constitution.

Elle demande aux Etats membres et aux institutions financières «de renforcer leurs efforts (...) en vue d'aider le peuple irakien à reconstruire et à redévelopper l'économie du pays».

UN adopts plan for Iraq

Security Council vote, 15-0, is victory for U.S.

By Felicity Barringer and Kirk Semple

UNITED NATIONS, New York: The Security Council voted unanimously Thursday to adopt a resolution on the future of Iraq, handing the United States a major diplomatic victory in its campaign to gather wider international contributions of troops and money for the rebuilding effort.

At a news conference after the vote, Secretary of State Colin Powell called the action "a great achievement for the entire Security Council to come together again in this manner."

Russia, France and Germany, which opposed the war and had been threatening to abstain during the vote, agreed to back the measure, saying they were acting in the interest of Council unity.

But after the vote, they conveyed their disappointment that the resolution did not go further toward meeting their concerns, including a quicker transfer of power from the American-led occupying force to the Iraqis. They also said they would not commit to further military and financial support for Iraq beyond the commitments they had already made.

Pakistan also joined Russia, France and Germany in saying it would not contribute troops to the occupation.

But despite the various misgivings of the Council members, the U.S. ambassador to the United Nations, John Negroponte, said the resolution "offers a solid base for expanded international engagement" in Iraq.

The resolution authorizes the creation of a multinational occupying force under the command of the United States; requests international contributions to that force and to the reconstruction; gives the United Nations an expanded but still subordinate role in helping the political transition; and establishes a deadline of Dec. 15 for the Iraqi Governing Council to provide the Security Council with a timetable for drafting a new constitution and holding elections.

Finally, the resolution, in effect, endorses a political transition under the control of the American-led occupation authority, which had been a major point of contention between the United States and reluctant Council members.

The vote capped six weeks of diplomatic wrangling, which Negroponte described as a "very intense experience." American officials had been concerned that the resolution might get only the minimum nine votes needed for adoption, with the remaining members abstaining.

"If we had a bare majority — say, nine votes in favor and six abstentions — it would not have been a good thing."

Negroponte told reporters.

On Tuesday evening, as many as six of the 15 countries on the Security Council had indicated that they were likely to abstain. Several abstentions would have clouded what otherwise represented a triumphant moment for the United States and Britain, sponsors of the resolution, along with Spain and Cameroon.

The dynamic shifted overnight, diplomats said on Wednesday, when China agreed to support the measure, and its diplomats began calling their counterparts on the Council seeking to bridge the final impasse, which left the United States, Britain and Spain refusing to include in the resolution any timetable for a transfer of power to the Iraqis, while Russia, France and Germany were insisting on just such a timetable.

The practical impact of the resolution may become apparent as soon as next week at a donors' conference in Madrid at which the United States and Britain hope to receive concrete commitments of troops and money from other countries. Negroponte said several countries had been waiting for the passage of the UN resolution before they would commit any resources to Iraq. The resolution, he said, "provides the framework for others to make contributions."

But the resolution papers over the fundamental differences dividing the United States from many other nations on the Security Council, which said the measure should have set more restrictive deadlines for a quicker transfer of responsibilities from the coalition authorities to the Iraqis, and should have given the United Nations a stronger role in the oversight of Iraq during the transitional period.

"We miss the clear signal that the transfer of sovereignty to the Iraqis will be accelerated," Germany's ambassador to the United Nations, Gunter Pleuger, told the Council.

In a joint statement after the vote, the ambassadors of France, Germany and Russia said, "The conditions are not created for us to envisage any military commitment and no further financial contributions beyond our present engagement."

Pakistan's ambassador to the United Nations, Munir Akram, said his major contention was that the U.S.-led multinational force authorized by the resolution would not have "a separate and distinct identity" from the coalition forces.

But the reluctant countries all cited the need for a united front at the Security Council to achieve progress in Iraq.

Pleuger said the members "share the same goals in Iraq, and that is to contribute to a swift stabilization of the conditions in Iraq, to support the political and economic reconstruction pro-

cess in Iraq, and to promote the restoration of sovereignty of the Iraqi people through a government democratically elected by them."

He added: "This can only succeed when the Security Council appears as unified as possible. We, therefore, did not want to stand in the way of unity of the Security Council."

The vote is a victory for Powell, who brought the reluctant Security Council together without directly ceding any of the American-led coalition's control over Iraq's immediate political future.

"In crafting this resolution, we never lost sight of the conditions on the ground," Negroponte said after the vote. "Our consistent aim has been to support the Iraqis and those who have joined them in this unprecedented stabilization, reconstruction and recovery effort."

The New York Times

The New York Times

October 17, 2003

2 realities led to shift to support Americans

By John Tagliabue

BRUSSELS: Concern over a spiral of violence in the Middle East, including the killing of three American security agents in the Gaza Strip, coupled with a sense that few if any further concessions could be wrung from a reluctant Bush administration ultimately pushed France and Germany to side with Russia on Thursday in supporting a resolution on the future of Iraq.

News Analysis

Officials accompanying Chancellor Gerhard Schröder of Germany and President Jacques Chirac of France, who are attending a meeting of European leaders, said an important step came Monday when the leaders agreed in a first conference call with President Vladimir Putin of Russia to send the United States a last set of proposed amendments to the resolution. Although the amendments went largely unheeded, the resolution was adopted

by the Security Council on Thursday in a vote of 15 to 0.

"We all see a spiral of violence and terror that is growing in Iraq," the French foreign minister, Dominique de Villepin, said on the edge of the summit meeting.

Noting the deterioration of the situation "in the Middle East as a whole," he said it was "important to send a message to the Iraqi people that we also want the best conditions for the reconstruction of Iraq."

After reviewing modest changes to the resolution text early Thursday, the three leaders agreed in a second conference call to support its adoption, but only after expressing serious reservations that render its impact to some extent symbolic.

Announcing the decision at a news conference, Schröder said he had agreed with Putin and Chirac to authorize a statement to accompany the resolution in which the three countries declared their un-

willingness to help militarily and to limit financial aid to what had already been agreed upon.

Schröder acknowledged American progress in improving the text of the resolution, but added, "In our view, this progress does not yet constitute the reaction appropriate to the current situation in Iraq."

The view prevailing here appeared to be that the decision Thursday was simply one step in a continuing process of negotiation that was by no means ended.

One official involved in the deliberations said that the latest version of the resolution failed to fully satisfy the three leaders, who had agreed in their phone call Monday to coordinate any response.

"Of course, the United States remained in its old logic, though we had some improvement," the official said. "So we had a choice: One, to say thanks, but it's not enough; or two, you're trying, it's a step, there will be further steps."

The official said the decision

came "not with enthusiasm," but to "encourage them to take further steps."

The official said that the overall slide into violence in the Middle East, including the recent Israel air attack on Syria and the bombing of an American convoy in the Gaza Strip on Wednesday, heightened the sense of urgency. Villepin said the three leaders "want to encourage the American government to go on."

General frustration with the situation in Israel and the occupied territories was reflected in an unusually blunt condemnation of Yasser Arafat by the Danish foreign minister, Per Stig Møller. "There is no doubt in my mind that Arafat is not doing enough," he said, adding: "I realize that Arafat is very sorry about what is happening — then he has to change the system."

The New York Times

Japan redefines itself by new role in Iraq

By Norimitsu Onishi

TOKYO: As President George W. Bush prepared to arrive here Friday to start a six-nation tour of Asia, the Japanese government's response to the war in Iraq is seen as a defining moment for Japan, as surely as it was during the 1991 gulf war.

Back then, despite forking over \$14 billion, Japan was roundly criticized for its military inaction was even omitted from a list of countries publicly thanked by Kuwait.

News Analysis That humiliation led Japan to start participating in modest peacekeeping and aid missions.

Today, even as it stretches the limits of its U.S.-imposed, war-renouncing Constitution, Japan is poised to send its largest single deployment of troops since World War II.

Its economic might diminished, as evidenced by the \$1.5 billion it pledged Wednesday toward the reconstruction of Iraq for next year, Japan is also facing twin threats nearby: North Korea, possibly armed with nuclear weapons, and China, which has been rapidly increasing its military spending.

Shigeru Ishiba, the defense minister, said in an interview that Japan was committed to dispatching troops to Iraq, and was studying the appropriate time and place. Japan, whose Constitution severely restricts the activities of its armed forces, passed a law over the

summer permitting the deployment of troops to Iraq, but has delayed doing so because of the growing upheaval there.

Ishiba said sending troops to Iraq would serve Japan's national interest by helping to bring stability to a region from which Japan imports almost all its oil, and by strengthening the U.S.-Japan security alliance in the face of the threats from North Korea and China.

Short-term concerns, however, appear to be influencing decisions. Japanese voters are divided over the issue of deploying troops, and Prime Minister Junichiro Koizumi is said to want to avoid the topic until after a general election he has called for Nov. 9.

U.S. officials are reported to have expressed their impatience with the Japanese government, which under the new law had initially considered sending as many as 1,000 troops this autumn.

Japanese officials, for fear of being seen as bending to the Americans, have denied any pressure.

"They are expecting Japanese to come forward," Yukio Okamoto, who is a special adviser to Koizumi and recently visited Iraq twice, said of U.S. officials. "We realize that. Some people may call it pressure. Some people may call it friendly advice."

From its defeat in World War II until after the 1991 gulf war, the Japanese espoused an idealistic pacifism and, despite having one of the world's largest military budgets, has maintained only

its Self-Defense Forces, which are limited by law to domestic defensive missions only.

But following what Okamoto described as Japan's trauma in 1991, Japan passed a law permitting its troops to take part in United Nations peacekeeping operations. Japanese troops have gone on peacekeeping or aid missions in Cambodia, Congo, East Timor, the Golan Heights and Mozambique.

Then, after the Sept. 11, 2001, attacks on the United States, Japan passed an antiterrorism law that allowed it to provide logistical help in the Indian Ocean in the war in Afghanistan.

Japan is also reconfiguring its military hardware, for instance by acquiring four in-air refueling planes that would allow its fighter jets to go to

North Korea and return safely.

In Iraq, Japanese troops would be dispatched to noncombat areas to assist aid operations. But they would still be going to a country where there are daily acts of warfare, and they could be drawn into combat for the first time since the end of World War II.

The political opposition has argued that any Japanese troops should be deployed only under the UN umbrella.

"It's unrealistic to send Self-Defense Forces to a place like Iraq at this moment," said Seiji Maehara, a lawmaker and security expert for the main opposition Democratic Party. "Rather than Japan independently making this decision, I think it was responding to U.S. pressure."

The New York Times

October 17, 2003

The New York Times

18 OCTOBRE 2003

Le Monde

L'ONU entérine à l'unanimité l'opération américaine en Irak

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Dans la plus parfaite unanimité, le Conseil de sécurité a entériné, jeudi 16 octobre, le projet politique des Etats-Unis pour l'Irak, offrant au président Bush une victoire politique importante. Même la Syrie, qui s'était abstenue lors des derniers votes à New York, n'a pas voulu être en reste. Sept mois après la fracture de la guerre, le Conseil a tourné la page.

Avec le vote de la résolution 1511, l'Irak est revenu dans le giron onusien, mais dans une formule « bizarre », comme le dit un diplomate, et à travers un schéma inédit qui voit une force d'occupation

devenir « multinationale » et autorisée par l'ONU. Le montage pourrait paraître illégal au regard du droit international, mais le Conseil étant lui-même « source de droit », rien ne peut lui être opposé.

Certains spécialistes estiment qu'il valait mieux en arriver à cette régularisation. Le Conseil n'a pas réagi à l'entrée en guerre de la Coalition ; depuis, toutes ses décisions sont minées par cette ambiguïté. Une trentaine de pays agissent, de toute façon, en Irak en dehors de tout feu vert de l'ONU. Et le Japon lui-même, qui brigue un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, a promis 1,5 milliard de dollars avant même de connaître l'avis de ce dernier. Il était temps de passer à l'étape suivante.

Pour d'autres diplomates, au contraire, la régularisation intervenue jeudi est « terrible » pour les Nations unies. « Au moins, pendant la guerre du Vietnam, les Etats-Unis n'étaient pas venus demander quoi que ce soit à l'ONU », rappelait un ambassadeur d'un pays du Sud, juste avant d'aller se joindre au chorus des « oui ».

Le texte, finalement, s'est révélé moins difficile à digérer dans ses dernières versions, les éléments problématiques ayant été « neutralisés », selon un négociateur européen. Le Conseil « est dans la boucle », dit un analyste. Il a obtenu un droit de regard sur le déroulement de l'occupation. Il sera informé du processus politique, voire associé si la sécurité s'améliore et que le secrétaire général estime que les personnels de l'ONU peuvent y retourner sans être considérés comme des

supplétifs de l'occupant. Depuis treize ans qu'ils s'en occupent, les diplomates sont sensibles au fait que l'Organisation reste saisie du cas irakien. « Il y a eu 70 résolutions sur l'Irak. La 1511 ne sera pas la dernière », a dit l'ambassadeur chinois, Wang Guangya.

Sur le fond, néanmoins, il n'y a eu d'évolution. Les Etats-Unis n'ont rien cédé sur leur démarche. Ils ne remettront les rênes du pouvoir qu'à un gouvernement élu, et élu selon une Constitution qui n'est

pas encore rédigée. Ils ont refusé de s'engager sur une date de remise du pouvoir aux Irakiens. La seule contrainte vis le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), qui devra fournir, avant le 15 décembre, au Conseil, son plan pour élaborer la nouvelle Constitution.

Indirectement, les Etats-Unis admettent qu'ils sont en Irak pour des années. Le mandat de la force multinationale, s'il est revu au bout d'un an, n'expirera qu'à l'entrée en fonctions du gouvernement élu. Et celui-ci peut même demander aux armées étrangères de rester.

Au risque de décrédibiliser et leur vote et le fonctionnement du Conseil lui-même, un certain nombre de pays ont assorti leur vote positif de critiques qui auraient pu laisser penser qu'ils étaient tout à fait contre. L'ambassadeur pakistanais Munir Akram a fait la liste de tout ce qui aurait pu améliorer le projet de résolution. Il a annoncé que son pays n'enverrait pas de troupes pour aider la Coalition.

Puis il a voté oui. « Les Pakistanais se donnent des marges de manœuvre pour ne pas avoir à envoyer des troupes », a commenté l'un de ses confrères.

Beaucoup de pays n'ont pas caché, en fait, que le vote de jeudi ne leur coûtait pas grand-chose. « Notre opinion publique ne s'intéresse plus à l'Irak, expliquait un Latino-Américain. On ne va pas bagarrer éternellement contre les Etats-Unis. » Derrière le vote – positif – se dissimule mal un veto – passif – dans les faits. « On donne d'une main ce qu'on reprend de l'autre », résume un analyste. « Bush a son plan. Il a ses troupes. Maintenant, il est totalement exposé, commente un diplomate d'un « petit » pays. Dans trois mois, si ça se passe mal, au moins le Conseil ne pourra pas être tenu pour responsable. »

L'administration américaine pourra mesurer, dès le 23 octobre, à l'occasion de la conférence des donateurs organisée à Madrid, les effets de la résolution 1511. Elle pourra aussi se prévaloir désormais du coup de tampon du Conseil de sécurité pour encourager le Conseil de gouvernement irakien à demander des prêts aux institutions internationales. « Et si la Banque mondiale prête, ce sont des milliards », indique un expert.

Corine Lesnes

Six résolutions en un an

Depuis que George Bush a mis l'ONU au défi de résoudre le problème posé par les armes de destruction massive en Irak, le 12 septembre 2002, une série de résolutions ont été adoptées par le Conseil de sécurité.

● **8 novembre 2002** : la résolution 1441 exige que l'Irak remette une déclaration de ses programmes d'armes de destruction massive et prévoit les conséquences d'une non-coopération de Bagdad. Elle est adoptée à l'unanimité.

● **17 mars 2003** : Londres et Washington retirent, faute de majorité, leur projet de résolution permettant une guerre contre l'Irak. Celle-ci commence trois jours plus tard.

● **28 mars** : la résolution 1472, adoptée à l'unanimité, confie à Kofi Annan la gestion du programme humanitaire « pétrole contre nourriture » suspendu par les hostilités.

● **22 mai** : la résolution 1483 met fin à treize ans de sanctions contre l'Irak. Elle donne aux forces américano-britanniques le contrôle de l'économie et de l'avenir politique de l'Irak et définit un rôle limité pour l'ONU. La Syrie n'a pas participé à la séance.

● **14 août** : la résolution 1500 approuve l'établissement du Conseil de gouvernement transitoire de l'Irak (sans toutefois le reconnaître explicitement) et la création, pour une période initiale de douze mois, de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (Manui). Le texte est approuvé par 14 voix pour. La Syrie s'abstient.



TIMOTHY A. CLARY/AFP

L'ambassadeur de France aux Nations unies, Jean-Marc de la Sablière, et son homologue allemand, Gunter Pleuger, votent en faveur de la résolution 1511, présentée par les Etats-Unis sur l'Irak, dont l'adoption à l'unanimité, jeudi 16 octobre, tourne la page sur la fracture de la guerre au Conseil de sécurité.

TROIS QUESTIONS À ... DOMINIQUE DE VILLEPIN

Le texte de cet entretien a été relu et amendé par le ministre français des affaires étrangères.

1 La France a souhaité un texte clair fixant des exigences contraignantes et rapprochées pour le transfert des responsabilités aux Irakiens et elle a adopté une résolution qui ne dit rien de tout cela. Où est la cohérence ?

Depuis le début, nous avons voulu adopter une attitude de responsabilité et de lucidité. Responsabilité car, face à l'engendrement de la violence et du terrorisme qui s'aggrave, dans un contexte d'extrême tension dans l'ensemble du Moyen-Orient, il est important de faire prévaloir clairement l'unité de la communauté internationale. Lucidité ensuite, parce que la négociation qui s'est nouée à New York constitue un pas dans la bonne direction. Un certain nombre de progrès ont été enregistrés par rap-

port au projet précédent, comme le principe du transfert de souveraineté, la reconnaissance de l'importance du processus constitutionnel, un rôle accru pour le Conseil de gouvernement intérimaire et le contrôle de la future force internationale par le Conseil de sécurité.

2 Au début de la semaine, vous aviez dit que le principal défaut de ce texte est qu'il ne contient pas de calendrier pour le transfert des responsabilités politiques aux Irakiens. Or il n'y a pas de calendrier...

C'est vrai : il n'y a pas de calendrier précis. Le représentant américain en Irak conserve ses prérogatives jusqu'à la mise en place d'un gouvernement issu d'élections générales, et cette perspective risque de représenter une échéance lointaine. De ce point de vue, le texte ne va pas assez loin. Sur le rôle central des Nations unies, il

reste encore limité, ce qui se conçoit tant que le régime d'occupation sera maintenu. Pourquoi avons-nous accepté de surmonter nos réserves ? Parce que, dans ce contexte de plus en plus difficile, nous choisissons l'ouverture et le mouvement ; nous ne souhaitons pas bloquer un processus. Par ce vote à l'unanimité, l'administration américaine et les forces de la coalition sont placés devant leurs responsabilités. Notre conviction, c'est qu'il faudrait agir plus vite et avec plus d'audace.

3 Les Etats-Unis ne risquent-ils pas d'en tirer la conclusion qu'ils ont obtenu un blanc-seing pour poursuivre ce que la France a appelé l'"occupation" de l'Irak ?

L'heure n'est pas à la satisfaction ou à l'autosatisfaction à partir d'un vote au Conseil de sécurité. Depuis la fin de la guerre, tous les votes ont été obtenus à l'unanimité. C'est dire à quel point nous avons tous conscience de

l'enjeu. Mais, je le redis, cette résolution est encore trop timide ; elle n'est pas encore à la hauteur des besoins en Irak. Les Américains, aujourd'hui, estiment qu'ils ne sont pas en mesure de faire davantage. Nous leur disons : « Ce n'est pas suffisant pour créer les conditions d'une véritable reconstruction de l'Irak, mais nous osons croire que la dynamique ainsi créée va permettre d'avancer ». Donc nous ne bloquons pas, tout en disant aux Américains qu'il leur appartient de faire évoluer la situation. C'est notre rôle d'ami et d'allié, c'est notre devoir de Français et d'Européens. La tentation, pour une puissance occupante, c'est toujours de considérer qu'un pays n'est pas prêt à prendre en main son propre destin. Il faut avoir le courage de tirer les leçons de l'histoire, qui s'est avérée si souvent tragique lorsqu'on agit trop tard.

Propos recueillis par
Laurent Zecchini

18 OCTOBRE 2003

Le Monde

Les pays membres de la Conférence islamique étalent leurs faiblesses et leurs divisions sur l'Irak

PUTRAJAYA

de notre envoyé spécial

Quand Vladimir Poutine est monté à la tribune pour y clamer que « le terrorisme ne peut, en aucun cas, être mis sur le compte d'une religion, d'une culture, d'une tradition ou d'une manière de vivre », jeudi 16 octobre, il a été chaudement applaudi. Son intervention ne figurait pas au programme. Le président russe s'était fait inviter par la Malaisie au 10^e sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et de nombreux délégués ont ainsi appris que, Russie ne rimant pas seulement avec Tchétchénie, le vaste pays compte 20 millions de musulmans et que plus de 6 000 mosquées y ont été édifiées depuis 1991.

Mais le temps fort du séjour de M. Poutine à Putrajaya, capitale administrative de la Malaisie, a eu lieu loin des regards, lors de la vidéoconférence au cours de laquelle il s'est entendu avec Jacques Chirac et Gerhard Schröder pour voter la résolution américaine sur l'Irak à l'ONU. Même si les trois dirigeants ont refusé de s'engager militairement et d'accorder une aide supplémentaire, ce revirement ne contribuera guère à remonter le moral des 57 pays membres de l'OCI ou à resserrer leurs rangs. Encore moins attendu, le vote positif de la Syrie, seul membre arabe du Conseil de sécurité de l'ONU, souligne la pression qui s'exerce

sur un monde musulman en pleine crise de confiance.

« VÉRITABLE TRAGÉDIE »

Secrétaire général de l'OCI, le Marocain Abdelouahed Belkeziz a évoqué une « véritable tragédie ». Les musulmans « sont gagnés par un sentiment d'incapacité et d'échec en voyant certains de leurs pays occupés et d'autres soumis à des embargos ou à toutes sortes de blocus, ou tout simplement menacés d'être attaqués sous prétexte qu'ils soutiennent le terrorisme », a-t-il ajouté. Le pessimisme qui prévalait à Putrajaya est profond. Frustrés et amers, les représentants de plus d'un milliard de musulmans se sentent victimes d'une campagne injuste parce qu'elle lie, à leurs yeux, religion et terrorisme. Tout en reconnaissant leurs propres faiblesses, ils considèrent généralement que l'intervention américaine en Irak ou encore l'appui fourni par les Etats-Unis à Israël politisent l'Islam, y compris en Asie.

Invité à représenter Bagdad malgré les réserves de plusieurs membres de l'OCI, le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien n'a pas paru à son aise, même si l'adoption de la résolution américaine par l'ONU a renforcé sa légitimité. Son président en exercice, Iyad Al-Allaoui, a prêché la « patience » en ce qui concerne un retrait américain d'Irak et s'est engagé sur la tenue d'élections dès 2004. Il a réitéré que le Conseil ne

souhaite pas la présence en Irak de troupes venant des pays voisins, ce qui vise la Turquie, membre de l'OCI, dont le Parlement a récemment voté l'envoi de soldats dans le cadre de la coalition américaine. Ajoutant qu'il ne voulait pas davantage de troupes en provenance d'autres pays musulmans, il a pris le risque d'être démenti.

L'hôte du sommet, le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, a assorti un appel très écouté à la « restauration de l'honneur de l'Islam » de propos jugés, par l'Union européenne, « gravement offensants » et « clairement antisémites ». Le Dr Mahathir, qui prendra sa retraite le 31 octobre après vingt-deux ans au pouvoir, a déclaré que « les Européens ont tué six millions de juifs sur douze. Mais, aujourd'hui, les juifs dirigent le monde par procuration. Ils obtiennent que les autres se battent et meurent pour eux ».

« REMARQUES INSULTANTES »

Washington a accueilli ces « remarques insultantes, incendiaires » en déclarant les « prendre avec le mépris et la dérision qu'elles méritent ». Du coup, l'appel du premier ministre malaisien à une reprise de la négociation dans le conflit israélo-palestinien a été relégué au second plan. Le Dr Mahathir s'est opposé aux attentats-suicides, avant même la lecture d'un message de Kofi Annan, retenu à New York, dans lequel le secrétaire

général de l'ONU juge que « les attentats-suicides, dans lesquels des centaines de civils israéliens ont été tués aveuglément, ne sont pas acceptables ». M. Annan a regretté que, « dans trop d'endroits, il existe un sentiment d'hostilité croissante entre l'Islam et l'Occident. C'est laid, dangereux et faux ».

Sur l'Irak, les dirigeants de l'OCI, dont le sommet prend fin vendredi soir, ont dû revoir leur copie. Le projet de résolution soumis à une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement - un record de présence - réclamait un « calendrier clair et précis » d'un retrait militaire américain et, dans le cadre de la transition, un « rôle central » de l'ONU qui « couvre tous les aspects : politique, sécuritaire et économique ». Il a été remplacé par une déclaration qui devrait se contenter de confirmer « la souveraineté de l'Irak » et d'exiger « le retrait des Américains et un rôle fort de l'ONU ». Une résolution sur la Palestine devrait appuyer la « légitimité » de Yasser Arafat, qui n'a pas pu faire le déplacement, et saluer « le soulèvement héroïque » contre Israël.

Jean-Claude Pomonti

William Safire

Adding up evidence against Assad's Syria

At a sandwich lunch at The New York Times, Howard Dean was asked what his message would have been to Israelis about their recent strike into Syria to destroy a terrorist camp after a suicide bomber's atrocity in Haifa.

The candidate for the Democratic nomination had a carefully prepared reply: "I don't have any access to intelligence to know whether that was a terrorist camp or not. If it was, they're justified. They have a right to defend themselves."

What a refreshing change from his previous comment that "it's not our place to take sides" in the dispute between Israelis and Palestinians. Rival candidates may mutter that Dean is now pandering to pro-Israel Democrats, but those of us who believe in the pre-emption of terror welcome all who have policy epiphanies.

Note, however, the big "if" in Dean's answer: The strike into Syria would be justified if the target for Israel's pre-emption had in fact been an Islamic Jihad training camp in Syria.

Israel's government, presumably with sneakers on the ground, claims that its intelligence is rock-solid and that it bombed the Jihad facility "between classes" to minimize casualties while delivering its potent message. Although the White House is in anti-leak lockdown, other U.S. officials let

it be known that American satellite surveillance confirmed the Israeli finding and was the factual basis for President George W. Bush's strong public support for the cross-border strike.

But in real presidential life, little intelligence data is certain. What if Mossad informants and CIA evaluators had come up with an estimate of "75 percent likely"? Would a President Dean then find pre-emption justified? Or would he wait until trainees from that camp carried out their missions, perhaps killing thousands, when he could be 100 percent sure?

With Saddam gone, Assad sees Syria as the leader of Arab rejectionism.

Bashar al-Assad, Syria's minority Alawite ruler, is shown by many telephone intercepts to be deeply influenced by Hezbollah's Sheik Hassan Nasrallah in Syrian-occupied Lebanon. Assad lied in Secretary of State Colin Powell's face last year about cutting off Saddam Hussein's illegal oil exports through Syria, and got away with it.

What else goes into the calculation that Syria is terror's friend and the free world's enemy? America suspects, but cannot inspect, weaponry it thinks was trucked into Syria from Iraq in the weeks before the war.

Beyond suspicion is this fact: A majority of the Saddam die-hards, Al Qaeda and Ansar al-Islam terrorists, and suicide bombers who have turned up in Iraq have been

killers who entered from Syria, an infiltration that Assad did little to stop. On the contrary, he finds it in Syria's strategic interest to aid and abet guerrilla war against the coalition and the nascent Iraqi government. With Saddam gone, Assad sees Syria as the leader of Arab rejectionism.

How to change regime behavior short of regime change? Turkey showed one way, when it massed troops on its Syrian border and demanded that Damascus close down the Kurdish PKK terrorist headquarters in Damascus. Assad yielded promptly, and the terrorist leader is in a Turkish jail.

■ Demand that Syria repay the Iraqi people the billion-dollar payoff that Assad took from Saddam in the form of cheap oil during the run-up to the war. Put pressure on the long-bamboozled International Monetary Fund to require Syria to repay Iraq the additional \$3 billion in Saddam's payoffs and blood money that U.S. officials charge is now hidden in Syrian banks. Until that stolen money is returned, do not appoint a new U.S. ambassador or accept the credentials of a new Syrian envoy.

■ Pass and sign the Syrian Accountability Act, but back up its minor sanctions with inducements for Turkey, Jordan and (L. Paul Bremer 3rd to the contrary) Iraq to minimize trade with a neighbor that abets the training and export of terrorists.

■ Sponsor an embarrassing UN resolution to end Syria's occupation of Lebanon; more than 25,000 soldiers keeping a puppet in place are nobody's "guests." (And why is the Vatican supine in the face of sustained Muslim oppression of Maronite Christians?) Find the European connections to the cocaine trade in the Bekaa Valley that buys rockets for Nasrallah's Hezbollah.

■ Repeat forcefully, when there is good data to back up an allied government's stern signal to pre-empt further atrocities, Dean's echo of Bush's policy: "They have a right to defend themselves."

E-mail: safire@nytimes.com

The price of controlling Iraq

President George W. Bush won a big victory Thursday at the United Nations. By an impressive unanimous vote that even Syria joined, the Security Council approved an American-backed resolution containing almost everything he wanted, including continued exclusive American control over Iraq's political affairs and the authorization of a multinational peace-keeping force under American command.

Restoring Security Council unity over Iraq is a substantial achievement after the damaging divisions that emerged last winter. Much of the credit goes to Secretary of State Colin Powell and America's UN representative, John Negroponte. Washington showed more graciousness

than it had recently done about listening to ideas from other countries and incorporating them into the resolution's text. Most of the resulting changes were symbolic, but the newly cooperative tone helped overcome the reluctance of many Council members to endorse exclusive American rule. China, and especially Russia, intervened helpfully in the final hours to ensure unanimity.

Unfortunately, the real impact of ratifying the current arrangements in Iraq is to leave the burden for post-war Iraq squarely on American soldiers and taxpayers. The resolution does not commit American allies and other Council members to do anything in Iraq and will do little to ease the continued reluctance of major countries to commit badly

needed troops and reconstruction aid. France, Germany and Russia,

while voting for the resolution, also made clear their disappointment that the resolution did not go further in transferring power to Iraqis and expanding the United Nations' political role. As a result, they have announced that they plan to offer no troops and no additional money.

The resolution provides that power will be given to Iraqis only as quickly as Washington judges them ready to receive it. That leaves the Bush administration free to shape Iraq's new constitution and steer contracts toward favored companies. But the price of exclusive control is that most of the costs of occupying Iraq will still have to be borne by the American people.

A few additional countries may

INTERNATIONAL
Herald Tribune October 18-19, 2003

now be willing to contribute peacekeepers. But the world's major military powers are still holding back, so overstretched American forces will not get much relief anytime soon. And while an international donors' conference will proceed in Madrid next week, most rich countries, like France and Germany, remain un-

willing to pledge substantial new aid until Iraqis exercise more sovereignty.

Despite the UN victory Thursday, the Bush administration faces growing problems in Iraq if it persists in demanding exclusive control. Continuing security problems there are putting a long-term strain on Amer-

ica's military forces. At home, political resistance is growing to the huge rebuilding costs ahead. Eventually, the White House must resign itself to sharing real authority with Iraqis and the international community.

Ben Laden menace l'Amérique et ses alliés

Le chef d'Al-Qaeda exhorte les Américains à se retirer d'Irak, où deux GI ont encore été tués hier.

20 OCTOBRE 2003



Le président américain George W. Bush a lancé hier depuis Bangkok un appel à continuer la «guerre contre le terrorisme» après de nouvelles menaces attribuées à Oussama ben Laden. Dans un enregistrement sonore diffusé par la chaîne Al-Jezira, le chef d'Al-Qaeda a clamé sa décision de poursuivre «les opérations suicides à l'intérieur des Etats-Unis et à l'extérieur pour que vous cessiez votre injustice». Saluant les «héros» du «jihad» en Irak, il a affirmé «se réserver le droit de riposter au moment et au lieu opportuns contre tous les pays participant à cette guerre injuste, en particulier la Grande-Bretagne,

l'Espagne, l'Australie, la Pologne, le Japon et l'Italie».

En Irak, les attaques anti-américaines ont continué hier. Deux soldats de la 4^e division d'infanterie ont été tués et un autre blessé dans une attaque au lance-roquette antichar et à l'arme légère, près de Kirkouk (nord). Ces deux décès portent à 103 le nombre de soldats américains tués au combat depuis le 1^{er} mai. Un convoi américain qui transportait des armes et des munitions a été la cible d'une at-

taque au lance-roquette à Falloujah (ouest). Une roquette Katioucha - première attaque de ce type en Irak - a été tirée, hier, contre un poste de police à Kirkouk, mais a raté sa cible et heurté un appartement.

Le Pentagone a néanmoins mis au point un plan de réduction des forces américaines en Irak, prévoyant de les faire passer graduellement de 130 000 actuellement à 50 000 pour mi-2005, selon le *Washington Post*. Les retraits commencent à partir du

deuxième trimestre 2004 pour atteindre moins de 100 000 hommes à mi-2004.

Mais cela suppose qu'elles soient remplacées par des troupes d'autres pays. La Corée du Sud a accepté la demande

pressante des Etats-Unis de dépêcher un nouveau contingent, mais la Turquie pourrait changer d'avis si ses troupes «ne sont pas les bienvenues», comme l'a affirmé le Premier ministre Erdogan. Le feu vert donné par le Parlement turc pour une durée maximale d'un an avait été salué par Washington, mais déchaîne la colère du Conseil de gouvernement transitoire irakien. ◀

D'après AFP.

103 militaires américains ont été tués en Irak depuis la chute de Bagdad, le 1^{er} mai.



Hier à Falloujah, des Irakiens célèbrent le tir d'une roquette Katioucha contre un convoi militaire américain.

Pentagon was warned of Iraq chaos after war

State department report predicted the widespread looting that caught the US military by surprise

David Teather in New York

The Pentagon was accused yesterday of ignoring a report that predicted Iraq would descend into chaos after the toppling of Saddam Hussein.

Details of the document, compiled by the United States state department, emerged in the New York Times and raised difficult questions for the Bush administration about its handling of post-war Iraq.

The year-long study accurately forecast many of the problems besetting US-led forces. It said that, far from hailing the American troops as liberators, Iraqi society had been so brutalised by the former regime that the people would react coolly to US attempts to build democracy.

It anticipated the widespread looting that took place, caused in part by the release of thousands of criminals, and recommended forceful measures be put in place to ensure calm. "The period immediately after régime change might offer these criminals the opportunity to engage in acts of killing, plunder and looting," the report said.

It called on American officials to "organise military patrols ... in all major cities to prevent lawlessness, especially against vital utilities and key governmental facilities". In fact the looting appeared to catch the US by surprise.

The project, which began in April last year, gathered more than 200 experts, including Iraqi lawyers, engineers and business people, into 17 working groups. They studied topics from the creation of a new justice system, to restructuring the military and reviving the crippled economy.

The suggestion that the Pentagon could have been better prepared for the post-war situation will provide further ammunition to critics who argue that the US government has mismanaged the situation.

The US president, George Bush, is facing an increasingly hostile environment at home as Americans are rattled by the almost daily reports of soldiers being killed. A Republican rebellion took place in the Senate last week against White House plans for funding the



Young Iraqis cheer and dance on a US army truck after it was attacked in Fallujah yesterday

rebuilding of Iraq.

The latest opinion polls show that fewer than 50% of Americans think Mr Bush can be relied upon in a crisis.

The report, the Future of Iraq, reveals a strain of, at best, idealism or, at worst, naivety in the Bush administration's approach. It said that attempts to encourage Iraqis to throw off three decades of dictatorship and embrace democracy would not be easy. "The people's main concern has become basic survival and not building their civil society," it said. The experts also

forecast that Iraq's infrastructure would be in a far worse state than the Pentagon assumed and would need far

heavier investment.

State department officials cited by the New York Times claimed that the Pentagon ignored the findings of the report. "Had we done more work and had more of a commitment at the front end, there would be drastically different results now," said Senator Joseph Biden, the senior Democrat on the foreign relations committee.

A Pentagon spokesman challenged the allegations. "It is flatly wrong to say this work was ignored. It was good work. It was taken into account. It had some influence on people's thinking and it was a valuable contribution."

Among other forecast out-

comes was the risk associated with quickly disbanding the Iraqi army, which the US promptly did. The report said that jobs would need to be found for the decommissioned troops to prevent them turning against coalition troops. Many of the attacks on US soldiers are believed to have been carried out by former members of the Iraqi army.

The working group had recommended halving the army and training the remainder to become peacekeeping troops.

Iraq attacks spread to the north

Michael Howard in Kirkuk

Two American soldiers were killed and one was wounded in an ambush outside the northern Iraqi city of Kirkuk late on Saturday. The attack adds to concerns among US commanders and Iraqi officials that anti-US insurgents are spreading their activities away from the "Sunni triangle" to the relatively tranquil north.

Major Josslyn Aberle, a spokeswoman for the 4th infantry division, said a US patrol was ambushed with rocket-propelled grenades and small arms fire on the southern approach to Kirkuk, 160 miles north of Baghdad.

The latest deadly attack raises to 103 the number of US soldiers killed in hostile action since President Bush declared an end to

major hostilities in Iraq on May 1.

Also on Saturday, US soldiers killed three Iraqis near the pro-Saddam stronghold of Hawija after being attacked with grenades and small arms. And American forces detained five attackers near the oil refining town of Beiji, after what US military officials described as "a brief fire-fight".

STUART EIZENSTAT and DAVID MARCHICK

Europe's opportunity in Turkey

FINANCIAL TIMES TUESDAY OCTOBER 21 2003

Next month the European Union will take the first step towards a decision that could prompt a more significant transformation of the Islamic world than the invasion and reconstruction of Iraq and Afghanistan. Specifically, the EU will decide whether Turkey has made sufficient political, legal and economic reforms to allow a timetable to be set for its entry into the Union. This decision will have historic consequences that will help determine whether the only democratic, secular Muslim country in the Near East continues on its path towards adoption of western norms or drifts in a more insular direction, undercutting its pro-European civilian and military leadership.

A year ago Turkish voters, disenchanted with the traditional secular parties, provided a strong majority to the Justice and Development party (AKP), a group with Muslim roots. A recent visit has convinced us that the prospect of EU accession is accelerating reform and keeping the AKP on a secular line, despite widespread concerns within Turkey's secular elite about the party's long-term agenda.

The AKP-led Turkish parliament is racing to demonstrate that it is taking the steps necessary for EU membership. It has adhered to a secular course and adopted important reforms, including banning torture, eliminating the death penalty, allowing broadcasts in Kurdish and other languages and

reducing the role of the military-dominated National Security Council. An affirmative EU decision to launch membership negotiations will provide the greatest incentive for Turkey to take further steps to modernise and deepen democratic institutions, enhance human rights and civil liberties, resolve the Cyprus dispute with Greece and maintain a secular state.

If the EU once again gives Turkey the cold shoulder, it will diminish sup-

port for further reforms and there may be a significant anti-western backlash with important implications for the US, Turkey's closest friend. Such a decision would reinforce the conviction that the EU will always find some excuse to deny Turkey membership.

Opponents of EU accession argue that Turkey is principally an Asian country, with 95 per cent of its land mass and population in Asia; its democracy is too fragile and dominated by the military; its values diverge too much from Europe's; and its population is too poor. But at the core of the opposition is the strong fear, particularly in Germany and France, that job-seeking Turkish immigrants would flood western Europe if Turkey joined and the free movement of people were allowed. Already, large north African and Turkish communities are changing Europe's social and political landscape, in several instances catalysing popular support for rightwing, anti-immigrant parties. Valéry Giscard d'Estaing, author of the draft EU constitution, has gone so far as to suggest that the admission of a Muslim country such as Turkey "would be the end of Europe".

Sceptics are correct in saying Turkey still has a long way to go before it is ready to join. Its record was sharply criticised in the US State Department's latest annual human rights report. Its relations with Greece remain tense,

particularly over Cyprus. These issues must be resolved. But they should not be impediments to setting a timetable for starting negotiations. If the EU wants to shape the Muslim world in a more secular, democratic way, this is the best path. Giving Turkey concrete hope of eventual accession does not mean that membership is imminent. It took Spain and Portugal, formerly dominated by dictatorships, eight years from the start of negotiations to their admission to the EU in 1986. Even after signing an accession agreement with Turkey, the EU could insist on reasonable transition periods to tackle concerns over the free flow of labour.

The EU and Turkey could begin with economic, trade and political integration and conclude later with a complete opening of borders. Elimination of restrictions on the movement of people could be delayed for a decade or more. The Turkish public will be patient, as long as there is a specific timetable for full accession.

The Bush administration, too, has an important role to play. It has successfully persuaded Turkey to send troops to Iraq, lubricated by an \$8.5bn (£7.3bn) loan and a large International Monetary Fund package. But the administration should also use its position as Turkey's close military ally to encourage the country to implement the important reforms it has adopted on paper.

It is fine to make Iraq a model of a secular, democratic nation in the region. But Turkey already has a foundation on which to build. If a moderate Islamic party can lead Turkey on the path to EU membership, it will serve as a beacon of light and help transform the entire Muslim world.

Stuart Eizenstat held several senior positions in the Clinton administration, including ambassador to the EU. David Marchick is a former deputy assistant secretary of state. Both are lawyers at Covington & Burling

The prospect of joining the EU is accelerating reform in Turkey and keeping the ruling party on a secular line, despite widespread concerns about its long-term agenda

Un rebelle kurde tué par les forces de sécurité en Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 17 oct (AFP) - 11h19 - Un rebelle kurde a été tué lors d'un affrontement avec les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie, a rapporté vendredi l'agence Anatolie, citant les autorités locales.

L'accrochage, lors d'une opération de ratissage dans une région rurale proche de Dicle, au nord de Diyarbakir, s'est produit jeudi matin.

L'homme tué, présenté comme un membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-Kadek), était en possession d'un fusil, de 50 cartouches et deux grenades, selon les autorités.

Des rebelles kurdes avaient attaqué un poste de police près de Dicle mercredi, blessant légèrement un agent en faction.

Quatre policiers blessés lors d'une attaque contre un commissariat en Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 21 oct (AFP) - 21h24 - Quatre policiers ont été blessés mardi soir lorsqu'un groupe armé a attaqué le commissariat de police de Derik, une petite ville du sud-est de la Turquie, selon l'agence Anatolie.

L'incident s'est produit à la nuit tombée dans la bourgade, située à l'ouest de Mardin, dans une région à majorité kurde.

Les blessés ont été évacués sur Mardin, tandis que des tirs sporadiques continuaient à retentir tard mardi soir à Derik.



La tension monte chez les chiites irakiens

Les rivalités entre dirigeants du chiisme provoquent de nombreux incidents dans la ville sainte de Karbala. Sans oublier que la question des relations avec l'occupant américain n'est pas résolue

NADJAF

De notre envoyé spécial

Au temps de Saddam Hussein, les grands ayatollahs irakiens étaient en permanence suivis et surveillés par la police secrète, quand ils n'étaient pas assignés à résidence ou assassinés. Leurs visiteurs étaient fichés par les services. Six mois après la chute du régime, les voilà de nouveau reclus dans leurs maisons, entourés de gardes du corps. Leurs rues sont interdites à la circulation, leurs visiteurs sont systématiquement fouillés.

Les plus hauts dignitaires religieux chiites ont, c'est vrai, quelques raisons de se méfier. Le 9 avril à Najaf, Abdel Majid Al Khoï, un fils de marja (très haut dignitaire) rentré de son exil à Londres, a été assassiné à coups de couteau dans la mosquée qui abrite la tombe de l'imam Ali. Le 29 août, une voiture piégée tuait, devant le même sanctuaire, Mohammed Baqr Al Hakim, chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak. Entre-temps, deux autres religieux avaient échappé à une tentative de meurtre.

La situation est particulièrement tendue depuis une semaine à Karbala, l'autre grande ville sainte chiite d'Irak. Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, trois soldats américains et deux policiers irakiens y ont été tués devant la demeure d'un dignitaire religieux, Mahmoud Al Hassani, alors qu'ils tentaient de faire respecter un couvre-feu imposé deux jours auparavant.

Dans la nuit de lundi à mardi des affrontements entre partisans de Moqtada Al-Sadr, 30 ans, fils de Mohammed Sadik Al-Sadr, grand ayatollah assassiné en 1999, et d'Ali Sistani, principale autorité chiite du pays, ont fait au moins un mort. Au cœur du conflit, le contrôle de deux mosquées.

Moqtada Al-Sadr multiplie les provocations. La semaine dernière, ses miliciens ont tué deux soldats américains à Bagdad. Il a ensuite annoncé la formation d'un « gouvernement » différent du Conseil de gouvernement mis en place sous la tutelle américaine. « Tout chiite qui coopère avec les forces d'occupation n'est pas un chiite », a-t-il proclamé la semaine dernière. Il prône tou-



La situation est particulièrement tendue depuis une semaine à Karbala, grande ville sainte chiite d'Irak. Moqtada Al-Sadr tente de profiter du vide politique créé par l'assassinat de Mohammed Baqr Al-Hakim.

tefois une « opposition pacifique », sauf, dit-il, « si les grands ayatollahs en décidaient autrement ».

Plus qu'un combat contre l'occupant, c'est une lutte pour le pouvoir au sein de la communauté chiite. Moqtada Al-Sadr tente de profiter du vide politique créé par l'assassinat de Mohammed Baqr Al-Hakim. Dans les antichambres des ayatollahs de Najaf, les « savants religieux » font mine de l'ignorer. Moqtada Al-Sadr ? « Cormais pas », répond Cheikh Mohammed Al-Haqqanin, conseiller d'Ali Sistani. « Beaucoup de gens souhaitent une guerre civile en Irak. Il faut avoir la patience de ne pas faire couler le sang, affirme cet érudit bon vivant, directeur d'une école religieuse. Nous avons patienté trente-cinq ans avec un gouvernement qui n'avait pas été élu par les Irakiens, alors nous pouvons attendre encore quelque temps pour avoir des élections et une Constitution. »

La plus importante des communautés irakiennes dispose de 13 représentants sur 25 au Conseil de gouvernement. La répartition des ministres reflète le même équilibre, les chiites ayant obtenu les deux ministères clés de l'intérieur et du pétrole. La future Constitution et les élections qui suivront devraient entériner ce tournant historique. Cet enjeu explique la volonté de la hiérarchie religieuse comme des partis politiques chiites représentés au Conseil de gouvernement

d'éviter la confrontation avec les Américains.

Reste à savoir combien de temps durera cette convergence d'intérêts. « Notre patience a des limites, explique Khadan Al-Ussaini, 27 ans, étudiant chiite, originaire de Hilla. Si les Américains mettent des obstacles aux élections, nous passerons des discours à la résistance armée. L'Irak est un pays musulman, et les gens font confiance à leurs savants religieux. Si les élections sont libres, les Irakiens voteront sûrement pour eux. C'est justement ce que les Américains veulent éviter en retardant le scrutin. »

Pour l'heure, les grands ayatollahs se contentent de rappeler leur opposition de principe à l'occupation. « Les Irakiens sont très attachés à leur indépendance, souligne Alaa Hakim, fils et porte-parole du grand ayatollah Mohammed Saed Al-Hakim. Nous voulons un gouvernement irakien élu par le peuple irakien indépendant, pas sous une main étrangère. Personne ne devra forcer ce gouvernement à adopter des lois qui conviennent à une force étrangère. »

François d'ALANÇON

la Croix

20 OCTOBRE 2003

Kurds' faith in new Iraq fading fast

Michael Howard
finds the new regime's
delay on autonomy
strains friendly relations

The kebab stalls and tea shops huddled at the foot of the limestone cliffs at the gorge of Gali Ali Beg in Iraqi Kurdistan are doing good business as Arabs from Baghdad and Basra picnic alongside local Kurdish families by the cool, frothy waterfalls.

The tourism boom in the largely tranquil north has been one of the most tangible benefits of regime change for the Kurds. To some it offers rare hope that the country's deep sectarian divisions, exacerbated by 35 years of Ba'athist rule, can finally be overcome.

But as the US and British authorities dither over Iraq's post-war political settlement, growing numbers among the strongly pro-western Kurds here worry that their fundamental political concerns are being swallowed by the ethnic, religious and political problems in post-Saddam Iraq. Their demands for a federal state appear to be falling on deaf ears.

"Kurds are realising that their special status in Iraq is no longer a given," said a European diplomat visiting the regional capital of Irbil.

"Unless they believe that their position within a future Iraq will ... consolidate their hard-won autonomy, it is uncertain that a majority would opt to remain within the current boundaries, despite what their more pragmatic leaders may tell them."

For most Iraqis, travel to the Kurdish autonomous zone had been almost impossible since it was established in 1991. Now Arabs and Kurds are seizing the chance to reacquaint themselves.

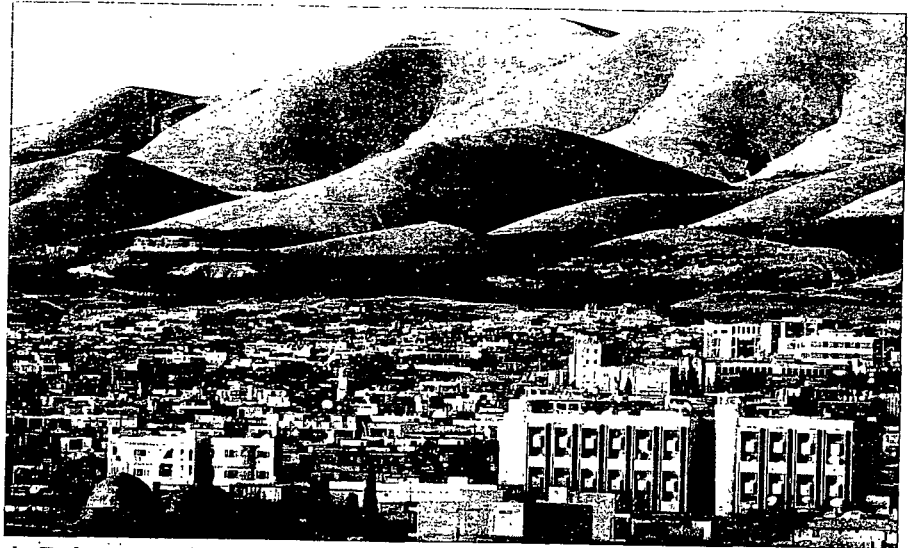
To visitors from the flat sun-baked south, the mountains and valleys of Iraqi Kurdistan seem like a different country. The red, green and white of the Kurdish flag flutters alongside the (pre-Saddam) Iraqi flag on public buildings. Streets in the cities of Irbil, Sulaimaniya, and Dohuk look neater and more prosperous than in other Iraqi cities. There are no glowering US military patrols, and electricity, fresh water and food are plentiful.

"We didn't know what to expect, we had grown so far apart," said Abdelsallam Majid, a civil engineer from Baghdad who had brought his wife and three children to Kurdistan for a holiday. "I thought the Kurds would want revenge on Iraq Arabs for the things Saddam did to them. In fact most of them blame the Ba'athists, not the Arabs themselves, and here every Kurd has welcomed us."

Another visitor, a Shia Arab businessman from Basra, said: "We understand too well how our Kurdish brothers suffered under Saddam, and that means

we can all work together for the good of all the Iraqi people."

Despite the optimism of Kurdistan's Arab visitors, US officials and Iraq's leaders know that reconnecting the region to the rest of the country will be difficult. Over the past 12 years Kurds, along with



the Turkoman and Assyrian minorities living in the self-rule area, enjoyed a period of unprecedented autonomy — their safety assured by US and British air forces.

Post-Saddam

Younger Kurds who have grown up free from the shadow of Saddam, now wonder what benefits there are from being a part of the tortuous political process currently taking place in "foreign" Baghdad.

Assad Nejmeddin, an English student at the university of Arbil, said: "I don't know why we're bothering with Baghdad. I and my friends don't even speak Arabic. We have done very well on our own for the past 12 years. Let's continue."

Another student, Dalia Hamida, complained about the US decision to request Turkish troops to come to Iraq: "We fought alongside the Americans. We didn't declare independence as the Turks said we would. And this is our reward."

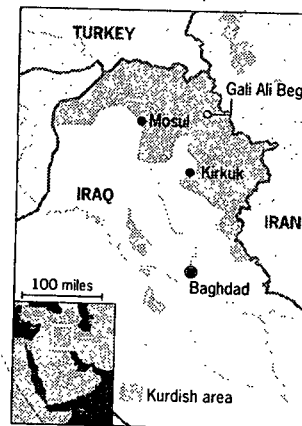
The pressure is thus on Kurdish political leaders such as Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, both members of the Iraqi governing council, to deliver.

"The dictatorship that planned genocide against us, and practised ethnic cleansing has finished," said Jalal Talabani in an interview. "The Iraqi army and all other agents of repression like the security and intelligence services are also finished. We can sleep soundly."

Mr Talabani said other gains for the Kurds included a substantial political presence in the Iraqi capital — with five members on the Iraqi governing council and four ministers, including Hoshiyar Zebari, the new Iraqi foreign minister.

Top of the agenda is a federal state, based on geography rather than ethnicity. They also want to see a reversal of the effects of Saddam's Arabisation campaign which involved ethnic cleansing from the oil-rich lands in and around Kirkuk and Mosul.

"Of the various groups who opposed Saddam Hussein [the Kurds] are the only ones with a large and easily defined constituency," said the European diplomat. "Compare that to the exiles on the governing council, many who have little domestic support, or the Shia who are



Sulaimaniya enjoyed US and British protection from Saddam Hussein and has escaped many of the problems experienced elsewhere in Iraq since the fall of the dictator
Photograph: Michael Walter/Troika

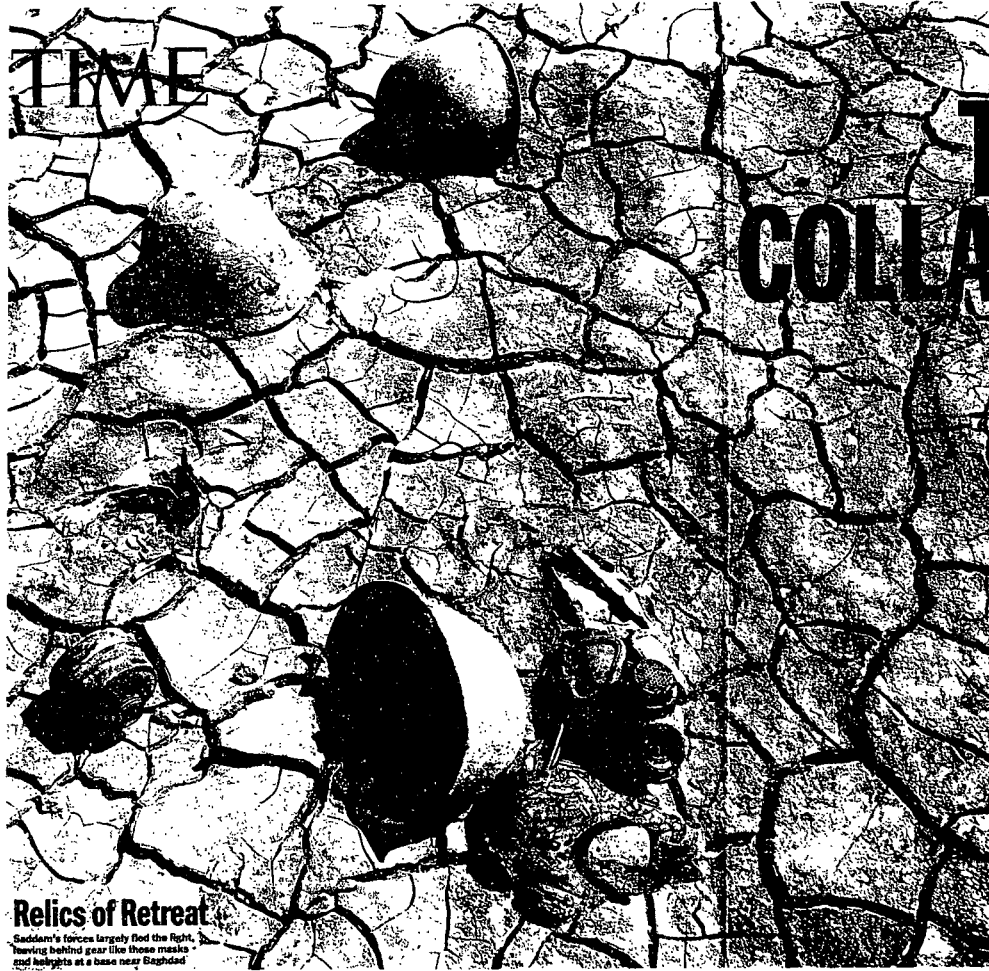
confused and divided." The Kurds, he said, are "by some way the most organised and most coherent of the various groups bidding for a stake in the future Iraq."

Kurdish demands for one large federal unit may clash with Iraqi Arab nationalists, who want to keep Kurdish nationalism in check with a strong central government, as well as with Shia elements hoping for an Islamic state. Meanwhile, Iraq's neighbours, Turkey, Iran and Syria, are looking on with deep suspicion of the Kurds' new-found confidence.

Other sceptics point to the contradictions of asking for one large federal state while the Kurdish regional administrations are still divided — the result of a bloody civil war in the 1990s. Mr Talabani admits that the Kurds' many gains have still to be "set in stone."

He said: "The borders of Kurdistan will be drawn as the Kurdish people like. Some may want to divide us, but we won't have it. After years of fighting for our freedom, everything depends on our ability to convince our Arab brothers and the international community finally to recognise our rights, within a democratic and federal system. We are all united on that."

TIME
OCTOBER 20, 2003



THE SECRET COLLABORATORS

WHY DID LAST SPRING'S WAR GO SO MUCH BETTER THAN THE OCCUPATION? A TIME EXCLUSIVE ON HOW SADDAM HUSSEIN GOT UNDONE BY HIS OWN MEN

Relics of Retreat

Saddam's forces largely fled the fight, leaving behind gear like these masks and helmets at a base near Baghdad

SADDAM HUSSEIN DIDN'T WANT TO BELIEVE WHAT HIS INTELLIGENCE networks were saying. Before the war last March, says a former colonel in the Iraqi intelligence service, Saddam's analysts presented him with classified reports predicting a decisive U.S. victory. The documents described how the Iraqi security forces, already outmatched, had been undermined by Washington's success in recruiting Iraqi spies and double agents. Internal intelligence reported to Saddam that Iraq's defenses would probably collapse. "We diplomatically suggested he should not stay here," the colonel says, "because we couldn't tell him outright that he had to step down." Even as U.S. troops moved into his capital, Saddam struck a resilient pose, appearing on Iraqi TV one day wading through a worshipful Baghdad crowd, grinning broadly, pumping his fist in the air, stopping to kiss a child.

Five days later, the Iraqi leader could no longer keep up his staunch façade. His orders largely unheeded, his soldiers declining to fight, Saddam went out for a look at his falling capital, a secretary who accompanied him recalls. Saddam stood on Zaitun Street, the boulevard decorated with monumental statues of two muscular forearms holding swords that cross above the roadway. As he turned to leave,

he paused. Using an Arabic expression of utter disillusionment, he muttered, "Even my clothes have betrayed me."

Indeed, the quick and relatively painless U.S. overthrow of Saddam's regime was achieved not just by military means but also by betrayal. Before a shot was fired, the U.S. recruited and dispatched Iraqi collaborators to uncover Saddam's plans and capabilities, and hobble them.

Deals were done; psychological warfare was waged; money was paid; and even blackmail was used. While the Bush Administration's post-Saddam planning has proved wanting, in this area of prewar thinking, Washington's strategies paid off. By the time the first U.S. tanks crossed the Kuwaiti border, top Republican Guard officers had been won over, and the secret police had been penetrated. Spies had infiltrated, and spotters had been dispatched to help guide American bombs. "You'd be surprised at what these guys achieved," says a Pentagon official in Iraq, referring to the Iraqi collaborators. Even if Saddam was the last to know, many of those in his inner circle understood how deeply the Iraqi security services had been penetrated. At a funeral for two junior military officers midway through the war, mourners

asked the commanders present how things were going. "They told us we were losing," one mourner remembers, "that there was a kind of treason in the army and the Republican Guard."

A side effect of the mass Iraqi desertions during the war has been that remnants of the regime survived to cause trouble in post-Saddam Iraq. Last week saw a fair share of mayhem. Suicide bombers drove an explosives-packed car into a Baghdad police station, killing eight people, and a Spanish diplomat was shot to death at the gate of his home in the capital. Resistance to the American occupation has been such that 188 U.S. troops have died in Iraq since President Bush declared an end to major hostilities on May 1. Still, the U.S.'s swift dispatch of Saddam undoubtedly saved both U.S. and Iraqi lives. This is the story of America's secret campaign to sabotage the regime from within and of the Iraqis who waged it.

INFILTRATING IRAQ

AL-JABURI HAD THE RIGHT CONNECTIONS to serve as an American spy. Stocky, fit and in his early 40s, al-Jaburi—who prefers not

to have his first name published—served for almost a decade in the regime's most feared agency, the Special Security Organization (SSO). In the late 1980s, he was purged from the SSO after Saddam accused his clansmen of plotting a coup. In 1999 al-Jaburi defected to Jordan. There he joined an opposition group, the Iraqi National Accord (I.N.A.), which has a well-established relationship with the CIA.

According to Ibrahim Janabi, one of the I.N.A.'s main liaisons with the CIA in Amman, the CIA began ramping up for war in October 2002. "They asked us to contribute some tough, hardworking people to train for missions inside Iraq," says Janabi. "So I gave them al-Jaburi." The introduction, al-Jaburi recalls, was made in a coffee shop in Amman on Oct. 18. Al-Jaburi says CIA officers, with the aid of a lie detector, questioned him for days on a range of topics, including whether he was volunteering or being coerced to join. One question probed what he would do if he found his brother fighting against him. "I'd kill him," al-Jaburi says he answered. On Nov. 22, al-Jaburi says, he signed a contract guaranteeing him monthly payments of \$3,000, with \$9,000 paid in advance. Two days later he boarded a small jet bound from Jordan to Washington.

His class of 13 recruits, containing Iraqis and Lebanese, was flown from Washington to a secluded facility of temporary buildings hours away, al-Jaburi recalls. They were told they were in Texas. For two months they trained with some 20 instructors in physical fitness, intelligence gathering, report writing and surveillance. At a separate naval facility, recruits learned about explosives—how to sabotage armored vehicles, tanks, oil pipelines, electricity pylons and railways.

In February, al-Jaburi says, he flew to Kuwait, staying in a villa with his CIA handlers. They equipped him with \$50,000 in American currency, a GPS locator, satellite phones and a forged Iraqi identity card showing completion of military service so that he could move around Iraq unhindered. Al-Jaburi says he left for Iraq on March 11, guided across the border by smugglers arranged by Kuwaiti intelligence. "I'd been in the SSO, so I knew how dangerous this was going to be," al-Jaburi says. "But I also knew I had to do it."

The bulk of the \$50,000 the CIA had provided al-Jaburi was for buying accomplices. He started with "Ahmed" (not his real name), an SSO officer in the main presidential compound whom al-Jaburi already knew. "I told him everything," says al-Jaburi. "I told him I'd listed his name with the CIA, and I had \$5,000 for him." Ahmed proved an easy sell, replying, "What do you want from me?" The SSO man described where the Republican Guard had been posted in Baghdad and its environs, and revealed that it had been ordered to pull back into the city if attacked. In fact, after

GET OUT OF JAIL FREE After the regime fell and al-Jaburi was mistakenly arrested at a U.S. checkpoint, his handlers gave him a letter, below, identifying him as "an employee of the U.S. government." The note provides a number (blacked out here) to call for confirmation

PLEASE
 AC JABURI IS AN EMPLOYEE OF THE U.S. GOVERNMENT. HE HAS SERVED HONORABLY & BRAVELY TO LIBERATE IRAQ. HE SHOULD BE AFFORDED COURTESY AND RESPECT. HIS PROPERTY SHOULD BE RESPECTED. CONTACT YOUR LEGAL AND REQUEST IMMEDIATE CONTACT WITH OGA IF THERE ARE ANY QUESTIONS REGARDING MR. JABURI.
 THANK YOU FOR YOUR ASSISTANCE.
 PLEASE CONTACT ME ON [REDACTED]

10 JUN 03

the U.S. bombed the Guard's positions early in the war, many of its officers abandoned their men, who then deserted en masse. Ahmed also identified the location of heavy-gun emplacements and missile batteries around the capital, targets the Americans hit with great effect during the air campaign.

Faced with the task of scouting the locations Ahmed had listed, al-Jaburi turned to an old friend and contact, A. Mashadani. Al-Jaburi had recruited Mashadani, a major in the *mukhabarat*, Iraq's main intelligence agency, soon after joining the I.N.A. For two years Mashadani, who had access to some of the *mukhabarat's* best secrets, had been feeding the CIA—through al-Jaburi—information on Iraqi missiles, antiaircraft systems and troop movements. Mashadani weighed the risks of helping al-Jaburi now. He had watched the execution of a colleague accused of spying for Iran. "Iran wasn't going to save that guy, or anyone," he says. "But we felt the U.S. could get rid of Saddam."

Using a *mukhabarat* sedan to which he had access as an officer in the organization, Mashadani and al-Jaburi visited as many of the locations Ahmed had identified as they could. Standing at the site, al-Jaburi would discreetly activate his GPS locator, which searches the sky for satellites to triangulate its position, and then note the coordinates. At an appointed hour each night, he would use his satellite phone to contact the CIA and relate what he had found out. This re-

quired caution. Just possessing a satellite phone could result in death under Saddam's regime.

From the beginning, al-Jaburi's primary mission had been to scope out Saddam International Airport, one of the keys to taking Baghdad. Ahmed had a way

in. He had a friend, "Mahmoud," who he says commanded the SSO's 3rd Battalion and was in charge of airport security. Ahmed knew Mahmoud had cursed Saddam privately, so he took him out for drinks, drawing him out on his views. The airport commander was sufficiently negative about Saddam to warrant a three-way drinking date with al-Jaburi. At a third session, al-Jaburi asked Mahmoud to cooperate and offered him \$15,000. The commander, al-Jaburi says, agreed to help.

At sundown on March 23, with the war raging in the south and Baghdad under nightly bombardment, the airport commander drove al-Jaburi, in a military uniform, and Mashadani, bearing his *mukhabarat* ID, into the airport compound. In an SSO car, the trio crisscrossed the tarmac, mapping every building and bunker, counting every soldier and weapon they could see. Following the CIA's instructions, they repeated the exercise three times over three nights to confirm their sketches. By the time they had finished, U.S. battle planners had a detailed picture of the situation at the airport, from the weak points in the Iraqi defenses to the safest landing zones for American choppers.

On March 26 an exhausted al-Jaburi took a break to visit his family in his hometown near Tikrit. The next day his brother, an engineer at the Baiji oil refinery, was summoned to the plant to remove documents before the Americans got there. Al-Jaburi decided to go too, hoping to get papers of use to the U.S. It was a trap. Saddam's secret police surrounded al-Jaburi's car. He learned later that they had acted on a tip from one of his relatives eager to collect a reward.

Taken to Baghdad's notorious Abu Chraib prison, the last stop for many of the regime's opponents, al-Jaburi was sure he was going to die. His jailers, he said, placed a hood over his head and hung him from the ceiling by his arms, which were bound behind him. They hit him repeatedly with wire cords and clubs, smashing his feet.

Meanwhile, Mashadani was informed by his superiors that they had a special duty for him. At the meeting place, a *mukhabarat* facility, he says, "I found my duty was facing a lot of hands with guns." For six hours, Mashadani was grilled about his dealings with al-Jaburi. "All the senior bosses were coming to my interrogation," he says. "Everyone went crazy that a *mukhabarat* officer had been meeting a

spy." At daylight, his jailers took him to see the beaten al-Jaburi. Both say they admitted nothing.

For four days, al-Jaburi says, his jailers tortured him: beating him, shocking him, smashing his hand. Mashadani gives a similar account. At one point, interrogators dragged al-Jaburi's mother and wife into the prison for questioning. Al-Jaburi could hear them wailing through the cell door. The sessions went on for six to eight hours at a time. Al-Jaburi says he was grilled about other spies, information he had relayed before his capture, GPS coordinates

control. A CIA officer appeared with open arms. "Don't touch my back," al-Jaburi yelled, the wounds from his interrogation still fresh. He remembers the officer saying, "You are the heroes of the airport, the keys to Baghdad. Your future is assured."

ENTICING THE GAMBLERS

AS AN UNDERGROUND OPERATIVE OF THE opposition Iraqi National Congress (I.N.C.), Wael Abu al-Timman spent years hiding from Saddam's henchmen. Now, with the war fast approaching, al-Timman was recruiting them. His instructions from the

At an appointed time each night, using a satellite phone, he called in his assessments to an I.N.C. contact, who passed them on to the Americans, who could then decide whether to hit old targets again or move on to others. "I considered it the most important thing I could do because it would bring an end to the war sooner," al-Timman says. On April 7 he milled with bystanders as rescuers dug through the rubble of several destroyed houses in the Baghdad suburb of al-Mansur. The Pentagon, thinking Saddam was inside, had struck the buildings. But the rescuers told al-Timman that Saddam had just been there briefly to inspect the damage and offer condolences for those killed. Al-Timman made sure that Saddam's body was not among those retrieved, then phoned in what he had learned so the hunt for Saddam could continue.

THE BLACKMAIL CARD

THE OPERATIONS CHIEF FOR THE I.N.C. goes by the name of Abu Ranin. His job before the war was to crack the *mukhabarat*. His tactics were hardball. The I.N.C. had done surveillance on Iraqi missions around the world, making educated guesses about who was an intelligence agent. From these lists, the I.N.C. narrowed down its targets. "We chose them for their weaknesses, setting out to get something on them and force them to work for us," says Abu Ranin, who was then based in Jordan.

In a West European capital,

Abu Ranin says, he collected evidence on a *mukhabarat* station chief who was selling government property on the black market. When Abu Ranin threatened to alert Baghdad, he says, the officer rolled over. Abu Ranin would not say what information the man provided. Abu Ranin's greatest coup, he says, was in Romania. As he tells the story, he discovered a *mukhabarat* officer in Bucharest who had two useful qualities: he oversaw the regime's East European agents, and he had a weakness for prostitutes. Posing as a wealthy businessman based in Europe, Abu Ranin befriended the officer. He rented a villa and threw a private party with five prostitutes and ample alcohol. The *mukhabarat* officer brought four colleagues. Abu Ranin secretly audiotaped their drunken boasting and cajoled them into a few snapshots with the



AFTER THE FALL:
At a Baghdad girls' school, Saddam's portrait, once exalted, lies torn

SEAN HEMERLE—CONTACT

he had sent. He says his CIA training prepared him to give away nothing of importance. But he feared that time was running out. With the regime collapsing, Saddam's execution squads were working double time, plucking five to 10 men from their cells every hour. "It was like a slaughterhouse," says al-Jaburi.

As the war's front changed, al-Jaburi and Mashadani were moved from Abu Ghraib to prisons in Fallujah and then Ramadi. On April 11 the last guard at the Ramadi jail fled the advancing Americans, and locals came to set the two men free. Half-crippled and waving a white flag, they staggered up to an American unit. "I told them that we had just got out of prison and that we worked for the CIA," says al-Jaburi. A military-police humvee whisked them to Baghdad airport, which was under U.S.

I.N.C., which worked closely with the U.S. before and during the war, were to find men not only willing to provide information about Iraqi defenses but also willing to see to it that the Iraqi forces failed to fight. Having served as a captain in the Republican Guard, al-Timman, who was based in Kurdish-controlled northern Iraq but traveled often to Baghdad, turned to his old comrades. He was astonished by how many were willing to switch allegiances. "They knew it was their last chance [to join the likely winners]," he recalls. "We called them the gamblers."

Once the U.S. began bombing Baghdad, al-Timman's mission changed. He raced from one bomb site to the next, noting the physical damage and assessing casualties, keeping an eye out for leadership figures among the dead and wounded.

women. Blackmail, however, proved unnecessary. When his guests were distracted, Abu Ranin grabbed the officer's cell phone and downloaded its address book.

Over ensuing weeks, Abu Ranin called the names in the address book and concluded that he had the identities of 65 agents—either Iraqis based abroad or their contacts in foreign intelligence services, particularly Syrian and Palestinian. He then traipsed around the Middle East, arranging meetings with the Iraqi agents on various pretenses. Once, for example, he posed as a diamond trader looking to sell gems. Instead of showing up for the assignments, he would hide near the meeting place and surreptitiously photograph the agents. When his dossier was complete, he forwarded it up the I.N.C. chain of command. Exactly what use was made of his work, Abu Ranin isn't certain, but the data would have offered scores of prospects to the Americans working on turning Iraqi agents. And as the story of al-Jaburi, Ahmed and Mahmoud illustrates, one spy can beget another who begets another and so on.

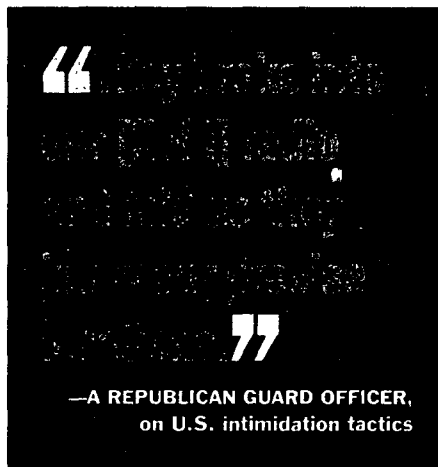
A SINKING SHIP

AS WAR APPROACHED AND THE IRAQI COLLABORATORS intensified their work, the underpinnings of Saddam's regime began to quiver noticeably. In the offices of Saddam's son Qusay, commander of the Republican Guard, "a lot of officers told us the coalition had called them or their families, telling them to surrender and offering money," says a former staff member who asks to be called Mohammed. It was the same at the *mukhabarat*. "Many told us they had been offered money or guarantees of safety or promises of positions of authority in the new government," says a member of the staff in the *mukhabarat* director's office. More telling was the number of officials who did not report the calls. "We know the Americans called virtually all the senior officers and a lot of the lesser ranks right down to lieutenants, but most of them did not come and tell us," says Mohammed.

When it came to war, most of Saddam's armies either chose flight over fight or were neutered by commanders who had agreed to accommodate the coalition. Colonel Ali Jaffar Hussan al-Duri was not one of them, but his ultimate superior was. Once the fighting had begun, Hussan's division of the al-Quds army, an official Iraqi militia, received what he called "an incredible" order to send half the men home on leave. He challenged the edict with his brigadier, who was equally be-

mused. They attempted to verify it, but communications had been cut. So they dismissed half the unit and watched the other half vanish soon after. "One top commander, a traitor, can make the whole army disappear," Hussan says, ashamed of his comrades' performance. With the U.S. briefed on the locations of many of Saddam's forces, the Americans devised novel ways to intimidate troops who might have stood their ground. "They broke into our [field] radio and told us they knew our precise locations," says a junior Republican Guard officer.

In Baghdad, Mohammed, of Qusay Hussein's office, was ordered a few days before the capital fell to tour the anti-aircraft batteries in the area that had, by and large, stopped firing. When Mohammed asked soldiers sitting in their bunkers why their guns were silent, they answered, "Our gen-



—A REPUBLICAN GUARD OFFICER, on U.S. intimidation tactics

eral told us not to shoot." Mohammed told them Saddam had ordered that any crew failing to fire that night would be executed. In the morning he returned, bellowing at the units to explain why they had not fired at the U.S. jets. "Because straight after you left yesterday, the general came around," one man replied. "He told us not to listen to you guys."

DAY-AFTER GRUMBLES

NOT ALL THE SECRET AGENTS GOT AWAY WITH subversion. "Sultan," a captain in the SSO, says he became suspicious of a man claiming to be a *mukhabarat* official who was telling colleagues that the Iraqi army was losing and that the Americans were everywhere. Sultan suggested the man come and speak to his unit. "We took him to real *mukhabarat* officers. They sniffed him out immediately and took him," says Sultan proudly, sipping tea in a back-street café in Tikrit.

The suspected spy probably met the same fate as an undercover I.N.C. man called Lieutenant Ali, a close friend of al-Timman's. He was caught when the man who smuggled him to Baghdad from Kurdistan sold him out to the regime. After the war, al-Timman learned that Ali was imprisoned for weeks before being taken to Ramadi, where he was propped against a wall and shot on April 9, the day Saddam's statue came down in Baghdad's Firdos Square.

Some undercover agents who helped the U.S. are dissatisfied with the price they have paid. Disillusioned by their prospects in the new Iraq and threatened by an increasingly bold resistance movement, they feel abandoned by the Americans, for whom they risked their lives and betrayed their country. A *mukhabarat* colonel who spied for the I.N.C. now sits in a bare office. He has a nominal position with a minimal income and no real authority. He is bitter, claiming he was promised more. "If they don't give the Iraqi groups power, we can liberate ourselves from the Americans and engulf Iraq in fire," he threatens.

Al-Jaburi and Mashadani, the CIA's heroes of the battle for the airport, feel left out in the cold as well. Al-Jaburi says he was paid \$75,000 for his efforts, Mashadani \$60,000—good money in a country where the average yearly income is \$2,500, as well as in the U.S., where the per-capita income is \$23,000. Still, the two men feel that they are highly exposed and that the U.S. is not doing enough to protect them. Al-Jaburi's name has appeared on a death list—obtained by TIME—kept by the remnants of the Fedayeen Saddam militia. Two of his relatives were shot dead while driving his car. He complains that the U.S. has not given him a license to carry a gun to protect himself. Without such a permit, Iraqis with arms are subject to arrest at U.S. checkpoints.

"The Americans are good-hearted. When they love you, they really love you," says al-Jaburi, "but when you finish your job, they forget you." Replies an officer of the CIA, who would not comment on the contributions of any particular Iraqi: "The people who have worked for us have been well treated. If there's some unhappiness, I suspect that it is from people who are either exaggerating their role or inventing promises that were never made." The greatest pledge the U.S. made to these people, of course, was that it would take down Saddam. That it did, with their considerable assistance. —With reporting by Timothy J. Burger/ Washington

A view from the Governing Council • By Iyad Alawi

America must let Iraq rebuild itself

No Iraqi will ever forget the momentous April day when a crowd of hundreds of cheering Baghdadis, helped by an American armored vehicle, pulled the huge statue of Saddam Hussein to the ground. With this act, we tore down three decades of tyranny and repression and began building in its place a foundation for freedom, democracy and a better future for our children.

To see that this goal is achieved, the Bush administration has challenged me and my colleagues on the Iraqi Governing Council to draft a constitution within six months and to move as quickly as possible to hold internationally monitored, free elections. We gladly accept that challenge, and welcome the vital assistance of the United Nations for the enormous task ahead.

But we also realize that there are obstacles on Iraq's march toward democracy. In the months since Iraq was liberated, jubilation has given way to insecurity and chaos. When my fellow Iraqis finally elect their government, they must have confidence that state institutions are not only legitimate and independent, but robust enough to guarantee safety and civil rights.

That is why the coalition and the council must take several immediate steps to establish the conditions for the constitutional process to succeed.

First, it is vital to call up the Iraqi Army and the national police force, at least up to mid-officer level. The coalition's early decision to abolish the army and police was well intended, but it unfortunately resulted in a security vacuum that let criminals, die-hards of the former regime and international terrorists flourish. And the coalition's plan to build a 20,000-member lightly armed force mostly responsible for

security and border control would make poor use of a valuable resource: the 300,000 Iraqi soldiers who simply went home with their weapons in the face of the American-led invasion.

Most of these soldiers are Iraqi patriots who chose not to fight for Saddam Hussein. Americans should not confuse the Iraqi Army with the hated Republican Guard, which Saddam Hussein created precisely because he distrusted the legitimate military. In one simple process, the coalition authority can support the governing council to call the army back to its barracks for retraining and, ultimately, for redeployment.

It is vital to call up the Iraqi Army and the national police force, at least to mid-officer level.

Most soldiers and their officers will proudly return to their units and contribute to their country's future.

The coalition and the Iraqi Interior Ministry can vet officers to remove those who committed crimes under the old regime, and then rapidly redeploy the most capable units to work with, and progressively relieve, American troops of security duties.

By supporting the recall of army units, the United States would also gain substantial good will in Iraq. In contrast, any American-led military presence, even if complemented by the United Nations, will never have the credibility and legitimacy that the Iraqi Army has among the people.

In addition, the Iraqi national police must also be

recalled. Most Iraqi policemen — as opposed to Saddam Hussein's feared security organs — are dedicated to law and order. The United States does not have the time or money to create a police force from the ground up, nor is it necessary, because we have a large, organized force that is ready and willing to serve.

Many other Iraqi governing institutions should also be reactivated by the Governing Council, with the support of the coalition authority. Special priority must be given to the Ministries of the Interior, Justice, Finance, Oil and Education. The Iraqi bureaucracy must also be called back to work, although of course after screening to disqualify serious offenders of the former regime. Together, the council and the coalition leaders can modernize the state apparatus, phase out obsolete policies, and encourage a new mindset of transparency and efficiency.

Finally, the United States should support international recognition of Iraqi sovereignty. The interim government could then quickly present a popular referendum, under UN monitoring, on the new national constitution. Making Iraqis once again a part of the international system is the prerequisite of successful reconstruction and a durable democratic system.

Iraqis are grateful for the tremendous efforts and sacrifices the United States is making on our behalf. Yet, ultimately, only Iraqis themselves can restore security, rebuild national institutions, enact a constitution and elect a democratic government. America must not rebuff Iraqis who are eager to have a stake in this national process. Like any free people, we want to ensure that we are in control of our own destiny.

The writer is serving as chairman of the Iraqi Governing Council this month.

Syria said to control \$3 billion for Saddam U.S. fears money may finance attacks

By Douglas Jehl

WASHINGTON: American investigators have evidence that \$3 billion that belonged to Saddam Hussein's government is being held in Syrian-controlled banks in Syria and Lebanon, Bush administration officials say.

A delegation led by the Treasury Department has spent nearly two weeks in Damascus trying to win access to accounts established by the former Iraqi government or its confederates, the officials said last week. Syria has promised to cooperate, but has so far failed to do so, the officials said.

A United Nations resolution passed after the American-led war against Iraq calls on all countries to seize and return to the American-administered Fund for Development in Iraq all assets belonging to the former Iraqi government so that they may be used to benefit the Iraqi people.

The officials said that the \$3 billion, most of it in Syria, is by far the largest American discovery to date of Iraqi money outside of Iraq.

Bush administration officials spoke on condition of anonymity, saying that to speak for the record might jeopardize

any cooperation with Syria. They said they were concerned that money left in Syrian banks might instead be used to finance further attacks on American forces inside Iraq, some of which are being sponsored or carried out by people loyal to Saddam. The Americans are pressing the Syrians to say who has access to the accounts.

The American belief that \$3 billion in Iraqi money was being held in Syrian-controlled banks was first reported in Time magazine. In interviews on Wednesday, Bush officials said that belief was based on "very specific evidence," including the names of banks, account numbers and other details that had been supplied to the Syrian government.

The United States is trying to persuade Syria to order the banks to return the money to the Iraqi development fund, or at least to share with the U.S. investigators information about accounts, including details about any recent withdrawals, the Bush officials said.

The officials acknowledged that their information about the accounts was not entirely up to date, and they said the American investigators, including a team of specialists from the

Internal Revenue Service, did not know for sure whether the \$3 billion was still in the Syrian banks.

About \$495 million of the money is in Syrian-controlled banks in Lebanon, whose government initially expressed a willingness to surrender the funds, the Bush officials said. But the officials said that commitment had been put in doubt by resistance from the Syrian government, which is the de facto power in Lebanon.

An additional \$500 million in Iraqi assets is in banks in Jordan, which is expected to return the money to the Iraqi development fund, the American officials said. At least as much money, and perhaps more, may be in banks in Turkey, they said.

About \$1.7 billion in money belonging to the former Iraqi regime had been held in banks in the United States, where it had been frozen since the Gulf war of 1991. That money has now been returned to Iraq, for use by the American-led occupation authority in paying the salaries of Iraqi workers.

Roughly \$150 million in Iraqi funds has long been frozen by the Japanese government after being found in accounts in that country, and about \$90 million of that has been returned to the Iraqi development fund. Another \$585 million has been identified in accounts of the Bank of International Settlements in Switzerland, and about \$275 million of that has so far been returned to Iraq.

The New York Times

Herald Tribune
 October 20, 2003

EU ministers strike Iran deal

Diplomatic coup on nuclear programme averts crisis

Ewen Macaskill and Dan De Luce in Tehran, Julian Borger in Washington

Three European foreign ministers claimed a diplomatic coup yesterday, securing an agreement from Iran over its nuclear programme which could defuse a brewing crisis with the US.

Jack Straw, Dominique de Villepin of France and the German foreign minister, Joschka Fischer, flew home last night with an agreement in which Iran accepted the key European demands. These were:

- To answer all the questions set out by the International Atomic Energy Agency (IAEA), about its furtive nuclear activity over the last year, including various undeclared experiments

- To sign an additional protocol to the non-proliferation treaty that will allow surprise visits to Iranian nuclear sites by IAEA inspectors

- And, most difficult of all for the Iranians, Tehran is "to suspend its uranium-enrichment and reprocessing activities".

Mr de Villepin, speaking at a joint press conference, said: "It is an important day for Europe because we are dealing here with a major issue."

Mr Straw said he was encouraged by the results of yesterday's negotiations but that Britain wished to see "implementation of what's been agreed".

Asked if the deal proved the fruits of the foreign secretary's policy of "constructive engagement" with Iran, Mr



A demonstration against the European ministers outside the talks in Tehran yesterday
Photograph: Abedin Taherkenareh/EPA

Straw told reporters: "It's too early to say from today's activities."

The US also reacted cautiously. Scott McClellan, the White House spokesman travelling with the president in Asia, said the agreement would be a "positive step" if Iran complied.

"We have been in close contact with the Europeans all along so we very much welcome the efforts by the British, German and French foreign ministers to obtain a commitment of full compliance by Iran with its IAEA and non-proliferation obligations," Mr McClellan said. "Full compliance will now be essential."

The deal, reached after three-and-a-half hours of talks at the former palace of the shah in central Tehran, was struck days before an October 31 deadline, laid down by the IAEA, for Iran to prove it is not engaged in a covert nuclear weapons programme and sign a protocol allowing more in-

trusive inspections.

An IAEA spokesman said the agreement sounded "encouraging" but said the agency "hopes and expects that in the next few days Iran will deliver ... a full declaration of all its past nuclear activities and an official notification of its readiness to conclude an additional protocol".

Iranian students held a government-organised demonstration outside the meeting, chanting "Death to America" and "Jack go home".

The crisis began when the IAEA found traces of uranium-enriched material — used in the production of nuclear weapons — at the Natanz nuclear plant this year.

If the European mission had failed, and the deadline expired, the issue would almost certainly have gone to the UN security council, with possible economic sanctions against Iran.

The talks lasted longer than planned because of disagree-

ment over how to define Iran's pledge to suspend uranium-enrichment efforts. European foreign ministers, who wanted to win a broader commitment, insisted on postponing a scheduled meeting with President Mohammad Khatami until the matter was clarified, diplomats said afterwards.

Iran agreed to wording in the final communique that granted authority to the IAEA to define the terms of "suspension" of uranium-enrichment activities.

Asked how long Iran would suspend its uranium-enrichment activities, Iran's envoy to the IAEA, Ali Akbar Salehi, said: "There is no time limit."

In the end, the two sides compromised, saying that the director general of the IAEA, Mohammed El Baradei, would decide which activities are covered. In the longer term, the Europeans want Iran to dismantle the Natanz plant.

IRAN Visites des ministres français, allemand et britannique

Téhéran donne des garanties sur le nucléaire

La communauté internationale le réclamait depuis des mois. L'Iran a enfin accepté, hier, de donner aux ministres des Affaires étrangères alle-

mand, français et britannique, les garanties prouvant la nature purement civile de ses activités nucléaires.

Au cours de la visite sans pré-

céder des chefs de la diplomatie des trois grands Européens, Téhéran s'est engagé par écrit à accepter un contrôle renforcé de ses activités en signant le protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP), à suspendre tout enrichissement d'uranium et à montrer une « coopération » et une « transparence totales » vis-à-vis de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'organisation onusienne veillant à la non-prolifération. A dix jours de l'expiration d'un ultimatum

de l'AIEA, Téhéran a ainsi accédé, sur le papier, aux exigences de l'agence et de la communauté internationale en général.

Les trois ministres, Joschka Fischer, Dominique de Villepin et Jack Straw, ont parlé d'un « jour important » pour la lutte contre la prolifération, pour la stabilité de la région, mais aussi dans les relations entre l'Iran et l'Union européenne. « Aujourd'hui, nous avons trouvé une solution aux problèmes en suspens : c'est-à-dire que l'Iran va

signer le protocole additionnel, pleinement coopérer avec l'AIEA, et suspendre l'enrichissement (d'uranium) et le retraitement », a déclaré Dominique de Villepin après près de trois heures de discussions dans l'ancien palais impérial Saadabad

avec Hassan Rohani, chargé de gérer la crise.

Le gouvernement iranien « a décidé de s'engager dans une coopération totale avec l'AIEA », dit la déclaration finale de la rencontre. Le texte réaffirme « que les armes nucléaires (n'ont) pas leur place dans la doctrine de défense de l'Iran ».

De son côté, le président iranien Mohammad Khatami a salué la volonté européenne de dialoguer avec la République islamique et de « contribuer à la stabilité dans la région ». « Il faut éviter de nouvelles crises dans la région (...) J'espère que nous progresserons pour sup-

primer les sources de tension, a-t-il ajouté. Nous avons toujours dit que, dans le respect de la justice et de nos intérêts nationaux, nous sommes prêts à faire des efforts pour résorber les mécontentements. »

C'est principalement un engagement iranien à signer le protocole additionnel que les ministres européens étaient venus chercher. Ils avaient fait comprendre qu'ils n'honoreraient pas l'invitation des Iraniens, inquiets de la menace de l'isolement international, s'ils n'avaient pas l'assurance de repartir avec des engagements probants.

L'Iran était pressé depuis des mois de signer ce texte et de permettre ainsi à l'AIEA d'inspecter quasiment sans préavis toute installation iranienne. Mais les ministres européens attendaient aussi de l'Iran la garantie qu'il fournirait à l'AIEA toutes les in-

formations qu'elle réclame sur ses activités nucléaires passées et présentes. L'AIEA a donné à l'Iran jusqu'au 31 octobre pour

le faire, faute de quoi Téhéran s'exposera à une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU, avec la menace de sanctions internationales.

Conscients qu'il n'y a pas loin entre la maîtrise de la production de combustible nucléaire à des fins civiles et militaires, les trois ministres se déplaçaient aussi pour convaincre leurs interlocuteurs de cesser l'enrichissement d'uranium.

L'Iran, qui a résisté pendant des mois, a assuré hier qu'il satisfait ces exigences. « Nous avons franchi une étape et ce qui importe, à présent, c'est l'application de nos accords », a cependant déclaré Jack Straw, avec l'approbation de ses homologues européens.

Pour conforter la prudence européenne, Hassan Rohani, selon une tactique éprouvée, a dit que l'Iran se réservait de reprendre l'enrichissement d'uranium s'il le juge nécessaire. « Nous suspendons nos activités aussi longtemps que nous le jugerons nécessaire et nous reprendrons ces activités si nous le jugeons nécessaire, a-t-il affirmé devant la presse à Téhéran. Cela peut être dans un jour, un an ou plus. La décision nous appartient; cela dépend de nos intérêts. »

Les Iraniens craignent en effet pour l'indépendance de l'approvisionnement en combustible de leurs futures centrales. Selon des sources diplomatiques, les Européens auraient fait miroiter aux Iraniens la possibilité de les approvisionner. Mais, comme l'AIEA, ils ont constamment souligné que les garanties iraniennes devaient être « inconditionnelles ».

(AFP, Reuter.)



Le Premier ministre Mohammed Najji Otri

FRANCE-PAYS ARABES

● N° 294 ● OCTOBRE 2003

LISTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT SYRIEN

Premier ministre : Mohammed Najji Otri
 Ministre de la Défense : Mustapha Tlass (inchangé)
 Ministre des Affaires étrangères : Farouk el-Charaa (inchangé)
 Ministre des Emigrés : Boussaïna Chaabane (nouvelle)
 Ministre de la Santé : Iyad Chatti (inchangé)
 Ministre de l'Agriculture : Adel Safar (nouveau)
 Ministre de l'Electricité : Mounib Saëni al-Daher (inchangé)
 Ministre du Pétrole : Ibrahim Haddad (inchangé)
 Ministre de l'irrigation : Nader al-Bounni (nouveau)
 Ministre de la Culture : Mahmoud Sayyed (était à l'Éducation)
 Ministre de l'information : Ahmed al-Hassane (nouveau)
 Ministre du Waaf (biens religieux) : Mohammed Zyada (inchangé)
 Ministre des Transports : Makram Obeid (inchangé)
 Ministre de la Justice : Nizar al-Assassi (nouveau)
 Ministre de l'industrie : Mohammed Safi Abou Dane (nouveau)
 Ministre de l'intérieur : le général Ali Hammoud (inchangé)
 Ministre des Communications et de la Technologie : Bachir Mounajjed (inchangé)

Ministre des Affaires sociales et du Travail : Siham Dalou (nouvelle)
 Ministre de l'Habitat et de la Construction : Nihad Mouchantat (nouveau)
 Ministre de l'Administration locale et de l'Environnement : Hilal al-Atrache (inchangé)
 Ministre de l'Éducation : Ali Saad (nouveau)
 Ministre des Finances : Mohammed al-Hussein (était vice-Premier ministre pour les Affaires économiques)
 Ministre du Commerce : Ghassan Rifaï (était ministre de l'Economie)
 Ministre du Tourisme : Saadallah Agha al-Qalaa (inchangé)
 Ministre de l'Enseignement supérieur : Hani Mourtada (nouveau)
 Ministre pour les Affaires de la présidence : Ghassane Laḥam (nouveau)
 Ministre d'Etat : Youssef Suleiman al-Ahmed (nouveau)
 Ministre d'Etat : Bachar al-Chaar (nouveau)
 Ministre d'Etat : Mohammed Yehia Kharrat (nouveau)
 Ministre d'Etat : Houssam al-Assouad (nouveau)
 Ministre d'Etat : Ghias Jaratli (nouveau)

L'Iran accepte de faire la transparence sur ses activités nucléaires

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Dominique de Villepin est particulièrement satisfait. Pour le ministre français des affaires étrangères comme pour ses homologues anglais, Jack Straw, et allemand, Joschka Fischer, le mardi 21 octobre est « un jour important pour l'Iran, pour l'Europe et pour la non-prolifération nucléaire ». Tous l'ont dit à l'issue de leur visite conjointe à Téhéran pour tenter de trouver une solution à l'épineuse question du nucléaire en Iran.

Les trois hommes estiment en effet qu'une véritable percée diplomatique a été obtenue puisque la République islamique a accepté les exigences formulées dans la résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), adoptée le 12 septembre à Vienne. Ce texte fixe en termes précis les obligations auxquelles doit se soumettre l'Iran avant le 31 octobre pour éviter une saisine du Conseil de sécurité des Nations unies.

Il y a trois questions fondamentales pour l'AIEA et les ministres européens : la coopération sans réserve des autorités iraniennes avec l'AIEA ; l'adhésion au protocole additionnel qui permet des visites inopinées et complètes sur tous les sites du territoire iranien ; enfin l'arrêt d'un programme d'enrichissement d'uranium. Sur ces trois points cruciaux, la troïka a estimé qu'elle avait obtenu satisfac-

tion. Il s'agit d'« un début prometteur ou chacun, à l'avenir, va devoir jouer son rôle », comme l'a expliqué M. de Villepin.

Le texte de l'accord conclu à Téhéran stipule que « le gouvernement iranien a décidé d'engager sa totale coopération avec l'AIEA afin de répondre, dans la transparence, à toutes les exigences et problèmes majeurs

et de clarifier et corriger les manquements et les carences avec l'agence ». Il indique également que « le gouvernement iranien a décidé de signer avec l'AIEA le protocole additionnel et d'entamer le processus de ratification. Pour preuve de sa bonne volonté, le gouvernement va poursuivre sa coopération avec l'agence conformément au protocole avant même sa ratification. » Enfin, dernier point : « L'Iran a décidé volontairement de suspendre l'enrichissement d'uranium et son retraitement conformément à la demande de l'AIEA. »

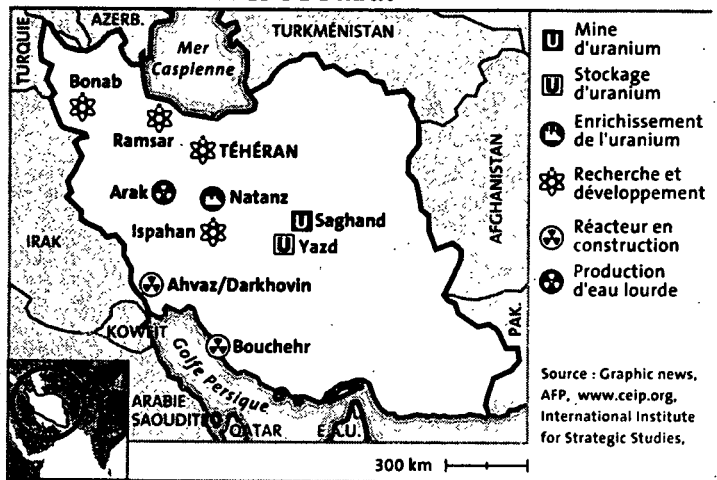
Lors des discussions qui se sont succédé d'abord avec Kamal Kharaizi, ministre des affaires étrangères, puis avec Hassan Rohani, chef du Conseil suprême de la sécurité nationale, personnage-clé de la négociation, c'est sans aucun doute ce dernier point qui a été le plus difficile à obtenir. Au cours de la conférence de presse commune, M. Rohani n'a cessé de mettre en

avant le souci de préserver « les intérêts nationaux, la fierté et la souveraineté nationale et la sécurité du pays » insistant sur le caractère « provisoire de cette suspension » et sur « le droit inaliénable à l'accès au nucléaire ».

L'hodjatoleslam Rohani n'a pas non plus caché que « la ratification du protocole additionnel devait être soumise à un processus » et que cela n'empêchait pas de « formuler des observations » tout en soulignant sa volonté de « réduire la tension et d'établir une nouvelle confiance ».

Toute la question est désormais de savoir de quelle manière les autorités iraniennes vont tenir leurs engagements. Ce sera aux inspecteurs de l'AIEA d'en juger. Dans un premier temps, Mohamed ElBaradeï, directeur général de l'AIEA, devra dire, dans le rap-

LES SITES NUCLÉAIRES DE L'IRAN



Source : Graphic news, AFP, www.ceip.org, International Institute for Strategic Studies.

port qu'il doit remettre le 31 octobre, quelles sont encore les zones d'ombre du programme nucléaire iranien. Le conseil des gouverneurs doit ensuite se réunir le 20 novembre pour l'examiner et décider des mesures à prendre.

Puis la balle sera de nouveau dans le camp des mollahs. Le régime n'a jamais accepté la datebutoir du 31 octobre qui a toujours été ressentie comme un ultimatum humiliant. Téhéran a refusé de céder aux exigences de l'AIEA considérant qu'il s'agissait d'un viol de la souveraineté nationale et d'une ingérence dans ses secrets militaires et stratégiques.

Pour les conservateurs, la venue des inspecteurs de l'AIEA est assimilée à une intrusion. Ils sont comparés à des espions et rappellent ce qui s'est passé en Irak entre 1991 et 1998. Les réformateurs sont en revanche plus favorables à une coopération, espérant obtenir en échange le droit pour l'Iran d'avoir un programme nucléaire civil et une assistance technique des pays occidentaux.

Ces divisions entre les deux camps n'ont pas facilité le travail de l'AIEA. Ce n'est pas par hasard si des manifestants se sont rassemblés devant et à l'intérieur du palais Saad Abad, ancienne demeure

de du chah, où ont eu lieu les réunions pour protester contre les visiteurs et réclamer le droit de l'Iran à l'énergie nucléaire. La voiture de Dominique de Villepin bloquée par les manifestants a été contrainte de faire demi-tour.

Reste désormais à savoir si l'Iran respectera l'accord signé le 21 octobre et satisfera à toutes ses obligations. L'AIEA attend de l'Iran une « déclaration complète sur ses activités nucléaires passées » et « une notification officielle de son engagement à signer le protocole additionnel », a indiqué mardi M. ElBaradeï pour qui l'accord est « un signe encourageant ».

Michel Bôle-Richard

M. Bush : « Un développement très positif »

George Bush a qualifié, mercredi 22 octobre, de « développement très positif » l'accord de Téhéran. Il a remercié la « troïka » européenne d'avoir « transmis un message très ferme aux Iraniens afin qu'ils désarment. C'est à eux désormais de prouver qu'ils acceptent les requêtes du monde libre », a-t-il précisé. Pour le porte-parole du département d'Etat, Adam Ereli, « c'est un premier pas et seulement un premier pas. L'important ce sont les actes », a-t-il déclaré soulignant que les Etats-Unis « surveilleraient » les actions de l'Iran et que « les exigences de l'AIEA et du TNP (Traité de non-prolifération nucléaire) ne sont pas renégociables ». M. Ereli a ajouté que les trois pays européens avaient été en « contact étroit avec les Etats-Unis ». « Si l'Iran signe et applique le protocole additionnel, coopère totalement avec l'AIEA, et stoppe ses activités d'enrichissement d'uranium, ce serait un pas positif dans la bonne direction », a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, à Singapour, où il accompagne le président Bush. « Il est maintenant essentiel que l'Iran agisse en totale conformité avec ses engagements », a-t-il conclu. — (AFP.)

Le Monde

23 OCTOBRE 2003

Le développement du monde arabe s'est ralenti depuis le 11 septembre

Un rapport du PNUD et du Fonds arabe pour le développement économique et social souligne la réduction de la liberté d'expression et de l'accès au savoir

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« **PAR DES ARABES**, à l'intention des Arabes » : telle est la description, par ses auteurs, du rapport sur le développement humain dans le monde arabe, publié lundi 20 octobre à Amman. Deuxième du genre, il est rédigé par une quarantaine de chercheurs arabes, en liaison avec le bureau jordanien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds arabe pour le développement économique et social.

Parmi ces chercheurs figurent un ancien ministre égyptien, aujourd'hui président du tribunal administratif de la Banque mondiale, un professeur de philosophie à l'université de Rabat, un professeur de physique à l'université de Sharjah aux Emirats arabes unis, un professeur du CNRS, en France, ou encore le directeur du Centre d'études sur l'orient contemporain à la Sorbonne. Le document, qui concerne quelque 280 millions d'Arabes dans vingt et un pays et la Palestine, a été coordonné par Rima Khalaf Hounadi, ancienne vice-premier ministre de Jordanie, et directrice régionale du PNUD pour les Etats arabes.

Le diagnostic porté cette année confirme celui de l'an dernier.

Le monde arabe souffre d'une insuffisance dans trois domaines fondamentaux, ce qui handicape son développement : la liberté d'expression, l'accès au savoir, et l'émancipation des femmes. Selon le document, le monde arabe, malgré son histoire, n'a pas su préserver la « société du savoir » indispensable au développement. Les auteurs réclament « un climat de liberté », loin des contrôles menés par les administrations et les « agences de sécurité » qui freinent la créativité et l'expansion.

Contrairement à une idée répandue, les pays arabes ne sont pas tous riches, souligne le rapport. Le PIB des vingt et un pays étudiés n'était que légèrement supérieur à celui de l'Espagne fin 1999 (559 milliards de dollars). Après le boom pétrolier des années 1970, les économies arabes ont plutôt enregistré un déclin. En raison des défaillances du système, les professionnels qualifiés préfèrent s'exiler. Plus de 15 000 médecins arabes ont émigré à l'étranger entre 1998 et 2000. Cela

« entrave l'acquisition du savoir dans le monde arabe », estime le rapport. « La quasi-totalité des pays arabes ont cédé les aspects-clés de la production pétrolière caractérisés par un niveau élevé du savoir à des sociétés étrangères », remarque-t-il.

Sur le plan politique, certains régimes arabes ont pris prétexte de la situation qui a suivi les attentats du

Le nombre d'étudiants arabes aux Etats-Unis a baissé de 30 %

11 septembre pour restreindre les libertés civiles et politiques, indique le rapport.

Certains pays arabes ont « adopté une définition très large du terrorisme » qui a en fait abouti à une forme de censure. « L'effet le plus grave de la guerre contre le terrorisme est peut-être d'avoir fourni aux régimes au pouvoir dans certains pays arabes une justification spécieuse à la réduction des libertés par le biais d'une définition élargie du terrorisme. » Le rapport fait état d'une censure élargie qui se

traduit par une restriction de l'accès à Internet ou par des mesures répressives contre la publication de documents considérés comme des formes d'encouragement au « terrorisme ». Certains gouvernements exploitent aussi le conflit israélo-arabe et les tensions nées de la guerre d'Irak en étouffant les libertés civiles et l'opposition intérieure au nom d'une « mobilisation » contre l'ennemi. Les organisations non gouvernementales se sont aussi heurtées en 2003 à des contraintes juridiques et pratiques accrues.

Selon les auteurs, la religion musulmane « encourage le savoir, malgré des interprétations hostiles au développement ». Mais une « alliance » s'est formée « entre des systèmes de gouvernement coercitifs et un groupe de savants musulmans conservateurs ». Elle a « produit des interprétations servant les intérêts des gouvernements mais hostiles au développement humain ».

Depuis le 11 septembre 2001, les relations arabo-occidentales se sont tendues. Le PNUD dénonce à cet égard un mode de présentation ethnique des Arabes et des musulmans aux Etats-Unis. Il relève une baisse marquée du nombre d'étudiants arabes en Amérique, ce qui est un facteur de recul en matière d'acqui-

sitions de connaissances et « affaiblit les liens entre les Arabes et l'Occident ». Le rapport cite une baisse de 30 % du nombre d'étudiants arabes aux Etats-Unis entre 1999 et 2002 (31 % pour l'Arabie saoudite, 25 % pour Oman).

Le rapport encourage une critique de certains enseignements islamiques considérés comme des obstacles à la modernisation. Les groupes islamiques clandestins préconisant la violence se renforcent en l'absence de « canaux politiques pacifiques et efficaces pour traiter des injustices dans le monde islamique ». Les auteurs soulignent enfin la nécessité de « libérer la religion de l'emprise de la politique, et de libérer les institutions religieuses des autorités politiques, des gouvernements et des mouvements religieux radicaux ».

L'année dernière, plus d'un million de personnes ont téléchargé le rapport sur le développement humain dans le monde arabe posté sur Internet, se félicite enfin le Programme des Nations unies pour le développement.

Corine Lesnes

Peu de journaux et un taux important d'ouvrages religieux

Voici quelques conclusions et statistiques tirées du rapport 2003 :

● **Censure et best-seller** : dans les pays arabes (population globale 284 millions d'habitants), le tirage d'un best-seller ne dépasse pas 5 000 exemplaires « en raison de la censure et de contraintes imposées aux éditeurs indépendants ».

● **Peu d'ouvrages traduits** : le volume d'ouvrages traduits en arabe est faible. Cinq fois plus d'ouvrages sont traduits chaque année en grec, une langue parlée par 11 millions d'habitants seulement. Moins de 10 000 ouvrages ont été traduits vers l'arabe au cours du dernier millénaire, ce qui correspond au nombre d'ouvrages traduits vers l'espagnol chaque année.

● **Faiblesse de la presse** : 53 journaux pour 1 000 habitants

sont publiés chaque jour dans la région contre 285 pour 1 000 habitants dans les pays industrialisés.

Dans la plupart des pays arabes, la presse évolue dans un climat caractérisé par de fortes restrictions de liberté d'opinion et d'expression : journaux fermés, perquisitionnés, saisis ou suspendus. Dans beaucoup de pays, les journalistes s'exposent à des arrestations, à des sanctions pour délit d'opinion.

● **1 % des livres** : Les Arabes représentent 5 % de la population mondiale mais ne publient qu'1 % des livres.

● **De nombreux ouvrages religieux** : les ouvrages religieux représentent 17 % de la production littéraire contre 5 % dans le reste du monde. Le rapport cite le vice-président de l'Union des éditeurs du monde

arabe pour qui, « les auteurs et éditeurs ont du mal à composer avec les caprices et instructions de 22 censeurs ».

● **Manque d'ordinateurs** : on compte 18 ordinateurs dans le monde arabe pour 1 000 habitants (contre 78 pour 1 000 dans les pays industrialisés).

● **Internet** : le taux d'utilisation d'Internet est l'un des plus faibles du monde. Le nombre d'utilisateurs a augmenté de 60 % entre 2000 et 2001 mais les habitants qui ont accès à Internet ne représentent que 1,6 % de la population (contre 79 % aux Etats-Unis et 68 % au Royaume-Uni).

● **Les sciences délaissées** : il y a moins de 371 scientifiques ou ingénieurs travaillant dans la recherche et le développement par million d'habitants contre une moyenne mondiale de 979.

IRAK Patrouille au ventre

libération

23 OCTOBRE 2003



Avec plus d'une centaine de morts depuis mai, les GI sont aux aguets. Leur principal objectif, désormais: limiter les pertes, notamment en formant la relève irakienne. Reportage à Ramadi.

Patrouille de GI dans les rues de Bagdad en juillet. Après la liesse de la «libération», ils ne circulent plus aujourd'hui que caparaonnés dans leurs Humvee.

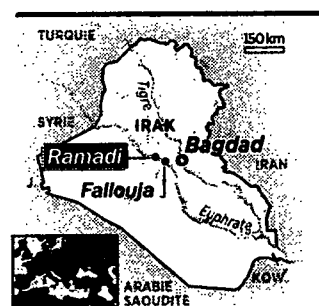
Ramadi envoyé spécial

Muy bien. *Vamos.*» Le sergent qui commande la patrouille de la compagnie Bravo du 124^e bataillon est portoricain (1), et c'est en espagnol qu'il s'adresse à ses hommes, occupant le Humvee de tête. L'engin, une sorte de grosse jeep à air conditionné, est blindé de haut en bas. Les vitres font quatre centimètres d'épaisseur. Les gars portent des gilets pare-balles d'une quinzaine de kilos et un casque en kevlar. Une mitrailleuse de 50 mm montée sur le toit est prête à cracher: «*Avec une puissance de feu comme la nôtre, les hadjis peuvent toujours se pointer*», fait l'un des soldats en armant son M16. Pour les GI, les Irakiens n'existent pas. Ils ne parlent que des «hadjis», de «nourriture hadji», de «femmes hadji» sans savoir que le «hadji» désigne le voyage à la Mecque. Un soldat fait le signe de croix avant de grimper dans le deuxième Humvee. Sur le sommet de son casque est inscrit au stylo: «Hey God, help!» (Dieu, à l'aide!). Sur son heaume, le sergent, lui, a écrit son sobriquet: «Chief Wide Feather» («chef Grandes Plumes»). Le chauffeur du Humvee de tête place son Colt 45 à côté du volant et éteint le lecteur de CD qui beugle du rap depuis le début des préparatifs. La patrouille peut quitter Camp Hurricane, installé à Ramadi dans un ancien palais de Saddam Hussein. Le premier objectif de la compagnie Bravo est

un sac poubelle, détecté par l'intelligence militaire. La mission consiste à vérifier qu'il ne s'agit pas d'une bombe télécommandée. Grandes Plumes donne le signe de départ: «*Vamos.*»

«**Good Bush!**», «**Saddam bad!**»

Fini la décontraction des semaines qui ont suivi la chute de Saddam Hussein, le 9 avril. On ne voit plus les GI patrouiller à pied dans les villes irakiennes, le M16 en bandoulière dans le dos. Aujourd'hui, c'est dans la carapace de leurs Humvee que les soldats circulent, le doigt sur la gâchette et l'œil aux aguets. Pour les suivre et les interviewer, il faut faire une demande d'embedment auprès de leur état-major: une procédure qui revient à «s'enrôler» dans une compagnie afin d'en partager quelques heures, voire quelques jours. C'est ainsi que, trois semaines après notre requête, on se retrouve embarqué avec la compagnie Bravo. Notre patrouille, qui chemine dans les ruelles d'un quartier de Ramadi, est d'emblée encerclée. Une meute d'enfants, pouce levé, crie «*Good Bush!*», «*Saddam bad!*». Les gosses courent pieds nus le long du convoi, au risque de se faire écraser. «*D'habitude, on apporte des bonbons pour leur en donner*», dit Grandes Plumes. Puis les gamins entonnent: «*Money! Money!*» Le sergent North, un grand gaillard noir, sort cinq ou six billets d'un dollar, les plie plusieurs fois dans le sens de la longueur et les glisse un par un dans sa ceinture de



munitions. «*Je ne les donne qu'aux femmes et aux fillettes, pour leur apprendre qu'elles sont importantes, car elles sont les maîtresses du foyer.*» Persuadé de l'utilité de sa méthode pédagogique, il tend depuis le blindé l'une de ses munitions en numéraire à une «hadji» sur son pas de porte, qui la refuse. «*Ils se méfient de nous... et nous aussi. Ils vous font signe, puis la seconde d'après, vous balancent un caillou.*» Direction le commissariat, pour prendre un policier irakien, que les GI comptent envoyer tester le sac poubelle. Depuis cinq mois que le 124^e bataillon est dans le secteur, cinq bombes télécommandées ont été découvertes à temps, et cinq autres ont explosé au passage de leurs convois. Bilan: 14 blessés plus ou moins graves sur les 530 hommes du bataillon. Au commissariat, les «hadjis» ne parlent ni espagnol ni anglais. Grandes Plumes se fait comprendre par gestes, et

embarque un policier. Sur place, le sac poubelle est... un sac poubelle. Depuis deux mois, les forces américaines ont entraîné et remis au travail à Ramadi plusieurs centaines de policiers, avec de relativement bons salaires, allant de 80 à 120 dollars mensuels (68 à 102 euros). La logique est double: rétablir l'ordre social et réduire les risques d'attentats ou d'embuscades contre la troupe américaine afin de limiter leurs pertes en hommes (2). «Plus il y a de policiers sur le terrain, moins mes hommes sont exposés», explique le capitaine Lyon. Les policiers irakiens, considérés par les groupes armés antiaméricains comme des collabos, sont désormais en première ligne. Un attentat a tué à la mi-juillet sept nouvelles recrues en pleine cérémonie de remise des diplômes. Sur les 500 policiers de cette toute première promotion, seulement la moitié a osé prendre son poste le lendemain. La maison du chef de la police a, dans le même temps, essuyé trois attaques au lance-roquettes et quelques tirs.

«Baby-sitting de l'Irak»

Un général américain, Charles Swannack, inaugurerait la semaine dernière à Ramadi une école de police bâtie aux normes américaines: ordinateurs, salles de projection, air conditionné... et facture réglée par les Etats-Unis (500 000 dollars, environ 424 000 euros). Le bâtiment borde la base américaine située dans un lieu désertique en dehors de la ville. Par crainte d'une attaque, une bonne centaine de GI a été déployée pour protéger la cérémonie d'inauguration, à laquelle ont été conviés les scheiks (chefs tribaux) locaux. Celle-ci a commencé par la prière d'un imam, qu'un capitaine américain a invité au micro, puis a été suivie par un lever du drapeau irakien, salué militairement par le général Swannack et ses hommes. Pas le moindre emblème des Etats-Unis en vue. En revanche, et significativement, un diplomate du département d'Etat était présent. Les efforts d'apaisement - que certains soldats qualifient de «baby-sitting de l'Irak» - ne s'arrêtent pas là. Les milliards du Pentagone et les milliards de dollars découverts dans les bunkers de Saddam servent, à Ramadi, à réparer les écoles, les centrales électriques, à refaire la morgue de l'hôpital et même à acheter des filets aux pêcheurs de l'Euphrate... Prise dans son ensemble, la situation des forces américaines en Irak semble plus critique qu'auparavant: «L'utilisation des armes légères, des lance-roquettes, des bombes à déclenchement à distance ainsi

que des mortiers est en augmentation, et notamment la fréquence des attaques à la bombe télécommandée», souligne un rapport semi-confidentiel publié lundi par le *New York Times*. A Ramadi, point chaud, les Américains veulent faire savoir que la sécurité s'améliore. Depuis mai, le nombre d'attaques contre la coalition a diminué dans la ville. Les patrouilles essayaient alors systématiquement des coups de feu, et les attaques au mortier étaient quotidiennes. «Pour rien au monde, je ne voudrais revivre ça», se souvient le soldat Nicolas Ramey, un réserviste, chanteur lyrique dans le civil. C'est désormais à 30 kilomètres de Ramadi, sur l'autoroute qui conduit à Fallouja, que les attaques sont quasi quotidiennes.

Réservistes ou engagés, la troupe américaine, moins de plus parfois plus d'un

an, ne parle que d'une chose: «Going home.» Une extension de six mois, décidée le 15 octobre, a considérablement ébranlé leur moral. La décision a échauffé les esprits des réservistes de

la garde nationale, dont nombre d'hommes craignent de ne pouvoir retrouver leur emploi civil, en dépit d'une loi contraignant leur employeur à les réembaucher. «Un réserviste a dû rentrer en catastrophe pour liquider son entreprise d'informatique qui a fait faillite en raison de son absence prolongée», raconte le capitaine Lyon, en souhaitant que l'amélioration relative de la situation à Ramadi accélère la démobilisation.

On en est loin. Dans cette province sunnite particulièrement rebelle d'Al-Anbar, les Américains ont renforcé leurs effectifs, selon Michelle Bredenkamp, une militaire du renseignement de la 82^e aéroportée. Les pertes américaines dans cette province - les chiffres sont classés défense - sont le souci principal des généraux, qui tentent aussi de s'appuyer sur les structures tribales, comme le faisait Saddam Hussein, pour pacifier la population. Le général Swannack a ainsi essayé, la semaine dernière à Ramadi, de faire signer, à la cinquantaine de scheiks que compte Al-Anbar, un document promettant en termes alambiqués un «transfert de pouvoir de manière aussi expéditive que possible» et souhaitant en échange que les chefs tribaux «condamnent les actions des terroristes et des criminels» à l'encontre de la coalition et encouragent les citoyens à dénoncer «les personnes qui détruisent les infrastructures et commettent des actes de sabotage et de violence». La conférence a

«Plus il y a de policiers irakiens sur le terrain, moins mes hommes sont exposés.»

Capitaine Joseph Lyon, compagnie Bravo

tourné court lorsque les scheiks ont profité de l'occasion pour présenter à leur tour leurs demandes: refus d'un déploiement de troupes turques dans la région, évacuation de la ville par les troupes américaines et réintégration des ex-officiels du parti Baas chassés de leur emploi. Et si certains scheiks âgés semblaient prêts à signer le pacte, les plus jeunes campaient sur leur fierté: «Les Américains sont des occupants, et la résistance contre eux est légitime», confiait l'un d'eux. Quelques erreurs de traduction de l'anglais en arabe et les infinies précautions de langage des Américains ont fini d'aiguiser les quiproquos, certains délégués s'étant persuadés que le document signifiait un transfert immédiat du pouvoir...

Les méprises, dit le capitaine de la compagnie Bravo, font partie du quotidien. «Un soir d'octobre, des milliers de coups de feu se sont soudain mis à retentir dans toute la ville. On croyait avoir affaire à la plus grosse attaque jamais lancée contre nous. On a déployé des dizaines de blindés, tout ce qu'on avait. Jusqu'au moment où on s'est aperçu que la population tirait en l'air pour fêter la victoire 5-0 en football contre l'équipe de Bahreïn.» Ça devrait être football tous les jours... ◆

PHILIPPE GRANGERAU

(1) Porto Rico est un Etat libre associé des Etats-Unis.

(2) Les pertes américaines dépassent désormais la centaine de morts pour l'ensemble du pays depuis la fin des opérations majeures décrétée par George W. Bush le 1^{er} mai.

Trois mois de violences

Le 7 août, un attentat à la voiture piégée vise l'ambassade de Jordanie à Bagdad. Le 19, un attentat-suicide souffle le siège des Nations unies à Bagdad, tuant Sergio Viero di Mello, représentant spécial du secrétaire général. Le 29 août, l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim, chef chiite, meurt dans l'explosion d'une voiture piégée à Najaf. Le 20 septembre, Akila al-Hachimi, membre du Conseil de gouvernement transitoire, est tuée à Bagdad. Le 9 octobre, attentat contre un poste de police. Le 12, attentat à la voiture piégée devant le Bagdad Hotel.



L'aide financière dérisoire des alliés a gêné la paix en privant les Irakiens du minimum vital.

Irak, le coût des économies

PAR GÉRARD CHALIAND, géostratège

Irak: comment accumuler les erreurs en pratiquant une grande politique à l'économie? Les faits semblent désormais clairs aux yeux d'une grande partie des opinions publiques: il n'y a jamais eu de menace irakienne imminente justifiant une guerre préventive. Il y a eu surestimation délibérée du danger représenté par d'éventuelles armes de destruction massive. Enfin, les liens entre Al-Qaëda et Saddam Hussein n'ont pu être établis parce qu'ils n'avaient jamais existé. Cette guerre de choix, dirigée contre un dictateur particulièrement brutal, visait à changer de régime et d'en susciter un autre à vocation démocratique plus conforme aux intérêts américains. L'objectif ultime n'était-il pas, par la valeur d'exemple qu'aurait représentée le nouvel Irak, de diffuser la démocratie au Moyen-Orient? Les exemples historiques de l'Allemagne et du Japon, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avaient été évoqués. La toute-puissante Amérique d'aujourd'hui ne serait-elle pas capable de rééditer ce qui fut accompli à l'époque?

C'est un fait que la chute du régime de Saddam Hussein a été accueillie avec soulagement par une majorité des populations. Celle-ci permet la libre expression d'opinions contradictoires dans un pays où il était coûteux d'être dissident. La majorité chiite, pour la première fois depuis trois décennies, peut se faire entendre, les Kurdes participent au conseil intérimaire du gouvernement. Les heurts armés sont circonscrits géographiquement. Cependant, six mois après la fin de la guerre, la situation s'est considérablement détériorée.

En investissant l'Irak, l'administration Bush n'avait tiré aucune leçon de l'Afghanistan. Après une victoire militaire rapide, la paix a été gâchée par un souci d'économie, en hommes comme en argent. L'aide financière, après avoir évoqué l'exemple du plan Marshall, représente annuellement, pour vingt millions d'Afghans, la somme allouée, chaque mois, au maintien de moins de dix mille soldats américains présents en Afghanistan. Cette aide, bien tardivement, sera doublée. En Irak, où l'enjeu est autrement important, l'appui d'une majorité de la population a été perdu parce que les besoins d'une vie quotidienne normale en eau et en électricité n'ont pas été rétablis à temps, faute d'y mettre les

moyens financiers nécessaires.

Les dissensions au sein de l'administration Bush elles-mêmes n'ont pas permis de mener une politique cohérente, sans compter l'impréparation générale à l'après-guerre.

C'était une erreur de laisser se développer d'emblée le pillage et la criminalité, cette dernière, en ville et notamment à Bagdad, étant devenue endémique.

La formation accélérée d'un corps de police irakien en charge de la sécurité urbaine a été trop longtemps retardée, transformant en occupants ceux qui se présentaient en libérateurs. Les forces armées américaines, contrairement à leurs homologues britanniques, étaient mal préparées à la situation à laquelle elles doivent faire face et suscitent, comme c'était prévisible, des attitudes hostiles de la part des populations. Durant ces six mois, l'administration Bush a pu mesurer son isolement. Il a fallu la participation

Selon toute probabilité, les tensions en Irak, avivées entre autres par la présence turque, vont s'intensifier. Elles seront alimentées, comme elles le sont déjà, par l'intrusion d'islamistes radicaux qui passent par la Syrie, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

de dix-huit nations pour obtenir sept mille soldats, auxquels s'ajoutent les deux mille trois cents hommes du contingent polonais. Après avoir vainement sollicité l'Inde, le Pakistan et d'autres Etats, l'administration Bush, pour pouvoir procéder à la rotation de ses troupes et s'éviter quelques pertes, vient d'inviter la Turquie à fournir bientôt quelque 10 000 hommes en échange d'avantages financiers.

A des fins politiques internes aux Etats-Unis, l'administration Bush fait appel aux forces armées d'un Etat qui a notoirement des visées politiques sur le pays voisin.

Arguer du fait qu'il s'agit d'un pays musulman ne suffit pas à justifier la présence de troupes d'un Etat héritier d'un empire qui a longtemps dominé la région et réprimé le nationalisme arabe naissant avant de s'effondrer au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Enfin, on ne fait pas appel aux forces armées d'un Etat contre la volonté des différents cou-

rants de la population, pour une fois unanimes, mais encore contre celle du Conseil intérimaire de gouvernement que l'on a soi-même contribué à former pour représenter provisoirement la volonté de l'Irak!

Le fait que le chef du gouvernement turc déclare que des troupes de son pays ne seront pas des forces d'occupation mais viennent en «frères» ne trompe personne, tout indique que la Turquie, déjà présente avec des centaines d'hommes et plusieurs dizaines de chars au nord du pays, entend contribuer à semer la discorde. Elle entend, à cet effet, s'appuyer à Kirkouk, et ailleurs, sur une partie des Turkmènes pour saboter les acquis des Kurdes d'Irak. Ceux-ci, en participant du pouvoir à Bagdad, sont un mauvais exemple pour les quelque douze ou quatorze millions de Kurdes qui ne disposent, en Turquie, que de droits dérisoires.

Le discours officiel à Washington continue de soutenir que la situation est plus ou moins sous contrôle. Mais qui est dupe dans les milieux politiques et de plus en plus dans l'opinion publique? Le souci de la réélection du Président va bientôt primer plus que toute autre considération. Washington est désormais légitimé par les Nations unies sans que son isolement relatif ait disparu en matière d'hommes et d'argent.

Selon toute probabilité, les tensions en Irak, avivées entre autres par la présence turque, vont s'intensifier. Elles seront alimentées, comme elles le sont déjà, par l'intrusion d'islamistes radicaux qui passent par la Syrie, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Il n'est pas exclu que le maillon faible, du point de vue régional, qu'est la Syrie ne subisse de sérieuses pressions.

Si la situation actuelle perdure encore quelques mois, la crise politique créée par l'Irak sera centrale pour une administration déjà divisée. Le Pentagone n'a cessé de peser de façon de plus en plus autoritaire. Et l'Irak, pour Washington, pourrait avoir créé plus de problèmes que son envahissement n'en a résolu. ◀

Prochain ouvrage de Gérard Chaliand (à paraître le 10 novembre): *Atlas du nouvel ordre mondial* (Robert Laffont).

Paul Bremer : « Il est temps pour la France de s'engager dans la reconstruction du pays »

LE FIGARO

23 OCTOBRE 2003

Lorsqu'on quitte le tintamarre des rues de Bagdad pour pénétrer dans l'ex-palais présidentiel réquisitionné par l'administration américaine, on entre dans un autre monde. Le bruit et l'effroyable pollution de la capitale ont disparu. Un parc tellement immense qu'il faut le traverser en voiture. Une architecture monumentale, dont les marbres et les bronzes luisent, tellement ils sont propres. Une atmosphère de travail feutrée, et un air parfaitement climatisé. Dans la gigantesque antichambre menant au bureau de celui que tout le personnel américain n'appelle que l'« ambassadeur Bremer », deux douzaines de secrétaires et d'assistants travaillent en silence sur leurs ordinateurs, sous un plafond haut de dix mètres. A la veille de la conférence des donateurs, qui se tient aujourd'hui et demain à Madrid, l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, s'est expliqué sur son action et ses difficultés.

Propos recueillis à Bagdad
par Renaud Girard

LE FIGARO. – Quels sont vos espoirs pour la conférence des pays donateurs à l'Irak, qui commence à Madrid ?

Paul BREMER. – Je pense que la conférence de Madrid sera un succès. J'avais envoyé trois délégations irakiennes à travers le monde, l'une en Asie, l'autre en

Europe et une troisième au Moyen-Orient, afin de sonder les gouvernements. Elles sont toutes revenues enthousiastes. Il faut être réaliste, la mise en place budgétaire des projets de reconstruction prendra du temps. Mais je pense que, dès le printemps 2004, nous aurons été capables d'initier un nombre significatif de grands projets sur le terrain.

Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées en Irak depuis que vous avez été nommé à la tête de l'administration de ce pays, et que vous n'auriez pas imaginées avant ?

Je dois d'abord vous rappeler que, dix jours avant mon arrivée à Bagdad, je n'étais encore qu'un simple d'homme d'affaires, qui dirigeait une entreprise privée. Je n'ai donc pas eu le temps d'anticiper quoi que ce fût. Beaucoup de choses étaient complètement nouvelles pour moi. Je crois que le défi le plus difficile pour nous à relever est la réparation du réseau d'infrastructures. Nous ne l'imaginions pas aussi délabré. En arrivant ici, j'ai eu deux surprises. La première : la faible ampleur des dégâts dus à la guerre. La seconde : l'importance de la dévastation résultant de 35 années de dictature de Saddam Hussein. Tout ici est dans un état d'incroyable délabrement : les réseaux d'eau et d'électricité, les infrastructures pétrolières, les cimenteries, et même les usines textiles. J'ai visité la raffinerie de Dora : les « boilers » datent de 1953 ! C'est à se demander ce que Saddam a bien pu faire de tout l'argent du pétrole encaissé au cours d'une si longue période. Je tiens à saluer l'extraordinaire ingéniosité des techniciens irakiens, qui ont réussi à réparer constamment et à faire fonctionner passablement des infrastructures aussi vétustes.

Avant la guerre, le téléphone fonctionnait à Bagdad. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le bombardement, dans la capitale, de 12 centraux télépho-



Paul Bremer : « Je crois que le défi le plus difficile pour nous à relever est la réparation du réseau d'infrastructures. Nous ne l'imaginions pas aussi délabré. » (Photo Roberto Schmidt/Reuters.)

niques, par l'US Air Force, était-il indispensable ?

Dans le reste du pays, le téléphone fonctionne. A Bagdad, nous sommes en train de finir la réparation des 12 centraux téléphoniques. 140 000 lignes ont déjà été rétablies. Nous avons délivré des licences d'exploitation à deux compagnies de téléphonie mobile, et j'espère que, le mois prochain, vous pourrez utiliser votre téléphone portable à Bagdad...

Pourquoi avez-vous, à votre arrivée, démantelé les structures du parti Baas ? Y avait-il une telle urgence ?

La dissolution du Baas est, de loin, la décision la plus populaire que j'ai prise depuis mon arrivée. S'il y a eu des critiques dans la population irakienne, ce fut pour me reprocher de ne pas avoir été encore plus loin dans la débaasification du pays.

Pensez-vous que votre décision de dissoudre l'armée irakienne a été votre plus grande erreur depuis que vous avez pris votre poste ?

Cela n'a pas été une erreur ! A l'arrivée de nos troupes à Bagdad, l'armée irakienne n'existait plus réellement. Elle était composée de 400 000 appelés, qui ont simplement déposé leurs armes et qui sont rentrés chez eux. Ce que nous avons fait depuis, c'est d'offrir aux anciens militaires, appelés ou d'active, la possibilité d'intégrer la nouvelle armée, la nouvelle sécurité civile ou la nouvelle police. Une proposition valable pour tout ancien militaire, jusqu'au grade de lieutenant-colonel. Beaucoup d'anciens militaires se sont portés volontaires pour rejoindre nos nouvelles structures de sécurité. Notre plan est d'avoir, d'ici à 2 ans, une armée irakienne forte de vingt-sept régiments. C'est un projet ambitieux, dans le coût total est de deux milliards de dollars. Les hommes du premier régiment de cette nouvelle armée viennent d'être brevetés. La constitution d'un second régiment est en cours. La première mission du premier régiment va être la surveillance de la frontière irakienne.

N'avez-vous pas, précisément, un grand problème de contrôle des frontières internationales de l'Irak ?

Il y a un problème, c'est indéniable. Nous avons le projet prioritaire de constituer une force de police des frontières de 25 000 hommes, tous Irakiens. Dès qu'ils seront déployés, nous pourrions relever les unités de la coalition qui aujourd'hui sont responsables de cette tâche.

On a l'impression que, dans vos actions de reconstruction, vous êtes empêtré dans les procédures bureaucratiques propres à l'administration fédérale américaine...

Pendant 25 ans j'ai travaillé pour le gouvernement américain et je connais la lourdeur de notre bureaucratie. Mais je trouve qu'en Irak nous avons plutôt été rapides. Le tiers des employés civils de mon administration, soit 1 500 personnes, sont déjà déployés en province. Nous avons des bureaux qui fonctionnent dans l'intégralité des gouvernorats de l'Irak.

N'êtes-vous pas entrés dans un cercle vicieux sécuritaire ? Plus il y a d'attentats, plus vous prenez des mesures de protection, lesquelles vous éloignent encore plus de la population... N'est-il pas difficile pour les fonctionnaires de la coalition d'administrer un territoire, alors qu'ils vivent et travaillent dans des bunkers, complètement isolés de la vie réelle du pays ?

Non, je rejette totalement votre interprétation. Je vous ai déjà parlé de mes 1 500 employés vivant en province. Ils vivent et travaillent avec les Irakiens, ils prennent des cafés avec eux, ils sortent dîner avec eux ! En cinq mois, nous avons réalisé pas moins de 14 000 mini-projets individuels de reconstruction. A Bagdad, les gens de mon équipe vont travailler tous les jours, du

matin au soir, dans les ministères irakiens. C'est vrai que j'ai, personnellement, en raison de la sécurité qui m'entoure, un problème pour aller à la rencontre de la population. J'ai été ambas-

« Ici, nous sommes en première ligne dans la guerre contre le terrorisme »

sadeur dans le passé et j'ai déjà dû subir toutes ces pénibles contraintes de sécurité. Mais nous avons ici un sérieux problème de terrorisme ! Ce n'est pas par plaisir que nous nous entourons de telles mesures de sécurité ! Ici, nous sommes en première ligne dans la guerre contre le terrorisme. Mais il est complètement faux de dire, comme on le lit si souvent dans la presse, que nous sommes paralysés par les mesures de sécurité.

sadeur dans le passé et j'ai déjà dû subir toutes ces pénibles contraintes de sécurité. Mais nous avons ici un sérieux problème de terrorisme ! Ce n'est pas par plaisir que nous nous entourons de telles mesures de sécurité ! Ici, nous sommes en première ligne dans la guerre contre le terrorisme. Mais il est complètement faux de dire, comme on le lit si souvent dans la presse, que nous sommes paralysés par les mesures de sécurité.

Avez-vous un message à transmettre aux Français et à leur gouvernement ?

J'ai énormément d'affection pour la France et pour le peuple français. Jeune, j'ai été à l'école en France. Je possède une maison en France. Lorsque j'étais encore un « homme libre », je me rendais 5 à 6 fois par an en France, dans ma maison. Aujourd'hui, je pense qu'il serait triste que le gouvernement français ne parvienne pas à trouver un moyen pour participer à la reconstruction de l'Irak. Il est temps pour le gouvernement français de dépasser toutes ces disputes qui ont pu avoir lieu aux mois de février et mars derniers. Il est temps que le gouvernement français s'aperçoive que nous allons bel et bien

reconstruire l'Irak. Et il y a là un rôle à jouer pour la France, comme pour tous les autres grands pays du monde.

Qui est votre patron ? A qui rendez-vous vos comptes ?

Le président des États-Unis est mon chef direct. C'est à lui que je rends compte, mais en passant toujours par Rumsfeld (le secrétaire à la Défense, NDLR). Un peu comme les autres ambassadeurs américains, qui rendent compte au président, mais toujours en passant par le secrétaire d'État.

Vous avez dit que vous étiez en première ligne de la guerre contre le terrorisme. Mais ce dernier n'a-t-il pas été nourri par les infiltrations de militants islamistes, notamment les combattants du mouvement al-Ansar al-Islam proche d'al-Qaida, qui se sont glissés en Irak à la faveur de l'anarchie provoquée par l'effondrement du régime de Saddam ?

N'oubliez pas les anciens baasistes ! Les attentats suicides, ce n'est pas vraiment leur style... Nous ne savons pas exactement qui sont responsables de tous ces attentats. Mais votre hypothèse a certainement du vrai. Il faut rappeler que l'Irak était depuis longtemps un État terroriste. Le problème du terrorisme en Irak ne date pas de la guerre. Dans le nord du pays, par exemple, les terroristes d'al-Ansar al-Islam étaient déjà fortement implantés. Oui, dans la zone kurde autonome, laquelle n'était plus administrée par Saddam depuis 1991... Oui... Quand nous avons bombardé leurs camps, nous ne les avons malheureusement pas

tous tués. Plusieurs centaines d'entre eux se sont enfuis vers l'Iran. Au début de mois de juillet dernier, ils se sont regroupés et ils ont réussi à s'infiltrer en Irak. Voilà pourquoi nous avons actuellement plusieurs dizaines de terroristes d'al-Ansar al-Islam et d'al-Qaida opérant en Irak. Et nous avons toujours d'autres terroristes islamistes, qui parviennent à s'infiltrer à partir des frontières de l'ouest. C'est une réalité, avec laquelle nous sommes bien obligés de vivre...

Vous avez dit que l'Irak de naguère était un État terroriste. Mais, pourtant, le régime de Saddam ne porte pas la moindre responsabilité dans les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington...

Sincèrement, je suis incapable de vous répondre sur ce point. A l'époque, je ne travaillais déjà plus pour le gouvernement. Je n'ai donc jamais étudié cette question en profondeur.

William Safire

Iraq's Kurds should play along

WASHINGTON
My old buddies the Kurds, a long-mistreated people the United States freed from Saddam Hussein, are now looking a gift horse in the mouth. I hope somebody explains that expression about shortsighted suspicion to a key leader, Massoud Barzani.

The U.S.-British coalition needs a fresh force of experienced troops to patrol Iraq's porous border with Syria and help America cause die-hard terrorists to die hard. Turkey's leaders, eager to re-establish warm relations with Washington and to take part in creating a nearby democratic trading partner, offered a division of well-trained troops.

This would do much to Muslimize and localize the war on Saddam's last-ditch fighters. Turkey's generous offer — duration, one year — would send a message to the world: Pitch in and help now, while Iraq is not yet able to police and rebuild itself.

The overwhelming vote in Turkey's Parliament added momentum to the effort by the United States and Britain in the Security Council to get United Nations backing last week for continued firm coalition control of helping Iraqis build a democratic, free-enterprise government.

That unanimous UN vote surprised doubters everywhere. Its genesis, I suspect, was at the Bush-Putin meeting two weeks ago in Camp David. Bush lavished fulsome praise on Russia's semi-dictator for his supposed vision of freedom and the rule of law; President Vladimir Putin, after gladly joining Bush in sinking the Kyoto global warming treaty, agreed not only to vote with Washington in the United Nations but also to broker a compromise that would induce France and Germany not just to abstain, but to grudgingly support America's occupation.

Just as Turkey delivered on troops, so did Putin on votes. China, as usual, wanted to be part of the majority it could see forming. But France, meekly followed by Germany, wanted an immediate, sovereign provisional government in Iraq, stripping the United States of control. When Washington said no, Putin passed along words to save President Jacques Chirac's face: that the interim administration the United States appointed would "embody the sovereignty" of Iraq "without prejudice to its further evolution" —

thereby kicking the can of U.S. control well into next year.

The bandwagon that started in Camp David and gained speed in Ankara rolled through Damascus. Rather than be isolated, Syria — always nervous about the Turks and suddenly worried about the Israelis — made the UN resolution unanimous.

That set the stage for the donors' conference in Madrid this week. With the French, Germans and Russians refusing to ante up a plug dinar, and with the EU offering peanuts, we've been low-balling estimates of aid. But I suspect it will get into the double-digits of billions, especially since contributors can steer contracts to their own nationals.

But here come Iraqi Arabs, using the Kurdish leader Barzani as their wedge to evoke faded memories of the Ottoman Empire and to look the Turkish gift horse in the mouth.

Neighbors stay out, say members of the Governing Council, showing premature independence to curry voters' favor. Understandably, Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, responds: unless invited by Iraqis, Turks will not come.

The State Department's man in Baghdad, L. Paul Bremer 3rd, seems to be worried about appearing overbearing. He already erred in approving an oil-for-electricity swap with Syria, the main source of terror in the Sunni triangle, and may fail to see the puissance of a force of Turks on the Iraq-Syrian border. Bremer should tell recalcitrant Kurds that they are again being used as pawns in an Arab power play, and that they should welcome a guaranteed temporary Turkish presence in non-Kurdish areas of Iraq.

Kurdish leaders reached by cell phone are well aware of the danger of letting their traditional suspicion of Turks poison their well with Americans.

Says one, thinking short-term: "Our pesh merga cannot police the Sunni triangle. If you could work out a way to transport and supply the Turks by ship, without passing through Kurdish lands." Another, thinking ahead about an alliance with the superpower, goes to the heart of the matter: "If it takes Turkish troops to save American lives, we Kurds should be for it."

E-mail: safire@nytimes.com

INTERNATIONAL
Herald Tribune October 23, 2003

Progress from Iran

Iran made a series of important promises on Tuesday about its nuclear activities. If it carries them out fully and promptly, the promises could go a long way toward easing international concerns. Yet Iran has been less than candid about its nuclear activities in the past and appears to have used the cover of a civilian nuclear-power program to develop weapons-building capacity. Therefore, it bears the burden of convincing the world that it has no intention of producing nuclear weapons, now or in the future.

In a joint statement Tuesday with the British, French and German foreign ministers, Iran declared it would

voluntarily refrain from uranium enrichment — a process that, depending on how it is done, can produce fuel for civilian power reactors or nuclear weapons. Iran also pledged to sign and ratify an international agreement allowing surprise inspections of its nuclear plants. And it declared itself willing to resolve all unanswered questions about its past nuclear activities to the satisfaction of the International Atomic Energy Agency.

With this statement, Tehran has responded to the main requirements of an Oct. 31 deadline imposed by the international community. That is welcome. Yet Iran needs to go further. Uranium imports should be sus-

pending along with uranium enrichment. Centrifuges that can be used for enriching uranium should be dismantled, and no new ones imported or built. It should also be kept in mind that Iran's elected government

does not always speak for all of the country's power centers. Its religious leadership must also see to it that the latest pledges are fully honored in letter and spirit. It is troubling that a cleric involved in the negotiations on Tuesday emphasized that the suspension of uranium enrichment might not be permanent and that none of Iran's latest promises were final until ratified by Parliament.

Russia also needs to put constructive pressure on Tehran by delaying the completion of the nuclear power reactor that Moscow is building for

Iran at Bushehr. The reactor should not become operational until Tehran agrees that all enrichment of its uranium fuel will be done outside Iranian territory in plants under full international safeguards. Iran must also agree that the plutonium produced by the reactor's operation will be sent abroad. Such agreements protecting

the enriched uranium and plutonium associated with nuclear power generation from diversion to weapons should be an essential condition of all future reactor sales to non-nuclear weapons states, not just to Iran.

The problem posed by Iran is particularly urgent because it is now widely assumed that Iranian scien-

tists have already learned how to convert natural uranium into bomb fuel. That leaves only one sure way for Iran to persuade others to trust its repeated promises not to build nuclear weapons. It must not only suspend uranium enrichment, but also dismantle, with international verification, all of its enrichment plants.

Radical cleric rallies Iraqi Shiites But in challenging U.S., he may have overplayed his hand

By Alex Berenson

NAJAF, Iraq: When a young and radical Shiite cleric discussed plans here last week to set up his own government of Iraq, he challenged more than the U.S.-led occupation.

The cleric, Moktada al-Sadr, threatened the authority of the four Shiite grand ayatollahs who hold sway in this holy city and who until now have counseled the 15 million Iraqi Shiites to remain patient with foreign troops.

Many Shiites say that Sadr overreached in his proclamation and defied the occupation. But he has highlighted the enormous authority that the ayatollahs have over the Shiites. Whether the clerics' patience holds may be the most important variable that determines whether the United States succeeds in Iraq.

"The Shia Islamist clerics are going to have a lot to say, and probably are ultimately going to dominate Iraq," said Kenneth Katzman, senior Iraq analyst for the Congressional Research Service. A broad call by the ayatollahs for a Shia, or Shiite, uprising would be "a worst-case scenario for the occupation that would create major, major problems for the United States," Katzman said in a telephone interview from Washington.

The Shiite Muslim community stretches 640 kilometers, or 400 miles, south from Sadr City, a vast slum on the northern edge of Baghdad. Najaf, about 160 kilometers south of the capital, is its spiritual and theological center, home to the shrine of Imam Ali, the founder of Shiism.

The Shiites make up about 60 percent of all Iraqis, and since Saddam Hussein's government fell in April, Sadr has tried to tap this silent majority to lead opposition to the occupation.

At first glance, he might seem a natural choice. While only 30, he has substantial support among the Shiites, mainly because his father, Muhammad Sadiq al-Sadr, was a widely revered ayatollah who was killed by Saddam's men in 1999.

Followers of Sadr and another radical cleric have killed five American soldiers in the last two weeks — a stark re-

minder of the danger that a broad Shiite revolt would present to the occupation.

But Sadr appears to have overestimated his appeal — and underestimated the loyalty that ordinary Shiites feel to the grand ayatollahs of Najaf, especially Ayatollah Ali Sistani.

"We look to Sistani like a father," said Ahmed Mehdi Mohssen, who owns a small fruit stand in Najaf. "Whatever he will say, we will do."

The reach of the ayatollahs extends beyond managing mosques and holding prayer services. They hand out welfare payments, hold courts that can judge both religious and civil offenses, mediate disputes between tribes, and rule on basic aspects of daily life.

In a nation with few heroes, the faces of clerics stare out from posters taped to the rear windows of cars on the highways from Baghdad to Basra. The ayatollahs are not quite a shadow government, but they are far more than religious icons.

Ayatollahs occupy modest houses protected by polite, if well-armed, guards, and rarely speak in public, both to maintain mystique and safety.

But two of the four grand ayatollahs made their sons available for interviews last week, and a third, Sistani, answered several written questions.

After a generation of repression under Saddam, the grand ayatollahs are not ready to call for an uprising against the occupation, especially since the Shiites have now regained religious freedom, including the all-important right to make pilgrimages to Najaf, they said.

"The Iraqi people are so deprived, and they've been suffering for a long, long time," said Sheik Ali al-Najafi, the son of Grand Ayatollah Bashir al-Najafi. "We want to spare them another war," he added, implying that loyalists of Saddam's Baath Party were trying to foment trouble.

Alaa al-Hakim, the son of Grand Ayatollah Muhammad Saed al-Hakim, said that the Shiites should remain patient. "According to our traditions, patience is one of the most important foundations of our faith," he said. "This patience is not a feeling of defeat. It's a sign of courage."

In his statement, Sistani also implicitly criticized Sadr's call to form a government, saying that only a democratically elected government could rightly rule Iraq and that clerics should not have final authority over the government.

Sadr has not been helped by his style. He travels with numerous bodyguards, who have a habit of pushing bystanders around and detaining people they view as suspicious.

Last Thursday, a sunset protest march in Najaf by supporters of Sadr drew only about 500 demonstrators. As they walked toward the golden-domed mosque that holds the tomb of Imam Ali, whose death in 661 opened the split between Shiite and Sunni Muslims, they drew hard stares from many of the shoppers who filled the streets.

Sadr "should not have formed the new government yet," said Madih Adel, who repairs watches in the central square. "He doesn't have many supporters in Najaf."

Sadr's strongest support is in Sadr City, a vast ghetto that is home to 2 million Shiites. "I will follow Moktada," said Hussein Muhssen, a carpenter, in a Sadr City tea shop at midday on Sunday. But even there, Sadr's support is far from universal.

"The majority of Muslims, inside Iraq or outside Iraq, are just looking at Sistani, waiting for one word to follow," said Aiyad Musa, a barber.

For now, Sadr's challenge has pushed the grand ayatollahs into an uneasy allegiance with the occupying forces. The clerics interviewed refused to set a deadline for the forces to leave, or outline what could turn them openly against the Americans, but in general they sounded far from friendly to the United States.

"We will not give them legitimacy," said Najafi. "We refuse their presence as we refuse the presence of Saddam Hussein."

Hakim said that the United States should "speed up the ending of the occupation, and make the right conditions for the Iraqis to be able to govern themselves."

All Sistani would reply was, "Each incident will bring its response."

The New York Times

International Herald Tribune
Thursday, October 23, 2003

Iran yields to UN on nuclear checks

It agrees to unscheduled inspections

By Nazila Fathi

TEHRAN: Iran agreed Tuesday to allow full inspections of its nuclear sites and to suspend its uranium-enrichment programs.

In a joint statement after meeting with three European officials, Iran declared that it would sign a measure allowing unexpected and intrusive inspections of its nuclear sites. It also said it would fully cooperate with the International Atomic Energy Agency, a UN body.

The decision came after Iranian officials met here with three foreign ministers: Jack Straw of Britain, Dominique de Villepin of France and Joschka Fischer of Germany.

Villepin praised the agreement as a solution to the differences between Europe and Iran on its nuclear program, but Straw was more cautious, saying the implementation of the pact was more important than the encouraging language in the communiqué.

[The White House cautiously welcomed Iran's announcement, The Associated Press reported.

["What's important about today's announcement is the commitment by Iran," the White House press secretary, Scott McClellan, said in Singapore,

where he was traveling with President George W. Bush. "What's most important is that Iran fully comply and now implement what they've committed to."]

Iran has been under increasing international pressure, including from the United States, to allow such inspections, under a protocol of the Nuclear Nonproliferation Treaty.

The secretary of Iran's Supreme National Security Council, Hassan Rowhani, said at a joint news conference after the nearly four-hour meeting with the ministers that Iran had decided to settle the remaining issues with the UN nuclear agency.

Rowhani said Iran had decided to sign and carry out the protocol so that

Iran could continue its legitimate nuclear activities.

"Another agreement is that Iran would voluntarily suspend its uranium-enrichment program for a while to show its good will and build confidence with the European and other countries," Rowhani said. "This is a voluntary decision and we are doing it to create a new atmosphere of trust and to develop relations with Europe and industrialized countries."

The three ministers welcomed the

decision. "This is a very important day," Villepin said. "We were facing a major issue. Proliferation is a major challenge to the world, and today we found a solution to the pending issue."

Straw, however, was more cautious, telling the BBC, "The proof is not in words of the communiqué but about the implementation and compliance with the agency."

The statement said Britain, France and Germany believed that the agreement would open the way to longer-term cooperation and that it provided "satisfactory assurance" about Iran's nuclear power program.

"Once international concerns, including those of the three governments, are fully resolved, Iran could expect easier access to modern technology and supplies in a range of areas," the statement said.

The UN nuclear agency had given Iran until the end of October to sign the additional protocol and suspend its uranium-enrichment program. Iran could have faced sanctions by the Security Council if it refused to comply.

Rowhani said Tuesday that Iran started carrying out the protocol a few months ago, when it extended cooperation to the agency's inspectors.

After the protocol is signed, it needs to be ratified by Parliament and must be approved by a hard-line watchdog body, whose members have opposed the protocol in the past. But opposition to the agreement is not expected.

The New York Times

U.S. forces raid mosque and arrest supporters of defiant Iraqi cleric

By Joel Brinkley

BAGHDAD: During a raid Tuesday morning on a mosque in Karbala, American troops assisting the Iraqi police arrested 32 supporters of a sheik who has openly defied the United States.

The men, followers of Sheik Moktada al-Sadr, had been holed up in the al-Mukayyam mosque since Oct. 14, after a battle with followers of a rival cleric.

"These are criminal elements," said Lieutenant Colonel George Krivo, a spokesman for the military here. "Illegal weapons were also seized."

No casualties were reported.

The United States calls all of the armed men who surround al-Sadr "a criminal gang," and the threats against them from U.S. authorities grow more bellicose each day.

The raid Tuesday morning is evidence of escalating determination to deal with al-Sadr and his armed followers. But one of his senior lieutenants asserted on

Monday that America was wrong.

"We have no militia," said Sheik Qais al-Khazali, squatting on a mat at the foot of a guard building across the street from al-Sadr's family residence in Najaf.

Inside the building just behind him lounged 15 young men, all armed with AK-47 assault rifles. "They are just guards," he said.

Al-Sadr, who has openly challenged U.S. authority in Iraq, is the most visible of numerous local religious officials who have assembled their own little armies in the last few months, and U.S. military officers are making it abundantly clear that they will not tolerate them.

"We will not turn a blind eye to the militias," Krivo said on Sunday. "Our intent is to deal with them with as little bloodshed as possible. But the alternative, to let these criminal gangs rule the country, is not viable."

Evidence of the American resolve was also on display a few blocks from the

mosque in Karbala, where a shootout last Thursday night with two dozen armed guards of Sheik Mahmoud al-Hassani left at least 11 people dead, including three American military police officers. After three days of operations at the site of that shooting, the U.S. military pulled out Monday morning, returning the streets to the residents. By then, the headquarters of al-Hassani was deserted; the inside, as seen through a window, in ruins, the doorway blocked with a rusty metal cabinet. On top of that soldiers had piled an old refrigerator.

"The house is empty; where the sheik is, no one will know," said Sayed al-Jazari, a car salesman who lives across the alley.

Some of the sheik's gunmen are in custody, officials said; they were among 40 people the military arrested over the weekend. Al-Hassani is in hiding.

On Sunday, an American official, speaking not for direct attribution at a news briefing, belittled him. Al-Hassani, he said, "seems to think he has a

hotline to the 12th imam," a revered figure for Shiites. "We think he had less than 100 supporters. He's rather loopy."

In Najaf, al-Khazali said he knows the Americans seem to be hoping his boss, al-Sadr, will be pushed to the same fate as al-Hassani.

While officials say they believe his

popularity is declining, they hold him accountable for several recent incidents: the ambush earlier this month in which two American soldiers were killed in Sadr City; taking over the district council office there; and the gunfight in Karbala in which at least three Iraqis were killed and several followers of a rival cleric were taken hostage, re-

sulting in al-Sadr's followers taking refuge in the mosque that was raided Tuesday morning.

Some officials also say they believe he was tied to the bombing of the Baghdad Hotel, from which the death toll stands at eight.

The New York Times

Turkey says it won't send troops without Iraqi approval

From news reports

DUSHANBE, Tajikistan: Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey said Thursday that his country would not send troops to Iraq without the approval of Iraq's Governing Council.

More than two weeks after the Turkish Parliament approved sending soldiers, their deployment appears to be stalled, with Iraqi leaders opposing the move and Turkish leaders saying they have no desire to force the issue.

"We are not going to send Turkish troops to Iraq without the consent of the Iraqi Governing Council," Erdogan said through a Russian interpreter during a visit to the Tajik capital, Dushanbe. "Our aim is stability in the region."

Most members of Iraq's U.S.-appointed Governing Council are believed to oppose the stationing of Turkish troops in the country.

"It's the United States that requested the sending of Turkish soldiers to Iraq. We have not insisted on it," Erdogan

told the Anatolia news agency. "But there is a U.S. demand pending and if necessary we will send soldiers."

Turkey would prefer to base troops in central Iraq, just south of the country's Kurdish region. Turkey has fought a 15-year war with Turkish Kurdish guerrillas and is eager to prevent Iraqi Kurds from becoming too powerful.

Other Turkish leaders have recently insisted that it was up to the United States to convince Iraq's Governing Council to invite Ankara to send troops, and several suggested they were quite happy with the current stalemate.

"Waiting is not a bad thing," said Mehmet Dulger, the president of the Turkish Parliament's foreign affairs committee, adding that "people shouldn't think the Turks are just dying to go."

Public opinion in Turkey has been opposed to intervening in Iraq, fearing that Turkish soldiers will be branded an occupying force allied to the Americans and that Muslims will end up fighting

'Waiting is not a bad thing. People shouldn't think the Turks are just dying to go.'

Muslims.

Bulent Aliriza, an analyst at the Washington-based Center for Strategic and International Studies, suggested that U.S. officials were not optimistic about prospects for ending the current stalemate.

The recent UN Security Council resolution authorizing a multinational force in Iraq also expressed support for the Iraqi Governing Council, and Washington "can now ill-afford to overrule it when it expresses its opposition to Turkish deployment," Aliriza said.

"They have to take the Governing Council more seriously from now on," he added. (AP, AFP)

Fundraising for Iraq

This week in Madrid, the world's richer nations and financial institutions are announcing contributions to the reconstruction of Iraq. They should be generous. Even those that opposed military action have a strong interest in making sure that the basic needs of the Iraqi people are met and that a secure and prosperous society emerges from the ruins of Saddam Hussein's tyranny.

Yet even a successful donors conference will not be enough to ensure early success because much of the country is too insecure for aid workers to operate. Care must be taken to choose appropriate projects and cost-efficient contractors, using as many Iraqis as possible. These decisions should involve Iraqis and development experts. Finally, Baghdad's foreign debt from the Saddam era — more than \$300 billion — must be written off so Iraq can start moving away from dependency on aid.

Two important developments in the past week have greatly improved prospects for a successful Madrid meeting. Last week, the UN Security Council unanimously approved an American-backed resolution that, among other things, urged countries and international financial institutions to help rebuild Iraq, specifically through "substantial pledges" in Madrid. On Sunday, the White House agreed to let a new agency run by the World Bank and the United Nations oversee the spending of international donations. That assured donors that contracts paid for by their contributions will be independently monitored and competitively awarded.

Japan has already promised \$1.5 billion, with more to follow. If Western nations, Gulf oil states and others are equally forthcoming, \$10 billion or more could be raised. Added to the \$20 billion in American aid awaiting final congressional approval, that could finance most of Iraq's short-term needs. President

George W. Bush is right to threaten a veto of the aid legislation if Congress insists on packaging some of the money as a loan instead of a grant. With Iraq already drowning in debt, Congress would be irresponsible to add more. In fact, the next step after Madrid should be an international conference to reduce Iraq's existing debts.

Unfortunately, there are no obvious solutions to the pervasive insecurity that keeps aid workers out of those parts of Iraq where they are most needed. Despite his boundless public optimism, Defense Secretary Donald Rumsfeld has acknowledged privately that progress is very slow. In a memo to the top Pentagon leadership, reported Wednesday by USA Today, Rumsfeld says that stabilizing Iraq "will be a long, hard slog" and that while the military is focused on Iraq, the broader fight against terrorism is suffering. Until Iraq is secure enough to let reconstruction projects get fully under way, even the most generous donations will not bring adequate results.

LE FIGARO VENDREDI 24 OCTOBRE 2003

Trois Etats en un seul

Les difficultés croissantes des Etats-Unis à mettre en place une forme cohérente de gouvernement en Irak, sans même parler d'un gouvernement dé-

PAR
SHLOMO AVINERI*

mocratiquement élu, nous incitent à envisager ce que la plupart des hommes d'Etat tiennent pour invraisemblable, à savoir qu'il n'existerait aucun moyen de reconstituer l'Irak en un seul Etat et que des options différentes doivent être envisagées, même si cela paraît très inconfortable.

Comme bien d'autres difficultés inhérentes à la renaissance d'Etats mis à mal par la dictature - l'Europe de l'Est et l'Europe centrale sont un bon exemple de cela - les difficultés irakiennes ont des racines historiques très profondes. Accuser les Américains et leur force est bien trop simpliste et superficiel, en dépit des nombreuses erreurs qu'ils ont commises.

L'Irak fut créé dans les années 20 par les Britanniques qui occupaient la région par suite de la désintégration de l'Empire ottoman, à la fin de la Première Guerre mondiale. Leur politique était dictée par les impératifs de l'empire britannique ; aussi n'accordaient-ils aucune attention aux souhaits, intérêts ou spécificités des populations locales.

Tout ce que les organisateurs de l'empire britannique accomplirent fut d'assembler trois provinces disparates de l'Empire ottoman et de placer à leur direction un prince d'Hedjaz (qui fait maintenant partie de l'Arabie saoudite). Ces trois provinces, Mossoul, Bagdad et Bassora, avaient chacune des caractères très distincts et des structures de population très différentes.

Mossoul était à majorité kurde, avec quelques minorités assyrio-chrétiennes et turkmènes, Bagdad était principalement sunnite et Bassora à dominante chiite. Jeter des groupes aussi disparates sous un seul

chapeau politique condamna le pays qu'on venait d'inventer à des décennies de répression et de querelles domestiques.

L'ancien Empire ottoman régnait sur ces trois provinces, tout comme il régnait sur toutes ses possessions impériales, par des moyens autocratiques historiques. Le défi que devait relever le nouvel Etat irakien fut de créer un gouvernement sans despotisme et relativement représentatif dans lequel tous les segments de la population pouvaient retrouver l'expression de leur volonté politique. Cela se révéla être une mission impossible. Pour cette raison, l'Irak,

bien avant Saddam Hussein, a toujours souffert des régimes les plus répressifs du monde arabe.

Dans un pays à majorité chiite, les sunnites - groupe historiquement hégémonique dans tous les pays arabes - se sont toujours montrés opposés à tout

processus démocratique qui risquait de remettre leur loi en cause. Un soulèvement chiite fut brutalement réprimé dans les années 20 (avec l'aide de la Royal Air Force).

De même, les tentatives kurdes pour gagner l'autonomie avant la Seconde Guerre mondiale furent noyées dans un bain de sang lors des massacres de dizaines de milliers de civils innocents. Même la minorité des chrétiens assyriens, qui n'avait aucune ambition politique, a subi des assauts meurtriers dans les années 30.

Dans ces conditions, la minorité sunnite régnante se sentant constamment menacée, il n'est pas surprenant que la seule tentative dans le

monde arabe pour établir un régime fasciste pronazi se soit produite en Irak au début des an-

nées 40, sous la férule de Rachid Ali el-Khalani. Les Britanniques empêchèrent cette mésaventure, mais ne purent pas prévenir l'assassinat de centaines de juifs de Bagdad au cours d'un pogrom sauvage déclenché par le gouvernement pronazi.

La violence anti-américaine de ces derniers mois n'est en fait pas uniquement la seule expression d'une colère à l'endroit de l'occupation étrangère ; elle procède aussi de la tentative sunnite de faire avorter la mise en place d'un ordre démocratique qui, de maître de son histoire nationale, la ravalerait à une position subordonnée.

De même, on ne peut espérer que les Kurdes du Nord se soumettent volontairement à un régime dominé par les Arabes à Bagdad, et encore moins à un régime chiite (la plupart des Kurdes sont sunnites). A l'ouest, on comprend mal la profondeur des divisions sunnites-chiites. Pensez à l'Europe d'avant 1648, quand les protestants et les catholiques se massacraient les uns les autres avec désinvolture, et vous comprendrez immédiatement l'hostilité qui règne actuellement entre les communautés en Irak.

Alors, que faire ? L'exemple de la Yougoslavie montre que les pays où les ethnies et les religions sont multiples et profondément déchirées par les conflits, la partition et la séparation représentent parfois le seul moyen d'assurer la stabilité et la démocratisation. Aujourd'hui, plus personne ne doute que la Serbie et la Croatie, en dépit de leurs difficultés, aient de meilleures chances d'atteindre à davantage de stabilité démocratique dans la paix que dans la guerre.

Il est temps de penser l'im-

Serait-il possible qu'il n'existe aucun moyen de reconstituer ce pays en une seule entité politique ?

La partition et la séparation représentent parfois le seul moyen d'assurer la stabilité et la démocratisation

pensable et de créer un Etat kurde au nord, un Etat arabe sunnite au centre, enserrant Bagdad ; et enfin un Etat arabe chiite dans la région de Bassora. Répéter des incantations sur l'intégrité territoriale, la sagesse conventionnelle des relations internationales, n'est réellement productif que tant que cela sert à assurer la stabilité et à prévenir le chaos. Une fois de plus, comme les exemples de la Yougoslavie et de l'ex-Union soviétique l'ont montré, l'intégrité ter-

ritoriale perd son sens stratégique et sa légitimité quand les conflits remplacent la stabilité.

Cela n'est pas une ordonnance universelle pour la création d'Etats homogènes du point de vue ethnique.

Il s'agit simplement de montrer qu'il existe des moments historiques où démocratisation et création d'une nation coïncident et

que dans les sociétés profondément divisées un consensus minimal est nécessaire tout en étant problématique à installer. Tout cela peut sembler aller à l'encontre de la sagesse conventionnelle ; mais qui aurait bien pu croire que l'Union soviétique allait s'effondrer ? Nous devons adopter un mode de réflexion novateur au sujet de la question irakienne, sinon le chaos d'aujourd'hui continuera et s'aggravera.

* Professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. (Copyright : Project Syndicate, octobre 2003. Traduit de l'anglais par Catherine Merlen.)



Courrier
INTERNATIONAL

du 23 au 29 octobre 2003

IRAK

Vers un conflit entre Kurdes et Turcs ?

■ Depuis 1991, les Kurdes irakiens jouissent d'une autonomie sur une large partie de leur territoire, et cela pour la première fois de leur histoire. ■ La chute du régime de Saddam Hussein, en mai 2003, leur a permis d'accroître leur pouvoir et d'acheminer l'Irak vers un projet fédéral qui garantit leurs droits légitimes. ■ Néanmoins, la menace de l'entrée des troupes turques en Irak est venue rappeler à ce peuple, maintes fois trahi et sacrifié par les grandes puissances et les pays limitrophes, que sa victoire n'est pas acquise et qu'un retournement d'alliances peut lui être fatal.

Les Kurdes n'ont d'autres amis que les montagnes

Nixon, Kissinger, le chah d'Iran et Bush père les ont bercés d'illusions puis abandonnés. L'Histoire se répétera-t-elle ? se demande *The Kurdistan Observer*.

THE KURDISTAN OBSERVER
<www.kurdistanobserver.com>

En route pour la Chine, en 1971, feu le président des Etats-Unis Richard Nixon et son secrétaire d'Etat Henry Kissinger avaient fait escale à Téhéran. En présence du chah d'Iran, tous deux avaient rencontré le dirigeant kurde Mustafa Barzani, aujourd'hui défunt, et avaient promis leur soutien au peuple kurde, qui luttait pour défendre ses droits politiques, culturels et ethniques contre le régime dictatorial du Baas irakien. En mars 1975, le président des Etats-Unis, son secrétaire d'Etat et le chah revinrent sur leurs promesses. En termes polis, disons qu'ils laissèrent tomber les Kurdes, les abandonnant à la merci toute relative d'un régime irakien

aussi brutal que vindicatif en échange de concessions. Par conséquent, des dizaines de milliers de Kurdes furent soudain considérés en Iran comme des "réfugiés" indésirables. La plupart furent rapatriés chez Saddam Hussein, qui les transféra dans l'ouest et le sud de l'Irak, loin de leurs foyers du Nord.

Les Kurdes en conçurent un sentiment compréhensible de trahison et de colère, en particulier à l'égard des Etats-Unis. Jamais, dans leurs pires accès de pessimisme, ils n'auraient imaginé que le président d'une superpuissance démocratique et son secrétaire d'Etat puissent revenir sur les promesses faites à un peuple qui a tant souffert aux mains d'un régime despotique, impitoyable, inhumain et totalitaire. Cela ne fit que donner plus de poids au vieux proverbe kurde qui dit que "les Kurdes n'ont d'autres amis que les montagnes".

Nul n'a affronté le régime de Saddam Hussein avec autant d'acharnement ni aussi longtemps que les Kurdes d'Irak, malgré les massacres, les déportations et les fosses communes. Des milliers de villages ont été rasés ; des dizaines de milliers de personnes arrêtées, assassinées, gazées ; des centaines de milliers déplacées, expulsées, exilées. Tout cela s'est produit alors que les gouvernements américains successifs, et plus généralement l'Occident, armaient et soutenaient économiquement, politiquement et diplomatiquement ce même régime tyrannique, jusqu'à ce qu'il occupe le Koweït [1990].

En 1991, le peuple kurde se souleva contre Saddam Hussein, qui réagit avec sa brutalité et sa soif de vengeance coutumières. Face aux pressions sans cesse croissantes de leurs opinions publiques, Washington, Londres et Paris décrétèrent une zone d'exclusion aérienne au-dessus du sud de l'Irak et de certaines régions du Kurdistan. Saddam Hussein replia donc en partie ses troupes.

Le gouvernement américain actuel escomp-

tait dépouiller l'Irak de ses armes de destruction massive en débarrassant le pays du régime de Saddam Hussein et en le remplaçant par un système démocratique par lequel "l'Irak deviendra un endroit où les gens verront que les chiïtes, les sunnites et les Kurdes peuvent coexister au sein d'une fédération" (président George W. Bush, 6 mars 2003). Attitude aussi significative que courageuse. Tous les Irakiens, surtout les Kurdes, espèrent que le président pensait ce qu'il disait. Cela serait d'un rare cynisme s'il s'était seulement agi de faire pression sur la Turquie pour qu'elle autorise le passage de l'armée américaine afin d'ouvrir un front au nord.

Quoi qu'il en soit, tout concorde à démontrer que les autorités et l'armée turques poursuivent secrètement leurs propres objectifs, nourrissant des ambitions dans le Kurdistan irakien. Des déclarations officielles le prouvent. L'armée turque veut occuper la région, désarmer les guérillas kurdes, mettre la main sur les ressources pétrolières, nier l'identité des Kurdes et les priver de leur liberté et de l'autonomie dont ils jouissent depuis 1991 et pour lesquelles ils se sont battus pendant près d'un siècle.

Comment les Kurdes peuvent-ils résoudre ces divergences manifestes, fondamentales, entre les ambitions des Etats-Unis et celles de la Tur-

quie ? Qui doivent-ils croire ? Quelles garanties ont-ils qu'ils ne seront pas (dans cet après-guerre en Irak tiraillé entre la complexité de la diplomatie, les intérêts des uns et des autres et la force du statu quo) abandonnés aujourd'hui comme hier au nom des expédients et du pragmatisme ? Quand on demanda ultérieurement à Kissinger, lors d'une audition du Congrès, pourquoi l'administration Nixon et lui avaient "laissé tomber" les Kurdes, il avait rétorqué, froidement et sans aucun remords, que, ce qu'il faisait, c'était de la "politique étrangère", pas de la "charité" ! Risquons-nous bientôt d'entendre le même son de cloche ? C'est une question vitale.

Bush et Blair permettront-ils que des considérations militaires à court terme passent avant leur engagement moral, en dépit de leurs déclarations, au risque de perdre toute crédibilité aux yeux du peuple kurde ? Seront-ils complices des nouvelles tragédies qui frapperont les Kurdes si l'armée turque occupe le nord de l'Irak et y applique sa politique ouvertement hostile ? Comment les Kurdes jugeront-ils les déclarations américaines, quand Washington prétend se soucier de leur liberté et de la démocratie, de leur prospérité et de leur sécurité, tout en autorisant les Turcs à faire ce qu'ils veulent dans le Kurdistan irakien ? Comment la

Turquie peut-elle accepter le principe d'une fédération et de droits culturels et nationaux pour les Kurdes en Irak, tout en niant ces mêmes droits à sa forte minorité kurde sur son territoire ? Le chah d'Iran, lui aussi interrogé sur son abandon des Kurdes à leur sort, avait répondu en substance : comment voulez-vous que je soutienne les droits des Kurdes d'Irak alors que j'ai ma propre population kurde ?

M. Jafar

ANALYSE

Tant de sollicitude...

Pourquoi Washington aide-t-il soudain les Kurdes ? A cause du 11 septembre 2001, explique le journaliste d'origine kurde Nizar Agri.

En 1979, Mustafa Barzani décédait dans un hôpital de Washington avec autour de lui ses fils et l'un de ses aides de camp. Les Etats-Unis avaient alors avec réticence accepté de le soigner. Il s'agissait en fait d'un geste humanitaire sans réelle portée politique. Les Américains ne considéraient pas à l'époque Mustafa Barzani comme un personnage politique représentant un peuple aspirant à la liberté et à l'autonomie. Les Américains appliquaient d'ailleurs un soutien sans faille aux Etats dans lesquels vivaient les Kurdes.

La situation qui prévaut aujourd'hui est différente. Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, vient rendre visite aux leaders kurdes irakiens jusque dans leurs fiefs en s'adressant à eux comme à des chefs d'Etat. Mais comment en est-on arrivé là alors que cela semblait impossible il n'y a pas si longtemps encore ?

Certains Kurdes se plaisent à dire que ce n'est que le résultat des nombreux sacrifices consentis par les Kurdes pour obtenir leurs droits. Et de rappeler alors tout ce qu'ils ont subi comme malheurs. Sauf que cette explication semble à bien y réfléchir peu satisfaisante. En effet, que les Kurdes aient souffert, ce n'est pas nouveau. Combien de victimes n'ont-ils pas données au cours de toutes ces révolutions et de tous ces

soulèvements ? Pourtant, à ce moment-là, personne ne se préoccupait de leur sort. On considérait alors la tragédie kurde presque comme un événement banal. Et les Américains étaient les premiers à réagir de la sorte.

En réalité, il n'est pas possible d'expliquer ce changement sans tenir compte du choc provoqué au niveau international par les attentats du 11 septembre 2001, qui ont mené à une modification profonde de positions qui semblaient figées. Le 11 septembre a provoqué des réactions en chaîne, déstabilisant ceux qui se croyaient forts - comme le régime de Saddam Hussein - et menant au sommet des acteurs qui jusque-là assumaient des fonctions relativement marginales.

Ainsi, les erreurs qu'ont commises - et que continuent de commettre - les Etats qui dominaient les Kurdes contribuent aujourd'hui à renforcer la position des Kurdes. Ces gouvernements perdent chaque jour leur belle assurance. Mais aujourd'hui, les règles du jeu ont changé et ce changement procure aux Kurdes une souplesse leur permettant d'évoluer dans des espaces qui leur étaient jusque-là interdits. Les Kurdes vont ainsi de l'avant chaque fois que l'une de ces puissances en déclin perd une position, ce qui est au demeurant naturel dès lors que la politique a horreur du vide. Voilà donc où l'on en est, à moins toutefois qu'on ne mélange à nouveau les cartes, ce qui pourrait se produire si d'aventure l'armée turque était envoyée dans le nord de l'Irak pour remplir un vide que certains, mécontents de cette évolution, sont pressés de voir comblé.

Nizar Agri, Al Hayat, Londres

Halabja comme alibi

En 1988, lorsque le régime irakien a bombardé la ville de Halabja avec des armes chimiques, les Etats-Unis sont non seulement restés silencieux, mais, de plus, ils ont dans un premier temps nié que les Irakiens aient eu recours à de telles armes. Mais, aujourd'hui, Colin Powell est même allé à la rencontre des habitants de Halabja. Il a salué la mémoire des victimes du bombardement chimique en allumant une bougie. Halabja est d'ailleurs devenue pour George W. Bush le symbole de la barbarie du régime baasiste, fournissant ainsi un prétexte justifiant son choix de renverser Saddam Hussein.

du 23 au 29 octobre 2003

Comptoir INTERNATIONAL

Les partis irakiens ont poignardé les Kurdes

La gauche, les islamistes ou les nationalistes irakiens ont trahi les Kurdes, estime le journal kurde *Elaph*. Mais les dirigeants kurdes ont été incapables de s'unir.

ELAPH (extraits)
Londres

Il est difficile de se prononcer sur la démocratie en Irak si peu de temps après la libération du pays. Elle est encore en gestation, après l'épaisse nuit de tyrannie et de peur qui a duré du 17 juillet 1963 jusqu'au 3 avril 2003, durant laquelle le peuple avait peur de tout, le régime baasiste faisant planer la mort et la violence, Saddam Hussein et son clan exerçant un pouvoir absolu et barbare sur les esprits. L'Irak était alors une grande prison où, pendant trente-cinq ans, les gens ont vécu dans la peur de leur propre ombre. Même ceux qui vivaient à l'étranger devaient craindre que quelque chose n'arrive à leurs proches restés au pays, suspectés pour la simple raison qu'un membre de leur famille s'était exilé. Et, depuis, les vagues d'émigration des minorités, des Kurdes, mais aussi des Arabes, n'ont pas cessé.

Les marchandages autour de la question kurde que mènent en Irak aujourd'hui la gauche, la droite, les laïcs et les islamistes sont dérisoires. En réalité, toutes les tendances politiques irakiennes ont contribué d'une manière ou d'une autre à la politique antikurde. L'attitude des groupes islamistes, qu'ils soient sunnites ou chiites, était généralement négative puisqu'ils ont toujours refusé le fédéralisme. Et cette attitude n'est pas près de changer.

Les partis irakiens de gauche se montrent plus ouverts sur les droits des Kurdes que les partis nationalistes panarabes. Toutefois, la gauche a elle aussi combattu le mouvement de libération nationale kurde en collaborant avec le Baas irakien de 1973 à 1978, après l'accord militaire irako-soviétique et l'entrée du Parti communiste irakien au Front national progressiste, dirigé par le Baas. A ce moment-là, les combattants kurdes étaient considérés comme une bande de rétrogrades, alors qu'avant 1973 et après 1988 les communistes leur accordaient une légitimité parce qu'ils servaient leurs intérêts en coopérant avec eux. Quant à la droite chauvine qui recrute dans les décombres du Baas, elle continue à harceler les Kurdes, après avoir mené du temps du Baas une guerre d'extermination contre eux.

Le processus démocratique n'est pas une baguette magique et les gens ne deviennent pas

■ Objection

Le quotidien nationaliste arabe de Londres *Al Quds al-Arabi* se demande "pourquoi l'Union des oulémas dans le Kurdistan irakien parle de conséquences désastreuses si l'armée turque pénètre en Irak, considère la décision comme anti-islamique et appelle à la résistance, alors que cette même organisation religieuse n'a publié aucun communiqué contre les forces américaines présentes en Irak. L'Islam n'appellerait-il à la résistance que contre des forces musulmanes comme l'armée turque ?"



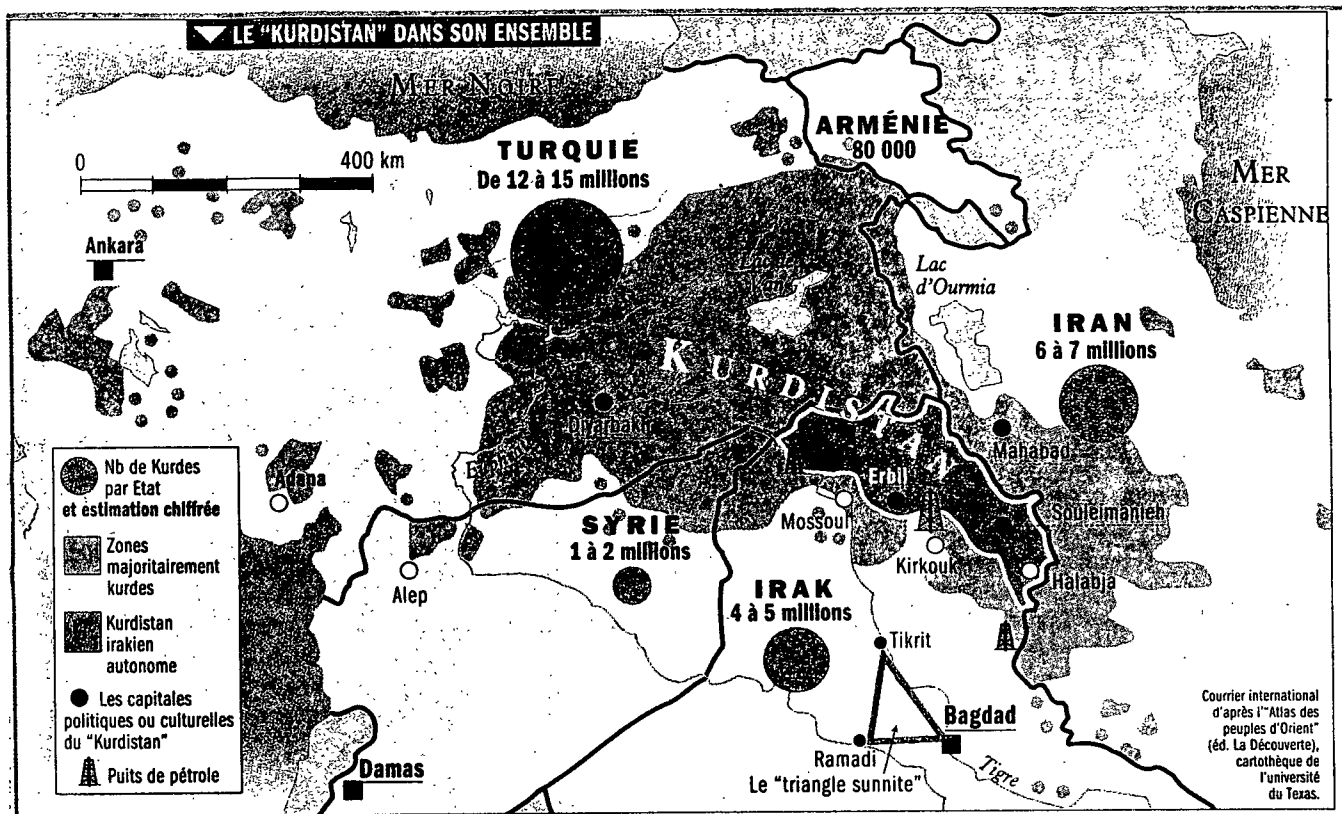
démocrates du jour au lendemain. Beaucoup des partis irakiens qui participent au Conseil de gouvernement irakien n'ont pas d'expérience démocratique authentique. Après avoir subi la répression, la tyrannie du régime de Saddam Hussein, autant les dirigeants que la base de ces partis ont besoin de temps pour accepter des voies démocratiques capables de résoudre la question kurde. Mais les dirigeants kurdes eux-mêmes ont jusqu'à présent échoué à serrer les rangs pour cette échéance de portée historique. Certes, depuis mai 1992, les Kurdes gouvernent démocratiquement la majeure partie du Kurdistan irakien et le peuple a pu démontrer sa capacité à exercer la démocratie. Mais ses dirigeants ont échoué à s'unir, et ce malgré les nombreuses médiations des Etats-Unis, notamment à travers l'accord de Washington de 1998, qui insiste sur la nécessité de résoudre les différends entre les fractions kurdes. En effet, les deux chefs locaux [Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan, UPK, et Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan, PDK] se sont entendus, en présence de la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de l'époque, Madeleine Albright, sur la fusion de leurs deux administrations, de leurs deux budgets et de leurs deux services de douane en l'espace de six mois. Or ces mesures ne sont toujours pas toutes appliquées sur le terrain.

Aujourd'hui, il faut s'interroger sur ce qui se passera si un référendum en Irak rejette le fédéralisme et si les Kurdes voient leurs droits bafoués. Mais il faut surtout se demander quelle sera l'attitude qu'adoptera la communauté internationale face au problème kurde, que ce soit dans le cadre du fédéralisme, d'un Etat kurde ou d'une guerre entre Kurdes et Irakiens.

Khaled Younes Khaled

du 23 au 29 octobre 2003

Courrier
INTERNATIONAL



■ **Autonomie**

"Je ne sais pas pourquoi nous nous embêtons avec Bagdad. Mes amis et moi ne parlons même pas arabe. Nous nous sommes débrouillés pendant douze ans. Continuons."

A l'image de cet étudiant de l'université d'Erbil rencontré par *The Guardian*, de plus en plus de jeunes Kurdes "se demandent quel est l'intérêt de prendre part au tortueux processus politique qui se déroule à Bagdad, cette ville 'étrangère'", note le quotidien londonien.

"La pression sur Massoud Barzani et Talal Jalabani, tous deux membres du Conseil de gouvernement irakien, augmente" pour qu'ils obtiennent le maintien d'une large autonomie du Kurdistan.

Union au-delà des frontières

La menace d'une intervention turque en Irak a réconcilié les mouvements kurdes irakiens avec les Kurdes turcs de l'ex-PKK. C'est un casse-tête pour Ankara, estime le journaliste Mehmet Ali Birand.

POSTA GAZETESI
Istanbul

L'entrée de l'armée turque en Irak pourrait avoir des répercussions sur la question kurde dont nous ne tarderions pas à ressentir les effets. La question kurde, que nous connaissons jusque-là à l'intérieur de nos frontières turques, pourrait se rappeler à notre souvenir sur un plan plus large, à l'échelon régional. Si nous n'agissons pas avec prudence, le risque d'un affrontement entre Turcs et Kurdes pourrait bien devenir réalité. Les Kurdes d'Irak craignent en effet d'être mis sous pression par l'armée turque dès lors qu'ils seront en mesure de réaliser leur "indépendance" dans le nord de l'Irak. La Turquie, qui jusque-là gérait son problème kurde à l'intérieur de ses frontières, voit donc aujourd'hui la donne changer complètement avec l'intervention américaine en

Irak et la possibilité que l'armée turque rejoigne la coalition sur place. Avant l'intervention américaine en Irak, les Kurdes irakiens et le Parti des travailleurs kurdes, PKK, de Turquie [devenu depuis le KADEK, Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan] divergeaient complètement sur le plan politique et s'affrontaient même parfois militairement. [Les deux leaders rivaux kurdes irakiens] Barzani et Talabani se rangeaient alors du côté turc et ne fournissaient aucun soutien au PKK. Pourtant, aujourd'hui, si l'on y prête un tant soit peu attention, on constate que la situation est en train d'évoluer et qu'une "position commune" se dégage

entre Barzani, Talabani et le PKK [KADEK]. Les deux leaders kurdes irakiens ont déjà renoncé à se combattre et, ne voulant pas laisser passer la chance historique qui s'offre à eux, ont remis à plus tard leurs querelles pour le partage du pouvoir. Ils agissent désormais de concert [y compris dans le cadre d'un Parlement kurde unifié]. En outre, ils sont en train de conclure de nouvelles alliances pour avoir leur mot à dire dans l'Irak de demain ou pour pouvoir organiser, en cas de démantèlement du pays, l'indépendance de leur région. Ainsi, les Etats-Unis apparaissent comme leur meilleure garantie, tandis que la Turquie

du 23 au 29 octobre 2003

Courrier International

incarne la seule force susceptible de contrecarrer leurs desseins.

ANKARA DEVRA TROUVER UNE SOLUTION GLOBALE À LA QUESTION KURDE

Dans ce contexte, les Kurdes d'Irak s'opposent à toute présence militaire turque en Irak, mais, sachant qu'ils ne pourront pas convaincre Washington sur ce point, ils accentuent leur collaboration avec les Kurdes de Turquie et singulièrement avec le PKK [KADEK]. Cette collaboration ne se fait pas sous forme d'aide aux activités terroristes du PKK, mais bien plutôt en élargissant au PKK le front d'une opposition politique à la Turquie. Barzani et Talabani donnent pour la première fois l'impression de parler au nom de tous les Kurdes.

Ils ne veulent donc pas que l'on déloge par la force des armes les militants du PKK du mont Kandil [près de Qala Diza, dans la zone contrôlée par l'UPK]. On assiste à la naissance d'une alliance entre Kurdes d'Irak et Kurdes de Turquie réclamant que l'armée turque ne pénètre pas en Irak.

Dans ces conditions, comment la Turquie, qui, à l'intérieur de ses frontières, n'a pas trouvé de solution à la question kurde, pourra-t-elle donc en trouver une sur un plan régional, une fois qu'elle sera entrée en Irak ? Comment un affrontement turco-kurde en Irak pourrait-il être évité ? Si Turcs et Kurdes ne changent pas de discours et de vision, la probabilité d'une guerre turco-kurde n'est certainement pas à exclure.

Mehmet Ali Birand

INTERVIEW

L'ex-PKK se rapproche des Etats-Unis

Rencontre, dans le Kurdistan Irakien, avec Othman Öcalan, frère du leader kurde indépendantiste Abdullah Öcalan.

Pourquoi le Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (KADEK) [ex-PKK] refuse-t-il la loi d'amnistie décidée par la Turquie ?
OTHMAN ÖCALAN La loi décidée par la Turquie n'a pas les caractéristiques d'une amnistie puisqu'elle ne concerne ni les dirigeants, ni les cadres du parti. Cette loi exige de ceux qui se rendent de renier leur identité nationale et de renoncer à leurs objectifs politiques.

Comment voyez-vous la situation des Kurdes après la guerre américaine en Irak ?

Le seul moyen de préserver l'intégrité territoriale des Etats est de donner aux Kurdes leur liberté dans le cadre de régimes démocratiques. Malheureusement, les quatre Etats qui se partagent le Kurdistan [Turquie, Irak, Iran, Syrie] n'ont pas la volonté de reconnaître les droits des Kurdes. Nous sommes donc déterminés à poursuivre le combat. Si l'on devait nous attaquer, nous engagerions l'action militaire.

Qu'en est-il de la véracité des rencontres qui ont eu lieu entre le KADEK et des responsables américains ?

En effet, des rencontres officieuses avec des responsables américains ont été organisées par des intermédiaires proches de notre organisation. Il y a eu une forme de reconnaissance mutuelle. Les Américains souhaitent gagner la sympathie des Kurdes et, de notre côté, nous souhaitons chercher une solution avec les Etats-Unis. Nous n'avons pas collaboré avec le régime de Saddam Hussein et nous ne nous en sommes jamais pris directement aux intérêts américains, alors que les Américains

ont fait du mal aux Kurdes : on connaît le rôle qu'ils ont joué dans l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Il y a maintenant une attitude américaine plus objective et rationnelle vis-à-vis du KADEK.

Vous êtes très présents dans le Kurdistan Irakien. Quel sera votre attitude en cas d'entrée de l'armée turque au nord de l'Irak ?

Nous refusons l'occupation turque du sud du Kurdistan (Kurdistan irakien). La Turquie veut dépouiller les Kurdes de leur liberté. Nous n'acceptons aucune forme d'occupation qui menacerait la liberté du peuple kurde. Si une telle occupation devait avoir lieu, le KADEK utiliserait tous les moyens pour défendre la liberté de notre peuple.

Certains disent que vos relations avec les Kurdes d'Irak se sont améliorées.

Entre nous et les Kurdes d'Irak règnent la paix et la loyauté. Il n'y a aucun conflit avec les différentes organisations. Des deux côtés, on a le souci d'éviter les luttes intestines qui ont eu cours par le passé. On peut dire qu'il règne une paix non officielle, sans documents écrits.

Ces temps-ci, vos médias adoptent une attitude hostile à la Syrie. Pourquoi ?

Nos journaux ont adressé des critiques au régime syrien parce qu'il agit en fonction des demandes de l'Etat turc. Depuis le début de l'année 2003, Damas a livré à la Turquie 30 membres de notre parti, dont 5 cadres dirigeants. Depuis l'accord signé avec la Turquie, en 1998, la Syrie a adopté une attitude hostile aux Kurdes.

Certains disent que vous allez combattre côte à côte avec les Kurdes d'Irak contre l'armée turque si cette dernière devait entrer au Kurdistan Irakien.

Si l'armée turque devait occuper le sud du Kurdistan (Kurdistan irakien), nous y défen-

drons les intérêts du peuple kurde. Il n'existe aucun accord entre nous et les autres organisations, mais nous avons de l'influence sur les masses.

Propos recueillis par Farouk Moustafa Hajji,
An Nahar (extraits), Beyrouth

REACTION

Un prétexte bien commode

■ "Le prétendu danger représenté par le PKK [dont 5 000 militants seraient regroupés sur le mont Kandil, dans le Kurdistan irakien], pour justifier une intervention de l'armée turque en Irak, semble tout à fait exagéré. En effet, le PKK est aujourd'hui tellement affaibli qu'il est certainement possible de trouver une solution autrement que par les armes. Mais l'institution militaire turque utilise la présence de ce qui reste de ce parti en Irak en vue d'atteindre d'autres objectifs. L'armée turque accuse ainsi les services de renseignements américains de protéger et même d'entraîner des militants du PKK ! Ces accusations pour le moins bizarres prouvent que les Turcs sont prêts à faire feu de tout bois pour réaliser leurs objectifs à plus long terme. A fortiori dans le contexte actuel, où rien n'est encore vraiment décidé pour la région", écrit At Taakhi ("Fraternité"), le quotidien du Parti démocrate du Kurdistan (PDK), imprimé en langue arabe à Bagdad depuis la chute du régime de Saddam Hussein.

Courrier
MAGAZINE

du 23 au 29 octobre 2003

Douze raisons pour envoyer des soldats turcs en Irak

du 23 au 29 octobre 2003

Courrier INTERNATIONAL

Le quotidien libéral d'Istanbul recommande à la Turquie de renoncer à la politique de l'autruche. S'allier aux Américains répond aux intérêts vitaux du pays.

MILLİYET
Istanbul

Nous n'avons pas cessé de dissenter sur la nécessité d'envoyer des soldats en Irak, mais prenons le temps d'en résumer encore une fois les raisons.

1. La Turquie ne peut pas rester indifférente à ce qui se passe là-bas, car les risques de cette indifférence sont trop grands.
2. La Turquie a trop souffert, notamment dans les années 90, de l'instabilité et du manque d'autorité en Irak. Nos intérêts passent par la normalisation et la démocratisation de ce pays.
3. Les voisins actuels de la Turquie en Irak sont les Etats-Unis. Si nos intérêts passent par la stabilisation et par le rétablissement de l'ordre en Irak, il est important de collaborer avec Washington.
4. Si nous ne voulons pas que le nord de l'Irak soit utilisé comme une base à l'encontre de la Turquie, si nous cherchons à neutraliser les actes du KADEK [ex-PKK], cela passe également par de bonnes relations avec les Etats-Unis.
5. Un nouvel Etat est en construction en Irak. Selon toute vraisemblance, il prendra la forme

d'une fédération. Les Kurdes irakiens pourraient constituer une composante importante de cette fédération dans le nord de l'Irak. Si, en tant que grand pays de la région, la Turquie veut avoir un mot à dire dans le processus en cours, il faut collaborer avec la puissance américaine.

6. Les mêmes arguments sont valables pour protéger les intérêts de la population turkmène en Irak.
7. Si les hommes d'affaires turcs veulent obtenir des contrats à Bagdad, personne ne saurait nier l'importance de bonnes relations avec les Américains.
8. Si la Turquie cherche, en dehors d'une présence économique active en Irak, à avoir un certain poids dans l'ensemble du Moyen-Orient, une politique intelligente exigerait pour cela d'être en bons termes avec les Etats-Unis.
9. L'Irak d'aujourd'hui attend d'être reconstruit. Il faut alors dès maintenant repenser nos rapports avec ce pays dans tous les domaines. Et pour cela il est important d'avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis.
10. Le cœur des relations internationales bat

■ 8,5 milliards d'euros

"Le prêt de 8,5 milliards d'euros promis par les Etats-Unis pour 'convaincre' les députés de voter oui à l'envoi de troupes turques en Irak est loin d'être entré dans les coffres de la trésorerie turque. Washington veut d'abord voir si Ankara remplit bien ses devoirs pour mériter les sommes en question : le prêt sera fragmenté en quatre versements, et la Turquie aura besoin de convaincre le Pentagone, le Trésor et le ministère des Affaires étrangères américains avant de toucher chacun de ces quatre versements", explique le quotidien Cumhuriyet.

aujourd'hui au Moyen-Orient, et notamment en Irak. Notre pays se trouve dans une région qui est une zone d'instabilité. Avec les dernières frappes israéliennes contre la Syrie et ses mises en garde à l'intention de l'Iran, on a vu une fois de plus ce qui risque de se passer dans cette zone de tous les dangers. Quoi qu'elle fasse, la Turquie ne peut pas dire : je ne suis pas impliquée dans cet enjeu. Le fait de choisir l'indifférence et l'immobilité ne la protège pas des dangers, bien au contraire. La Turquie ne pourra pas se contenter de faire l'autruche.

11. Du point de vue de l'Union européenne, on peut affirmer que même à Berlin et à Paris le climat est différent par rapport à celui qui prévalait avant le déclenchement de la guerre en Irak. La vision qui consistait à considérer avec inquiétude l'éventuelle adhésion de la Turquie avec un "oh, là, là ! faut-il que nous devenions voisins avec tant de pays à problèmes ?" commence à changer. Si l'UE veut avoir un poids face aux Etats-Unis, elle est obligée de faire sentir ce poids au Moyen-Orient. Dans ces conditions, elle ne peut plus ignorer la Turquie. Le fait que celle-ci ait un rôle de taille au Moyen-Orient et qu'elle ait de bonnes relations avec les Etats-Unis ne la désavantage plus sur la voie conduisant à l'adhésion à l'UE, bien au contraire : la position stratégique de la Turquie est déjà perçue comme un point positif.

12. Aujourd'hui, la clé des bonnes relations avec Washington semble être l'envoi de soldats en Irak. Selon l'expression d'un responsable des affaires étrangères, "les relations américano-turques ne supporteraient pas un nouvel 'accident'".

C'est pour toutes ces raisons que le feu vert du Parlement à la demande du gouvernement d'envoyer des soldats en Irak a été très adroit.

Hasan Cemal

► "Écoutez... Si vous, les gosses de Bagdad, vous arrêtez de nous jeter des pierres et que vous les gardiez... pour les lancer sur les Turcs, dans quelques semaines. Ce serait bien plus rigolo..."
Dessin de Danziger, Etats-Unis.



Un Américain au chevet de la langue kurde

Portrait de Michael L. Chyet, un homme de parole qui vient de publier le plus accompli des dictionnaires kurde-anglais.

C'est un prophète polyglotte, maître de chapelle des dialectes qui se meurent. Si le kurmancî, le dialecte kurde*, a un messie, c'est lui. A 46 ans, Michael L. Chyet a étudié plus de trente langues et a fouillé dans les mystères des histoires culturelles et des traditions orales avec le zèle d'un explorateur découvrant des territoires inconnus. Au cours des dix-huit dernières années, il a œuvré avec beaucoup de passion à la confection du dictionnaire kurde-anglais le plus exhaustif jamais publié.

Au fil de ses 847 pages, les mots sont écrits en caractères latins et arabes, expliqués en anglais et illustrés par des citations de textes littéraires. L'ouvrage, publié récemment par Yale University Press, sera d'une aide précieuse pour les diplomates, militaires, humanitaires et hommes d'affaires s'aventurant en Irak, en Turquie, en Iran et dans d'autres régions du monde où vivent les Kurdes. *"Mon travail n'a rien de politique, déclare-t-il. Je m'inquiète de l'avenir de cette langue et j'espère contribuer à sa standardisation. Le kurde m'a inspiré. Les Kurdes sont des gens qui ont intériorisé toute la haine dont ils font l'objet depuis*

des années. C'est ce qui m'a attiré. En tant que juif et gay, j'ai pu m'identifier à eux. J'aime cette langue, je ne veux pas qu'elle meure. Le kurde n'est pas mort, mais il a besoin d'être modernisé. Pendant des années, les Turcs ne sont pas arrivés à le détruire. Aujourd'hui, nous en sommes au point où ce sont les Kurdes qui seront responsables si leur langue disparaît."

A l'âge de 12 ans, Chyet passa six mois de vacances en Israël. Une fois rentré chez lui, à Cincinnati, il découvrit dans son grenier plusieurs livres rédigés dans d'autres langues. Ils avaient appartenu à son grand-père et à ses grands-oncles, qui avaient quitté l'Ukraine pour émigrer à Boston au début du xx^e siècle. Au bout d'un an, il lisait couramment l'allemand, l'espagnol, le yiddish, le français, et commençait à se familiariser avec le russe. Puis il s'inscrivit dans une école anglicane pour étudier l'arabe. En 1976, Chyet revint en Israël et tomba sur la description d'une danse populaire kurde, qui lui ouvrit de nouveaux horizons sur un peuple et une culture dont il n'avait jamais soupçonné l'existence, dit-il. Pendant les deux années suivantes, il vécut dans un village palestinien, dans le cadre d'un projet interculturel baptisé Bourgeois pour la paix, et qui impliquait des enseignants et des enfants. Tout près, dans un kibboutz, il rencontra des juifs kurdes

venus d'Iran. Ils parlaient le néoaraméen, qui n'est ni arabe ni hébreu, mais a emprunté au turc et au kurde. En 1985, Chyet obtint un diplôme d'études orientales à Berkeley. Encouragé par son père et par l'un de ses professeurs, il s'intéresse de plus près à la langue kurde. *"Mon garçon, c'est une terre vierge. A vous d'être celui qui découvrira et explorera la langue kurde"*, lui aurait lancé Alan Dundes, qui enseigne l'anthropologie et le folklore à Berkeley. *"Et voilà le résultat"*, commente Chyet en montrant son dictionnaire. L'été suivant, il choisit d'étudier un sujet de la tradition populaire kurde, une histoire d'amour magnifique mais triste, l'équivalent kurde de *Roméo et Juliette*. Il en fait le sujet de sa thèse, intitulée "Un buisson symbolise l'incapacité des Kurdes à s'unir, explique-t-il. Assis dans un coffee shop près de la Bibliothèque du Congrès, Chyet assure qu'il est indispensable de prêter l'oreille aux langues et aux cultures. *"Si les gens parlaient davantage de langues, il y aurait moins de guerres."*

Nora Boustany, *The Washington Post*, Washington

* L'autre principal dialecte ou langue kurde est le surani.

DÉSACCORD

Monsieur Erdogan, envoyez votre propre fils à la guerre !

Les Etats-Unis ont besoin de l'armée turque en Irak mais lui interdisent l'accès au Kurdistan irakien. Un deal qui déplaît fortement au quotidien nationaliste d'Istanbul.

En voulant envoyer des soldats en Irak, la Turquie affronte un obstacle de taille : d'abord, la grande majorité de la population chez le "voisin irakien" s'oppose à cette décision. Non seulement elle se dit contre, mais elle continue de préférer obstinément et ouvertement ses menaces de sabotages, d'assassinats et de résistance. Plus grave encore, si on doit aller en Irak dans le but d'une action dissuasive contre le PKK-KADEK [Parti des travailleurs du Kurdistan-Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan], qu'on estime être une menace terroriste, il faut garder à l'esprit que les Etats-Unis sont fermement déterminés, militairement s'il le faut, à s'opposer à notre démarche. Certes les Américains réclament des sol-

dats à la Turquie en criant presque : au secours, venez vite ! Mais nous savons aussi qu'ils font pression pour que les soldats turcs viennent dans des unités de commandos formés pour la guérilla, au lieu d'arriver avec des véhicules blindés mobiles, comme une armée.

Dans ses négociations avec les Etats-Unis, Ankara refuse de mentionner comme clause l'opposition américaine à l'entrée des troupes turques dans le nord de l'Irak [Kurdistan irakien]. Une clause s'opposant aux souhaits de l'état-major turc, qui négocie avec Washington l'envoi d'une armée munie d'équipements blindés. Les militaires turcs prennent en compte également l'éventualité que la stabilisation de la situation en Irak nécessite plus d'une année. Et, dans la campagne électorale qui s'approche aux Etats-Unis, il se peut que les Américains ne puissent pas faire face davantage aux pertes en Irak et qu'ils se retirent après avoir donné un coup de pied dans la fourmière, ce qui aurait pour

résultat la recrudescence des actes terroristes [kurdes] visant la Turquie.

La motion du Premier ministre Tayyip Erdogan pour l'envoi des troupes turques en Irak fut soumise à l'approbation du Parlement faisait référence aux cas précédents de la Bosnie, de l'Afghanistan et du Kosovo. Mais, dans les trois cas cités, il n'y avait pas une organisation armée de terreur visant la Turquie. En Irak, l'existence de 6 000 militants du PKK-KADEK parfaitement armés continue à peser comme une menace, quelles que soient les assurances américaines. Et Washington ne se contente pas de lier ses promesses financières à la condition que la Turquie ne mette pas les pieds dans le nord de l'Irak, mais s'obstine à affirmer sa détermination à protéger physiquement les intérêts kurdes face à des soldats turcs qui auraient dépassé la ligne rouge.

La motion portant la signature du Premier ministre évoquait aussi *"la nécessité de développer une perspective qui protège*

les intérêts de la Turquie à long terme". Mais on ne dit pas quels sont ces "intérêts à long terme". De toute façon, quel sens auront-ils face au panneau indiquant que le nord de l'Irak est "zone interdite" à nos soldats ?

Alors que la motion était votée par l'Assemblée, des manifestants réunis devant le Parlement scandaient des slogans : "Si les députés approuvent la motion, qu'ils soient les premières recrues !" C'est bien sûr un slogan pas très réaliste lorsqu'on considère l'âge avancé et les grosses bedaines des parlementaires.

Mais on peut leur poser une autre question, à laquelle peuvent réfléchir sérieusement tous ceux qui ont approuvé la requête d'Erdogan : "Allez-vous envoyer vos propres enfants aussi en Irak ?" Ceux qui ont voté cette motion et Erdogan lui-même doivent à présent répondre à la question des Turcs qui se résume à cette seule phrase.

Orhan Birgit, Cumhuriyet, Istanbul



du 23 au 29 octobre 2003

et d'Israël. En Turquie, ce fut le silence total. Deux jours avant cette attaque israélienne contre Damas, l'administration Bush a demandé au Congrès américain qu'il examine le projet de loi destiné à punir la Syrie. Bush et Sharon ont fait une déclaration le mardi 7 octobre – jour où le Parlement turc votait la motion – pour affirmer que la Syrie constituait une menace pour les deux pays. Les néofascistes qui donnent leurs orientations à la politique américaine avaient préparé un rapport, il y a quatre ans, dans lequel ils affirmaient que la Syrie constituait un danger pour les Etats-Unis et qu'il fallait la frapper. Les auteurs de ce rapport sont les mêmes qui ont posé les fondements de l'axe turco-israélien. Le processus ainsi enclenché suit son cours, mais l'étape la plus importante après l'Irak

commence ces jours-ci. Le front constitué par l'Amérique, Israël et la Grande-Bretagne se prépare à la guerre contre la Syrie. Conformément aux prévisions de ce scénario, la Turquie vient de décider d'envoyer des soldats en Irak dans le but de participer à l'encerclement de la Syrie. Les unités turques couperont le contact entre les populations irakienne et syrienne, et soutiendront l'effort d'Israël par l'ouest.

Ceux qui parmi les parlementaires ont voté oui à la motion ne voient-ils pas cette vérité ? Ne comprennent-ils pas que la Turquie sera ainsi impliquée non pas en Irak, mais dans la grande opération qui va englober tout le Moyen-Orient ? Le prix de cette trahison sera extrêmement élevé.

Ibrahim Karagul, Yeni Safak, Istanbul

STRATÉGIE

La véritable cible ? Damas

Le quotidien islamiste est déçu par la politique du parti islamique au pouvoir. Il met en garde contre une possible utilisation des troupes turques contre la Syrie.

Par une ironie du sort, il incombe au gouvernement de l'AKP [islamique] d'assumer les risques du "nouveau projet" au Moyen-Orient que les Etats-Unis ont défini à partir de 1996 et mis en application par le biais de l'axe Turquie-Israël. Le 1^{er} mars dernier, le Parlement turc avait rejeté une motion concernant l'envoi de troupes turques en Irak et, plus généralement, le rôle que la Turquie devait assumer dans le projet américain pour la restructuration du Moyen-Orient. Quant à la motion acceptée le 7 octobre par une majorité écrasante de députés (à l'exclusion de l'opposition sociale-démocrate), elle ne concernait pas l'Irak comme on le croit, mais directement la Syrie. En envoyant des soldats en Irak, la Turquie est en réalité aspirée dans une opération d'envoie visant son voisin syrien.

Au moment où l'on nous vend cette décision avec un discours alarmiste sur la sécurité de la Turquie, les intérêts nationaux, les dangers du PKK-KADEK [parti indépendantiste kurde] et, enfin, l'intégrité territoriale de l'Irak, qui serait menacée, le processus destiné à compléter les modalités de l'occupation de ce pays a déjà commencé. Est-ce que quelqu'un en Turquie a prêté quelque attention à l'attaque aérienne israélienne du 5 octobre dans les faubourgs de Damas ? En effet, des avions israéliens ont survolé le Liban pour aller bombarder le territoire syrien. Il y eut une large condamnation dans le monde entier, à l'exception des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne

Kurdes, mais aussi Arabes sunnites et chiïtes, voire certains Turkmènes, ne sont pas ravis de voir les troupes turques fouler le sol irakien, insiste *An Nahar*.

AN NAHAR

Beyrouth

On raconte qu'il était une fois un jeune homme pauvre qui annonça à tout le monde ses fiançailles avec la fille unique du roi. Les gens, ébahis, lui demandèrent alors où en étaient les préparatifs, et il répondit : "L'affaire est à moitié réglée ! Mon père et moi-même sommes d'accord et il ne reste plus qu'à obtenir l'accord du roi et de sa fille." Les Turcs aussi semblent penser qu'il suffit de décider de l'envoi de leurs troupes en Irak pour que l'affaire soit à moitié réglée. Le fait qu'ils ne se sont pas préoccupés de ce qu'en pensent les Irakiens soulève un certain nombre de questions.

Certes, ce ne sont pas les Irakiens mais bien les Américains qui exercent aujourd'hui la tutelle sur le pays et qui décident avec qui il va convoler. Il n'empêche que l'accord américain n'est pas suffisant pour assurer le succès de l'opération : ce n'est pas à Chicago ou en Californie que les troupes turques vont se déployer, mais dans un pays où la méfiance vis-à-vis d'Ankara unit la quasi-totalité de la population, à l'exception de quelques Turkmènes. On peut donc s'attendre que les Turcs auront la vie encore plus dure que les Américains. En effet, si ces derniers rencontrent une opposition armée sur une partie limitée du territoire irakien, les Turcs, eux, auront contre eux l'en-

semble de la population.

Plus encore que les Arabes, sunnites et chiïtes confondus, ce sont évidemment les Kurdes qui se méfient de l'empressement d'Ankara à envoyer des troupes. Ils pensent que le véritable objectif est tout autre que celui de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak. Il s'agit avant tout d'empêcher les Kurdes d'établir une entité indépendante, qui donnerait immanquablement des idées aux Kurdes d'Anatolie et menacerait gravement la sécurité nationale turque.

Mais les sunnites irakiens, eux aussi, regardent d'un mauvais œil ce déploiement de troupes. Ils sont convaincus qu'elles seront affectées dans la zone désormais connue sous le nom de "Triangle sunnite" [Bagdad, Ramadi, Tikrit ; zone de la plus forte résistance aux troupes américano-britanniques] pour y faire le travail actuellement à la charge des Américains. Ceux-ci semblent penser que les Arabes sunnites seront plus faciles à gérer par leurs coreligionnaires turcs. Or la population sunnite a commencé à proférer des menaces contre tout soldat qui serait envoyé en Irak avant même que la décision turque ne soit prise.

Pour ce qui est des chiïtes, majoritaires parmi la population arabe d'Irak, ils sont encore marqués par le souvenir de la politique répressive des Turcs à leur égard sous l'Empire ottoman. Quant aux Turkmènes, ils ne sont pas tous inféodés à Ankara. L'appui à la politique turque qui consiste à faire pression sur les Kurdes est surtout explicite dans les organisations du Front turkmène irakien, soutenu ouvertement par la Turquie. Mais beaucoup de Turkmènes préfèrent rester neutres. Cette situation complexe a permis à la Turquie de faire des Turkmènes son cheval de Troie, lui permettant ainsi de défendre ses intérêts politiques, sécuritaires et surtout économiques en Irak. Par ailleurs, de

nombreux Turkmènes, généralement de tendance islamiste, rejettent la tutelle d'Ankara, bien qu'ils ne se privent pas, à l'occasion, de jouer la carte turque pour exercer des pressions.

Depuis la chute de Saddam Hussein, le problème de Kirkouk est revenu au centre du différend historique entre les Turkmènes et les Kurdes. En effet, les deux mettent la ville au cœur de leur identité nationale, prétendent y détenir la majorité et la présentent comme leur capitale. Ces polémiques ne sont pas dépourvues de calculs stratégiques en rapport avec les richesses pétrolières de la ville et avec son rôle potentiel pour la consolidation de l'entité kurde que les Turcs redoutent de voir émerger tôt ou tard.

Plutôt que de se noyer dans les détails de cet antagonisme, essayons plutôt de tirer des leçons de la situation en Irak en particulier et dans la région en général. En effet, elle nous apprend que chaque fois que l'on réprime un groupe donné, que l'on nie ses droits et que l'on tente d'effacer son identité, celui-ci finira par chercher secours auprès d'une force étrangère. Analysons les raisons de ce constat et trouvons la manière d'y remédier plutôt que d'accuser ces groupes de trahison en lançant des slogans creux.

Salem Machkour

CONTROVERSE

William Safire tance les Kurdes

■ Début octobre, William Safire se félicitait dans *The New York Times* que le Parlement turc autorise un déploiement de l'armée en Irak. Le chroniqueur mettait également en garde les leaders kurdes qui voudraient s'opposer à l'arrivée des troupes d'Ankara. *"Coopérez avec la coalition. C'est ce que les Turcs et vos amis américains veulent. Ne manquez pas cette occasion historique pour votre peuple"*, écrivait-il, les prévenant que, dans le cas contraire, *"ils mordraient la main qui les nourrit"*.

"Safire, faux ami des Kurdes, montre son vrai visage, réagit le site kurdishmedia.com. Il ne se préoccupe pas des Kurdes ni du Kurdistan. La présence en Irak de l'armée turque, la brutale force d'occupation du nord du Kurdistan [la partie turque du Kurdistan] ne le dérangent pas. Les Kurdes ne toléreront pas ces petites avancées vers la restauration de l'hégémonie turque en Irak - et les Irakiens non kurdes non plus. L'Empire ottoman s'est écroulé et il ne se relèvera jamais."

Les Turkmènes sortent de l'orbite de la Turquie

Ce ne sont plus les Turkmènes "nommés" par Ankara qui président aux destinées de cette minorité en Irak, constate le quotidien conservateur d'Istanbul.

TERCÜMAN (extraits)
Istanbul

Depuis une décennie, Ankara a tourné le dos à la vision politique du président Turgut Özal [1927-1993] - qui reposait sur le principe que la Turquie était le "protecteur commun" des Turkmènes et des Kurdes d'Irak - pour revenir à une politique étrangère "traditionnelle" - encourageant Saddam Hussein à retrouver sa souveraineté territoriale jusqu'aux frontières de la Turquie. Il y avait clairement dans cette position un choix antikurde. Derrière le slogan d'"intégrité territoriale irakienne" se cachait bien le souhait de voir les Kurdes irakiens maintenus sous contrôle par le pouvoir central de Bagdad.

Toutefois, dans la perspective d'un renversement de Saddam Hussein et de l'avènement d'un nouveau régime, les Kurdes devenaient alors une menace potentielle pour la Turquie, et l'objectif de celle-ci n'était plus de défendre les droits des Turkmènes [appellation des turcophones d'Irak, sans relation avec les Turkmènes du Turkménistan]. Mais bien de les instrumentaliser contre les Kurdes. Le Front turkmène irakien fut alors mis sur pied dans le cadre d'une étroite collaboration avec les services de renseignements turcs. Cependant, dès lors que les trois quarts des Turkmènes irakiens vivent dans la partie du nord de l'Irak qui est restée jusqu'en avril 2003 sous contrôle du régime de Saddam Hussein, le Front turkmène irakien, installé dans le Kurdistan autonome, ne représentait qu'un nombre assez limité de Turkmènes vivant à Erbil [à majorité kurde] ou à l'extérieur de l'Irak. Cette situation permettait aux Turcs d'exercer un contrôle étroit sur les activités politiques des Turkmènes d'Irak, ce qui eut pour effet de faire passer les Turkmènes pour les pions politiques de la Turquie en Irak.

Dans ce contexte, le congrès du Front turkmène irakien qui vient d'avoir lieu à Kirkouk constitue une étape très importante pour les

Turkmènes d'Irak. Par le biais de ce congrès, l'axe de la direction turkmène - qui, avant, reposait essentiellement sur des hommes nommés par Ankara basés à Erbil - est en train de se déplacer sur un axe Kirkouk-Bagdad, le centre politique et culturel de la majorité des Turkmènes, qui seront par conséquent susceptibles de peser davantage sur le processus politique qui se déroule en Irak.

Certes, le Front turkmène irakien reste l'allié de la Turquie, mais sans pour autant jouer le rôle de pion d'Ankara dans la région. En outre, les chiites turkmènes, qui constituent presque la moitié des Turkmènes d'Irak et qui étaient à ce titre négligés par la Turquie, ont, à l'occasion de ce congrès, fait leur entrée au sein du Front turkmène irakien, ce qui constitue une nouvelle donne d'importance dans le cadre de la question turkmène. Dans ces conditions, les Etats-Unis devront inmanquablement en prendre acte.

Cengiz Candar

■ Désintéret

Selon l'hebdomadaire turc *Aksiyon*, Ankara a compris qu'un mouvement turkmène sous sa coupe ne pourrait pas peser politiquement en Irak à l'avenir. Ainsi, le manque d'intérêt officiel pour le congrès du Front turkmène, qui s'est tenu en septembre, est notable. On dénote en effet l'absence à ce congrès de représentants directs du gouvernement ou de l'état-major. Aucune personnalité politique n'a fait le déplacement, à l'exception du vice-président du BBP (modeste formation d'extrême droite).

■ Ira, Ira pas ?

Participant au forum de Formentor à Majorque, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré le 18 octobre, lors d'une conférence de presse, que *"la Turquie entendait faire tout son possible pour que l'Irak puisse un jour rejoindre le cercle des Etats démocratiques"*. *"Toutefois, a-t-il ajouté, nous ne souhaitons pas y faire la police. Pour nous, les revendications de la population irakienne sont très importantes. D'ailleurs, nous ne tenons pas absolument à envoyer des soldats turcs en Irak."*



du 23 au 29 octobre 2003

IRAK Sous la pression américaine, la conférence internationale de Madrid a permis de mobiliser d'importantes sommes pour financer la réhabilitation du pays

Des milliards de dollars pour reconstruire Bagdad

Madrid : de notre envoyé spécial Luc de Barochez

Une pluie de billets verts s'est abattue sur l'Irak hier. De 13 à 18 milliards de dollars ont été récoltés grâce au gigantesque « Téléthon » organisé par les Etats-Unis à Madrid. Il s'agit de

« C'est maintenant le moment pour nous tous d'être généreux », a déclaré le secrétaire d'Etat américain

promesses, s'échelonnant jusqu'en 2007. Une bonne partie de l'aide sera versée sous forme de prêts plutôt que de dons, contrairement à ce que souhaitent les Américains et leurs protégés irakiens. L'argent devra transiter par plusieurs fonds, pas forcément très transparents. Une partie des engagements est soumise à conditions. Néanmoins, le total est impressionnant. A force de pressions, les Etats-Unis ont convaincu leurs principaux partenaires et les organisations internationales de surmonter leurs hésitations. Les nouveaux apports vont s'ajouter aux 20 milliards de dollars que Washington a prévu de dépenser pour aider l'économie irakienne à se remettre sur pied.

Au deuxième et dernier jour de la conférence, Colin Powell a placé devant leurs responsabilités les quelque 70 pays et 20 or-

ganisations représentés. « C'est maintenant le moment pour nous tous d'être généreux », a déclaré le secrétaire d'Etat. Les délégués se sont ensuite succédé à la tribune pour présenter leurs promesses. Les dons les plus divers ont afflué. Le Sri Lanka a offert 100 tonnes de

thé, Bahrein, une clinique clés en main, le Vietnam, du riz pour une valeur d'un demi-million de dollars.

La palme est revenue au Japon, avec 5 milliards de dollars (dont 1,5 milliard de dollars de dons), sur trois ans. Tokyo, qui a besoin des Etats-Unis dans la crise nord-coréenne et qui a des

intérêts stratégiques vitaux au Moyen-Orient pour son approvisionnement en















pétrole, ne pouvait pas ignorer le dossier irakien. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont proposé des prêts totalisant au moins 5,5 milliards de dollars. Malgré leurs réticences, les alliés arabes des Etats-Unis ont mis la main au portefeuille. L'Arabie saoudite, qui a beaucoup à se faire pardonner à Washington depuis les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par des kamikazes en majorité saoudiens, a annoncé 1 milliard de dollars. Le Koweït a promis la moitié de cette somme et les Emirats Arabes Unis le quart.

En termes strictement financiers, la conférence est loin du compte, puisque la Banque mondiale a estimé les besoins de l'Irak, hors contribution des Etats-Unis, à 36 milliards de dollars. A peine la moitié a été couverts hier. Pourtant ce résultat est inespéré. Jamais une telle conférence n'avait mobilisé autant d'argent. Celle pour l'Afghanistan, en 2002 à Tokyo, avait levé moins de 5 milliards de dollars.

En termes politiques, les Etats-Unis ne se sont pas privés de présenter la réunion madrilène comme un « énorme succès ». L'administration Bush peut faire valoir à ses électeurs

38,5 milliards de dollars pour l'Irak

► Montant des principaux engagements d'aide à l'Irak (en dollars)

	Don	Prêt
 Etats-Unis	10 milliards	10 milliards
 Banque mondiale	-	3 à 5 milliards d'ici à 2008
 FMI	-	2,5 à 4,15 milliards d'ici à 2007
 Japon	1,5 milliard	3,5 milliards
 Arabie saoudite	500 millions	500 millions
 Grande-Bretagne	500 millions	-
 Espagne	300 millions	-
 Iran	-	300 millions
 Union européenne	233 millions	-
 Italie	233 millions	-
 Suède	32,6 millions	-
 Danemark	27 millions	-
 Emirats arabes unis	215 millions (non précise)	
 Koweït	500 millions (non précise)	

qu'ils ne sont pas les seuls à payer pour l'Irak. En outre, la mobilisation des pays voisins de Bagdad conforte ceux qui, à Washington, affirment que la destitution de Saddam Hussein a permis d'éclaircir l'avenir du Moyen-Orient. Même l'Iran, saigné à blanc dans les années quatre-vingt par l'agression irakienne, y est allé de sa contribution.

La conférence n'a cependant pas permis à la communauté internationale de refaire son unité. Malgré le vote le 16 octobre, à l'unanimité, de la résolution 1511 du Conseil de sécurité de l'ONU, les Occidentaux se sont présentés en ordre dispersé. La France et l'Allemagne sont apparues isolées. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a sapé leur position en affirmant que la reconstruction ne devait pas attendre le rétablissement de la souveraineté de l'Irak. Le président du gouvernement provisoire irakien,

Ayad Allawi, a souligné que le peuple irakien « n'oublierait pas que certains ont refusé de nous tendre la main, à l'heure où nous étions dans le besoin ».

La conférence n'a pas levé les principaux obstacles au redémarrage de l'économie irakienne, qui ont pour nom insécurité et incertitude politique. La question de l'énorme dette de l'Irak (au moins 120 milliards de dollars, en incluant les intérêts) n'a été abordée que marginalement, alors qu'elle risque de handicaper le pays pendant des années.

La conférence a surtout donné lieu à de beaux effets d'annonce. Il reste à les traduire en actes. Les Etats-Unis vont veiller à ce que chacune tienne ses promesses. Ils ont bien voulu faire la guerre pratiquement seuls et sans l'aval de l'ONU. Mais ils ne veulent pas, aujourd'hui, être les seuls à supporter le fardeau de l'après-guerre.

Le conflit a mis un terme au fructueux trafic transfrontalier où s'échangeaient des produits alimentaires turcs contre du pétrole irakien

L'économie des Kurdes d'Anatolie sinistrée par la guerre

Porte de Habur (frontière turco-irakienne) : de notre envoyé spécial Claude Lorieux

L'Irak ! Mehmet, un routier turc de 42 ans, silhouette amaigrie, visage raviné par les rides et encadré d'une barbe rare, vient tout juste d'en sortir.

La « porte de Habur », du nom d'un affluent du Tigre, dresse sa haute silhouette métallique à une centaine de mètres des camions, dont les pilotes, qui attendent de passer la frontière, écoutent avidement les mésaventures irakiennes de Mehmet : de passage à Kerbala, quatre jours plus tôt, il apprend l'assassinat d'un chauffeur turc. Plus tard, à 220 km au sud de Mossoul, il découvre les carcasses calcinées de sept camions, dont les équipages, des compatriotes, ont disparu. On lui rapporte le prêche venimeux de l'imam d'une mosquée locale, qui aurait promis le paradis d'Allah à tout irakien qui abattrait un camionneur turc... Tout cela en vrac. « Chaque jour, il y a des

choses comme cela qui arrivent », résume-t-il, avant de filer sur Iskenderum (l'ancienne Alexandrette), son port d'attache. « Dans quatre jours je repars. Je suis bien obligé. Je travaille à mon compte. »

Mehmet Ali, un camionneur de Kiziltepe, intervient alors : « C'était à 20 kilomètres de Mossoul. J'ai été doublé par deux taxis. Les types à bord avaient des kalachnikovs. Ils nous ont volé nos cassettes, nos dollars et l'argent turc. J'ai voulu alerter des soldats américains. Ils ne se sont pas arrêtés. »

Malgré ces incidents, malgré les jeunes de Mossoul « qui tentent de nous arrêter en nous lançant des pierres », Mehmet Ali reprendra lui aussi la route de Bagdad. « Quand l'invasion

américaine a commencé, Habur a été fermé pendant quatre mois. Je suis rentré à la maison. J'ai survécu grâce à des petits

boulots, tantôt dans le bâtiment, tantôt à cueillir du coton. »

Une nouvelle fermeture de la porte de Habur, un risque ravivé par le chaos irakien et par l'envoi possible de troupes turques - constitue la hanse du sud-est de la Turquie, un des carrefours de commerce et de civilisations (aux confins des mondes turc, iranien, arabe, caucasien) les plus importants et pourtant les moins exploités de la planète.

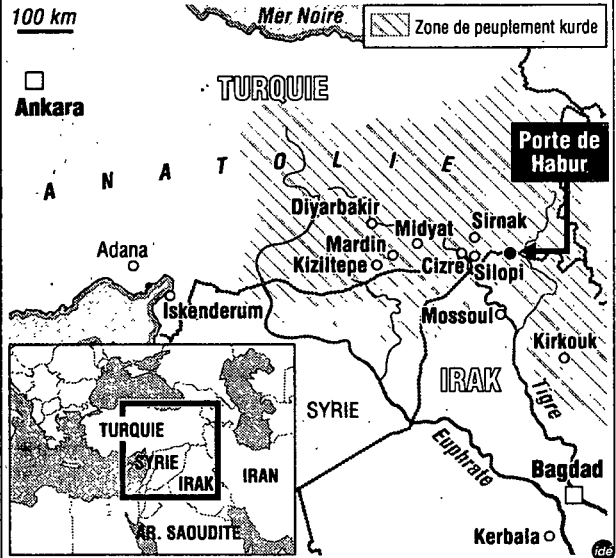
Historiquement, l'Irak reste un rival

pour la Turquie, qui soupçonne Téhéran d'aider les séparatistes kurdes du Kadek (la nouvelle appellation du PKK). Bien que Damas se soit résigné à une certaine coopération antiterroriste avec Ankara, les relations restent distantes avec la Syrie, et la frontière tout juste entrouverte. Aussi le Sud-Est anatolien ne fait-il que 0,75 % de son commerce avec ses trois voisins musulmans, rappelle Bedrettin Karaboga, un énergique chef d'entreprise kurde.

L'industrie du transport vers

l'Irak a donné une petite chance à une région de chômage, où l'agriculture et l'élevage extensif emploient 43 % de la population, souligne Mehmet Sahin, fondateur du syndicat des chauffeurs de poids lourds de Kiziltepe, une ville gonflée par l'afflux des réfugiés de la « sale guerre » entre le Kadek-PKK et l'armée turque.

Des échanges frontaliers paralysés



Mehmet Sahin avait créé son association en 1989. Deux ans plus tard, l'invasion du Koweït écrasait le commerce par Habur. Il reprit dès 1991-1992 grâce aux opérations humanitaires vers l'Irak sinistré. Ce trafic assura une relative prospérité à des agglomérations comme Sirnak, Mardin ou Midyat, berceau des Yézidis et des chrétiens syriaques. Des familles rassemblèrent leurs deniers, achetèrent de vieilles caisses roulantes ! Les chauffeurs traversaient la frontière avec un chargement de produits alimentaires pour s'en retourner avec, dans des citernes bricolées, des quantités de mazout de Kirkouk qu'ils revendaient en Turquie. Plus de 50 000 camions faisaient la route. Bedrettin Karaboga estime à près d'un million de personnes (routiers, commerçants, réparateurs et

leurs familles) le nombre d'habitants du Sud-Est qui vivaient du Habur.

Le trafic repiqua du nez avant même l'invasion américaine de l'Irak. Convaincus que les chauffeurs versaient leur obole au Kadek-PKK, le gouvernement Ecevit interdit, au printemps 2002, le petit commerce de mazout irakien. Les villes de Cizre et de Silopi se sont depuis transformées en cimetières de camions désarticulés, de remorques rouillées et de citernes abandonnées. A la porte de Habur, les files de camions atteignent cinq kilomètres, contre vingt à la belle époque...

Confrontés, encore une fois, à une guerre toute proche, les habitants du Sud-Est anatolien réagissent autant avec leur « estomac » qu'avec leur « cœur ». Seyhmus Dikken, un écrivain de Diyarbakir, le chef-lieu régional, redoute que « l'envoi des soldats turcs en Irak ait des conséquences néfastes sur les relations de confiance avec les pays voisins ».

Ici, chacun sympathise avec les parents des soldats susceptibles d'être envoyés en Irak. Cihan Sincar, maire de Kiziltepe

A la porte de Habur, les files de camions atteignent cinq kilomètres, contre vingt à la belle époque

(l'une des douze femmes élues maires en Turquie) reçoit les familles inquiètes. Husseyini, un chauffeur de Diyarbakir, explique docement que si « *les GI sont des professionnels, les soldats turcs sont des enfants du pays* ».

Les familles des maquisards kurdes se font aussi du souci. Le Kadek-PKK, qui compte 5 000 combattants dans les montagnes d'Irak, pourrait se trouver entraîné dans de nouveaux affrontements. L'état-major d'Ankara insiste auprès des

Etats-Unis pour que ces « terroristes » disparaissent. Après quatre à cinq ans de cessez-le-feu entre l'armée et les maquisards beaucoup redoutent « *une nouvelle période de tension* ».

Bilent Abdioglu, délégué du Parti républicain (kémaliste) à

Kiziltepe, se préoccupe des conséquences économiques de la violence croissante en Irak : « *Nous souffrons déjà. Nous souffrirons davantage. Nos échanges avec l'Irak ne sont pas bien importants. Mais Habur*

donne du travail à nos camionneurs. Si c'est le chaos, ils ne passeront plus. »

A la porte de Habur, un homme, visage énergique, blouson beige façon militaire, portable à la main s'approche. C'est le douanier turc, un homme d'Ankara. Lui aussi prie pour que la crise en Irak n'entraîne pas la fermeture du poste-frontière. « *Les agressions sur les routes d'Irak n'empêcheront pas les camionneurs d'y aller. Ils doivent gagner leur pain. Et puis, on a eu la terreur ici, et on*

travaillait bien. »

« *Mais, ajoutez-t-il, si la porte de Habur ferme, les routiers perdront leur gagne-pain. Ils partiront à la montagne rejoindre le PKK. Ce sont des traîtres. Ils n'hésiteront pas à nous tirer dans le dos. Et pourtant Dieu sait si nous les avons aidés dans leur travail, les militaires autant que les douaniers !* »

Au sud-est de la Turquie, le processus de réconciliation a encore du chemin à parcourir...

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a indiqué hier que Washington avait interrompu les discussions concernant cet éventuel déploiement

L'envoi de soldats turcs en Irak n'est plus d'actualité

Istanbul :
Éric Biegala

« *Même si la Turquie n'envoie pas de troupes, Ankara ne restera pas indifférente aux développements en Irak*... Manifestement le vice-premier ministre Mehmet Ali Sahin considère d'ores et déjà le déploiement aux côtés des Américains comme de l'histoire ancienne. « *Nous n'envoyons pas de troupes sans le consentement du Conseil de gouvernement irakien* », a répété jeudi le chef du gouvernement Recep Tayyip Erdogan. Hier, le premier ministre confirmait l'arrêt des négociations avec les Américains : « *Les Etats-Unis ont appelé notre état-major il y a quelque temps et nous ont dit : « Donnez-nous du temps et nous continuerons plus tard.* »

Le cabinet Erdogan avait reçu le 7 octobre dernier l'aval du Parlement pour engager ses forces armées pendant un an dans des opérations en territoire irakien, mais les arrangements techniques avec l'armée américaine qui devaient suivre n'ont toujours pas commencé. « *Le fait qu'il y ait une pause dans les pourparlers ne veut pas dire que tout soit fini. Nous ne savons pas ce que les Etats-Unis vont faire... Nous prendrons notre décision sur la base de leurs propositions* », a précisé le premier ministre.

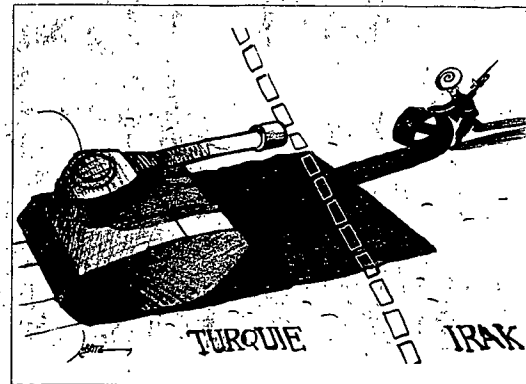
Du côté de Washington en ef-

fet on semble s'être rendu compte qu'une présence turque pourrait bien déstabiliser davantage une situation déjà précaire. Emmené par les Kurdes, le Conseil de gouvernement provisoire irakien s'était unanimement prononcé contre l'arrivée des Turcs au lendemain du blanc-seing parlementaire obtenu par Ankara. Depuis, les Américains n'ont pas réussi à le fléchir. Dans un entretien avec le *Los Angeles Times* publié mercredi, le chef de l'administration civile américaine en Irak Paul Bremer recommandait même d'abandonner l'idée du déploiement turc.

Alliés pour le moment les plus sûrs des Américains, les Kurdes ont été jusqu'à menacer de sortir du Conseil de gouvernement provisoire si la Turquie était invitée en Irak. Une telle défection réduirait à néant les délicats équilibres entre factions ethniques et religieuses qui tiennent lieu de légitimité représentative dans le conseil provisoire.

Mais à côté des sensibilités kurdes, les Arabes ne semblent guère plus favorables à ce retour avec armes et bagages de l'ancienne puissance tutélaire ottomane. Quant aux fidèles de l'ancien régime irakien, ils ont bruyamment fait entendre leur avis. Le 14 octobre un attentat suicide contre l'ambassade de Turquie à Bagdad faisait un mort et une dizaine de blessés.

L'attaque a choqué en Turquie où l'on avait affecté dans un premier temps d'ignorer les avertissements en provenance d'Irak.



Depuis, commentateurs, diplomates et élus font preuve de davantage de circonspection dans leurs analyses des bénéfices à tirer d'un éventuel engagement.

Signe le plus tangible de la nouvelle répugnance gouvernementale à franchir la frontière, le ministre de l'économie Ali Babacan annonçait jeudi que la situation du trésor était suffisamment « *confortable* » pour que la Turquie ne se précipite pas sur les 8,5 milliards de dollars de prêts consentis fin septembre par Washington. Les décaissements de cette enveloppe sont conditionnés par une « *coopération de la Turquie sur l'Irak* ».

Pour Jean-François Daguzan, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, l'annonce de l'envoi des troupes d'Ankara obéissait à deux objectifs : « *Les Turcs cherchent à reconstruire leur relation avec les Etats-Unis qui a été affectée dans des proportions considérables par le refus du Parlement d'autoriser le transit des troupes américaines en*

mars. Mais il faut aussi lire la participation turque à l'occupation comme une prise de gages dans le futur statut politique de l'Irak. » En affectant aujourd'hui d'attendre le bon vouloir américain, le cabinet Erdogan ménage les susceptibilités du Pentagone tout en satisfaisant son propre électoral. La population est en effet majoritairement opposée à l'envoi du contingent...

Reste le second objectif. « *Ne s'agit-il pas de réprimer le mouvement kurde qui vise à établir un Etat indépendant dans le nord de l'Irak, de protéger les droits et les libertés des Turcomans d'Irak tout en contribuant à la reconstruction ?* » demandait hier Sami Cohen dans *Milijet*. Et le respecté chroniqueur d'avertir : « *Si la Turquie abandonne cette position volontariste, elle se retrouvera en fin de compte dans une situation considérablement affaiblie dans la région.* » Asseoir sa position de puissance régionale demeure l'un des objectifs fondamentaux du régime.

TIME

OCTOBER 27, 2003

RPG ATTACK

Soldiers grieve at a service for Specialist Donald Whimbley Jr., killed by a rocket-propelled grenade while on patrol in Tikrit on Oct. 13

ROBERTO SCHWARTZ/AP/WIDEWORLD

Danger Around Every Corner

Enemy attacks in Iraq are growing more sophisticated and better organized. Here's why that is happening and what U.S. troops are doing to fight the persistent threat.

M I D D L E E A S T

ON OCT. 8 *TIME'S* BRIAN BENNETT GOT THE MESSAGE HE HAD been awaiting from an intermediary: if he wished to interview members of an Iraqi resistance group, he should show up at a specified address in Baghdad the following day at 8 a.m. Bennett arrived at the appointed hour and got into a car that sped west out of the capital. Halfway between Fallujah and Ramadi, he was blindfolded, and the car turned off the highway. After 10 minutes it stopped. His guide explained that they were placing wooden planks over a canal. They drove over the water and into a grove of baby pomegranate trees.

Bennett took off his blindfold and met two men who called themselves Abu Omar and Abu Mohammed. Their faces covered by red-and-white checkered scarves, they agreed to discuss their deadly vocation. They described how they form teams of four to work with antitank mines looted from Iraqi-army munition sites or bought from middlemen who steal them from unguarded dumps. They daisy-chain three or four together to spread out explosive power and set them along roads traveled by U.S. convoys. When the lead vehicle passes a marker, one of the men sets off the mines with a crank detonator connected to them by wires; the others provide

covering fire. Lately they have begun staging more elaborate, two-phase attacks that require up to a dozen men. In these missions, after mines are set off under convoys, hidden fighters launch rocket-propelled grenades (RPGs) at the stopped vehicles and spray them with machine-gun fire.

Judging from the eyes peeking through his scarf, Abu Omar appeared to be in his 20s. He said he had just got a degree in history. Abu Mohammed had been a contractor before the war and served for six years in an artillery unit of the Iraqi army. They claimed they had not supported Saddam Hussein when he was in power; the dictator had not treated the people from their area well. But now, they said, they were fighting for him because he represents an independent Iraq. They said their group had no name, and although they believed there were foreign fighters in Iraq, their 12-man cell was made up entirely of Iraqis. They had not met other resisters but said their commander, whom they did not name, was in touch with more anti-American groups.

Three days later a car driven by a sui-



ANTITANK MINE

A Bradley armored vehicle lies in ruins, destroyed on July 8 by a mine in Khan Dari, west of Baghdad. The driver survived with wounds



AMBUSH

Iraqi citizens celebrate after a U.S. vehicle is hit by a surprise attack on Sept. 18 in Khalidiyah, about 80 km west of Baghdad



STREET FIGHT

Iraqi fighters—some armed with modern weapons, some decidedly not—clash with U.S. forces on Oct. 17 in the streets of Karbala



CAR BOMB

U.S. soldiers stand guard outside the Turkish embassy in Baghdad after an Oct. 14 explosion that killed the bomber and a bystander

side bomber set off a lethal explosion at the Baghdad Hotel. Bennett received a message from the men he had met, claiming a role in the operation. It is impossible to confirm that; no one can say for sure who was responsible for that attack—or for most of the assaults plaguing the country.

President Bush says the media are overplaying the violence in Iraq. Yet the past two weeks' casualties would make anyone take notice. A stranger in the garb of a Shi'ite cleric rang the doorbell at the Baghdad home of a Spanish diplomat involved in intelligence gathering. As the diplomat fled, the stranger's armed accomplices gunned him down. A white Oldsmobile careened into a Baghdad police compound and exploded, killing eight Iraqis and wounding 40. A Toyota Corolla packed with explosives scooted around 3.6-m-high concrete barriers guarding the Baghdad Hotel, where some members of the U.S.-appointed Iraqi Governing Council stay, and detonated, killing six Iraqi guards and injuring 40 more. A suicide car bomber aiming for Turkey's embassy in Baghdad took the life of an Iraqi bystander.

While American casualties fluctuate month to month, they're spiking again. On Oct. 6 two U.S. soldiers patrolling outside Baghdad died when a roadside bomb blasted their convoy, and another perished west of the city when his unit was hit. Three days later a G.I. lost his life to an RPG, and two others were killed in Baghdad's turbulent Sadr City when a false cry for help lured their squad into an ambush. Over the next four days, three G.I.s died in separate combat incidents. On Friday three U.S. soldiers and 10 Iraqis died in a fire fight at the Karbala headquarters of a Shi'ite cleric, and another American fell in Baghdad.

Bush is right, of course, to say the killings aren't the only news from Iraq. The U.S. has been making headway in restoring the country to normality. Power production recently surpassed the prewar average; more than 1,500 schools have been rehabilitated, and the din of construction fills the capital. Large swaths of the countryside are calm and cooperative. And the Administration won a diplomatic showdown with the U.N. Security Council last week when the

council unanimously endorsed the U.S. plan for reconstructing Iraq—though the victory felt somewhat hollow when council members immediately declared they would not contribute men or money to the effort.

The fact is, the realities coexist: this is a country working to move on amid a shooting war that will not end. For soldiers and citizens alike, there are still many ways to die in Iraq, and the coroners who tidy away the dead have seen them all. Rifle fire. Roadside bombs, or improvised explosive devices, as the U.S. military calls them. RPGs. Mortar fire. Suicide car bombs. Some days it feels as if Iraqis opposing the U.S. presence are throwing everything they can at the young soldiers and the locals helping them rebuild the country. Some weeks are better than others, but the drumbeat of attacks persists, and the drip-drip of casualties isn't letting up. Despite the best efforts of field commanders, the U.S.-led coalition is still struggling to contain the threat. And the latest spasm of attacks has only deepened unease that the chaos of the early postwar days may be evolving into a more deliberate resistance, as

CLOCKWISE FROM TOP LEFT: AKRAM SALEH—REUTERS; ZUHRAIR AL-SUDANI—AP; GREG BAKER—AP; SAMANTHA APPELTON—AURORA

scattershot hostility hardens into something more organized and sophisticated.

HOW BAD IS IT?

STATISTICS ARE PLIABLE THINGS. SOME PEOPLE contend that the 338 American soldiers who have died in Iraq since the war began—215 in combat, 123 from noncombat causes—amount to a hearteningly low toll out of the 130,000-strong U.S. force. But others, including many of the troops, are dismayed that 199 of those deaths—101 combat, 98 noncombat—have come since Bush's May 1 declaration that "major combat operations in Iraq have ended." Even though some military officers contend that G.I.s are dying at a slower rate, soldiers say the unpredictability and ever-changing face of the enemy make life in Iraq as dangerous as ever. "Every time you do a knock and search, it's a combat operation," says U.S. Army Colonel Christopher Pease, commander of the 1st Battalion of the 101st Airborne Division's 3rd Brigade. "You don't know where or when you're going to be shot at."

U.S. officials in Iraq say their troops are coming under attack an average of 20 times a day. Most are small-bore, hit-and-run sallies that fail to exact any injuries. Yet seven of the soldiers killed last week were hit by small-arms fire, RPGs or mines. The U.S. has not been able to prevent its foes from getting access to explosives and weaponry. Arms caches can still be found throughout the country, largely unguarded by coalition forces. U.S. officials say they have discovered 105 major military arms dumps and scores of smaller ones storing perhaps 900,000 tons of armaments. Even with 6,000 troops dedicated to guarding some of the biggest sites, most of the weaponry is under surveillance only by aerial or electronic means.

One sign that the resistance is hardening: the assaults, says a senior U.S. military official, "are increasing in sophistication." He cites more frequent use of improvised explosive devices as well as standoff weapons like mortars. "They've been getting more and more organized," says U.S. Army Sergeant Joseph Teague of the 101st Airborne, whose platoon patrols the town of Ba'aj, southwest of Mosul. Teague has been ambushed twice in the past two weeks. "In the last two attacks," he says, "they've shot at us from all sides."

As U.S. forces take defensive steps to minimize their casualties, the focus of the attacks is shifting to soft targets like embassies, police stations, government buildings. As a result, more and more of the dead are Iraqis, although no one seems to be keeping an official tally. An independent group called Iraq Body Count, a team of researchers tracking civilian deaths, estimates that at least 1,500 Iraqis died violently in Baghdad alone from April 14 through Aug. 31. That works out to more than 10 Iraqi fatalities for every coalition death dur-

TACTICS OF TERRORISM

Suicide and car bombings are increasingly being used against Iraqis who cooperate with U.S. forces, complicating efforts to rebuild the country.



		KILLED	INJURED
1	Aug. 7, Jordanian embassy, Baghdad	19	65
2	Aug. 19, U.N. headquarters, Baghdad	22	100
3	Aug. 29, Imam Ali Shrine, Najaf	95	142
4	Sept. 2, Police compound, Baghdad	1	26
5	Sept. 9, U.S. intelligence compound, Arbil	3	54
6	Sept. 22, U.N. HQ checkpoint, Baghdad	2	19
7	Oct. 9, Police compound, Baghdad	10	40
8	Oct. 12, Baghdad Hotel, Baghdad	6	35
9	Oct. 14, Turkish embassy, Baghdad	2	13

ing the same period. The effect has been to renew anxieties among ordinary citizens, especially in the Iraqi capital, and to kindle worries that anti-American insurgents are broadening their target to include anyone seen as collaborating with the U.S.

The most damaging assaults against these soft targets are suicide attacks, and they are on the rise. Since early August, nine car bombs, including three in the past week, have taken the lives of more than 130 Iraqis and others cooperating with the occupation. Hundreds of Iraqis have been wounded—security guards, ordinary citizens, children. A U.S. official says locals working for the U.S.-organized Iraqi Facilities Protection Service, which guards the outer perimeter of many strategic sites, have paid a steep price. At the Baghdad Hotel, Iraqi guards shot up a suicide bomber's vehicle as it approached, preventing the bomb from detonating next to the hotel; six guards died in the explosion.

The danger zones are also expanding. Attacks have been spreading beyond the Sunni triangle, the perilous swath stretching north and west from Baghdad that is the home turf of Saddam's supporters. Two weeks ago, the normally tranquil city of Kirkuk experienced a run of resistance fighters' nightly raids aimed at U.S. patrols and the local police who support them. U.S. and Iraqi officials fear that guerrillas from the triangle are trying to open a new front up north. Last week's violence in the Shi'ite stronghold of Baghdad's Sadr City, led by the rabble-rousing cleric Muqtada al-Sadr, may signal a surge of sectarian anger from a population that had been largely quiet.

Despite all that, a senior U.S. military official in Iraq insists there is no resistance, as such. "Stop right there," he said when he heard the word. "Resistance is way too strong. Look around. We're not facing some kind of organized guerrilla force. What's happening is that peace and stability are taking hold, and the more they do,

noncompliant forces are becoming more desperate and radicalized."

WHO IS RESPONSIBLE?

IN THE BEGINNING, THE BUSH ADMINISTRATION tended to blame the attacks on die-hard Saddam loyalists whom U.S. Defense Secretary Donald Rumsfeld dubbed "dead-enders." It was assumed that those fighters wanted to see Saddam restored to power. In the Sunni triangle, the remnants of the Baath Party regime are thought to still account for a sizable segment of the anti-American militants. But U.S. officials believe they are making progress against the loyalists, as more figures from the deposed regime are captured or killed. Pentagon officers say the modest scale of the attacks suggests that they are conducted by small cells operating largely on their own. "If they could launch bigger attacks," says a Central Command officer, "they would."

The Americans don't believe that the resistance is organized. U.S. Army Lieut. General Ricardo Sanchez, commander of American ground troops in Iraq, says, "We have not established convincingly that there is national-level leadership directing this low-intensity conflict." Instead the conflict may be mutating into a more generalized, popular fight against the foreign occupation by Saddam loyalists, some foreign fighters and citizens who did not support Saddam but now resent America's presence, according to Iraqis close to the resistance. "The anti-American forces don't have any overall strategy," says U.S. Army Lieut. Colonel Brian Drinkwine, commander of the 1-505 Parachute Infantry Regiment, which controls Fallujah, the site of many deadly attacks. "They just want America out of Iraq."

It is easy to imagine how some Iraqis would chafe in the presence of the occupying force. Conservative Muslims have expressed anger at the random raids by coalition soldiers who search their houses and, in some of the biggest perceived out-



FIGHTING BACK During a predawn raid in Baghdad last month, a pair of American soldiers apprehend a man they suspect of launching a rocket-propelled grenade attack against U.S. forces

rages, rummage through women's wardrobes. Iraqis also resent the roundups that detain civilians, including many innocents, for weeks on end. U.S. troops have fallen into lethal fire fights, like the one in Karbala last Friday, when they clashed with religious groups. And they are alienating poor farmers like Abdel Fattah Naef, who once maintained lush orchards in a town 100 km north of Baghdad. Soldiers from the U.S. Army's 4th Infantry Division bulldozed his farmland last month following a series of ambush attacks on American convoys traveling past it. "If nine people in this area hated the Americans before this," says Naef, "now there are 90."

In addition, there are signs of foreign involvement in the unrest. U.S. officials doubt that Iraqis by themselves had the know-how to pull off assaults like the car bombings. Moreover, a Pentagon intelligence officer in Iraq told *TIME*, "It is totally against the psychology of the Iraqi people" to become willing suicide bombers. In Washington's view, the troublemakers are foreign terrorists, either al-Qaeda operatives or returning members of the al-Qaeda-linked Iraqi group Ansar al-Islam. Many Iraqis blame the big hits on an in-

flux of Arab Islamists bent on holy war. Observers say unknown numbers have slipped into Iraq from Iran, Syria, Jordan and Saudi Arabia. The declining influence of Saddam's loyalists has apparently emboldened Iraq's Islamist groups to begin coordinating with foreign fighters eager to battle America. "They are coming into Iraq through many gates," says Ali Abdul Ameer, spokesman for the Iraqi National Accord, which is taking its turn this month to head the Governing Council. "We cannot stop them." The U.S. has installed Iraqi police to patrol a frontier as long and as porous as the U.S. border with Mexico, but they number just 2,700, perhaps 10% of what U.S. officials say is required. The U.S. says it is working to stop illegal entry, but bottling up the borders will not be easy.

Whatever their exact affiliation and degree of organization, all the militants are pursuing the same objective: to force the U.S. out of Iraq. Their strategy is to create chaos and destabilize the country. Attacks against the people trying to rebuild the country aim, no doubt, to show Iraqis that the U.S. can't govern the country and convince the Americans that the effort is too costly.

WHAT'S THE SOLUTION?

ROBERT NICKELSBERG FOR TIME
INSIDE THE PENTAGON, THE BRASS maintain that as long as U.S. troops are dying by ones and twos, they can deal with it. But the steady accumulation of casualties is generating political fallout that goes beyond the President's declining approval rating. An unscientific but approving survey last week in *Stars and Stripes*, the Pentagon-subsidized but editorially independent U.S. military newspaper, reported that half the troops serving in Iraq believe their unit's morale is low. A third said their mission lacked clarity; half said they were unlikely to re-enlist. Perceptions like those undermine military authority and help sour the U.S. public on the mission.

By last week, as soldiers e-mailed complaints to their Congressmen, a solid phalanx on Capitol Hill was berating the Administration for sending troops to Iraq without adequate protection. Some 40,000 soldiers lack heavy-duty body armor. Hundreds of units have patrolled without effectively armored humvees. And troops don't have enough portable electronic jammers to keep remote-controlled mines from ex-

ploding under their vehicles. Lawmakers demanded that the Administration budget \$46 million to buy 170 more jammers and \$181 million for 800 up-armored, or fully reinforced, humvees. Meanwhile some G.I.s were shelling out \$650 apiece out of their own pockets to buy the bullet-stopping ceramic plates missing from their flak vests.

Those practical measures should help cut down American casualties in the near term. So should more aggressive tactics and better intelligence in the field. But there is no obvious way to stop the violence that threatens to broaden into determined national resistance, at least until security and government responsibilities are handed back to Iraqis and the country can stand on its feet. Any conquered people is impatient to regain freedom and make a new life. The analogy Americans might have to worry about is not the one frequently made—to Vietnam—but to the West Bank and Gaza Strip. With the Palestinians left too long under foreign rule, even the military might of Israel has been unable to quell the resistance or keep Israeli soldiers safe. —Reported by

Mark Thompson/Washington, Brian Bennett/Ramadi, Romesh Ratnesar/Duluiyah and Simon Robinson/Baghdad

\$13 billion raised at Iraq aid talks

Flurry of pledges comes late in Madrid, but much assistance is in form of loans

By Steven R. Weisman

MADRID: The United States, completing an extraordinary campaign for economic aid to a nation invaded by American forces six months ago, won commitments on Friday of at least \$13 billion over five years in aid for reconstruction of water, power, health care and other devastated infrastructure systems of Iraq.

Roughly two thirds of the aid appeared to be in the form of loans, however, at precisely the time that the Bush administration has been trying to beat back a drive in Congress to make its own aid appropriation in the form of loans. Administration aides have said repeatedly that Iraq needs grants and cannot afford to add to its debt burdens.

Comparing the energetic aid drive of the past two days to a kind of telethon for Iraq, Secretary of State Colin Powell hailed the \$13 billion sum as larger than the Bush administration had expected only a few weeks ago, when he said he was getting questions from colleagues on whether to cancel the Madrid session.

"But here we are, and we've had a very successful conference," Powell said, adding that the estimation of what was committed in Madrid was at the

"low end" and could grow as soon as aid officials sorted out the pledges.

Exactly how much of the figure was in the form of grants was unclear, but it appeared to be \$3 billion to \$4 billion for grants for Iraq's immediate needs between now and the end of 2004. While some donors said this was close to what Iraq could realistically absorb in the first year, American officials say the country could use far more in grants right away.

Moreover, most of the loans are not to come from countries but from the World Bank and the International Monetary Fund, which will likely have to negotiate the terms of their aid along with a plan to reschedule and perhaps forgive at least some of Iraq's existing \$120 billion in debts.

Pressed to reconcile the demand that Congress not approve loans but that loans from the international community were acceptable, American officials said that they had to recognize the reality of donor finances and that this did not diminish the need for Congress to provide grants.

"Sure, we prefer grants," Treasury Secretary John Snow said. "But what really we really are counting on here is financial support, lines of credit, money in the bank that can be drawn on to finance the rebuilding of Iraq."

As delegates left Madrid on Friday evening, many questions remained about the sums pledged here. Many development officials cautioned, for example, that the nations pledging them might not live up to their promises.

That is what has happened, at least in part, with the \$5 billion raised for Afghanistan early last year.

Some donors apparently announced sums that they had already announced and transmitted earlier. Others included import credits, aid including \$500,000 in rice from Vietnam, or other items not on the list of reconstruction and security needs for which the Madrid conference was called. Nor was it clear how much money would be available now or years from now.

The biggest unanswered question, many delegates said, was whether the security situation in Iraq would prevent all the aid pledged from being delivered.

"Security is a problem, we don't deny it," Powell said at a news conference closing the Madrid session. "But we are confident that security will improve in a manner that will permit reconstruction to accelerate."

Despite all these problems, the conclusion of the Madrid conference brought the financial aid picture for Iraq into far sharper focus.

The \$13 billion in loans and grants pledged here, if they materialize, could be added to the \$20 billion that Congress is expected to approve for Iraq's reconstruction and security needs. To make the final Madrid number look bigger than it was, conference planners here repeatedly said it had raised \$33 billion for Iraq, even though it was never contemplated that the American contribution was part of the meeting here.

The \$33 billion falls substantially short of the \$55 billion that the World Bank and the United States had assessed as Iraq's needs in the next four years.

Renewed religious fervor in Syria

Some see state's hand in fundamentalist Islam resurgence

By Neil MacFarquhar

ALEPPO, Syria: Two decades after Syria ruthlessly uprooted militant Islam, killing an estimated 10,000 people, this most secular of Arab states is experiencing a dramatic religious resurgence.

Friday prayers draw overflowing crowds. More veiled women and bearded men jostle unharmed among pedestrians. Family restaurants near Damascus do not serve alcohol and one shop even has a sign advertising Islamically modest bathing suits.

Syrian experts on religious

matters and others attribute the phenomenon — more creeping than confrontational — to various factors.

It is part of the appeal of Islam, particularly in the Arab world, as a means to protest corrupt, incompetent, oppressive governments. The widespread sense that the faith is being singled out for attack by Washington has invigorated that appeal, at a time when the violence fomented by radicals had tarnished political Islam.

In Syria, some specialists attribute the sudden openness of the phenomenon to a far more local fear. The hasty

collapse of the Baathist regime next door in Iraq stunned Syria's rulers, particularly the fact that most Iraqis reacted to the U.S. onslaught as if they were bored spectators.

In the face of threats from the United States and Israel, Syria seeks to forge nationalist sentiment with any means possible, experts believe, including fostering the very brand of religious fundamentalism that it once pruned so mercilessly.

"This is an attempt at mobilization," said Abdul Razzak Eid, a well-known political writer in Aleppo.

"They want to create an aggressive feeling against the Americans."

Experiments at fostering fundamentalist movements to counter some perceived threat can backfire, he and others say. "There is no overt political Islam," Eid said, "but they are building a base, and the moment they have the chance, they will act to become fanatic, extremist movements."

Syria, of course, knows about extremist movements. Increasingly violent skirmishes with the Muslim Brotherhood prompted President Hafez al-Assad to move

against it in 1982, sending troops to kill at least 10,000 people and smashing the old city of Hama.

Hundreds of fundamentalist leaders were jailed, many never seen alive again. Syria's secret services then tracked militants around the world — one reason the government could provide so much information to the United States about Al Qaeda after the Sept. 11 attacks.

Domestically, though, Assad did two things that helped foster the current resurgence. He built hundreds of mosques, trying to counter the sense among Syria's Sunni Muslims that his minority Alawite sect was religiously suspect. He also founded myriad schools to

study the Koran, which Syrians say in recent years dropped the gentle Sufi Islam once prevalent here, replacing it with the more intolerant Wahhabi Islam of Saudi Arabia.

The official face of Islam in Syria nevertheless appears particularly benign. The country's grand mufti, Sheik Ahmad Kuftaro, who is nearly 90, rarely meets reporters, using his son, Salah as his spokesman.

Salah wears a tie and no beard, greeting visitors from behind a desk whose most prominent picture shows his father meeting Pope John Paul II. "Extremism does not exist unless there is a kind of longstanding oppression

against religious people," he said. "This kind of oppression does not exist here."

Some Syrian intellectuals say militant Islam has peaked. They say the government manipulates the religious resurgence as a safety valve, periodically loosening restraints to see who is involved so they can be monitored.

Syrian observers also attribute a heavy government hand to the fatwa that the grand mufti issued last spring sanctioning suicide attacks against U.S. forces in Iraq, a ruling that his son now describes as a mistake.

Yet questions linger about just what kind of influence the extremists might have. In Aleppo, Sheik Souheb el-

Chami, director of the Ministry of Islamic Endowments office, says that he offers periodic guidance on sermons, but that otherwise the prayer leaders write their own.

Virulent sermons from young mullahs like Sheik Mahmoud al-Ghassi provide an example of the careful line negotiated by the politically inclined. In a recent sermon, he attacked the "atheist dogs" waging war in the region. He painted the U.S. threat of sanctions as part of an Israeli plot to control all from the Nile to the Euphrates.

The New York Times

A Madrid, la communauté internationale affiche le chiffre de 33 milliards de dollars d'aide pour l'Irak

MADRID

de notre envoyée spéciale

« Il y a deux semaines et demie, je recevais des coups de fil des uns et des autres demandant si la conférence aurait lieu ou si elle était annulée. Et aujourd'hui, on est là. Cette conférence est un énorme succès. Nous avons récolté au moins 33 milliards de dollars. » Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell n'a pas boudé son plaisir, vendredi 24 octobre, devant le résultat de la conférence de deux jours pendant lesquels la communauté internationale (73 pays, 20 organisations internationales, 13 organisations non gouvernementales) s'est penchée sur l'aide à apporter à l'Irak, à Madrid.

La stratégie en deux temps — résolution pour obtenir plus de troupes sur le terrain, puis conférence pour collecter plus d'argent — imaginée par la diplomatie américaine pour réancer les Etats-Unis dans le cadre multilatéral, a fonctionné. Le 16 octobre, les Etats-Unis ont obtenu, aux Nations unies, un vote unanime de la résolution 1511 légitimant la présence américaine en Irak. Une semaine plus tard, ils peuvent se targuer de ne plus être seuls face aux énormes besoins de reconstruction du pays : 13 milliards de dollars viennent désormais s'ajouter aux 20 milliards promis par l'administration Bush.

« La communauté internationale s'est retrouvée pour aider le peuple irakien », a affirmé M. Powell. En fait, le bilan est moins flatteur que ne le proclament les déclarations officielles. La France et l'Allemagne ont bien voté une résolution qui, à leurs yeux, n'allait « pas assez loin », mais les deux pays ont assorti leur vote d'une ferme déclaration selon laquelle ils n'enverraient pas de troupes. A Madrid, les pays donateurs étaient nombreux et les chiffres collectés semblent élevés, mais ce résultat est largement en trompe l'œil.

La France pas plus que l'Allemagne n'a participé à la collecte. Le ministre français du commerce extérieur, François Loos, a souligné que le processus politique n'était pas suffisamment avancé.

UNE COMPILATION HÉTÉROCLITE

Les 33 milliards de dollars annoncés constituent une compilation hétéroclite de contributions diverses : prêts et dons, aides liées ou non à des contrats pour les entreprises nationales, apports bilatéraux et multilatéraux, engagements déjà décaissés et argent frais, court et moyen terme... Un maquis de chiffres que ni Colin Powell, ni le secrétaire au Trésor américain, John Snow, ni la Banque mondiale, greffier de l'opération, absente de la conférence finale, n'ont su démêler.

Les responsables politiques sont restés dans la vague. Pour la minis-

tre espagnole des relations extérieures, Ana Palacio, « ce chiffre est global ». Pour John Snow, « au-delà des chiffres, il s'agit d'un immense vote de confiance au peuple irakien ». Yoriko Kawaguchi, ministre japonaise des affaires étrangères, dont le pays est, après les Etats-Unis, le plus gros contributeur, a renchéri : « Ce qui est important, c'est d'avoir pu envoyer un message fort et uni pour aider à la reconstruction de l'Irak. » Chris Patten, le commissaire européen aux relations extérieures, a tenté de leur sauver la mise en affirmant que, dans les conférences de ce type, « ce n'est jamais très clair au début entre les dons et les prêts ». Le président du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, Ayad Allaoui, s'est réjoui que l'Irak ait trouvé « de nouveaux amis. Nous sommes un pays riche temporairement pauvre », a-t-il souligné. Et d'espérer que l'Irak, à l'avenir, soit « un donateur et non un récipiendaire ».

Il faudrait pour cela que disparaisse la dette extérieure du pays — estimée par le FMI à 120 milliards de dollars sans compter les compensations liées à la guerre du Koweït — et que de nouveaux prêts ne viennent pas encore l'alourdir. C'est pourquoi l'administration Bush tente d'éviter que la moitié des 20 milliards de dollars prévus pour la reconstruction de l'Irak ne soient transformés en prêts, comme le souhaite le Sénat américain. « Les prêts compliquent la tâche de la reconstruction », a insisté Colin Powell.

« ANNÉE PROBLÉMATIQUE »

Le coût de la reconstruction de l'Irak, évalué à quelque 55 milliards d'ici à 2007, ne pourra pourtant pas se faire sans prêts. Or il n'existe actuellement pas de gouvernement reconnu internationalement à qui prêter. Même si chacun reconnaît, y compris les Américains, que la transition politique doit se faire « dès que possible », il s'agit d'un processus relativement long. Jusqu'à ce qu'il aboutisse, l'Irak sera totalement dépendant de la générosité extérieure pour faire face aux besoins de reconstruction les plus urgents. Ce sera le cas pour 2004 qui, selon l'administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Mark Malloch Brown, sera « l'année la plus problématique ». L'ONU et la Banque mondiale ont estimé l'enveloppe nécessaire pour 2004, hors pétrole et sécurité, à quelque 9 milliards de dollars. En raison de l'insécurité, le pays n'aura probablement pas la capacité d'absorber plus de 5 milliards de dollars, estiment les institutions multilatérales. Le PNUD affirme qu'une telle somme, sous forme de dons, a été recueillie à Madrid.

Babette Stern

Les annonces de contributions

- **Etats-Unis** : 20 milliards de dollars sur 18 mois, sans que soit précisée la part de prêts et de dons.
- **Japon** : 1,5 milliard de dons pour 2004 et 3,5 milliards de prêts en 2005-2007.
- **Union européenne** : 233 millions de dons pour 2004.
- **Arabie saoudite** : 1 milliard d'aide dont la moitié en prêts d'ici à 2007.
- **Royaume-Uni** : 910 millions (dont 352 millions déjà engagés).
- **Corée du Sud** : 200 millions 2004 à 2007.
- **Koweït** : 500 millions de dons en plus du milliard déjà dépensé.
- **Banque mondiale** : de 3 à 5 milliards sur 4 ans.
- **Fonds monétaire international** : entre 2,5 et 4,25 milliards sur trois ans.
- **Total** : 33 milliards de dollars, en prenant la fourchette basse des institutions multilatérales.
- **L'Iran** ouvre une ligne de crédit de 300 millions de dollars, promet un accès à ses terminaux pétroliers et un plan pour favoriser le tourisme et le pèlerinage de 100 000 personnes par mois sur les sites religieux chiites et culturels d'Irak (revenus estimés à 500 millions de dollars).
- **La Russie** promet 4 milliards de dollars d'investissements par ses entreprises.

Iran's nuclear ambitions ■ By Gary Milhollin

The mullahs and the bomb

With much fanfare, and the reluctant endorsement of the Bush administration, Iran has vowed to suspend its controversial effort to produce enriched uranium — which can be used as fuel in nuclear weapons — and to clear up a host of suspicions about its nuclear program. In exchange, the foreign ministers of Britain, France and Germany promised new “cooperation” — meaning trade — in high technology with Tehran.

While perhaps getting any concessions out of the mullahs should be seen as a step forward, this particular deal won't prevent Iran from making the bomb. It also risks having the same outcome as the deal North Korea made in 1994 and later violated, and threatens to drive a wedge between the United States and its European allies on Iran policy.

The suspicions about Iran's nuclear aims are well founded. Leaving aside the question whether such an oil-rich country even needs nuclear power plants, America has long questioned why Iran is building a factory to enrich uranium, material for which there is no reasonable need in Iran's civilian power program.

Iran also plans to produce plutonium, another fuel for nuclear weapons, by building a 40-megawatt heavy water reactor at Arak. This type of reactor, too small for electricity and larger than needed for research, is now providing the fuel for atomic weapons programs in India, Israel and Pakistan. And Iran is developing a fleet of long-range missiles, which don't make sense as a way to deliver conventional warheads. The only logical purpose of such missiles is to carry nuclear ones.

International suspicions about these programs led to the current crisis: the International Atomic Energy Agency has given Iran until Oct. 31 to explain how mysterious traces of bomb-grade uranium got into two Iranian nuclear sites.

Iran says the traces arrived on contaminated imports; the other explanation is that Iran has been secretly enriching uranium in violation of its inspection agreement with the agency. The agency also wants to know how Iran developed such a high level of enrichment technology without secretly testing it with nuclear material, which is also forbidden. The

agency's experts are convinced that the testing occurred.

Under the new deal, Iran is supposed to explain all this. If it doesn't, it risks being condemned as a pariah by the Security Council and the European Union may have to shelve its trade agreement with Iran, which would cost all concerned a lot of money. Thus Britain, France and Germany, as well as Iran, have an interest in seeing Iran comply.

But the problem is, even if Iran does so, there will be little assurance that the deal will really dampen Iran's nuclear hopes. Consider what happened with the pact hammered out by the Clinton administration with North Korea in 1994, which had much in common with the present situation.

Iran is now developing a fleet of long-range missiles. The only purpose of such missiles is to carry nuclear weapons.

North Korea faced worldwide condemnation and a possible war with the United States after violating its inspection agreement with the International Atomic Energy Agency. By agreeing to suspend its effort to produce plutonium, North Korea avoided censure and got economic benefits from the West, and yet it preserved its nuclear potential intact.

North Korea's 8,000 fuel rods — containing five bombs' worth of plutonium — never left the country. Like a sword poised over the world's head, they remained only months away from being converted into bomb fuel — something that the North Koreans say was finally done this summer. The North Korean bomb program only shifted into neutral; now it is back in gear.

Under Tuesday's deal Iran, too, will shift into neutral, while keeping its nuclear potential intact. It won't — for the time being — operate its newly constructed centrifuges, which are needed to enrich uranium to weapon grade. But the deal won't stop

Iran from building more centrifuges to augment the limited number it now has, thus adding to its future ability to enrich uranium.

Nor does the agreement bar Iran from completing the factory that produces the uranium gas that goes into the centrifuges. Nor does it prevent the building of the heavy water reactor or, indeed, the resumption of enrichment in the future. Thus the agreement could insulate Iran from international censure without hampering its nuclear progress in any way.

These defects won't be cured by Iran's acceptance of more rigorous inspections by the International Atomic Energy Agency. The inspectors' new rights are still weaker than those that were enjoyed by their counterparts in Iraq — and we all know that the Iraqis repeatedly foiled those efforts with delays and obfuscation.

The only real solution is to convince Iran to dismantle all the plants that can make fuel for nuclear weapons. This would remove the threat that Iran could go back into the bomb business on a moment's notice, and the country could still benefit from the electricity generated by its Russian-supplied reactor at Bushehr, which should be sufficient if Iran truly wants only civilian nuclear power.

This goal is what the Europeans hope to achieve in the long run. It would probably satisfy the United States as well. But the current agreement won't take us there, and it may lead to the same sort of bickering between the United States and its vital allies that fractured international action on North Korea and Iraq.

The only chance for a solution to the Iran nuclear problem, short of war, is for a united West to apply relentless economic pressure. That means quickly closing any gap between Europe and the United States. It may be possible to convince Iran that the costs of building nuclear weapons exceed the benefit of having them. Unlike North Korea, Iran has large trade interests that really matter. However, unless the rest of the world is willing to put those interests at risk, it will probably soon have to live with a new nuclear power in the Middle East.

The writer is director of the Wisconsin Project on Nuclear Arms Control.

U.S. surprised in Iraq by insurgents' fight

Powell says, 'We are still in a conflict'

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Secretary of State Colin Powell conceded Sunday that the Bush administration had not expected armed resistance in Iraq to continue as long as it has at so high a level.

The admission came only hours after what he called a “brazen” attack on the Baghdad hotel in which Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz, the intellectual architect of the war, was staying. An American colonel was killed.

But Powell denied that the administration, in its frequent emphasis on progress in Iraq, was trying to minimize the seriousness of problems there or to mislead the public.

“We did not expect it would be quite this intense this long,” Powell said on NBC. “We are still in a conflict, and I don't think the president ever sought to minimize that.”

More than 100 U.S. troops have died in hostilities in Iraq since President George W. Bush declared an end to major combat on May 1, and attacks on coalition forces have roughly doubled in recent months, averaging 25 or more a day from Oct. 8 to 22.

“We are in this insurgency sort of situation where people strike and run and it is a much more difficult security environment,” Powell said, before adding, “I am confident in our ability to deal with it.”

L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. administrator in Iraq, said separately that the U.S.-led coalition faced “a major terrorist problem in Iraq” but that the rocket attack Sunday, on the Rashid Hotel, did not mean security was deteriorating.

Bremer told ABC that anticoalition forces were now using more sophisticated approaches.

Increasingly, the attacks have been conducted by small teams, often using improvised explosive devices.

Several hundred of his employees stay at the Rashid, Bremer said, and security there will be tightened.

The two officials' comments came in a week of continuing violence against coalition forces, a week that brought the leak of an internal memo from Defense Secretary Donald Rumsfeld in which he warned that the fight in Iraq and Afghanistan could prove “a long, hard slog.”

Powell and Bremer coupled nearly every expression of concern about con-

ditions in Iraq with words of confident determination that U.S.-led forces and growing numbers of Iraqi police and guards would restore order to Iraq.

"The situation is still dangerous," Powell told CNN, "but at the same time, there are very, very positive signs" that pacification was taking root. "We can't minimize the danger, but at the same time, let's take account of the progress."

Powell was asked on CNN about some particularly pointed comments from a fellow Republican, Senator John McCain of Arizona, who told Newsweek that he was beginning to see parallels with the Vietnam War in the way the administration was painting a picture that diverged increasingly from reality.

"This isn't Vietnam," said Powell, who, like McCain, fought in the war

there. "We do have a problem in the Sunni triangle," the area north and west of Baghdad. "I don't know of any administration official who has said we don't have a problem."

"We're not minimizing anything," Powell said, adding that the administration wanted to give a "balanced picture."

Bremer said, "Most of the country is, in fact, orderly," with 90 percent of attacks occurring in the Sunni triangle.

The problem in Iraq is aggravated, however, by the presence of "several hundred hard-core terrorists" from Al Qaeda and an affiliated group, Ansar al-Islam, Bremer told Fox. He criticized Iran and Syria for not better policing their borders to halt infiltrations. But cooperation from Iraqis, he said, was "absolutely" improving, notably since mid-July.

Asked about a suggestion that anti-American resentment is growing among Iraqis, Bremer replied, "Look, it can't be fun to be occupied."

"But the fact is, life is much better for the Iraqis today than it was six months ago and much better than it was a year ago. And they know that."

Bremer played down assertions from Iraqi Governing Council members that they oppose the stationing of Turkish peace troops in Iraq, saying, "They haven't voted it as a parliamentary fact."

Acknowledging the historically difficult relationship, Bremer said, "I think we need to have a dialogue together, and see if they can find some way to take everybody's sensitivities and interests into account."

International Herald Tribune

Despite violence, corporations line up for a piece of Iraq

By Dale Fuchs

MADRID: A DaimlerChrysler vice president described himself as "eager" to do business there. And the leader of a Spanish construction consortium dismissed concerns for safety with a shrug.

"Sure there's lack of security, but it's no worse than working in some Latin American countries or Africa," said Pedro González-Haba, the foreign affairs director of the Spanish Builders' Association.

To hear their enthusiasm, one might not guess that they were talking about risking money in Iraq. But the two executives were among the roughly 200 representatives of oil, gas, financial and other companies from 47 countries who

traveled to Madrid to explore investment opportunities in the war-torn country.

The closed-door meeting was billed as a sideline to coincide with the international donors conference to raise money for the reconstruction of Iraq. But the delegates focused on private-sector investment at the conference's conclusion Friday.

Mark Malloch Brown, administrator of the UN Development Program, said the Iraqi economy could transform itself as quickly as those in Eastern Europe did, with abundant "latent talent" that would begin to flourish by 2005, with the help of investment, privatization and loans. He also said he expected oil revenue within a year to pay for the cost of government and food imports.

The American administrator of Iraq,

L. Paul Bremer 3rd, meanwhile, stressed measures already in place to attract cash to Iraq, like laws that "permit foreign firms to establish wholly owned companies or to purchase 100 percent of Iraqi firms" other than those dedicated to natural resources.

And Yoriko Kawaguchi, the Japanese foreign minister, called for the restructuring of Iraq's \$120 billion debt by 2004, which she said would build investor confidence.

"Ultimately it is the private capital moving energy to the private sector that will create prosperity," said John Snow, the Treasury secretary of the United States, after congratulating the "over 340 private-sector entities" attending the conference. The United States was represented by 17 corporations, includ-

ing Coca-Cola, Dow Chemical, General Electric and Chevron Texaco, while 16 were British, 13 Australian, nine Japanese and eight Chinese.

Twenty-one companies from countries that opposed the war — Germany, France and Russia — also attended. They included Deutsche Bank, Total and Lukoil.

"We hope and trust that we will not be punished for our position on the war in the awarding of contracts," said Yuri Fedotov, the Russian deputy foreign minister. The country's oil and other corporations are prepared to invest \$4 billion "if there is fair competition and clear rules for companies," he added.

Fifteen Iraqi ministers and members of the interim governing council attempted to court the foreign investors

in a daylong meeting, focusing on agriculture, retail, infrastructure, energy and financial services.

But some business leaders received the Iraqi overtures coolly.

"You can't have investment until there's a solution to the debt problem and a legitimate government in place," said Jean-Louis Salas, managing director of energy, exports and projects in Iraq for BNP Paribas.

But others were optimistic.

"We're in Afghanistan, and it's not clear what the payoff will be," said Timothy McBride, vice president of corporate strategy for DaimlerChrysler. "I came here to sort out the ways to get contracts. We're eager to have a chance to compete."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 27, 2003

Saddam's aide 'behind surge in attacks'



A soldier guards three of the men detained in a raid in Tikrit yesterday. The US military said it moved in because a terrorist cell was being set up

Pentagon identifies dictator's confidant as catalyst for attacks which led to UN withdrawal

Michael Howard in Baghdad

American officials said yesterday that a close confidant of Saddam Hussein was behind a series of attacks on coalition forces and Iraqis cooperating with the US-led administration, as the United Nations announced it was temporarily pulling its staff out of Baghdad because of concerns for their safety.

The UN announcement of the temporary withdrawal of remaining international workers follows several suicide bombings on Monday, including one at the headquarters of the Red Cross. The Red Cross and Médecins sans Frontières are also pulling out staff.

The UN secretary general, Kofi Annan, said he had ordered the organisation's staff to leave while a reassessment of operations was carried out in response to the attacks in the last 72 hours which appeared to signal "a new phase" in postwar violence.

"It is not our intention now to pull out totally," he told the

Associated Press, but added: "Of course, it depends on what further developments are coming."

Mr Annan said: "I think this sort of reflection is better done in a calmer place, and then we determine what our next moves should be."

Pentagon officials said that two captured members of Ansar al-Islam, a militant Islamist group with links to al-Qaida, identified Izzat Ibrahim al-Douri as a catalyst for some of the most recent high-profile attacks.

Mr Douri was a devoted member of Saddam's inner circle, and one of the most hated men in the former regime. He is number six on America's most wanted list.

Like Saddam, he disappeared shortly before the end of the war, but has frequently been sighted in the northern cities of

Mosul — a Ba'athist stronghold — and Kirkuk. Both cities have seen an upsurge in attacks over the last four weeks.

Yesterday, American troops

raided another northern town, Tikrit, and detained several suspects believed to be setting up a new terrorist cell, the US military said.

Yesterday saw no let up in anti-coalition operations as the average number of daily attacks on American troops surged to 33 a day, up from 26 a day last week and 15 a day in early September.

Insurgents also attacked a freight train carrying military supplies near the restive town of Fallujah, west of Baghdad. No casualties were reported, but the train was said to have been looted of its cargo, including computers, tents and bottled water.

In a separate incident, a bomb exploded near a convoy near Mosul, injuring an American soldier.

US and British officials in Iraq believe that Ansar al-Islam poses one of the greatest threats in the country, and are looking at its possible involvement in the recent suicide bombings.

Founded shortly before September 11 2001, Ansar controlled a string of villages in the Iraqi Kurdish mountains. It imposed Taliban-style laws and conducted a mini guerrilla war against the secular Kurdish authorities in the self-rule area.

The group, which received some support from Iran, was comprised mostly of Kurdish militants who had trained in Afghanistan. It also harboured a number of Arab fighters who were part of the al-Qaida network.

A joint operation against Ansar by American and peshmerga forces at the beginning of the war dispersed the militant group. Many members fled across the border to Iran.

In recent months, however, there have been reports of Ansar militants crossing back into Iraq and establishing cells in Mosul, Kirkuk and Falluja.

In the run-up to the military campaign to oust Saddam, officials in the Bush administration sought long and hard

Like Saddam, Mr Douri vanished shortly before the end of the war

for evidence of a link between al-Qaida and the former dictator, but with little success.

Sceptical of this week's statements, some observers believe that dyed-in-the-wool Ba'athists such as Mr Douri would actually be uneasy bedfellows for extreme Islamist groups such as Ansar.

In the most recent statement purporting to come from Bin Laden, he apparently urged Muslims to attack "Ba'athist infidels" in Iraq.

Mr Douri was entrusted by Saddam with maintaining links with Iraq's religious organisations, especially in the north.

He is a leading figure in the shadowy Kaznazani Sufi order, which has been known to practise self-mutilation.

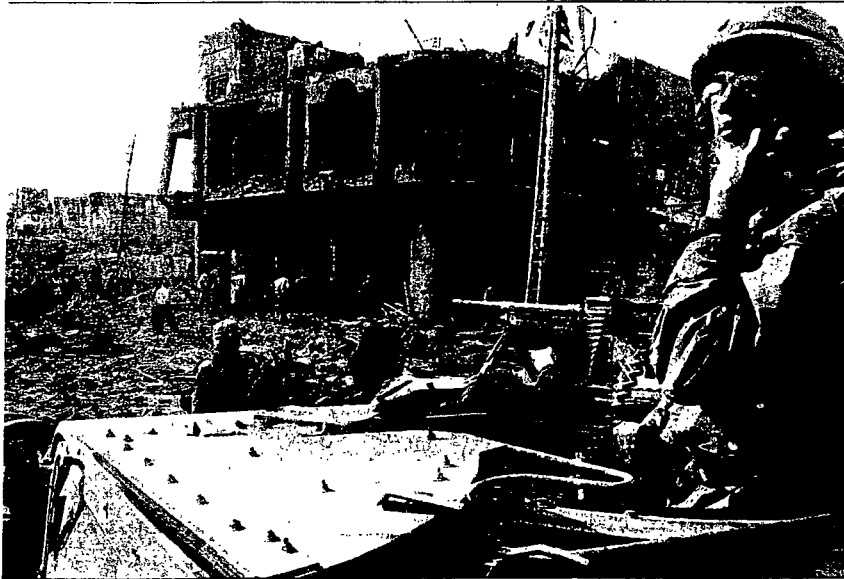
Shortly before the invasion of Iraq, Mr Douri was put in charge of the northern front, his main task being to stop US forces advancing from there on Baghdad.

The Iraqi governing council yesterday called on Iraq's neighbours to crack down on infiltrators crossing into the country, and to provide information about former regime figures who may be hiding on their territories.

Cinq opérations simultanées ont tué plus de quarante personnes dans la capitale irakienne

Attentats de Bagdad : la trace sanglante d'al-Qaida

LE FIGARO MARDI 28 OCTOBRE 2003



Bagdad devient le théâtre d'une guérilla urbaine. (Photo N. Solic/Reuter.)

Quarante-deux Irakiens ont été tués et 224 personnes blessées lors de cinq attentats suicides commis simultanément hier à Bagdad. Perpétrés à l'occasion du premier jour du Ramadan, les attaques ont visé le siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et quatre commissariats de police dans la capitale irakienne. Parmi les victimes figurent un soldat américain de la 1^{re} division blindée tué et six autres blessés dans l'une des opérations contre les postes de police.

Les investigations américaines pourraient conduire sur la piste de la mouvance d'al-Qaida ou de mouvements de la même obédience. Les réseaux islamistes internationaux qui disposent d'éléments infiltrés en Irak ont en effet prouvé par le passé leurs capacités en matière d'actions synchronisées.

« Il y a des indications qui montrent que ces attaques semblent être

l'œuvre de combattants étrangers », a indiqué à Bagdad le général Mark Hertling, responsable de la 1^{re} division d'infanterie. « Elles ne sont pas similaires à ce que nous avons vu de la part des loyalistes de l'ancien régime » de Saddam Hussein, a-t-il ajouté.

Dimanche, l'armée américaine a perdu un homme et a compté onze blessés dans l'attaque aux roquettes contre l'hôtel fortifié al-Rachid à Bagdad où logeait le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz. Et, hier, elle a également annoncé que quatre de ses soldats avaient été tués la veille dans divers incidents.

Confronté à la recrudescence des attentats en ce début du mois de jeune musulman, George W. Bush a déclaré : « Plus nous enregistrerons de succès sur le terrain, et plus les terroristes réagiront. Notre tâche est de les trouver et de les juger ».

Trois mouvances terroristes

La guérilla antiméricaine rassemble des intérêts divergents.

En réussissant à organiser à Bagdad cinq attentats simultanés à la voiture piégée, qui ont visé le siège du Comité international de la Croix-Rouge et quatre commissariats de police irakiens, la guérilla contre les troupes américano-britanniques a franchi hier une étape significative. Rompant avec les attaques isolées, dont certaines furent déjà des plus sanglantes, les auteurs des attentats ont témoigné qu'ils parvenaient à présent à monter des opérations d'envergure. Deux mouvances sont particulièrement suspectées par les analystes de la lutte antiterroriste qui s'inquiètent de l'émergence d'une troisième, laquelle n'a cependant pas encore montré d'intentions véritablement belliqueuses.

Les fidèles de Saddam Hussein. S'ils sont jugés responsables de nombre d'attaques contre les convois américains, notamment dans « le triangle sunnite » au nord de Bagdad, les spécialistes estiment qu'ils ne constituent pas une menace en soi. « C'est une armée qui ne va nulle part », indiquait dernièrement l'un d'eux, après avoir requis l'anonymat. Ses combattants n'ont aucune stratégie si ce n'est de ramener au pouvoir Saddam Hussein, ce dont la population ne veut pas

entendre parler. Malheureusement, deux grosses erreurs commises par les Américains les ont rendus forcés : la dissolution de l'armée irakienne et celles du parti Baas qui a privé de ressources des milliers d'hommes et les a précipités dans cette guérilla. Les Américains se sont rendu compte de leur erreur mais trop tard. »

Les légions islamistes. Plus que l'Afghanistan, elles ont fait de l'Irak la terre par excellence de leur guerre sainte et de la confrontation avec l'Occident, rappelant au passage que Bagdad fut un des grands lieux de l'islam, notamment la capitale du califat. Selon les mêmes spécialistes, ce sont ces groupes sunnites, à qui l'on prête des liens réels ou supposés avec Al-Qaïda, qui sont derrière les attentats les plus meur-

triers, parmi lesquels celui commis, le 19 août contre l'ONU à Bagdad, qui avait fait 22 morts, dont l'émissaire spécial Sergio Vieira de Mello. L'attentat, qui avait tué le 29 août au moins 83 personnes, dont l'ayatollah Mohammed Bakker al-Hakim, devant la mosquée chiite de l'imam Ali à Nadjaf, leur est aussi attribué. La plupart de ces combattants islamistes transitent par la Syrie. D'autres, dans une moindre mesure, viennent d'Arabie Saoudite. Ils ont, semble-t-il, constitué un large vivier de kami-

kazes. Un nom est souvent évoqué : celui d'Ansar al-Islam, groupe d'islamistes radicaux installés au Kurdistan d'Irak, dont les bases ont été attaquées et détruites par l'armée américaine fin mars 2003. Les volontaires d'Ansar al-Islam, estimés à plusieurs centaines, avaient alors fui en Iran où ils ont transité avant de se rendre en Syrie. C'est depuis ce pays qu'ils sont revenus en Irak. « Ce sont les plus dangereux car ce sont des professionnels du terrorisme », souligne le même spécialiste.

La mouvance radicale chiite. Elle aussi veut que les forces américano-britanniques quittent l'Irak, mais seulement quand la prééminence des chiites dans le pays (où ils sont largement majoritaires) sera établie. « C'est une menace à long terme mais c'est sans doute la plus redoutable », souligne-t-on de même source. Cette fois, un religieux est montré du doigt : Mokhtada al-Sadr. « Ses intérêts et ceux de l'Iran coincident : faire partir les Etats-Unis. » Depuis l'attentat contre l'ayatollah al-Hakim, le Hezbollah libanais a fait son apparition dans les villes saintes de Nadjaf et Kerbala. Ses hommes seraient chargés de la protection des sanctuaires et des dignitaires. ♦

JEAN-PIERRE PERRIN

28 OCTOBRE 2003

Magasin

Baghdad suicide bombers kill 34

Series of attacks spreads chaos in Iraqi capital

By Dexter Filkins and Alex Berenson

BAGHDAD: A series of suicide bombings shook Baghdad early Monday, including an attack on the offices of the International Committee of the Red Cross and blasts at four Iraqi police stations that punctuated two days of violence in this city.

Thirty-four people were killed and 224 wounded in the attacks, according to Ahmad Ibrahim, Iraq's police chief and deputy interior minister. He said at a news conference that 26 of the dead were civilians and 8 were police officers; 65 police officers and 159 civilians were wounded.

The explosions plunged the capital into chaos at the outset of the Muslim fasting month of Ramadan. Ambulances raced through the streets and smoke rose from smoldering cars blown up in the blasts. Iraqi police officers dug through rubble to search for bodies.

In Washington, President George W. Bush said the United States would stay the course to rebuild Iraq.

"We're determined not to be intimidated by these killers," Bush said at the White House after meeting with L. Paul Bremer 3rd, the United States' chief administrator in Iraq.

The attacks took place between 8:30 and 10:15 a.m. local time, leading American and Iraqi officials to believe that they were part of a highly coordinated operation. There was a strong suspicion that foreigners were involved, and American and Iraqi officials referred to a "new element" being responsible for the bombings.

Bremer said Sunday that three groups of people were responsible for attacking Americans: groups associated with the ousted government of Saddam Hussein; common criminals released by Saddam in the weeks before the American invasion; and terrorists who have come in through the borders with Iran and Syria.

The commander of the U.S. Army's 4th Infantry Division, Major General Raymond Odierno, told Pentagon reporters Monday that he believed that foreign fighters accounted for "a very, very small percentage" of the people mounting attacks against Americans and their allies in Iraq.

"My initial feeling is, this is former regime loyalists doing this maybe with minor coordination with a few people that might not be from Iraq originally," Odierno said in a video-teleconference hookup from his headquarters in



Anja Niedringhaus/The Associated Press

U.S. Army special forces inspected damage after an ambulance with explosives rammed security barriers outside Red Cross offices.

Tikrit. "A couple from Syria, some Wahhabists from other countries — but that's really been it," he added.

"We have not seen a large influx of foreign fighters thus far" and the American authorities have "no specific information that's linking coordination between foreign fighters and the former regime loyalists."

However, the officials here differentiated between the attacks Monday and one Sunday against a highly guarded Baghdad hotel where Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz was staying. The attack Sunday was attributed to loyalists to Saddam's regime.

An attack on a fifth police station Monday morning was foiled when the attacker was shot and wounded. American and Iraqi officials said he was carrying Syrian identification and had identified himself as Syrian.

Another of the police station attacks succeeded, officials said, in part because the bomber was driving a police vehicle and wearing a police uniform.

The blast at the Red Cross headquarters occurred when an ambulance carrying a bomb exploded some 12 meters, or 40 feet, away. Compared with other potential targets in Baghdad, the Red Cross building was lightly protected

with oil drums filled with sand and some barbed wire; many other buildings have truck barricades or cement walls as a security cordon.

A statement from the office the UN secretary-general, Kofi Annan, denounced the bombing as "a crime against humanity."

"The ICRC is a universally respected humanitarian organization," it said. "Its neutrality and impartiality are the mainstays of its operations."

Iraqi witnesses said they saw an Iraqi ambulance and a small civilian car speeding down a narrow alleyway leading to the building's parking lot about 8:30 a.m. The cars were racing and then the ambulance sped up and drove inside the gate, said Rawzi Jamar, who runs a cigarette stand about 1,000 meters from the building.

An Iraqi police major said the attacker had crashed through the security gate. The bomb exploded about 50 feet from the building. Most of the Red Cross staff had not yet arrived for work when the blast went off around 8:30 a.m., leaving a crater six feet deep. It heavily damaged buildings on both sides of the street and shattered windows a mile away.

The charred remains of bodies could

INTERNATIONAL
Herald Tribune

October 28, 2003

oe seen in the water-soaked parking lot, where body parts were scattered and fires burned inside cars.

The Red Cross had reduced its staff in Iraq after the devastating bombing of the UN headquarters here in August. The staff members who remained had moved their offices to the middle of their four-story concrete building in the center of the city.

Shortly after the bomb at the Red Cross facility, four more suicide attackers struck at Iraqi police stations across Baghdad nearly simultaneously with powerful car and truck bombs.

The attacks left a trail of devastation from Saidaia, in southern Baghdad, to Shaab, nearby to the north.

At least 15 people were killed, and more than 100 were wounded, including 30 seriously, according to doctors at the Yarmuk hospital, which received most of the casualties. The dead were both Iraqi police officers and civilians, including a 12-year-old boy and a 25-year-old woman and her infant daughter, according to witnesses. One American soldier was also killed, according to a statement from the military.

A pool of blood marked the spot in west Baghdad where several bystanders

were killed when one of the suicide attackers failed to breach the barricades around the Khadra police station. With his path blocked, he blew up the vehicle in the middle of a busy four-lane street filled with shops and schools.

Bodies stacked up in the morgue at the Yarmuk hospital. Some of the dead were burned beyond recognition.

Bandaged men lay in rooms all over the hospital, friends or relatives sitting quietly beside them. One wounded man slowly chewed a sandwich of lamb in pita bread, since Ramadan's requirement for daytime fasting does not apply to the wounded.

Other beds held men in no condition to eat. In a room that stank of sweat and drying blood, Mahdi Mahawis lay curled on his side in a blue hospital gown, his head and hands bandaged.

Mahawis said he had gone to the Saidaia police station on behalf of his son, a prisoner there. There was the sound of an explosion, and then there was a big fire in front of the station, he said, and "I saw many people lying down on the ground."

The bomb attack in Saidaia also damaged the roof of a courtyard at a mosque. Thamer al-Aani, who delivers the call to prayer, said no one was seri-

ously injured. The United States must pull its troops out of Iraq, he said, adding "If the Americans leave, the explosions will leave with them."

In the attack Sunday, an American colonel was killed and at least 16 people were wounded when a barrage of rockets from a homemade launching pad slammed into a hotel. American military officials said they did not believe Wolfowitz was the target of the attack, though they called it carefully planned.

One official said that the military had specific intelligence of an imminent attack on the hotel, the Rashid, where senior personnel of the American occupation live and eat, but that no special precautions had been taken.

Wolfowitz, who arrived here Friday for brief visit, was one floor above where one of the rockets hit, officials said; he was not hurt.

Officials said the wounded in the hotel attack included five American soldiers, seven American civilians working in various Iraqi ministries as part of the American-led effort to rebuild Iraq, and four non-American civilians. The identity of the dead colonel was not immediately made public.

The New York Times

Messages out of Iraq are mixed

Lots of intelligence, but it's hard to sort

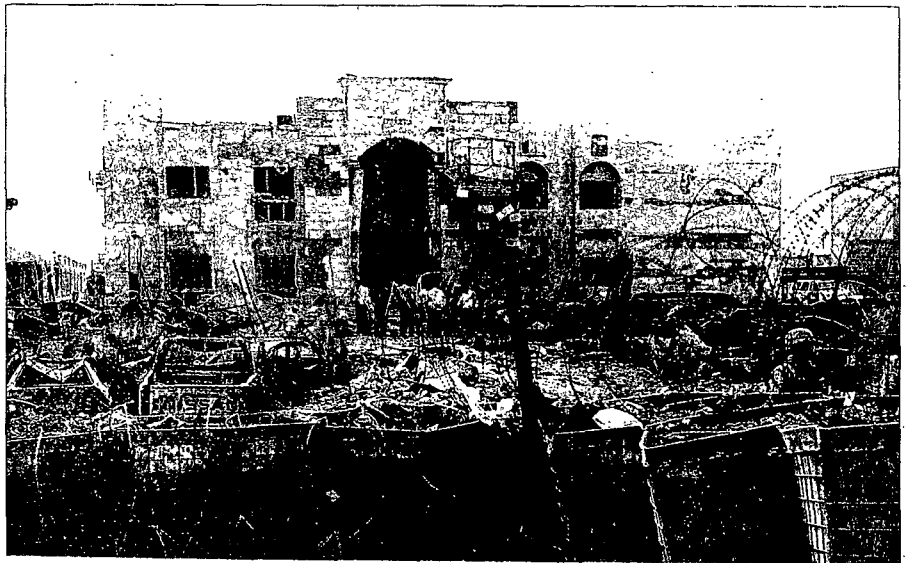
By Raymond Bonner

BAGHDAD: The coordinated suicide attacks carried out Monday in Baghdad were the work of "foreign fighters," Brigadier General Mark Hertling, deputy commander of the First Armored Division, said at a news conference here Monday afternoon.

His assertion was in stark contrast to a statement less than 24 hours earlier by another brigadier general, Martin Dempsey, the division commander. At a news conference here Sunday, Dempsey said that he had not seen "any infusion of foreign fighters in Baghdad."

The conflicting statements in such a short space of time reflect the state of the intelligence gathering here, as well as the politics that infuse the issue of whether foreign terrorists have entered Iraq to carry out attacks on Americans, coalition officials said when speaking on the condition of anonymity.

American officials have swerved from claiming there are hundreds of foreign fighters to shrugging and saying



U.S. soldiers and Iraqi officials surveying the debris after a car bomb exploded Monday outside a police station in Baghdad.

"we don't know."

Assertions that the Syrian border is a sieve, across which terrorists are streaming, are contradicted by commanders on the ground who say that virtually no adult age male has been caught crossing illegally.

"After six months, it would be expected that we'd have an answer to this," a senior coalition military official said Monday, about the question of whether or not there are foreign terrorists here. "We don't," he said.

Another coalition official said it was his "assumption" that foreign terrorists were fighting here, but that it was only an assumption, and was not based on any solid intelligence.

Yet a third official said there were "suspicions, but nothing hard" that Al Qaeda or other foreign terrorists were operating here. He added that the American intelligence agencies were under "under great pressure" from Washington to find a linkage between the attacks and foreign terrorists, but had not been able to do so.

A senior U.S. field commander said Monday that "a very, very small percentage of foreign fighters" were responsible for the suicide bombings and other attacks on American forces.

"We have not seen a large influx of foreign fighters," said Major General Raymond Odierno, commander of the

INTERNATIONAL TRIBUNE
Herald Tribune
October 28, 2003

U.S. Army's 4th Infantry Division, which has responsibility for the so-called Sunni triangle north of Baghdad, where attacks on American soldiers have been the most intense.

Most of the attacks were the work of former regime loyalists, he said, in a video conference with Pentagon reporters from his base in Tikrit. "We have seen no specific information that's linking coordination between foreign fighters and the former regime loyalists."

The American intelligence effort here appears to be wide but not very deep. The Iraqi police and American soldiers have rounded up scores of suspected terrorists, including supposed Al Qaeda members, and suspected members of Ansar al Islam, a militant group that had its base in northern Iraq and is allegedly linked to Al Qaeda. They have also jailed former soldiers who remain loyal to Saddam Hussein.

American officials say that every day Iraqi civilians have been providing intelligence that has led to arrests and arms caches. Several attacks, including suicide bombings, have been thwarted because of this intelligence, American officials have said.

American and British intelligence officers are posted to the offices of the major Iraqi political figures, such as Ahmad Chalabi and Ayad Allawi, who have their own intelligence gathering networks.

Why then the failure to answer one of the most critical questions about the presence of foreign terrorists, to say

nothing of not having any intelligence about attacks such as those Monday?

"Do we not have enough analysts?" asked a coalition official. "Are they not getting the right material? Or are they not reading it?"

Another possibility, he said, was that the coalition had the intelligence but was failing to act on it. At his briefing Sunday, Dempsey said that sometimes the coalition did not act on intelligence that someone might be plotting a terror-

'Do we not have enough analysts? Are they not getting the right material?'

ist attack, because officials wanted to keep him under surveillance, hoping he might lead them to a bigger fish, to the person who was paying him or giving him the orders.

Officials said that the Iraqis simply do not have an intelligence-gathering capability at the moment. The one that existed under Saddam Hussein has been dismantled, of course, and no one advocates bringing it back.

Thus the major intelligence burden falls on the Americans, and some coalition officials fault the manner in which the Americans have gone about it. The country is crawling with CIA officers, operating under all kinds of cover. But

very few, if any, can blend into Iraqi society, or even speak Arabic. The Americans are relying too much on sophisticated intelligence gathering devices, and not enough on human intelligence, several officials said.

"You don't do intelligence from the back of a Humvee," said a military officer. He was referring to the fact that American soldiers patrol from tanks and vehicles, and that in general, the Americans here do not mingle with the local population because of concerns about security.

Odierno, commander of the 4th Infantry Division, said the army needs "to focus a little bit more on human intelligence and our ability to conduct human intelligence in a quick manner."

Hertling said at the news conference Monday that the conclusion that foreign fighters were now here was based on the nature of the attacks and "intelligence indicators."

He declined to say what that intelligence was.

He noted, however, that one of the men who was captured Monday before he could carry out his planned attack carried a Syrian passport.

Another coalition official said that one of the suicide bombers who blew up the Hotel Baghdad on Oct. 12 spoke with an accent that suggested he was not Iraqi, according to a security guard who briefly detained the driver and his car before it got close enough to the hotel for the driver to detonate his charge.

The New York Times

Senate gives CIA deadline for evidence on Iraq arms Intelligence panel demands report by Friday

By Douglas Jehl

WASHINGTON: In a new clash between Congress and the intelligence community, the Senate intelligence committee has demanded that the CIA turn over by noon on Friday all of the documents and interviews still being sought by the panel for its inquiry into prewar intelligence on Iraq.

The demand was spelled out in a letter on Wednesday to George Tenet, the director of central intelligence, from the Republican chairman and the Democratic vice chairman of the Senate Select Committee on Intelligence, who said that some of the panel's requests had gone unanswered since July.

"In light of the agency's many other responsibilities, the committee has been patient, but we now need immediate access to this information," said the letter, which was released by the chairman, Senator Pat Roberts, Republican of Kansas, and the vice chairman, Senator Jay Rockefeller, Democrat of West Virginia.

A CIA spokesman, Bill Harlow, said Wednesday evening that the agency had "only just received their letter, shortly after it was provided to the news me-

dia."

Harlow said it was too soon to say whether the deadline set by the committee was realistic.

The Senate committee is preparing a critical report spelling out what Roberts has described as "serious errors" on the part of the CIA in gathering and analyzing prewar intelligence about Iraq's suspected illicit weapons program.

In a letter to Roberts and Rockefeller last week, Tenet complained that the staff members who have been conducting the inquiry had yet to hear a defense of the agency's performance by senior CIA officials.

Tenet proposed in that letter that John McLaughlin, the agency's No. 2 official, and others present their findings to senators on the committee after an internal intelligence community inquiry is completed in late November.

But in their response on Wednesday, Roberts and Rockefeller rejected that, saying that the agency's focus should be on meeting the committee's outstanding requests.

They said that if the full committee met directly with an agency official, it should be with Tenet himself and not

with one of his subordinates.

The senators did not say what they would do if the Friday deadline was not met, and some congressional officials conceded that the deadline might not be realistic.

But the committee's confrontational tone and its clear effort to put pressure on the agency echoed demands made to the White House in the last week by Thomas Kean, a former Republican governor of New Jersey, who is the chairman of a national commission looking into the Sept. 11, 2001, attacks on the United States.

"We appreciate your concern that our oversight of these issues be as 'complete and thoughtful as possible,'" the two senators wrote in their letter to Tenet. "We also believe strongly that it is imperative to be complete and thoughtful. We can be neither complete nor thoughtful, however, without the information we have requested from various elements of the intelligence community."

The request from Roberts and Rockefeller did not spell out the nature of the documents still being sought by the committee or the identify of those the panel is still seeking to interview. But it did say specifically that the committee was seeking from Tenet "an explanation of the various disconnects and inconsistencies" in assessments by the intelligence community about disputed evidence pointing to possible efforts by Iraq to obtain enriched uranium from Niger.

The New York Times

Kurds Are Finally Heard: Turkey Burned Our Villages

By DEXTER FILKINS

DIYARBAKIR, Turkey, Oct. 21 — One after another, the villagers stepped forward in their tattered clothes, took the courtroom oath and spoke of a previously unutterable crimes.

One of the first was Emine Toprak, an elderly Kurdish woman whose cracked and withered face hinted at her story to come.

"I was sitting in the house with my children, and they came and said we are going to burn your house, and so we got out," Ms. Toprak told a row of silk-robed Turkish judges seated before her.

"Who burned your village?" one of the Turkish judges asked.

"The government forces," Ms. Toprak answered.

So it was in a third-floor Turkish courtroom last week that a handful of Kurdish villagers broke the silence that has prevailed in this country over what human rights groups here say was one of the most violent secrets of the 1990's: the systematic campaign by Turkish security forces to burn down villages of Kurds suspected of harboring separatist guerrillas.

Turkish policy toward the Kurds has since become conciliatory. But the courtroom scene was a powerful reminder of how much bad history hangs over Turkish plans — initially encouraged by the Bush administration — to deploy troops in Iraq, where four to five million Kurds live in the northern part of the country.

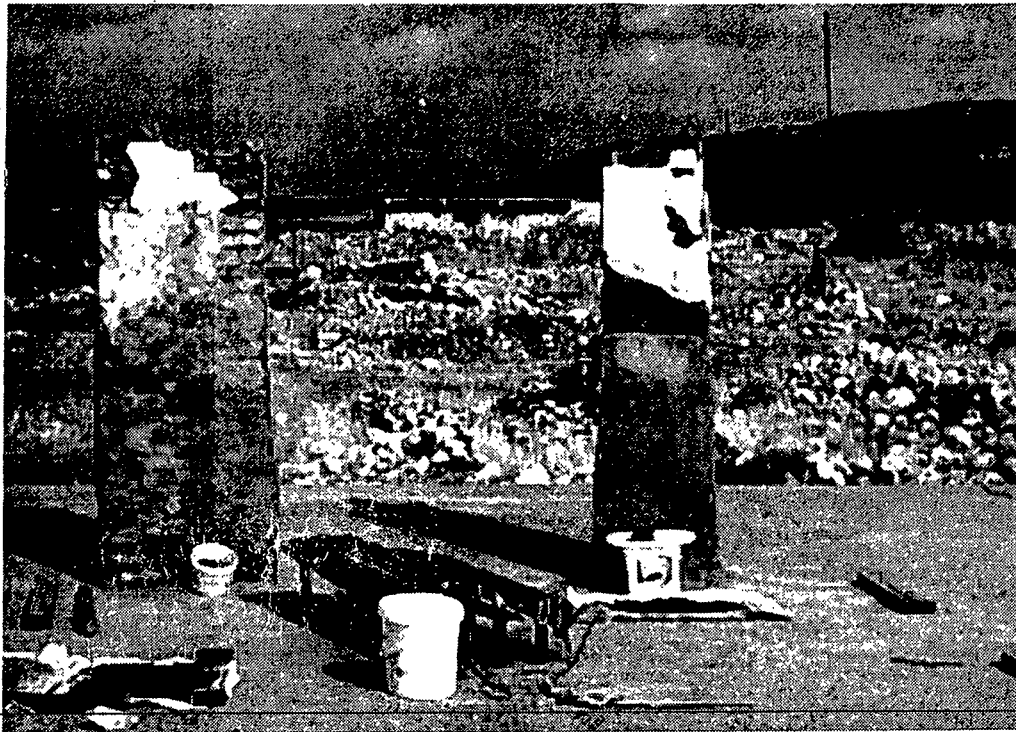
Human rights groups here say Turkish security forces destroyed as many as 4,000 villages and hamlets and displaced hundreds of thousands of Kurds. The villages were burned during the ferocious war between the Turkish government and Kurdish rebels. More than 30,000 people died.

But until last week, according to Kurdish lawyers, the scorched-earth practices of the Turkish government were too sensitive a topic to speak about in Turkey itself. Claiming that Turkish forces had burned a Kurdish village, they said, was often tantamount to a death sentence.

Kurdish people who filed claims for their burned homes often disappeared, said Selhattin Demirtas, the chairman of the Human Rights Association of Diyarbakir, as did, sometimes, the lawyers themselves.

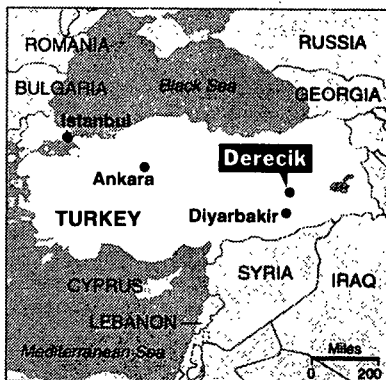
Nusret Miroglu, the governor of Diyarbakir, denied the accusations. "The Turkish army does not burn villages — this is a lie," he said "We are a country of laws."

"It is quite possible," Governor

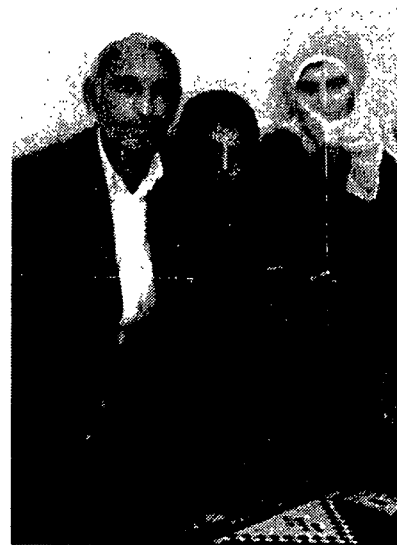


Photographs by Muzaffer Duru for The New York Times

Not much remains of the Kurdish village of Angul, Turkey, which was burned a decade ago during the war between the government and Kurdish rebels. Omer Fidan, at left with part of his family, testified in a Turkish court last week about the burning of his village, Derecik.



The New York Times



Miroglu continued, "that the terrorists burned this village." He was referring to Kurdish rebels.

The climate between the Turks and Kurds has changed sharply in recent months, as the country's leaders have eagerly pushed for entry into the European Union. At the insistence of the Union, the Turkish government has enacted measures to expand the rights of its 14 million Kurds, who have long been denied the legal and cultural freedoms enjoyed by other Turkish citizens.

Since last year, the Turkish Parliament has passed laws allowing Kurdish parents to give their children Kurdish names, Kurdish teachers to

hold classes on the Kurdish language, and Kurdish broadcasters to set up their own television station. Earlier this year, the government lifted emergency rule in the areas where it remained in the southeastern part of the country.

The changing relationship between the Turkish government and its Kurdish subjects was evident in the very fact that the court hearings took

The New York Times OCTOBER 24, 2003

place. "What you saw today could never have happened four years ago," Meral Bestas, a Kurdish lawyer, said after last week's court hearing. "People were too afraid."

But the new Turkish policy extends only so far. Despite the testimony of 20 villagers, each of whom told much the same story, the judge in the case, Mithat Ozcakmaktasi, ruled that more time was needed for a verdict.

The story, as recounted by the villagers, began on March 6, 1993. The troops of the Uzman Jandarma, a paramilitary force active in the region, entered Derecik at around midday and told the occupants of about half of the village to leave their homes immediately.

Once the villagers had filed out, the troops began pouring what some villagers described as a flammable powder, perhaps phosphorous, onto the wooden roofs and furniture inside.

"The men from the Jandarma came to my house and told me to get out," Omer Fidan, a 56-year-old fruit farmer, told the judges.

Someone struck a match, he said, and 28 homes went up in flames.

Mr. Fidan, a proud but haggard-looking man, said he managed to gather a few of his sheep before his home disappeared in the flames. Then he piled his wife and 10 children into a flatbed truck and drove them toward a new life in Diyarbakir.

"I would not wish on anyone what I went through that day," Mr. Fidan said in a quiet moment after the court hearing.

By many accounts here, burning villages was part of a Turkish strategy to deprive the rebels of sanctuary. It was true, Mr. Fidan said, that Derecik's villagers often gave food to

the guerrillas when they came through.

Two years ago, a Turkish parliamentary commission concluded that more than 3,000 villages had been destroyed and some 378,000 people displaced. But the commission reached no conclusions about who had set the villages afire.

It is still not easy to uncover the details of what happened in Derecik, situated 50 miles north of Diyarbakir, as it remains closed to outsiders. An American reporter who tried to go there last week was detained at a military checkpoint, ordered to turn around and followed for several miles by Turkish intelligence agents.

Along the way, wreckage abounded from the war that once raged. On the roadside, some 30 miles outside Diyarbakir, stood the remains of what had once been a small village: piles of old bricks, charred wood and a few pieces of rusty furniture.

A road sign, still standing, announced its name: Angul.

"The military came and said get out, and we got out, and then they threw some powder onto the house, and suddenly we saw that our house was on fire," said Cicek Dagtas, a native of Angul.

Ms. Dagtas and her husband, Hussein, now make up Angul's entire population. After living a decade in an apartment in Diyarbakir, they returned two months ago to start again. They were found on a roof of the village school, one of two intact buildings, trying to repair the roof.

"We couldn't stand the life in the city, and we decided to come back," Mr. Dagtas said.

Not far away stands the remains of Fis Restaurant, the very place where, in 1978, Abdullah Ocalan, the leader of the main Kurdish guerrilla

group, called his first meeting. The restaurant is closed now, its walls blackened and charred.

Mr. Ocalan himself was captured in 1999, and since then, his group, the Kurdish Workers' Party, has drastically scaled back its operations.

It was only through great persistence that Mr. Fidan, the Derecik fruit farmer, and the others were able to tell their story at all. Consumed by his loss, Mr. Fidan reported the torching to the police and, waving away warnings from friends, demanded compensation. He got nowhere. Eight years later, he said, he decided to sue the government.

The suit, taken up by the president of the Diyarbakir Bar Association and three other lawyers, led to countercharges from prosecutors that the lawyers had made up the story. The prosecutors charged each of them with abusing their legal responsibilities, a felony under Turkish law.

"The villages in the province were not set on fire and destroyed by the security forces," the government's indictment read.

Sezgin Tanrikulu, the president of the bar association, said he was not surprised. Detained several times by the security forces himself, Mr. Tanrikulu said he planned to call witnesses like Mr. Fidan to contest the government's charges.

And so the villagers, one by one, took the stand.

When it was over, Judge Ozcakmaktasi said he would hold another hearing on Dec. 4, possibly to make a decision.

"I have been a very patient man," Mr. Fidan said.

Bus mitrillé: 11 sportifs irakiens blessés, dont trois grièvement



KIRKOUK (Irak), 25 oct (AFP) - 12h18 - Onze membres de l'équipe de taekwondo du Kurdistan ont été blessés, dont trois grièvement, lorsque leur bus a été mitrillé vendredi soir dans la région de Kirkouk (nord), a déclaré samedi à l'AFP un responsable sportif du Kurdistan.

"Ibrahim Rachid, 19 ans, Diyar Jabbar 22 ans, et Ribas Admor, 25 ans, se trouvent dans un état critique après avoir été atteint par balles à la poitrine, au dos, et l'un d'eux a perdu un oeil", a déclaré ce responsable, Harbi Khaled, dirigeant du club olympique du Kurdistan.

"L'autobus passait près des montagnes de Hamrine (125 km au sud de Kirkouk), lorsqu'il a été mitrillé par quatre hommes qui se tenaient au bord de la route à 20h00 (17h00 GMT)", a-t-il ajouté.

"Les tirs étaient extrêmement nourris et prolongés", a-t-il précisé.

"L'autobus ramenait vers Kirkouk 50 sportifs représentant les clubs de taekwondo (art martial d'origine coréenne) du Kurdistan, qui venaient de participer à une compétition à Bagdad", a précisé M. Khaled.

Les trois blessés ont été transportés à l'hôpital Azadi de Kirkouk, où ils ont été opérés, a indiqué à l'AFP Nadim Nafee, un chirurgien de l'hôpital.

Il a précisé que "les huit autres blessés, pour la plupart d'entre eux, ne souffrent pas de blessures graves".

"Nous sommes tous en état de choc, car c'est la première attaque terroriste contre des sportifs en Irak", a estimé Ammou Baba, la plus célèbre figure sportive du pays, un entraîneur de jeunes footballeurs, joint au téléphone par l'AFP.

"Personne ne s'attend à ce que des terroristes prennent pour cible des sportifs dont le message est la paix et la fraternité", a-t-il ajouté.

Republic of Turkey

80th anniversary

Herald INTERNATIONAL Tribune

SPONSORED PAGE

Wednesday, October 29, 2003

Spotlight ■ From 1923 to 2003

A remarkable journey — and the best is yet to come



Prime Minister Erdoğan: "2004 will see implementation of reforms on a wide scale."

TARIK TINAZAY / AFP

Oct. 29, 2003 marks the 80th anniversary of the Turkish republic. This section offers a survey of the past decades, from Ataturk's accomplishments to the economic and political changes taking place today

Turkey's remarkable journey since the country first emerged bruised and battered from the ruins of the Ottoman Empire in 1923 has at times been overshadowed by financial crises and political setbacks. But as the Republic of Turkey celebrates its 80th anniversary, it can look to the future with renewed confidence:

The November 2002 elections have brought much-needed political stability, and the Turkish economy appears on the road to recovery.

This modern nation of 70 million, which today commands the world's 19th-largest economy and NATO's second-biggest army, took its first steps on the international scene 80 years ago with a war-weary rural population of 13 million. The modernizing vision of its founder, Mustafa Kemal Ataturk, who borrowed from the civil and penal codes of European countries to create the legal framework of his republic, gave the impetus for the formidable task of building a modern state, turned toward the West. Ataturk introduced sweeping reforms, making secularism a cornerstone of the new republic, giving women the right to vote and adopting the Latin alphabet.

The new Turkey faced serious economic challenges. War and the departure of ethnic minorities had left the country short of skilled workers and tradespeople, and agricultural output had dropped. Industrial dynasties such as Koç and Sabancı were founded during this early period, but the private sector alone could not provide the level of growth the country needed. In the 1930's, the state stepped in and took a central role in the development of industry. Five-year plans were introduced and state enterprises launched to make up for the lack of private funding. Since the 1980's, the role of the state has gradually shrunk, but the weight of bureaucracy needs

to be reduced further. The government plans to speed up privatizations. The state oil-refiner Tupras and the tobacco and alcohol monopoly Tekel are both slated to be sold by the end of this year.

The depression of the 1930's was followed by the upheaval of the World War II in the 1940's, when Turkey, under pressure from the Allies and the Germans, played a balancing act to remain out of the conflict, finally joining the winning side in the final days of the war. On three occasions — in 1960, 1971 and 1980 — the army, fearing that the country was straying from the path laid by Ataturk and descending into chaos, seized power.

After the return to civilian rule in 1983, Turkey took decisive steps toward liberalizing its economy under the leadership of Prime Minister Turgut Ozal. The economic boom that followed brought rapid growth and opened Turkey to the world, but it also introduced increased levels of corruption. Ozal gave new momentum to Turkey's drive to join the European Union.

The "capitulations" imposed on the Ottomans by Western powers had left a legacy of suspicion of foreign interference. In the past two decades, however, Turkey has been actively seeking foreign capital, but direct foreign investment remains low — an average of \$1 billion a year. With new legislation cutting red tape now in place, and renewed confidence in the future, Turkey can now expect to attract more interest.

The 1990's were marked by a succession of coalition governments and continued political instability. In 2000 and 2001, Turkey was rocked by financial crises, which led to the most severe recession the country had experienced since World War II. In 2001, the economy shrank by 9.4 percent. A new \$16 billion standby agreement signed with the International Monetary Fund in February 2002 brought financial support and imposed tight fiscal discipline. Thanks to economic reforms and the restructuring of the banking sector, the effects of the crisis are slowly dissipating, and GDP growth is expected to reach 5 percent this year.

Turning point in 2002

Elections in November 2002 marked a major turning point. The Justice and Development Party (AKP), a conservative party with religious roots, won a landslide victory that allowed it to form a one-party government with a strong majority in Parliament. "The elections were an earthquake of magnitude 8 on the political Richter scale," says the industrialist Ishak Alaton, president of the Alarko group of companies. "We may not yet fully measure its impact because of the dust, but the old regime crumbled. For the first time, a party came to power in spite of the state. We have a management that has to listen to the people, instead of herding people."

Confounding its critics, who worried that the AKP might threaten the secular principles of the republic, the new government has resolutely embarked on a modernizing path, introducing dozens of reforms to con-



Then and now: A boy waves a Turkish national flag in front of a banner showing Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the Turkish republic.

vince the EU to start accession talks with Turkey at the end of 2004. Individual freedoms have been broadened, and the private sector has been strengthened. The economic recovery program is also bearing fruit. IMF Turkey chief, Reza Moghadam, said that "all is beyond expectations, beyond the targets set" when he visited Ankara in October, prior to the expected release in November of another \$500 million loan tranche.

This newfound sense of stability and the prospect of EU membership in the medium term have brought interest rates below 30 percent. Inflation, a chronic problem in Turkey, is also dropping and is close to the 20 percent target set for end of 2003. However, many challenges remain. Recently released figures show wide income disparities: 10 million people have less than a

dollar a day to spend on food. Unemployment remains high, and servicing the domestic debt load of \$130 billion still places a heavy burden on the budget.

But for the first time in many years, the political fog — which enveloped the country in uncertainty and hindered progress — has lifted, and Turkey can look ahead and plan. "There is a change of atmosphere," says Alaton. "There is no looming danger for Turkey, or reason for a sudden reversal of the situation, unless the European Union makes a major mistake. I see a new era of expansion for Turkey. In our company, we're planning in the same spirit of confidence."

NICOLE POPE ■ Istanbul

European Union ■ No longer an impossible dream

Racing against the clock: Turkey's entry into the EU

For many years, Turkey's goal of joining the European Union appeared like an unattainable dream to most Turks. This is no longer the case. Opinion polls show that 75 percent of Turks support the project, and most people in Turkey now measure their standards against those of the EU.

Underpinning the new feeling of confidence is the spectacular progress achieved by Turkey in the past two years toward meeting the Copenhagen criteria for membership. This process has gained a new momentum since the arrival in power of the Justice and Development Party (AKP), which has demonstrated a strong commitment to joining the EU.

In June, Turkey's National Assembly adopted a package of democratic reforms, which broadened freedom of opinion and allowed Kurdish broadcasts on private as well as on public radio and television stations. Another amendment made it possible for parents to give Kurdish names to their children.

"This package is one of the most important steps Turkey has taken on its way to a more contemporary society," Justice Minister Cemil Cicek said at the time.

Far-reaching reforms

Another series of reforms, adopted in

July, was even more far-reaching. By stripping the National Security Council of its executive powers and making it possible for a civilian to be named secretary general of this important institution, it aimed to reduce the role of the military in the day-to-day management of the country. Military courts will no longer try civilians, and criticism of the state will no longer be considered a crime.

Approving the new laws was a first step; implementing them will be the real test. From January 2004, the Turkish government plans to monitor human-rights violations and issue a monthly report compiled with data from more than 800 local human-rights organizations all over Turkey. The government, intent on curbing human-rights abuse, has ruled that courts must give priority to cases of allegations of torture.

The Cyprus question

One major hurdle remains in Turkey's path toward EU membership: the divided island of Cyprus. Although the AKP government initially seemed willing to compromise and settle the issue rapidly, it was forced to slow down under pressure from the army and from nationalists who still see Cyprus as a national cause. Elections in the Northern Republic of Turkish Cyprus in

December will allow Turkish Cypriots to express their own views — and could provide a window of opportunity for the resumption of reunification talks. Turkey's Foreign Minister Abdullah Gul was recently warmly received during a visit to Greece, but Greek Prime Minister Costas Simitis issued a reminder that "Turkey's path toward joining Europe is linked to a Cyprus settlement."

The EU has welcomed the major legal steps taken by Turkey in recent months. "There will be a report in the first week of November, and that report will highlight the positive economic and political developments in Turkey," said EU Enlargement Commissioner Guenter Verheugen after meeting Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan in Brussels on Oct. 17.

If Turkey fulfills all its obligations, accession talks for EU membership could start as early as the end of next year. The government is racing against the clock, but it firmly believes that the goal of EU membership is within reach. "2004 will see implementation of reforms on a wide scale," Erdogan says. "We are very determined in this matter."

NICOLE POPE

U.S. contacts with Iran depend on Al Qaeda data

Reuters

WASHINGTON: The United States said Tuesday that it was prepared to resume limited contacts with the Iranian government but relations would not improve until the Iranians share intelligence about Al Qaeda members in Iran.

"We are prepared to engage in limited discussions with the government of

Iran about areas of mutual interest as appropriate," said Deputy Secretary of State Richard Armitage.

"We have not, however, entered into any broad dialogue with the aim of normalizing relations," he added, in testimony prepared for the Senate Foreign Relations Committee.

"We are prepared to meet again in

the future, but only if that would serve U.S. interests," he said.

U.S. officials met several times with Iranian officials in Geneva earlier this year but the United States called off a meeting scheduled in May because it believed Iran was sheltering members of Al Qaeda, the organization blamed for the attacks of Sept. 11, 2001, in the United States.

In his prepared statement, Armitage did not explicitly link resuming contacts with progress on the Al Qaeda dispute. But he did link cooperation on Al Qaeda with the future of relations between the two countries, which have

be an important step in U.S.-Iranian relations and we cannot move forward without this step," he added, referring to President George W. Bush.

Armitage later told reporters that he did not put any preconditions for contacts, nor did he say the Bush administration would do it if the Iranians asked. He said that the United States will do it when it thinks it's in "our interest on discrete" issues.

Iran said Sunday that it had given the names of extradited Al Qaeda suspects to the UN Security Council but declined to give any details of detainees remaining within the country.

The Islamic republic has said that any Al Qaeda suspects whose nationality could be identified would be tried in Iran. It has ruled out handing over any

Al Qaeda members to the United States but says it would extradite some of those it has arrested to unspecified "friendly countries."

■ Prosecutor under fire

Iran's Parliament accused a prosecutor of illegally detaining a Canadian photojournalist and then covering up facts surrounding her death in custody in July, The Associated Press reported Tuesday from Tehran.

Zahra Kazemi, a Canadian of Iranian origin, died July 10, about three weeks after being detained for taking photographs outside a Tehran prison during student-led protests against the ruling Islamic establishment. An intelligence agent charged with her alleged beating

death has pleaded not guilty.

In the report Tuesday, the Parliament, which is dominated by reformist members, held Saeed Mortazavi responsible as the highest authority in the Tehran prosecutor's office.

not had diplomatic ties since 1979.

"Despite public statements that they would cooperate with other countries, the Iranians have refused repeated requests to turn over or share intelligence about all Al Qaeda members and leaders they claim to have in custody," Armitage said.

"As the president made clear last week, Iran must change its course on this front: resolution of this issue would

Nuclear accord shows Iran's new pragmatism

Usual politics of grievance is put aside

By Elaine Sciolino

TEHRAN: Throughout the 24-year history of Iran's Islamic Republic, politics here has been driven by a blend of national pride and a historic sense of grievance.

The Islamic revolution in 1979 cast off a shah who had been reinstated in a CIA-led coup decades before. The seizure of the U.S. Embassy in Tehran after the revolution was justified, the argument went, because American diplomats were "spies" determined to destroy Iran's experiment in Islamic government.

News Analysis In the last two years, a consensus has emerged among Americans and Europeans that Iran is pursuing a nuclear weapons pro-

gram. While denying it, Iran has also asked why it should have to submit to rules that do not apply to countries like Israel, India and Pakistan, which are already nuclear powers.

But Tehran's acceptance last week of limits on its nuclear activities appears to be a striking example of a new and different dynamic: a rejection of the politics of grievance in favor of a pragmatic assessment of both global politics and its national security interests.

Iran's decision to agree to more intrusive international inspections of its nuclear facilities and to suspend its activities to enrich uranium was the culmination of a fierce internal debate that played out publicly for months — in newspapers, the Parliament and the pulpit.

It pitted a small group of influential hard-liners, who argued that any concession was humiliation, against a much broader coalition convinced that mounting pressure from the outside over the nuclear issue threatened the entire country.

Farideh Farhi, a political scientist who has written about the nuclear issue in Iran, calls the process a "national conversation, aimed at convincing the important players to solve the problem creatively. And they got their act together."

That process is far from completed and the agreement could easily crumble. But whatever happens, it appears the Iranians have decided to replace their long-held politics of grievance with a pragmatism that puts national interest first.

The nuclear decision also shattered one of the myths of how political decisions in Iran are made. Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader and the most powerful person in the country, is said to be surrounded by a tight band of conservatives who prod him to make rejectionist decisions.

But in a remarkable turn of events, Khamenei did not denounce the agreement, perhaps because he had no choice.

It was not Khatami or any other reformer who negotiated the deal with three European foreign ministers, but a mid-level cleric, Hasan Rowhani. As head of Iran's Supreme National Security Council, Rowhani reports directly to Khamenei.

Why the change?

In various ways Iran has tried hard in recent years to get into the good graces of the international community. Iranians helped Washington wage its war in Afghanistan by supporting the Northern Alliance, for example, and its war in Iraq by staying out.

But Iran has been hampered in its pursuit of a policy of engagement by its own contentious domestic politics.

President George W. Bush's branding of Iran as part of an "axis of evil" and suggestions that it could be toppled made any meaningful compromise with Washington impossible. Iran remains convinced that no matter how much its

October 29, 2003

Herald INTERNATIONAL Tribune



Atta Kenare/Agence France-Presse

Hard-liners at Tehran University protested the nuclear agreement last week.

interests coincide with those of Washington, the Bush administration will not do it any favors.

Still, acceptance of the nuclear agreement represents a profound psychological shift inside Iran, a move toward engagement with Europe, at least, and perhaps even the United States.

The Europeans understand that the way to nurture Iran's new mood is to recognize its deep pride and to avoid any perceived humiliation. In both their public statements and in the brief final agreement, the foreign ministers from

France, Britain and Germany stated that Iran's "sovereignty" and "dignity" had not been compromised.

They declared that Iran has the legal right to develop peaceful nuclear energy — which the United States argues Iran does not need and should not have — and pledged cooperation on technology transfers.

But for any of this cooperation to materialize, Iran has to fulfill its part of the bargain. Just two days after he agreed to the deal, Rowhani said at a gathering of Friday prayer leaders in Tehran that the

government had only made an announcement that it was ready to sign on to more intrusive inspections, but that it did not want to do so. He also said that the suspension of uranium enrichment could last less than a month.

His remarks were no doubt intended for domestic consumption. But they underscored the fact that the nuclear agreement is by no means the end of a negotiating process but the start of an open-ended engagement.

The New York Times

An Iraq strategy ■ By Amatzia Baram

Winning tribal loyalties will help end resistance

WHILE we do not yet know who was responsible for the latest series of attacks across Iraq, there is no question that some of the bombings — including, American officials suspect, the missile attack on the hotel where Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz was staying — were the work of forces loyal to Saddam Hussein.

That these terrorists, mostly Sunni Muslims from the so-called Sunni Triangle northwest of Baghdad, retain a stubborn fealty to the former dictator seems to puzzle the coalition leadership. But it should not: Their loyalty is rooted in part in centuries-old tribal kinship and religious identity. Only by using these ties to its advantage will the coalition authority reduce the resistance.

A letter earlier this month signed by Saddam insisted that Iraq "has been a poison" to the American soldiers and that "victory is near." It was one more sign that the former dictator understands that the tribal values of Iraq are ripe for exploitation.

But what works for Saddam can also be made to work against him. The coalition is eminently capable of winning over many tribes. An old saying in Iraq has it that you cannot buy a tribe, but you can certainly hire one.

And the nation's Sunni minority is open to offers. With Saddam's downfall, Sunnis, who make up only 15 percent of the population, were deprived of their long-standing political hegemony.

The Sunnis from the triangle lost their prestigious and well-paying jobs in the armed forces and internal security apparatus. They were humiliated in the conflict and have had their homes and communities searched in its aftermath. Last but not least: their representation on the Governing Council and among the senior bureaucracy is very small to nonexistent.

The Sunni network was held together by a web of patronage and perks that filtered down from the presidential palace to the tribal sheik to the "tribesman in the field." Of course, retribution played a role, too. Tribes were severely punished for trans-

gressions.

While this network has been fractured, many of the older tenets of tribal life linger and help to fuel the violence today.

For some of these young men, killing American soldiers is a political act, but it is also not unlike what hunting lions was to British colonial officers in 19th-century Africa: It involves a certain risk, but the reward is great.

Yes, religious fanaticism may also serve as a motivation, but in Iraq the rural tribes have generally been less inclined toward religious fanaticism than the city dwellers.

The problem for the coalition is that religious fanaticism and tribal values are now working in the same direction. The coalition leaders must bear in mind that while the violence is endemic, it is not unstoppable — in large part, the coalition is dealing with people who are open to persuasion.

Specifically, the Governing Council and its American supporters must come up with a coherent tribal policy.

The hesitation to give power to tribal leaders has been understandable: Cultivating the tribes and the sheiks might be seen as a contradiction of the new leaders' stated goal of forming a democracy. But to

avoid increasing violence in the Sunni Triangle, there is a need to rethink that approach.

There are about 10 large tribal federations in central Iraq, but there are hundreds of subgroups, each with its own sheik. He is the leader of the people, and in return for his services — mediation, arbitration, attracting government services to the tribal area — he is respected and obeyed.

New efforts ought to be made to persuade the sheiks to help keep the peace. The easiest would simply be to hire the sheiks and their tribesmen — putting them on salaries and allowing them to spread the wealth among their people.

In addition, sheiks in areas where coalition soldiers and oil pipelines are coming under frequent attacks should be told that the only way their tribes can receive luxuries — extra government services, construc-

tion aid, easy access to senior officials in Baghdad — is by making sure that there are no attacks against coalition soldiers in their domain.

If a sheik refused to cooperate, not only could his perks be withheld, they could be given to a neighboring sheik. This would eventually pit the uncooperative sheik against many of his own tribesmen, who would see that he was not serving their interests.

If this weren't enough to get the sheik in line, it wouldn't be too difficult for the coalition to enact "regime change" on a small scale: Almost every tribal leader has rivals within the group who covet his position.

For such a policy to be effective, however, it would require a deeper sense of local history. The coalition forces and the Governing Council (which is comprised largely of former exiles and urban Iraqis) must start sending civil officials to rural areas to spend months getting a true picture of each region's tribal hierarchy and affairs.

It is vital that the coalition officers develop close relationships with the sheiks and other influential figures in the tribes. And the coalition authority should insist that the new Iraqi government set up a bureau for tribal affairs to serve as a repository for knowledge of the tribes and their traditions.

A policy giving special treatment to tribal leaders will have plenty of critics, in Iraq and in America. Yes, it would allow a degree of warlordism. However, Iraq is not Afghanistan — these tribes are not miniature armies, and the Sunni Triangle is not surrounded by impassable mountains that make policing almost impossible.

Most important, the central government in Iraq, with its foreign aid and eventual oil profits, will have far more to offer its tribespeople in terms of services and perks than does its Afghan counterpart.

In the Middle East, more often than not, tribes have been ready to give up a great degree of their autonomy in exchange for government services, and Iraq is no exception. The risk is worth taking.

The writer is professor of Middle Eastern history at the University of Haifa and a senior fellow at the U.S. Institute of Peace.

Troops for Iraq ■ By Mark R. Parris

Turkey is still a reliable U.S. ally

October 30, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

It has been a rough year for U.S.-Turkish relations. Two countries that once had confidently described one another as "strategic partners" have had trouble simply communicating. More often than not, the miscues have occurred over the linked issues of Iraq and troops.

Last winter, the question was whether Ankara would permit a U.S. infantry division to invade Iraq through Turkey. On March 1, Turkey's Parliament "shocked and awed" Washington by withholding authorization.

Since late July, the question has been whether Turkey would accede to a Bush administration request to deploy forces to Iraq in order to take pressure off American troops. On Oct. 7 Turkey's Parliament gave Prime Minister Recep Tayyip Erdogan authority to order such a deployment.

The outcome in each case was not without irony. In March, most Turks, including members of the government and Parliament, expected authorization to be granted, even though most of them opposed the war. In fact, there were more votes in favor than against the motion in question; it failed on a technicality. Efforts to correct the mistake were under way, and would almost certainly have succeeded, had the U.S. timeline for going to war not run out. Turkey later provided important support for the war effort in terms of overflight and other access. Nonetheless, the prevailing sense in Washington after March 1 was that one of America's most loyal allies had let it down.

In October, despite continuing anxiety in Turkey over U.S. policy toward Iraq, Erdogan used important political capital to move the authorization motion through his government and Parliament with dispatch. Yet Washington now seems to be having difficulty taking Turkey's "Yes" for an answer; Iraqi spokesmen have objected to Turkish deployments; and Ankara has responded that it has no interest in going where it is not welcome.

Before the parties dig themselves in any deeper, it is probably time for all concerned to take a deep breath and consider carefully where they go from here.

A starting point is the realization that there are some good reasons for believing that Turkish troops could make an important contribution to Iraq's security and eventual recovery. The Turkish military would comport themselves in as thoroughly professional a manner as they have in a string of tough assignments from Somalia to Afghanistan,

including in former Ottoman territories like the Balkans.

Such conduct would not only ease the burden on thinly stretched American forces, it could also go a long way toward helping both Turks and Iraqis — mainly, but not exclusively, Iraqi Kurds — get over deep-seated negative stereotypes and mutual suspicions. What better way to lay the basis for a good long-term relationship between these two important countries? Finding a way for Turkish forces to go to Iraq with the endorsement of the Iraqi leadership, therefore, would certainly be the best way out of the current dilemma.

It may be, however, that, given everything else that hard-pressed American administrators are trying to achieve in Iraq, overcoming Iraqi resistance to Turkish deployments may prove one task too many — at least for now. In that case, Turkish leaders and their public will need to avoid the temptation to give vent to wounded feelings, taking satisfaction in the knowledge that they have sought in good faith to help a friend in need (America) and a neighbor (Iraq).

For their part, U.S. officials need to appreciate more fully the significance of the Oct. 7 vote. Whether or not a single Turkish soldier deploys to Iraq as a result, the vote answered definitively a question that had hung in the air since March 1: Would Turkey, under a new, different kind of political leadership, be prepared in the future to shoulder the kind of international security roles that have been its forte in the past? Erdogan and his Justice and Development Party have now demonstrated that, even on an issue as contentious and laden with emotional history as this one, they can deliver.

This outcome ought to resolve lingering concerns in Washington about Turkish reliability as an ally and partner, and to put the bilateral strategic dialogue back on its traditional footings of mutual trust and confidence. To keep it there, Washington will need to do more in the months ahead than pay lip service to its undertakings to deal with anti-Turkish terrorist groups still operating in northern Iraq.

Americans and Turks arguably have a stronger interest than any two nations in the world in the success of post-Saddam Iraq. With a bit more forethought and empathy on the part of all concerned, it ought to be possible to avoid turning an awkward situation into a zero-sum game, or a new litmus test of U.S.-Turkish relations.

The writer was the U.S. ambassador to Turkey, 1997-2000.

SYRIE L'opposant, qui a passé dix-sept ans dans les geôles du président défunt

Hafez el-Assad, fait le point sur la situation politique dans son pays

Ryad al-Turk : « Le régime de Bachar est sur le déclin »

Thierry Oberlé



A Paris hier, l'opposant syrien Ryad al-Turk a affirmé : « Nous devons retentir la leçon irakienne. » (Photo Joel Robine/ AFP.)

« Je viens d'un pays dont le régime continue à violer les droits des citoyens et à torturer dans ses prisons les militants politiques ». A 75 ans, l'avocat Ryad al-Turk fait figure de survivant du cercle des opposants intérieurs à la longue dictature du régime de Damas, un petit comité décimé par les mauvais traitements et les départs à l'étranger. Une vie de dissidence et dix-sept années passées dans les geôles

du président défunt Hafez el-Assad ont forgé un caractère qu'aucune pression ne peut ébranler. Sorti de prison en mai 1998 à la faveur d'une amnistie, il avait été « oublié » sans jugement durant d'interminables années dans les locaux de la section militaire chargée des interrogatoires à Damas. Puis, à la fin de l'été 2001, son arrestation avait sonné le glas de l'éphémère « printemps de Damas » et des espoirs d'ouverture politique nés avec l'accession au pouvoir de Bachar el-Assad. Elle s'était accompagnée de la fermeture des *muntadas*,

ces salons privés où les élites intellectuelles de Damas refaisaient le monde, et de la mise sous les verrous de députés tel Ryad Seif.

Relâché en novembre, Ryad al-Turk est à son corps défendant un baromètre des libertés en Syrie. De passage à Paris où il est l'invité d'Amnesty International,

le chef du Parti communiste (interdit) a donné des mauvaises nouvelles de son pays. Les derniers mois n'ont pas été marqués, selon lui, par une évolution du régime en dépit des changements intervenus au Moyen-Orient.

LE FIGARO JEUDI 30 OCTOBRE 2003

La Syrie est pourtant, depuis la chute de Saddam, dans l'obligation de revoir son positionnement. Elle ne peut plus, comme sous le règne d'Hafez el-Assad, peser en tant que force régionale en jouant sur des équilibres aujourd'hui disparus. Montrée du doigt par les Etats-Unis, elle ne semble pas lâcher du lest. « Nous devons retenir la leçon irakienne. Mais les dirigeants syriens s'enferment dans les mêmes erreurs que Saddam. Ils n'ont pas compris que le despote de Bagdad a pêché par orgueil et aveuglement. Il n'y a pas de changement de l'attitude du régime malgré les pressions américaines. Et, comme en Irak du parti Baas, un fossé sépare le peuple du pouvoir » commente Ryad al-Turk.

L'opposant accuse également les responsables syriens de fournir des prétextes à de futures ingérences extérieures en tentant d'imposer des rapports de force avec la puissance américaine sans en avoir les moyens. « Pourquoi ne pas se retirer du Liban ? On enlèverait un argument aux adversaires de la Syrie et on répondrait à une volonté des Libanais. Les Américains sont mili-

tairement supérieurs aux Syriens à l'extérieur, mais ils ne pourront jamais mettre un soldat devant chaque maison », avance l'avocat.

Dans le même temps, les accords de partenariat avec l'Union européenne qui sont conditionnés au respect des droits de l'homme ont été repoussés.

Réputé pour son engagement lucide, Ryad al-Turk ne voit aucun signe d'assouplissement du régime, même s'il a pu sortir de

son pays pour s'exprimer librement en Europe. Il doute des timides initiatives prises pour desserrer l'étau sécuritaire, moderniser l'administration et sortir l'économie de son marasme. Il constate aussi l'absence d'une relève de génération : « Bachar a hérité d'un poste, pas d'un pouvoir, c'est un héritier parmi d'autres. Ce sont les anciens dignitaires de l'armée et des rouages de l'Etat qui gouvernent car ils ont l'expérience et

les compétences. » Sans concession, l'irréductible opposant ne trouve aucune circonstance atténuante à l'actuel président syrien. « Si la situation est meilleure pour nous sous Bachar que sous son père, ce n'est pas par volonté de changement mais par faiblesse, car il est à la tête d'une société en crise, une crise sans rapport avec Israël et les Etats-Unis mais liée à l'appauvrissement du pays et à son déclin. »

Armes irakiennes : le Pentagone soupçonne Damas

Le directeur d'une agence du Pentagone spécialisée dans l'étude des photos par satellites et avions espions a estimé probable que les Irakiens aient transféré des armes de destruction massive (ADM) en Syrie avant la guerre.

Selon le général à la retraite James Clapper, les dirigeants irakiens avaient multiplié les efforts pour enterrer, cacher et disséminer, parfois à l'étranger, des équipements, des matériaux et des documents liés à leur programme d'ADM dans les mois précédant le conflit, lancé en mars. « Je pense que les hauts dirigeants savaient ce qui al-

lait se passer et qu'ils ont tout fait pour dissimuler les preuves », a ajouté mercredi le patron de l'agence nationale de l'imagerie et de la cartographie. Il a cité comme exemple le « pic » de trafic de poids lourds entre l'Irak et la Syrie constaté juste avant et pendant le conflit. M. Clapper, ancien directeur à la CIA, a reconnu qu'il était difficile, pour les sources de renseignement, de déterminer la cargaison de ces véhicules. « Mais il est facile de conclure que cette hausse du trafic était due à une fuite des personnes et, sans aucun doute, de matériel. » (AFP.)

IRAK Le bilan des militaires tués depuis le 1^{er} mai dépasse celui des 115 morts au cours du conflit

L'après-guerre plus meurtrière que la guerre

L'« après-guerre » en Irak a désormais coûté plus de soldats à l'armée américaine que l'offensive de mars-avril pour renverser Saddam Hussein, illustration de l'incapacité des Etats-Unis à normaliser une situation de plus en plus chaotique.

L'état-major américain a annoncé hier que deux militaires de la 4^e division d'infanterie avaient été tués mardi soir dans une attaque au nord de Bagdad. Ces disparitions portent à 116 le nombre total d'Américains tués lors d'actions hostiles depuis la fin officielle « du gros des combats » proclamée par le président George Bush le 1^{er} mai.

La guerre déclenchée en mars avait fait 115 morts dans les rangs américains, d'après les chiffres officiels. Aucun bilan fiable n'est en revanche disponible concernant les pertes irakiennes, qui sont à n'en pas douter bien supérieures.

Hier, trois soldats américains ont été blessés dans l'explosion

d'une mine au passage de leur convoi au nord-est de Bagdad, tout comme sept militaires ukrainiens, blessés mardi soir dans une embuscade dans le sud-est de l'Irak. A Khaldiya (ouest), un convoi américain a aussi été mitraillé.

Le CICR, dont le siège a été lundi la cible d'un attentat, a annoncé qu'il réduisait « son personnel expatrié » et renforçait les mesures de sécurité. Le directeur des opérations de la Croix-Rouge à Bagdad, Pierre Krähenbühl, a assuré que l'organisation maintiendrait une présence. « Nous n'avons pas d'autre choix que d'adapter la manière dont nous travaillons en Irak », a-t-il déclaré.

Le Conseil de gouvernement transitoire irakien a affirmé qu'un « certain nombre » d'auteurs d'« actes terroristes » en Irak se seraient infiltrés dans le pays à partir de pays voisins. Le Conseil reprend ainsi l'argumentation développée par George W. Bush, en réponse aux cinq at-

tentats suicides de lundi qui ont causé la mort de 43 personnes.

Selon le ministre de la Santé irakien, Khodayyir Abbas, le kamikaze syrien arrêté lundi à Bagdad avant de commettre ce qui aurait été un 6^e attentat suicide est d'origine yéménite. « Il y a une grande possibilité pour que les kamikazes soient des fondamentalistes, des wahhabites », a-t-il ajouté. Le wahhabisme est la doctrine officielle en Arabie saoudite, dont les talibans se sont inspirés.

De hauts responsables de la coalition et des services de renseignements ont affirmé que des combattants étrangers faisaient entrer clandestinement en Irak des kamikazes de pays arabes.

Un haut responsable militaire américain a pour sa part déclaré qu'« il y a environ 200 à 400 combattants étrangers dans le pays, qui sont le noyau dur pour le financement, la planification et l'organisation logistique d'opérations meurtrières ». (AFP/Reuters.)

La CIA sommée de livrer des documents

Les dirigeants de la commission des Renseignements du Sénat américain exigent de la CIA qu'elle présente d'ici demain un ensemble de documents requis pour lui permettre d'évaluer les renseignements d'avant-guerre sur l'Irak. « Nous voulons que l'évaluation de la commission serve à valider le bon travail des milieux du renseignement et, là où c'est nécessaire, suggère des corrections sur les points où les résultats du renseignement auraient pu être meilleurs », ont écrit au directeur de la CIA, George Tenet, le président de la commission, Pat Roberts (républicain), et le démocrate John Rockefeller. Par ailleurs, les négociateurs du Congrès américain ont refusé, hier, la conversion en prêts de la moitié de l'aide à la reconstruction de l'Irak dans le cadre d'une enveloppe d'urgence de 87 milliards de dollars également destinée à soutenir l'Afghanistan.

TURQUIE

Abdullah Öcalan au service de l'armée turque ?

Le leader du PKK, aujourd'hui emprisonné, aurait été un agent des services secrets turcs. Apparue dans les années 90, cette thèse est à nouveau évoquée par la presse d'Istanbul.

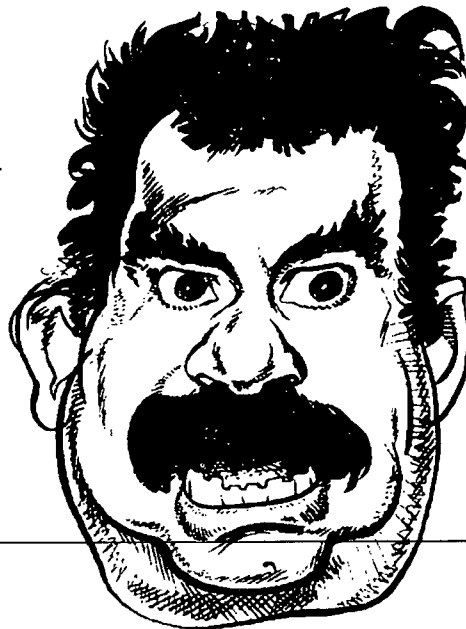
ZAMAN
Istanbul

C'est dans une biographie consacrée à un homme politique d'origine kurde que l'accusation a été portée, pour être ensuite reprise par le quotidien *Hürriyet* : Abdullah Öcalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, devenu le KADEK), aujourd'hui en prison, aurait travaillé pour le compte des services secrets turcs (MIT). Ce n'est pas la première fois qu'une telle affirmation est lancée sur la place publique. Le premier à évoquer cette thèse fut Ugur Mumcu, un journaliste d'investigation du quotidien *Cumhuriyet* qui fut assassiné en 1993. Le journaliste Ismet Imset l'a réitérée dans un livre publié en 1998, n'excluant pas que cette révélation ait pu être la raison pour laquelle Ugur Mumcu avait été éliminé.

Il faudrait que cette affirmation puisse être vérifiée et que les responsabilités soient établies ; mais cela est hautement improbable. En tout cas, la conviction selon laquelle Abdullah Öcalan aurait créé le PKK pour le compte des services secrets est particulièrement répandue chez les intellectuels kurdes de tendance libérale. Selon eux, le vent de démocratisation et de respect des droits de l'homme qui s'est mis à souffler avec la fin de la guerre froide devait inévitablement toucher la Turquie.

Dans ce nouveau contexte, il devenait dès lors possible pour les Kurdes de Turquie de se lancer dans un combat politique pacifique débouchant sur la possibilité d'obtenir des droits et des libertés, notamment dans le domaine linguistique et culturel. Mais l'"Etat profond" [l'establishment] ne l'entendait pas de cette oreille. C'est pourquoi il a encouragé la violence du PKK, dont le terrorisme a étouffé le combat des Kurdes de Turquie en faveur de leurs libertés et de leurs droits. Ainsi, les Kurdes qui se sont opposés au séparatisme et à la violence ont été marginalisés autant par l'Etat que par le PKK. La violence séparatiste s'est en

► Abdullah Öcalan.
Dessin d'Oliver paru dans Der Standard, Vienne.



plus révélée un bon prétexte pour chasser une grande partie des Kurdes de leurs foyers.

OBTENIR DES DROITS CULTURELS ET LINGUISTIQUES

Si cette théorie du complot suscite une méfiance légitime, on ne peut toutefois nier que le PKK non seulement a causé la mort de 30 000 citoyens, provoquant des dégâts estimés à 100 milliards d'euros, mais qu'il a également sapé les bases d'un combat démocratique par lequel les Kurdes de Turquie auraient pu obtenir leurs libertés et leurs droits démocratiques. Si le PKK n'était pas apparu, cet objectif aurait peut-être été atteint depuis longtemps. D'ailleurs, le PKK n'a pas atteint ses objectifs, alors que le combat démocratique des Kurdes continue. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'écrasante majorité des Kurdes de Turquie restent liés au seul Etat démocratique dans lequel vivent les Kurdes*, qui demeure pour eux une porte ouverte vers la modernité. Ce lien s'explique aussi parce que,

outre la répression identitaire qu'ils subissent, nos concitoyens d'origine kurde ne sont pas pour autant exclus d'un processus d'ascension sociale qui leur a permis d'être largement inté-

grés à la société. Si ce lien n'existait pas, il y a fort à parier que le danger représenté par le PKK aurait été bien plus grand.

Cependant, le lien existant entre les Kurdes de Turquie et leur pays ne supprime pas pour autant la volonté de ces mêmes Kurdes d'obtenir leurs droits culturels et linguistiques. De même que cela n'empêche pas non plus qu'ils se sentent concernés par le sort des Kurdes d'Irak - de la même manière que certains Turcs sont préoccupés par la situation des Turkmènes irakiens.

Dès lors, toute politique qui ne répondrait pas à ces attentes aurait pour conséquence de blesser profondément nos concitoyens d'origine kurde, ce qui constituerait à terme une menace bien plus grande pour l'unité du pays que le PKK. La clé de l'intégrité territoriale de la Turquie ne passe donc pas par l'envoi de 10 000 ou 100 000 soldats turcs en Irak, mais bien par des politiques visant à renforcer la fidélité des Kurdes de Turquie, ce qui renforcera les liens d'amitié avec les Kurdes d'Irak.

Sahin Alpay

* Les trois autres Etats sont l'Irak, l'Iran et la Syrie

TURQUIE Une vive controverse sur le voile islamique assombrit la célébration du 80^e anniversaire de la fondation de la République par Kemal Atatürk

L'armée kémaliste forcée de cohabiter avec le gouvernement islamiste

LE FIGARO 31 OCTOBRE 2003

Ankara :
de notre envoyé spécial
Claude Lorieux

Cela fera bientôt un an que l'armée turque, dépositaire de l'héritage laïque de Mustafa Kemal, cohabite tant bien que mal avec un gouvernement islamiste dont le chef, Recep Tayyip Erdogan ne cachait pas naguère qu'il considérait la démocratie comme un moyen de prendre le pouvoir plutôt que comme un objectif en soi.

Il y a pourtant cinq ans, le 28 février 1997, le Conseil national de sécurité (CNS) adressait au précédent gouvernement islamiste, celui de Necmettin Erbakan, un ultimatum qui précipitait sa chute quatre mois plus tard. L'armée, qui a voix prépondérante au CNS, faisait une série de recommandations pour consolider les bases laïques du gouvernement. C'était exiger d'Erbakan qu'il avale son turban !

Cette différence de comportement, entre 1997 et 2003, témoigne essentiellement d'évolutions liées à la volonté de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne. La personnalité des deux premiers ministres n'est pas, pour autant, indifférente. Necmettin Erbakan avait assidûment provoqué les émules, civils et militaires, de Mustafa Kemal. Soucieux de rompre avec une diplomatie orientée vers l'Occident, il flirtait avec les puissances musulmanes. A peine élu premier ministre, il s'était précipité en Libye pour baiser les babouches du colonel Kadhafi. Son antieuropéanisme n'arrangeait rien. Désireux de se démarquer de ce trublion, un apparatchik d'AKP, le parti d'Erdogan, conclut aujourd'hui : « Erbakan crée des problèmes où il n'en existe pas. Le problème, c'est lui ! »

Ancien maire d'Istanbul, la plus cosmopolite des cités turques, Recep Tayyip Erdogan est aussi prudent que son prédécesseur était aventureux. Fils d'un gardien de phare, ancien élève d'une Imam Hatip (sorte de petit séminaire musulman), étudiant en gestion, Erdogan est un authentique fils du peuple, d'un peuple qui se méfie des intellectuels occidentalisés, disciples du

fondateur de la République.

L'éviction de Necmettin Erbakan (par un coup d'Etat non violent, ce qui était nouveau) conduisit le mouvement islamiste à faire son autocritique et, en fin de compte, à éclater. Les amis du maître d'Istanbul fondèrent l'AKP (Justice et Développement), qu'un éditorialiste, pourtant méfiant, ne considère pas « comme un parti islamiste, car il a fait des choses inconcevables pour une telle formation, il y a encore cinq ou six ans ». Et, quasi impensable dans la Turquie contemporaine, un Etat où les procès d'opinion et la torture font encore partie des mœurs. Or que fait le gouvernement Erdogan ? Il renforce la liberté d'expression et oblige les policiers à apprendre les droits de l'homme ! Soucieux de détendre l'atmosphère dans le sud-est anatolien, le Parlement autorise l'enseignement de la langue kurde. Un sacrilège aux yeux d'un kémaliste.

Plus audacieux encore, il ampute les pouvoirs du Conseil national de sécurité (CNS), une institution sans équivalent en Europe, qui garantit aux militaires la prééminence sur les élus du peuple. Le CNS devra, en 2005, se « contenter » d'un secrétaire général civil et non plus militaire.

La question de l'islam revient sans cesse au centre de la négociation entre le gouvernement et l'armée, fer de lance des kémalistes. Le président de la République Ahmet Necdet Sezer n'a pas invité les députés dont les épouses portent le voile aux réceptions de la Fête de la République (voir ci-contre). La controverse sur les conditions d'admission à l'université des élèves des écoles religieuses Imam Hatip (dont Erdogan est issu) pourrait avoir de plus profondes consé-

quences. Le gouvernement a néanmoins battu en retraite après le rappel à l'ordre du « numéro 2 » de l'état-major.

Une sorte de « modus vivendi » s'est ainsi établi entre pouvoir civil et pouvoir militaire. « Quand les militaires



Des soldats ottomans en habit traditionnel au cours de la célébration du 80^e anniversaire de la fondation de la République. La fête a été perturbée par de nouvelles tensions entre l'establishment laïciste et les mouvements islamistes autour du voile. (Photo Frank Tunzay/AFP)

avancent, le gouvernement recule. Ensuite, on trouve un compromis et on continue », explique un responsable qui préfère l'anonymat. Vice-président de l'AKP, Murat Mercan affirme : « Le gouvernement et le parti sont déterminés à ne pas créer de tension. »

Une méfiance réciproque continue de miner les relations entre gouvernement et armée. Les kémalistes soupçonnent le premier ministre Erdogan de jouer le jeu démocratique pour enraciner son pouvoir avant d'abattre ses cartes et d'imposer les réformes antilaïques qu'attendent nombre de ses électeurs. Pour le député Emin Sirin, le premier à avoir lâché l'AKP, « le gouvernement ne jouit ni de la confiance de la haute fonction publique ni de celle de l'armée ».

Ils s'en accommodent pourtant. Pourquoi ? Contrairement à en 1997, où Necmettin Erbakan dirigeait une coalition hétéroclite (qui fut remplacée par une autre improbable coalition), il n'existe pas, au parlement, d'alternative au gouvernement d'Erdogan. L'AKP a rallié les deux tiers des sièges de députés aux législatives de novembre 2002.

Emanation de la Turquie profonde, ce gouvernement est populaire. Même ses critiques le reconnaissent. Le professeur Umit Cizré, de l'université de Bilkent, estime que, « lassés des querelles idéologiques, les électeurs

attendent d'un gouvernement qu'il soit crédible et qu'il fasse des choses ». En tête de ces réalisations concrètes figure le combat pour l'Europe. Umit Cizré encore : « Le gouvernement a saisi la question de la candidature à l'Union européenne comme cheval de bataille. Le succès de cette stratégie a dépassé tous ses espoirs. Le général Hilmi Özkök, chef des armées, a confirmé son soutien. »

Le ralliement d'un état-major qui se méfie des préoccupations européennes en matière de droits de l'homme et de traitement du dossier kurde, est significatif. Il reflète le refroidissement des relations turco-américaines consécutives à la crise irakienne. Pour le député Emin Sirin « l'armée préfère être dans le pacte

européen plutôt que dans la pax americana ». « L'armée comprend que la Turquie ne peut pas régler la question économique, condition numéro un de la sécurité intérieure du pays, sans l'Union européenne », ajoute-t-il. On assiste donc à un cas typique de cohabitation forcée dans laquelle la personnalité du général Özkök, que certains qualifient de « très démocrate », joue son rôle. Le chef d'état-major déclarait dernièrement : « Je ne veux pas entendre le mot coup d'Etat prononcé en Turquie. »

Seulement l'armée n'est pas un mur sans failles. Hilmi Özkök

s'est débarrassé de plusieurs faucons. A un général impatient de le voir tancer le gouvernement, il a conseillé d'attendre la retraite pour critiquer ses chefs. Le journal *Cumhuriyet* (« la République ») titrait récemment : « *Les jeunes officiers ne sont pas heureux.* » Et après ? Un responsable, qui préfère l'anonymat, reconnaît qu'une armée

professionnelle pourrait aisément s'emparer du pouvoir. Pour en faire quoi ? Saurait-elle mieux que les civils de la crise économique ou s'extirper du casse-tête chypriote ? et comment expliquerait-elle son intervention aux partenaires européens d'Ankara ?

Un journaliste proche du gouvernement pressent que

« *le jour d'un règlement de comptes approche* ». Un député confirme que « *la tension entre le gouvernement et l'armée est aussi vive qu'avant le 28 février 1997* », date de l'ultimatum du Conseil national de sécurité au gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan. Mais ni l'un ni l'autre ne croit à un putsch. « *L'armée a d'autres moyens*

pour bloquer l'action du gouvernement », relève le journaliste, en soulignant que la mise en route des négociations entre Ankara et l'Union européenne détendrait durablement l'atmosphère. Quant au député, il prédit prudemment que « *ce tango militaro-islamiste peut continuer longtemps* » !

Troupes turques en Irak : Ankara fait marche arrière

Washington, qui souhaite relever ses GI, craint de soulever l'hostilité des Kurdes, solide soutien jusqu'à présent.

Ankara envoyé spécial

L'envoi de troupes turques en Irak n'est plus à l'ordre du jour. Près de trois semaines après le vote du Parlement autorisant un tel déploiement souhaité par Washington, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, a annoncé que l'administration américaine avait décidé d'une « pause » de réflexion. Les autorités d'Ankara réaffirment néanmoins être toujours prêtes à respecter cet engagement assorti d'un crédit de 8,5 milliards de dollars. L'administration Bush prend son temps, tiraillée entre son désir de relever une partie des

GI et ses craintes de voir l'irruption des soldats turcs compliquer encore un peu plus la situation. A Bagdad, l'opposition du Conseil de gouvernement transitoire est unanime, et les Kurdes, jusqu'ici solides soutiens de Washington en Irak, sont les plus hostiles.

Risque. En Turquie, les réticences face à une expédition à hauts risques restent fortes, y compris au sein du parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement, issu du mouvement islamiste). « *Nous ne sommes pas encore en Irak. Le vote du Parlement signifie simplement que nous pouvons aller et donner au gouvernement les possibilités d'en négocier les conditions* », ex-

plique Mehmet Dügler, président de la Commission des affaires étrangères.

En mars, le Parlement avait refusé de laisser transiter les GI par son territoire, créant une crise sans précédent entre Washington et son plus fidèle allié du flanc sud-est de l'Otan. « *Si nous y sommes acceptés, nous irons en Irak. Si nous ne le sommes pas, nous n'irons pas.* », a martelé dimanche Recep Tayyip Erdogan. Le Premier ministre insiste sur la nécessité d'avoir un clair feu vert des autorités provisoires irakiennes. Le chef des forces armées, le général Hilmi Özkök, partisan depuis le début d'une intervention aux côtés des Américains, « *afin d'être dans le jeu pour l'après-guerre* », reconnaissait il y a une semaine dans une interview au quotidien grec *Eleftherotypia* que « *le peuple turc comme le reste du monde s'interroge toujours*

plus sur ce que veulent faire les Américains en Irak ». On est loin de l'enthousiasme officiel du début octobre quand, après le vote du Parlement, les gros titres de certains journaux, dans une allusion à l'occupation ottomane de l'Irak, clamaient : « *Quatre-vingt-six ans après, nous revenons en Irak!* » « **Intérêt.** Les autorités rappellent que la Turquie ne peut rester indifférente à ce qui se passe de l'autre côté de sa frontière sud-est. « *Nous ne voulons ni occuper l'Irak ni prendre son pétrole, mais aider, dans le cadre d'une mission de paix, à garantir la stabilité et l'intégrité de ce*

pays, ce qui représente aussi notre intérêt », explique Sefi Tashan, président de l'Institut de politique étrangère.

En filigrane, il y a la peur de l'émergence d'un Etat kurde au nord de l'Irak, ce qui pourrait rallumer les volontés autonomistes des 13 millions de Kurdes de Turquie. Le déploiement turc - 10000 hommes - était prévu dans les zones à majorité d'Arabes sunnites du centre de l'Irak. Ankara exige, pour des raisons logistiques, l'instauration d'un « corridor » depuis sa frontière jusqu'à Mossoul, qui passerait sur une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la zone des Kurdes irakiens. Ces derniers y sont farouchement opposés.

La mission de l'armée turque est théoriquement d'un an, mais, sur place, elle pourrait être tentée de rester, surtout après l'allègement du dispositif américain ou, a fortiori, le départ des GI. Elle garantirait un certain nombre d'objectifs stratégiques essentiels, notamment d'empêcher les Kurdes de prendre le contrôle de Kirkouk, ville aux riches réserves pétrolières. Ankara rappelle aussi à Washington son autre grande exigence : un clair engagement américain à « éradiquer » les derniers maquis des rebelles kurdes turcs du PKK, rebaptisé « Kadek », installés dans les montagnes à l'extrême nord-est de la zone kurde d'Irak. ◆

MARC SEMO

L'après-guerre plus meurtrier que la guerre pour les Américains

Durant l'opération « *Iraqi Freedom* », les pertes irakiennes ont été au moins cent fois plus élevées que celles des Américains, affirme un rapport indépendant, publié par Project on Defense Initiatives (1). En revanche, depuis la fin des hostilités le 1^{er} mai, les Américains ont perdu plus d'hommes qu'au cours des combats du printemps. 10800 à 15100 Irakiens ont été tués en avril-mai 2003, d'après le rapport. Ce document conclut, avec une marge d'erreur de 15 à 17,5 %, que 12950 Irakiens ont trouvé la mort, dont 9200 combattants. Les civils (3750) représentent environ 30 % des pertes. Le Pentagone ne fournit pas d'évaluation des pertes irakiennes. Project on Defense Initiatives constate par ailleurs que la guerre de 2003 a été deux fois moins meurtrière que celle de 1991. Alors que deux GI ont été tués hier au nord de Bagdad, l'état-major américain avait confirmé que, mardi soir, le nombre total de victimes américaines (116) depuis la fin des combats était supérieur aux pertes américaines durant la guerre (115). ◆

J.-D.M.

(1) Disponible sur l'Internet : www.comw.org

October 31, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Nabil Aljurai/The Associated Press

New Iraqi police officers trained by the British celebrate after a graduation ceremony at the Police School in Basra on Thursday.

Iraqis loot army supplies from train

The Associated Press

BAGHDAD: Saboteurs brought a trainload of U.S. Army supplies to a fiery halt west of Baghdad on Thursday as a campaign of escalating attacks on American troops heightened tensions.

The identity of those swarming over the sabotaged train Thursday was clear: ordinary Iraqis from the Fallujah area, 60 kilometers, or 35 miles, west of Baghdad, who fell upon the crippled train to loot it of computers, tents, bottled water and other army supplies.

The goods had been bound for the town of Haditha, 160 kilometers up the Euphrates River from Fallujah, when a makeshift bomb exploded along the tracks. As the uninjured engineer fled, four shipping containers on flat cars went up in flames, and more than 200 residents descended on the other cars to make off with whatever they could carry.

No U.S. forces came to the scene, but at one point the looters scattered when two American helicopters whirred in for a look. At another point, Iraqis backed trucks up to the bombed train to offload goods.

The six-month-old U.S. occupation is highly unpopular in Fallujah and in much of the rest of Iraq's Sunni Muslim heartland, a favored region under the Baathist regime toppled by the U.S.-British invasion force last April.

■ UN workers leaving Baghdad

The United Nations is withdrawing its non-Iraqi staff from Baghdad while it re-evaluates the security situation following a series of suicide bombings in Iraq, The New York Times quoted UN officials as saying Thursday.

"We have asked our staff in Baghdad to come out temporarily for consultations with a team from headquarters on

the future of our operations, in particular security arrangements that we would need to take to operate in Iraq," a spokeswoman, Marie Okabe, said in a statement.

The withdrawal will involve 12 non-Iraqi workers in Baghdad, another spokesman said. Officials insisted that the move was not an evacuation, saying that other non-Iraqi workers based elsewhere in the country would remain behind with Iraqi staff.

The announcement follows a decision Wednesday by the International Committee of the Red Cross to scale back its presence in Iraq.

On Monday, suicide attackers killed at least 34 people and wounded more than 200 in coordinated attacks at the Red Cross office and four police stations in Baghdad.

Doctors Without Borders has also announced that it will pull out its non-Iraqi staff of seven.

Kirkouk célèbre la prise en charge par Talabani de la présidence du Conseil



KIRKOUK (Irak), 31 oct (AFP) - 22h02 - Des centaines de Kurdes ont célébré vendredi dans la soirée à Kirkouk (nord) la prise en charge par l'un de leurs dirigeants historiques, Jalal Talabani, de la présidence tournante du Conseil de gouvernement transitoire irakien.

Des rassemblements se sont formés à travers cette ville pétrolière, à 260 km au nord de Bagdad, alors que des tirs de joie étaient entendus, a constaté le correspondant de l'AFP sur place.

M. Talabani est le premier Kurde à être investi à la tête de l'Irak.

Le chef tribal cheikh Saïd al-Bazrashi, 52 ans, a affirmé à l'AFP qu'"il s'agit de la première fois dans l'histoire de l'Irak moderne qu'un Kurde gouverne ce pays, un fait qui montre l'importance des Kurdes".

"Il s'agit d'un jour historique pour les Kurdes qui ont cherché ardemment à réaliser leur rêve de gouverner l'Irak et de faire entendre leur voix dans le monde", a assuré pour sa part Serdal Sader, un homme d'affaires.

Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et un des cinq Kurdes siégeant au Conseil, exercera dès samedi et pour un mois la présidence tournante de cette instance composée de 25 membres et mise en place le 13 juillet sous la houlette des Etats-Unis.

La Turquie : un État sous tensions

Sophie Bessis *

Depuis quelques mois, on n'a jamais autant parlé de la Turquie. Est-ce l'effet de sa ferme volonté d'intégrer l'Union européenne où sa candidature attend depuis 1987, de sa nouvelle centralité géostratégique, ou encore de sa trajectoire politique singulière qui a porté au pouvoir, à la fin de l'année 2002, des islamistes « présentables » ? Il est vrai que cette nation, à la fois récente et héritière d'un empire puissant et séculaire, entretient avec l'Occident en général et l'Europe en particulier des relations étroites mais non dépourvues d'ambiguïtés. Du fait de son importance géostratégique, les États occidentaux souhaitent en faire un partenaire. Dans le même temps, ils perçoivent toujours au-delà du Bosphore un Orient dont ils se méfient et dont ils ont désormais peur, depuis que l'islam a remplacé le communisme dans le rôle de « l'empire du Mal ».

* Sophie Bessis

est agrégée d'histoire, journaliste et chargée de cours au Département de science politique de l'université Paris I - Sorbonne. Elle a publié *L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie*, La Découverte, Paris, 2001.

Asiatique et européen, laïque mais autoritaire, se démocratisant depuis peu grâce à une alternance perçue par une partie de l'opinion occidentale comme un danger, radicalement coupé de son empire et de sa zone d'influence au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la création de l'Union soviétique, mais aspirant aujourd'hui à rejouer un rôle régional, ce pays de près de 70 millions d'habitants concentre à juste titre toutes les attentions. L'ancien « homme malade de l'Europe », rejeté vers l'Asie après la chute de l'Empire ottoman, est devenu en un peu moins d'un siècle un État-nation puissant mais fragile, traversé par de fortes contradictions intérieures, pouvant toutefois jouer de sa position pour s'affirmer comme un partenaire stratégique incontournable. Admis au Conseil de l'Europe dès 1949 et intégré à l'OTAN en 1952 pour jouer le rôle de gardien de l'Europe et de la Méditerranée orientale face à la menace soviétique, cet État, créé par le nationalisme moderne de Mustafa Kemal (dit Atatürk - le père des Turcs), regarde depuis longtemps vers l'Occident auquel il entend lier son avenir. Bien que la majeure partie de son territoire se trouve en Asie et qu'il partage de longues frontières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie, il rappelle à une Europe hésitant à l'intégrer que sa principale métropole fut la Constantinople de l'Empire romain, capitale d'un hellénisme tardif sans lequel la culture européenne ne serait pas ce qu'elle est.

Le poids des héritages

Le choix turc d'une modernité à l'euro-

peenne est bien antérieur à la révolution imposée par Mustafa Kemal au pays sur les ruines du califat ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dès la fin du XVIII^e siècle, les élites de l'empire optent pour une modernisation qui aboutit, en 1839, à la promulgation d'une série de réformes connues sous le nom de *Tanzimat*. Tout au long du XIX^e siècle, les intellectuels d'une classe moyenne urbaine en expansion dans les villes de l'Ouest et de plus en plus éduquée se tournent vers les idéologies importées d'Europe pour inventer l'avenir qu'ils entendent donner à leur pays. En les propulsant au pouvoir, le démantèlement des empires centraux à la faveur du premier conflit mondial leur donne l'occasion de mettre en actes leur projet politique.

L'armée, gardienne autoritaire du kémalisme

En imposant le Code civil suisse et le port du chapeau à la place du fez, en octroyant des droits aux femmes (dont celui de voter en 1930) et en leur interdisant de porter le voile, enfin en créant en lieu et place du califat - aboli en 1924 - une république autoritaire, jacobine et laïque, Mustafa Kemal tranche le cordon qui lie la nouvelle Turquie à l'Empire ottoman défunt. Dès avant la mort de son fondateur en 1938, le kémalisme devient l'idéologie officielle dont l'armée s'autoproclame le défenseur. Le rôle que celle-ci se donne de gardien sourcilieux des principes kémalistes la fait d'ailleurs intervenir directement dans la vie politique chaque fois qu'elle estime l'héritage menacé.

La politique turque des cinquante dernières années a ainsi été ponctuée par trois coups d'État militaires (1960, 1971 et 1980) et par une ingérence directe en 1997, après la première victoire électorale d'un parti islamiste, qui a abouti à la démission forcée de son vieux leader Necmettin Erbakan. Peu sensibles aux sirènes de la démocratie, les militaires sont en outre en grande partie responsables de la piètre réputation de leur pays en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la Turquie que d'être une république civile dominée par une puissante institution militaire estimant ne pas avoir de comptes à rendre aux dirigeants élus.

La question kurde

Le mythe fondateur d'une Turquie homogène est une fiction et la réalité est autrement plus complexe que ne l'a longtemps laissé croire le discours officiel. La question kurde en est l'exemple le plus connu. Officiellement, les Kurdes n'existent pas dans la Turquie une et indivisible. Ayant hérité, avec l'Irak voisin, de la majeure partie d'un Kurdistan éclaté entre quatre pays et ayant toujours craint les tentatives autonomistes de cette nation dépourvue d'État, les héritiers civils et militaires de Mustafa Kemal se sont évertués à rejeter - par la force le plus souvent - l'existence d'une identité kurde à laquelle appartiennent pourtant près de 15 millions des citoyens de la république¹. Cette négation de la réalité - le Kurdistan turc n'est mentionné que sous le nom de Sud-Est anatolien -, la pauvreté des régions de peuplement kurde dont le revenu moyen est environ douze fois inférieur à celui des habitants d'Istanbul, l'interdiction jusqu'en 2000 de toute manifestation culturelle et linguistique de l'identité kurde ont nourri un irrédentisme dont la sanglante dérive sous l'égide du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)² a répondu à la férocité de la répression. Menée par une armée convaincue de l'efficacité de la seule solution militaire, cette dernière a fait, entre 1984 et 2000, quelque 30 000 victimes, sans compter les 2 millions de personnes déplacées du fait de la destruction ou de l'évacuation de 3 000 villages de cette région. Ce n'est que depuis peu, et sous la pression de l'Union européenne, que les dirigeants d'Ankara semblent se libérer dans ce dossier de la tutelle militaire pour explorer d'autres solutions plus pacifiques.

Pour être le plus visible, la question kurde

¹ Sur une population kurde totale dans la région estimée à environ 35 millions.

² Dirigé jusqu'en 1999 par Abdullah Öcalan, qui purge aujourd'hui une peine de prison à vie en Turquie.

n'est pas la seule à remettre en cause l'héritage kémaliste. Écartelée entre laïques militants et partisans d'un assouplissement du dogme et d'une réconciliation avec le passé ottoman, entre vieille bourgeoisie citadine et néo-urbains anatoliens, entre défenseurs d'une démocratisation rapide et nostalgiques de l'étatisme autoritaire, la société turque est confrontée au défi des mutations profondes qu'elle connaît depuis un demi-siècle. Sur le plan extérieur, la chute de l'Union soviétique et l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'ex-bloc socialiste ont en outre ouvert de nouvelles perspectives à une diplomatie qui s'est donné pour but de conquérir une place en Europe tout en restaurant, en

partie du moins, son influence dans l'espace turcophone et au Moyen-Orient.

Dynamisme et fragilités de l'évolution socio-économique

Une population jeune et urbaine

La Turquie a connu une évolution accélérée depuis une cinquantaine d'années. En effet, à partir des années 1950, un exode massif vers les villes et une croissance démographique inédite donnent un nouveau visage à une société long-

temps repliée sur sa ruralité. De 2,17 % par an de 1945 à 1950, la croissance démographique passe à 2,85 % par an durant les dix années suivantes, puis à 2,5 % par an jusqu'en 1975, pour amorcer ensuite une décline plus rapide et se stabiliser à 1,6 % par an entre 1995 et 2000 – à l'exception du Kurdistan qui demeure une région de forte natalité. Les villes croissent plus vite encore, la population urbaine augmentant au rythme de 5 % par an dans les années 1950 et 1960, puis de 3 % à 4 %. En 1990, la mue urbaine est achevée, les villes regroupant près de 60 % de la population totale du pays.

Une croissance irrégulière

Bien que l'agriculture reste un secteur vital qui participe pour 15 % à la formation du produit intérieur brut (PIB) et emploie plus de 40 % de la population active, l'urbanisation s'est accompagnée d'une forte industrialisation. Les produits manufacturés représentent en 2000 plus de 80 % de la valeur des exportations de biens, la Turquie étant – entre autres – l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits textiles. Avec 11 à 12 millions de touristes par an, qui lui ont rapporté 8,5 milliards de dollars en 2001, elle a également fait de ses plages et de

La Turquie au XX^e siècle

1914-1918

La Turquie s'allie à l'Axe. Répression de la révolte arménienne, qui aurait fait 2 millions de victimes en quatre ans.

1920

Après la défaite allemande, le sultan Mehmet VI accepte le démembrement de l'Empire ottoman (traité de Sèvres) par les Alliés. Le traité prévoit la création d'un Kurdistan autonome dans l'est de l'Anatolie.

1923

Le général Mustafa Kemal (Atatürk) proclame la République turque, abolit le califat et devient le premier président de la République. À sa mort, en 1938, il aura imposé la laïcité, le vote des femmes, l'alphabet latin, etc.

Trois révoltes kurdes ont lieu successivement en 1925, 1930 et 1937 et sont durement réprimées par les autorités turques.

1948

La Turquie est le premier pays musulman à reconnaître Israël.

1949

Admission au sein du Conseil de l'Europe.

1952

La Turquie adhère à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

1960

Premier coup d'État militaire.

L'armée met fin aux concessions que le Parti démocrate (au pouvoir depuis dix ans) a accordées aux religieux.

1963

Demande d'adhésion à la Communauté économique européenne.

1971

L'armée prend à nouveau le pouvoir et instaure l'état de siège.

1974

La Turquie intervient militairement au nord de Chypre et occupe 40 % de la superficie de l'île.

1980

Troisième coup d'État militaire, l'armée abolit la Constitution de 1961 et dissout le Parlement.

1984

Début de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'est du pays.

1992

Institution du Pacte économique des pays riverains de la mer Noire, auquel, outre la Turquie, adhèrent l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, la Roumanie, la Fédération de Russie et l'Ukraine.

1996

Union douanière avec l'Union européenne.

Accord de coopération militaire avec Israël.

1997

Après le succès électoral du parti islamiste Refah, l'armée intervient et pousse le Premier ministre, Necmettin Erbakan, à démissionner.

1999

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, est arrêté au Kenya, puis remis aux autorités turques.

Le Conseil européen d'Helsinki reconnaît officiellement la candidature turque à l'Union européenne.

2001

La Constitution turque est amendée afin d'être conforme aux principes de l'Union européenne en matière d'état de droit et de libertés fondamentales.

2002

Le Parlement turc abolit la peine de mort et octroie des droits culturels et linguistiques aux Kurdes.

2003

À Chypre, les autorités turques autorisent ses ressortissants à passer librement la « ligne verte » séparant le nord du sud de l'île.

Après avoir refusé que les troupes américaines transitent par son territoire pour intervenir en Irak, le Parlement accepte qu'elles survolent l'espace aérien turc.

Turquie : les chiffres clés

Superficie : 780 000 km².

Population : 44,6 millions d'habitants en 1980 ; 67,6 millions en 2001.

Nombre d'habitants au km² : 58 en 1980 ; 87,9 en 2001.

Croissance annuelle de la population : 2,3 % en 1980 ; 1,3 % en 2001.

Indice de fécondité : 4,4 enfants/femme en 1980 ; 2,3 en 2001.

Mortalité infantile : 109 ‰ en 1980 ; 38 ‰ en 1999.

Espérance de vie : 61,3 ans en 1980 ; 70,5 ans en 2001.

Langues : turc et kurde.

PIB/habitant : 2 807 dollars en 1999. En PPA (parité de pouvoir d'achat) : 6 900 dollars.

Dettes publiques 1999 : 49 % du PIB.

Répartition du PIB : agriculture = 15 % ; industrie = 28,8 % ; services = 56,2 %.

Inflation 2000 : 35 %.

1990-1999 : inflation moyenne de 78,7 % ; croissance du PIB réel par habitant : 1,3 %.

Croissance 2002 : 4 %.

Balance commerciale : déséquilibre chronique de 3 % à 11 % du PIB entre 1997 et 2001.

Croissance annuelle des exportations de biens et services 1990-1999 : 11,9 %.

Écart de revenus : en 1994, les 10 % les plus riches disposent de 32 % du revenu national, les 30 % les plus pauvres de 8,1 %.

Dépenses publiques sociales : 11 % du PIB en 1997.

Taux d'alphabétisation des adultes 1997 : 83,4 % (92,5 % des hommes et 74,1 % des femmes).

La Communauté des États turcophones

L'éclatement de l'URSS a donné naissance, en 1991, à cinq républiques turcophones d'Asie centrale : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. De 1992 à 1998, la Turquie organise des sommets réunissant ces États qui ont une base linguistique commune avec elle.

En réalité, de ces cinq pays, seul l'Azerbaïdjan possède une langue réellement proche du turc ; les autres ont « la même souche commune mais sont à peu près aussi familières à un Turc que l'espagnol à un Français ». Par ailleurs, l'alphabet latin utilisé par la Turquie est un élément qui rend difficiles les échanges avec les républiques turcophones.

Sources :

- Les non-arabes de la région : intérêts turcs, ambitions iraniennes consultable sur : www.elevens.ens.fr/home/minguyen/QI/non_arabes.html ;
- L'Atlas du Monde diplomatique, 2003, p. 136 ;
- la chronologie du site du Monde diplomatique sur la question kurde sur : www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/chrono-kurde ;
- les fiches de synthèse des missions économiques à l'étranger disponibles sur : www.dreec.org/turquie.

son inestimable patrimoine historique une de ses principales sources de richesse.

Effectuée sous la houlette d'un État omniprésent qui règne sur un secteur public pléthorique, la modernisation a toutefois fait apparaître un paysage économique et social très contrasté dont les faiblesses constituent autant de handicaps pour intégrer l'Union européenne. Dans de nombreux domaines, la Turquie accuse un grave retard par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE dont elle fait partie. Les disparités régionales sont importantes, avec des provinces orientales très pauvres et 7,5 % de la population totale qui vit encore avec moins de 2 dollars par jour³.

Du fait d'une croissance en dents de scie, le revenu par habitant a stagné dans les années 1990 et le chômage affecte près de 11 % de la population active (chiffre 2002)⁴, dont une grande partie est employée par le secteur informel qui compte pour un tiers de l'économie⁵. En matière d'éducation, la Turquie – dont 70 % de la population a moins de 30 ans – est également à la traîne avec des taux de scolarisation de 77 % dans l'enseignement primaire, de 30,5 % dans le secondaire et de 8 % seulement dans le supérieur, si bien que le temps moyen passé à l'école est de 10,6 années, contre 16,7 pour la moyenne des autres pays de l'OCDE⁶.

Le poids financier d'une armée omnipotente

Pour surmonter ses handicaps, la Turquie devrait sortir du cycle des crises à répétition qu'elle connaît depuis des années et dont la dernière, en 2000-2001, a fait chuter la croissance de près de 10 %. Seul pays émergent à n'avoir pas su briser la spirale inflationniste dans laquelle elle est plongée, avec une inflation moyenne de plus de 50 % depuis vingt ans, son économie est rongée par des déficits budgétaires abyssaux financés par l'émission monétaire et par un endettement extérieur qui a atteint 120 milliards de dollars en 2000. Premier débiteur du Fonds monétaire international (FMI) – qui lui a, à ce jour, prêté ou promis plus de 30 milliards de dollars –, elle consacre la moitié de son budget au paiement du service de cette dette colossale.

³ *Études économiques de l'OCDE, Turquie*, février 2001. Il semblerait toutefois que ce taux soit plus élevé que ce qu'en disent les statistiques officielles. En 1994, la Banque mondiale l'évaluait à 18 % de la population.

⁴ Contre 8,6 % en moyenne dans les pays européens de l'OCDE (OECD, *Economic Surveys*, volume 2002, supplément n° 1, décembre).

⁵ *L'état du monde 2001*, La Découverte, Paris, 2000.

⁶ OECD, *Economic Surveys*, op. cit.

⁷ *L'état du monde 2002*, La Découverte, Paris, 2001. De 1990 à 1998, les dépenses militaires ont ponctionné 4 % du PIB, contre 2,9 % pour les dépenses de santé et 2,2 % pour les dépenses d'éducation (Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, Washington, D.C.).

⁸ Thierry Coville, « L'alliance américaine peut-elle sauver l'économie turque ? », *Le Monde*, 11 mars 2003.

⁹ Cité par le *Bulletin économique Euler-Sfac*, n° 1073, février 2003.

Les dernières décennies ont pourtant vu se succéder les plans d'ajustement. Mais la source de ces dysfonctionnements persistants est bien davantage politique qu'économique, et le poids écrasant de l'armée l'explique pour une large part. Avec 750 000 hommes, ce qui fait d'elle la seconde force de l'OTAN, le financement de l'armée représentait, en 2001, 10,5 % du budget⁷. Elle est aussi un acteur économique incontournable possédant une partie non négligeable des entreprises publiques dont les pertes rendent impossible tout équilibre budgétaire. En 2002, le budget a ainsi accusé un déficit de plus de 8 %⁸. Les bénéficiaires des dépenses créant des déficits étant les militaires et les réseaux proches du pouvoir, s'y attaquer est politiquement dangereux.

Ce sera pourtant nécessaire si Ankara veut se conformer aux exigences de l'Union européenne qui préconise, en vue d'une future adhésion de la Turquie, un retrait de l'armée de la vie politique et économique et plus de transparence dans la gestion du pays. Alors que la corruption est estimée par la Banque mondiale à 15 % de la valeur des contrats publics⁹, on mesure l'urgence qu'il y a à assainir le fonctionnement au plus haut niveau de l'État, dont certaines sphères sont en outre compromises dans de douteuses relations avec le puissant « milieu » turc.

Nouvelles élites, nouvelles valeurs

Le gouvernement issu des élections du 3 novembre 2002 aura-t-il la capacité d'entreprendre les réformes nécessaires ? Son principal atout réside dans son homogénéité. C'est en effet la première fois depuis plus de quinze ans qu'un seul parti, et non une improbable coalition, est chargé de former le gouvernement. Il est vrai qu'avec 34 % des voix le parti islamiste modéré AKP (Parti de la justice et du développement)

– qui préfère quant à lui l'appellation de musulman conservateur – a remporté une majorité parlementaire absolue de 363 sièges sur 550.

Désormais Premier ministre, son chef charismatique Recep Tayyip Erdoğan – naguère populaire maire d'Istanbul – bénéficie pour le moment de la neutralité de l'armée qui, contrairement au passé, semble s'être résignée à l'arrivée au gouvernement d'une formation issue de l'islam politique. Il est vrai que le chef du gouvernement s'est clairement engagé à défendre le caractère laïc de l'État et qu'il a donné de nombreux gages de son aptitude au compromis. Il n'en reste pas moins qu'avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la Turquie semble être entrée dans l'ère post-kémaliste. Représentant des nouvelles classes moyennes qui s'affirment à la fois musulmanes et modernes et des hommes d'affaires anatoliens alliant modernisme économique et conservatisme social, mais recrutant aussi dans les couches populaires avides de justice sociale et chez les Kurdes hostiles au dogme

kémaliste, ce parti illustre l'émergence d'une Turquie désormais désireuse de recoudre les fils rompus de ses passés successifs.

La réislamisation de la société, bien antérieure à 2002 et dont l'augmentation du nombre de femmes voilées est l'un des signes les plus visibles, suscite des critiques et des craintes, pas toujours injustifiées, de la part des élites modernistes. Fer de lance de la laïcité, la forte minorité alévi – quelque 15 millions de Turcs font partie de cette communauté chiite atypique, farouchement anticléricale et qui est l'un des viviers de la gauche – s'inquiète de l'influence croissante des mouvements fondamentalistes dans toutes les couches de la société. De fait, les Turcs semblent aujourd'hui à la recherche d'un nouveau compromis socioculturel plutôt conservateur qui réconcilierait toutes les composantes de la société.

Redevenir une puissance régionale ?

Cette nouvelle orientation n'a toutefois en rien diminué le tropisme occidental de la Turquie. Comme aucun dirigeant avant lui, R.T. Erdoğan s'est fait, dans les capitales de l'Union européenne où résident plus de 3 millions de ses concitoyens, le messenger opiniâtre de la volonté turque d'intégrer l'Union européenne au plus vite, et a montré en maintes cir-



Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan (à gauche) et son ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül, le 15 mars 2003 à Ankara.

constances qu'il n'entendait pas desserrer l'ancrage de son pays à l'Occident. L'appartenance à l'OTAN, dont la Turquie constitue le flanc sud-oriental de plus en plus stratégique, a été réaffirmée, de même que la coopération avec Israël, dont l'important volet militaire renforce l'alliance entre les deux principales puissances

militaires du Proche-Orient.

Certes, le refus en mars 2003 du Parlement turc d'autoriser le stationnement à l'est du pays de 60 000 soldats américains, rendant plus difficile l'ouverture d'un second front américain dans la guerre contre l'Irak, a profondément irrité Washington qui a pris conscience qu'Ankara n'était plus un allié docile. Mais, naviguant entre des exigences contraires, le Premier ministre a voulu fournir des preuves de sa fidélité en autorisant l'armada américaine à utiliser

l'espace aérien turc. Cette concession s'imposait d'autant plus que la Turquie souhaitait vivement, en échange, pouvoir déployer ses troupes au Kurdistan irakien. Et l'on sait à quel point la politique moyen-orientale d'Ankara est conditionnée par sa volonté d'empêcher toute tentative de constitution d'une entité kurde autonome.

Ce difficile exercice a permis à R.T. Erdogan de ne pas se couper d'une opinion de plus en plus hostile – comme ses voisines européennes – à l'unilatéralisme américain et de conserver les cartes susceptibles de faire de la Turquie une puissance régionale. Ankara tente en effet, depuis une décennie, de profiter du vide laissé par la disparition de l'URSS pour prendre place dans le grand jeu centre-asiatique. La Turquie profite à cet égard de l'atout que lui offre l'existence d'une vaste zone turcophone qui s'étend de la mer Noire à la Chine. Dès 1992, elle a organisé à Ankara un sommet des États turcophones et tâche, depuis, de renforcer par ce biais son influence (voir encadré p. 84). Certains cercles des mouvances islamistes et anti-européennes ont d'ailleurs caressé un moment l'idée de s'éloigner de l'Europe pour privilégier une *Ostpolitik* mieux à même, selon eux, d'asseoir la puissance turque. Mais l'idée a fait long feu, leurs concitoyens étant majoritairement partisans de l'ancrage à l'Ouest où se trouvent les principaux partenaires économiques du pays (alors que le commerce avec l'Asie centrale ne représente que 5 % des échanges).

L'enjeu énergétique

C'est surtout dans la redistribution des cartes pétrolières centre-asiatiques qu'Ankara entend jouer un rôle. Modeste producteur, la Turquie fait tout pour devenir le lieu de transit privilégié des hydrocarbures de la Caspienne, possible eldorado pétrolier du XXI^e siècle. En novembre 1999, elle signait avec l'Azerbaïdjan, pays clef de l'espace turcophone, un accord sur la construction d'un oléoduc reliant Bakou au port turc de Ceyhan, via la Géorgie, qui lui rapporterait d'importants dividendes stratégiques et financiers. Long de près de 2 000 kilomètres et d'un coût estimé à 3 milliards de dollars, un tel oléoduc représente la solution la plus onéreuse pour transporter le pétrole d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan. Toutefois, elle a les faveurs des États-Unis, peu enthousiastes à l'idée de voir l'Iran devenir un lieu de passage pour des approvisionnements promis à un bel avenir, de même qu'ils se méfient des tra-

cés privilégiant les régions sous forte influence russe. Les compagnies pétrolières, en revanche, sont réticentes à l'idée de financer cette longue route du pétrole allant, à leurs yeux, à l'encontre de toute logique économique. Les choix, pour l'instant, ne sont pas définitifs, le grand jeu pétrolier étant loin d'être achevé dans une région apparaissant aujourd'hui comme l'une des plus instables du globe.

À l'intersection des zones de tension

En fait, la Turquie a du mal à trouver un espace dans lequel elle aurait naturellement sa place. Boudée par une Europe occidentale qui la renvoie régulièrement à son altérité, elle est à l'intersection des zones les plus perturbées de la planète. D'un côté, des pays balkaniques qui firent jadis partie de son empire, dont le fragile équilibre a volé en éclats depuis la fin de la guerre froide, qui abritent d'importantes minorités turques, et avec lesquels les relations sont difficiles. De l'autre, un Moyen-Orient en feu qui fut lui aussi sous domination ottomane, auquel la rattachent de nombreux liens, à commencer par celui de la religion, mais dont l'histoire récente l'a éloignée. La première guerre du Golfe (1990-1991) et l'embargo qui a suivi ont en outre distendu les liens économiques étroits qu'elle entretenait avec Bagdad, provoquant d'ailleurs un important manque à gagner pour l'économie turque. Enfin, une Asie profonde, berceau emblématique des Turcs, qui est aujourd'hui un terrain où s'affrontent toutes les convoitises économiques et politiques.

Des réformes indispensables

En attendant de jouer dans son hinterland oriental un rôle qu'elle estime être à sa mesure, la Turquie continue de préparer son entrée dans

l'Union européenne, avec laquelle elle est déjà liée par une union douanière depuis 1996. Après bien des péripéties, le Conseil européen de Copenhague a réaffirmé en décembre 2002 la vocation de la Turquie à adhérer à l'Union malgré quelques réticences fortement exprimées au sein de certains États membres. Cependant, le rapprochement opéré avec Athènes depuis 1999 – après des décennies de franche hostilité et d'affrontement ouvert à Chypre – a permis de lever l'opposition grecque qui fut longtemps, avec celle des chrétiens démocrates allemands, le principal obstacle à l'agrément définitif de la candidature turque¹⁰.

¹⁰ Sur la question de Chypre et son importance dans la candidature de la Turquie à l'Union européenne, voir l'article de G. Bertrand, « Chypre : vers une solution européenne ? », *Questions internationales*, n° 1, mai-juin 2003.

¹¹ Ces critères, dits de Copenhague, sont des exigences politiques (institution stable garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités), économiques (économie de marché stable) et la reprise de l'acquis communautaire.

La partie, toutefois, est loin d'être gagnée. Cela ne dépend pas seulement de la crainte de certains de voir l'espace européen s'étirer trop au sud-est, de partager ainsi une longue frontière avec les dangereux brasiers moyen-orientaux ainsi que de la peur de voir déferler en Europe des millions d'immigrés, musulmans qui plus est. La Turquie a fort à faire pour se conformer aux critères d'admission énoncés par les Quinze¹¹. Elle a déjà fourni un signe encourageant en adoptant, en août 2002, d'importantes réformes, dont l'abolition de la peine de mort et la reconnaissance des droits culturels des Kurdes. Mais, bien que spectaculaire, le retournement est encore insuffisant. En 2001, Ankara a été condamné 169 fois par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses violations des libertés élémentaires et un usage encore fréquent de la torture, même s'il est en diminution. Les réformes politiques devront se poursuivre à un rythme soutenu. L'actuel gouvernement semble en avoir la volonté. Reste à savoir si l'armée abandonnera sans résister son rôle de gardien d'un dogme autoritaire et jacobin historiquement dépassé.

L'armée consentira-t-elle également à renoncer à ses exorbitants privilèges ? Le redressement économique du pays ne se fera qu'à ce

prix. Or, le rétablissement des équilibres budgétaires, le rétrécissement du secteur public, la mise en œuvre d'une véritable politique anti-inflationniste et l'adoption d'un minimum de transparence dans la gestion de l'appareil d'État nuiront sérieusement aux catégories rentières qui prospèrent aujourd'hui à l'ombre de l'opacité.

* * *

Pays sans nul doute moderne et dynamique, exception séculaire dans le monde musulman, y compris du fait de l'évolution de ses mouvements islamistes, la Turquie doit se réformer plus encore dans les domaines politique et économique, comme dans celui du traitement de ses minorités, pour avoir le droit de se proclamer européenne. C'est en tout cas ce message clair que lui ont transmis les Quinze. Nombre de Turcs sont convaincus que leur pays a tout à gagner d'une telle évolution. Mais les nostalgiques de l'État religieux et ceux du nationalisme kémaliste, toujours influents, pourraient encore tenter de ralentir le processus. ■